

# REVUE INTERNATIONALE DES SCIENCES SOCIALES

Revue trimestrielle  
Volume XXVI n° 1 1974



## L'étude des relations internationales : paradigmes contestés

Grandes controverses et controverses mineures  
Une approche systémique  
De la politique internationale à la  
politique transnationale  
Modèles de politique étrangère et le tiers monde  
Structure du pouvoir  
Recherche sur la paix

UNESCO



Cette *Revue* est publiée en anglais sous le titre *International social science journal*. Des sélections d'articles qui y ont paru sont également préparées régulièrement en arabe et, occasionnellement, en espagnol et en portugais.

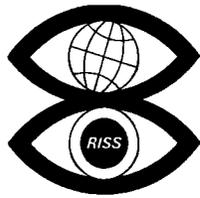
---

**Les sujets des prochains numéros**

Contributions aux  
politiques de population  
Communication en  
sciences sociales

**Les correspondants**

Belgrade : Trivo Indic  
Buenos Aires : Enrique Oteiza  
Le Caire : Abdel Moneim El-Sawi  
Cologne : Axel Schmalfluss  
Delhi : André Béteille  
Ife : Akinsola Akiwowo  
Mexico : Rodolfo Stavenhagen  
Moscou : Marlen Gapotchka  
New York : David Goslin  
Nicosie : Elena Nikita et M. Attalides  
Singapour : S. H. Alatas  
Sydney : Henry Mayer  
Tokyo : Ikumi Hoshino



revue  
internationale des  
sciences sociales

volume XXVI 1974

unesco paris





# revue internationale des sciences sociales

Revue trimestrielle  
publiée par l'Unesco, Paris  
Vol. XXVI (1974), n° 1

## **L'étude des relations internationales : paradigmes contestés**

- Ali Kazancigil* Introduction 7  
*Arend Lijphart* La théorie des relations internationales :  
grandes controverses et controverses mi-  
neures 11
- John W. Burton* Pour une approche systémique des rela-  
tions internationales 23
- Saul Friedländer* Réflexions sur les tendances actuelles de la  
et *Raymond Cohen* recherche en relations internationales 37  
*J. Henk Leurdijk* De la politique internationale à la politique  
transnationale : un changement de para-  
digmes ? 58
- Bahgat Korany* Les modèles de politique étrangère et leur  
pertinence empirique pour les acteurs du  
tiers monde : critique et contre-proposi-  
tion 76
- Marcos Kaplan* La structure du pouvoir dans les relations  
internationales 104
- Jerzy J. Wiatr* Sociologie et étude des relations interna-  
tionales 118
- Asbjørn Eide* Méthodes et problèmes de la recherche sur  
la paix : le choix des valeurs 129
- ## **Le milieu des sciences sociales**
- Chadwick F. Alger* Les sciences sociales comme système trans-  
et *Gene M. Lyons* national 147  
*André Béteille* Les instituts de recherche en Inde 162  
*Gabriel Gyarmati K.* Les sciences sociales au Chili : profession-  
nalisation, codes d'éthique et affrontement  
idéologique 165

## **Services professionnels et documentaires**

- Nouveaux périodiques 171  
Calendrier des réunions internationales  
181  
Littérature du système des Nations Unies :  
une sélection annotée 185  
Livres reçus 195  
« Répertoire mondial des institutions de  
sciences sociales » 199

Rédacteur en chef : **Peter Lengyel**  
Rédacteur en chef adjoint : **Ali Kazancigil**

### **Relèvement des prix**

Nous avons le regret d'annoncer que l'augmentation continue des coûts — une réalité sans doute familière à nos lecteurs à travers le monde — qui avoisine actuellement en moyenne les 10 % par an, nous force à relever le prix de la *Revue internationale des sciences sociales*, à partir de ce numéro. Le nouveau tarif d'abonnement annuel sera de 45 F, tandis que chaque numéro sera vendu 14 F. Les prix dans les autres monnaies seront aussi rajustés, mais nous rappelons à nos lecteurs que cette *Revue*, comme d'ailleurs toutes les publications de l'Unesco, peut être achetée en monnaie locale, à condition que les ordres d'achat passent par les distributeurs nationaux, dont les noms se trouvent dans une liste publiée à la fin de chaque numéro. Nous nous efforcerons de maintenir ces prix aussi longtemps que possible, tout en saisissant ici l'occasion de souligner qu'ils restent à un niveau relativement raisonnable, et que la possibilité d'éviter les problèmes de devises étrangères constitue un avantage considérable dans beaucoup de pays.

Nous continuerons nos efforts visant à maintenir les standards rédactionnels au plus haut niveau, à diversifier les sujets couverts, à améliorer les différents services mis à la disposition des lecteurs et à rendre la *Revue* attrayante sur le plan esthétique. En échange, nous espérons pouvoir compter sur la compréhension de nos lecteurs et sur leur fidélité non seulement à la *Revue internationale des sciences sociales*, mais aussi à l'entreprise de collaboration scientifique internationale que celle-ci représente et cherche à promouvoir.

#### *Prix et conditions d'abonnement [A]*

Prix du numéro : 14 F  
Abonnement annuel : 45 F

Adresser les demandes d'abonnement aux agents généraux de l'Unesco (*voir liste*), qui vous indiqueront les tarifs en monnaie locale. Toute notification de changement d'adresse doit être accompagnée de la dernière bande d'expédition.

Les articles signés n'engagent que leurs auteurs.

Les articles de ce numéro peuvent être reproduits avec l'autorisation de la rédaction.

Toute correspondance relative à la présente revue doit être adressée au rédacteur en chef de la *Revue internationale des sciences sociales*, Unesco, 7, place de Fontenoy, 75700 Paris.

Imprimerie des Presses Universitaires de France, Vendôme.  
© Unesco 1974

**L'étude  
des relations  
internationales :  
paradigmes  
contestés**

# Introduction

Ali Kazancigil

Ce numéro de la *Revue* traite de certaines questions théoriques, méthodologiques et épistémologiques controversées dans l'étude des relations internationales.

Le débat sur ces questions ne date pas d'aujourd'hui et n'est pas près de s'éteindre. Ceux qu'on appelle les traditionalistes, d'une part, et les scientifiques ou *behaviouralists* et plus récemment *post-behaviouralists*, d'autre part, s'affrontent inlassablement depuis les années cinquante à propos des mérites de leurs paradigmes respectifs.

On peut certes adopter le point de vue optimiste et penser que ce genre de débat est la preuve de la vigueur intellectuelle de la discipline et l'une des conditions de son progrès. On peut aussi bien se montrer sceptique et estimer que les études des relations internationales tournent en rond et c'est parce qu'elles ne semblent pas être en mesure de sortir de certaines ornières que le débat reste enfermé dans de vieilles querelles. C'est que « les problèmes de l'étendue, la méthodologie, la nature de la théorie, et la pertinence des autres disciplines pour l'étude des relations internationales ne sont nullement résolus » [1].

S'ajoutent à cela les réserves souvent exprimées par les spécialistes des relations internationales quant à la capacité de la discipline à devenir opérationnelle, à être de quelque utilité pour ceux qui conçoivent et dirigent les politiques des divers acteurs sur la scène internationale. Il est, par exemple, peu probable que l'homme qui fascine actuellement beaucoup de ceux qui s'intéressent à la politique internationale, le secrétaire d'État américain Henry Kissinger, ressente souvent la nécessité de recourir aux théories des relations internationales existantes, pour y découvrir des éléments d'explication et de prévision qui l'aideraient à mieux formuler sa politique et à obtenir des résultats plus probants.

Ces faiblesses, et d'autres aussi, sont admises par la discipline qui les affronte avec l'intention d'y remédier. Les années soixante-dix voient les efforts

---

*Ali Kazancigil, rédacteur en chef adjoint de cette Revue, est un politologue. Avant de rejoindre le département des sciences sociales de l'Unesco, il a enseigné les relations internationales à Middle East Technical University, Ankara et fut le correspondant particulier du journal français Le Monde en Turquie. Il a publié des articles dans divers périodiques de science politique.*

des spécialistes des relations internationales se concentrer vers l'élaboration des théories et méthodologies, tournées vers la solution des problèmes qui se posent sur la scène internationale, expliquant mieux la réalité et permettant de faire des prévisions. Aussi, n'est-il pas entièrement utopique d'espérer que le fossé entre la théorie et la pratique se rétrécira, que le débat entre les traditionalistes et les scientifiques, les tenants de la « qualitative » et les partisans de la « quantitative », appartiendra tôt ou tard à l'histoire de la discipline.

L'étude des relations internationales est interdisciplinaire par essence. Cela s'impose à partir du moment où le modèle qui considérait l'État comme le seul acteur des relations internationales n'est plus le reflet fidèle de la réalité. Tant que ce modèle gardait sa prédominance, l'étude des relations internationales apparaissait comme une branche du droit et de la science politique. Aujourd'hui, pour la plupart des spécialistes, elle constitue un domaine qui transcende les disciplines classiques des sciences sociales, et sa légitimité est de moins en moins mise en question.

Sur le plan épistémologique, les spécialistes des relations internationales ont pris conscience du fait que dans le passé ils se sont presque exclusivement penchés sur les problèmes qui préoccupaient les grandes puissances et, généralement, les régions industrialisées du monde. Cette approche ethnocentrique a entravé le développement de la discipline.

Les articles qui suivent traitent de certains de ces problèmes. Arend Lijphart relève dans l'étude des relations internationales l'avènement d'une « révolution scientifique », selon la définition de Thomas Kuhn, où un nouveau paradigme, différent de l'ancien sur les plans de la théorie, de la méthodologie et de l'épistémologie, fait son apparition.

John Burton soutient que, dans le cadre de ce nouveau paradigme *behavioralist*, c'est l'analyse systématique, combinée sur le plan méthodologique avec le raisonnement déductif, qui est la plus apte à expliquer la réalité internationale et à répondre aux exigences de la science. Pour Burton, le débat entre les traditionalistes et les scientifiques est souvent un faux débat. Nombre de *behavioralists* ont tendance à confondre la science avec les techniques quantitatives, tout en restant, sur le plan de la substance et de la méthodologie, dans le cadre du paradigme traditionnel, notamment en suivant un type de raisonnement inductif, héritage de l'ancien paradigme et conduisant à des généralisations purement descriptives.

Saul Friedländer et Raymond Cohen, qui analysent l'orientation de la recherche contemporaine en matière des relations internationales du point de vue de l'historien, rejoignent Burton lorsqu'ils affirment que les méthodes quantitatives doivent suivre la théorie et non pas la précéder dans la détermination des questions à poser et de l'étendue de la recherche. Ils préconisent l'incorporation de l'approche historique dans l'étude des relations internationales, tout en maintenant les deux objectifs fondamentaux de la discipline que sont la formulation des théories explicatives et l'analyse des structures (*patterns*) récurrentes. L'histoire

— ce « laboratoire du comportement humain » — leur paraît indispensable pour déterminer ce qui a de l'importance et de la pertinence dans les recherches entreprises.

J. Henk Leurdijk développe dans sa contribution un aspect crucial du nouveau paradigme des relations internationales qui avait déjà été souligné par Lijphart et Burton : le modèle « anarchique » des relations internationales, avec comme seul acteur l'État souverain, laisse sa place à un modèle dans lequel les relations internationales sont étudiées des points de vue de l'interaction, l'interdépendance et la convergence des acteurs et des processus, la distinction classique entre les domaines interne et externe de l'État-nation s'effaçant progressivement au profit des relations transnationales. Le paradigme transnational met l'accent davantage sur l'interdépendance que sur la dépendance, et sur la nature hiérarchique, inégalitaire du système international. Cela est dû, selon l'auteur, à la domination des perspectives eurocentriques et américaines, qui sont celles « d'un centre qui contrôle le réseau des relations internationales, qui a déterminé les préoccupations intellectuelles de la discipline ».

La nécessité d'inclure dans l'étude des relations internationales la perspective des pays en voie de développement est le thème central des deux articles qui suivent. Bahgat Korany préconise la construction, dans l'étude de la politique extérieure, d'un modèle théorique qui serait pertinent sur le plan empirique et aussi susceptible de devenir opérationnel. Mais sa préoccupation essentielle est de placer son modèle dans un cadre de référence propre aux acteurs du tiers monde, et de dégager des variables spécifiques applicables dans ledit cadre.

Marcos Kaplan étudie la structure du pouvoir dans les relations internationales en se servant de la théorie de la dépendance. Il prolonge l'analyse de Leurdijk en soulignant l'importance d'une étude scientifique de cette structure pour les pays du tiers monde, qui doivent concevoir des stratégies internationales afin d'atteindre les objectifs de développement national qu'ils se sont fixés. Prenant ses racines dans la théorie de l'impérialisme, l'approche de la dépendance-dominance constitue un cadre théorique très utile. Elle soutient, comme l'écrit Kaplan, que « le sous-développement à l'intérieur et la dépendance à l'extérieur — les deux faces d'une même médaille — sont liés ». Comme la théorie de l'impérialisme dont elle est issue, la théorie de la dépendance se situe en dehors du paradigme traditionnel des relations internationales. Elle est cependant très différente du paradigme transnational. Elle est dialectique et incorpore l'histoire. Le paradigme *behaviouralist* insiste sur l'interdépendance; il est, dans une large mesure, ahistorique. La théorie de la dépendance, qui n'a pas encore atteint sa pleine maturité, peut permettre à l'étude des relations internationales d'échapper à son ethnocentrisme.

Jerzy Wiatr analyse dans son article l'apport méthodologique de la sociologie à l'étude des relations internationales. Il insiste surtout sur la contribution de la sociologie marxiste et fait ressortir les points sur lesquels la théorie marxiste-léniniste des relations internationales doit faire des efforts particuliers pour tenir

pleinement compte des récents développements intervenus dans la réalité internationale.

Enfin, dans le dernier article de ce numéro, Asbjørn Eide passe en revue les problèmes méthodologiques, éthiques et épistémologiques que connaissent les recherches sur la paix. Il s'agit là d'un domaine qui partage les préoccupations de la tendance contemporaine, *post-behavioural*, des relations internationales : interdisciplinaire, orienté vers la solution des problèmes, transcendant les distinctions disciplinaires et les barrières entre la politique interne et externe.

Les huit articles qui sont réunis ici ne prétendent pas couvrir tous les aspects du thème choisi; ils devraient être considérés à la lumière des objectifs de cette *Revue*, qui consistent à former un lien entre les spécialistes appartenant à toutes les disciplines des sciences sociales, qui vivent dans des communautés scientifiques et des pays qui n'ont pas toujours des rapports suivis entre eux, et de porter à l'attention des scientifiques qui ne sont pas spécialisés dans le thème choisi les débats théoriques qui s'y déroulent et les tendances principales de la recherche qui s'y dégagent.

#### Référence

- 
1. DOUGHERTY, James E.; PFALTZGRAFF, Robert L. Jr. 1971. *Contending theories of international relations*, p. 383. Philadelphie, J. B. Lippincott Company, 1971.

# La théorie des relations internationales : grandes controverses et controverses mineures\*

Arend Lijphart

L'étude des relations internationales est une discipline relativement récente — on estime généralement qu'elle s'est constituée au lendemain de la première guerre mondiale [1] — mais qui s'est développée avec une rapidité presque foudroyante, surtout dans les années qui ont suivi la deuxième guerre mondiale. Dans toute discipline nouvelle où les spécialistes sont nombreux et compétents, les désaccords et les polémiques sont inévitables, et les relations internationales ne font pas exception à la règle. Nous étudierons ici les principales controverses que leur analyse a suscitées : en cherchant à déterminer quelles grandes idées directrices s'en dégagent.

## Deux grandes controverses

Deux polémiques ont été considérées comme d'importance majeure : celle du réalisme et de l'idéalisme dans les années trente et la décennie qui a suivi la deuxième guerre mondiale, celle du traditionalisme et de la science dans les années soixante. La première fut en réalité une fausse controverse, car l'échec de la Société des Nations et la deuxième guerre mondiale démontrèrent l'inanité de la confiance dans les institutions et les préceptes moraux comme moyen d'assurer l'ordre et la paix entre les nations qui avait prévalu chez les tenants de l'idéalisme pendant les années trente. Après 1945, il ne restait plus beaucoup d'idéalistes, et la controverse opposa surtout les réalistes purs à ceux qui tempéraient leur réalisme d'une pointe d'idéalisme [2]. Aussi le réalisme de l'après-guerre fut-il une réaction collective contre l'idéalisme, qui contribua à accentuer exagérément les divergences entre ces deux écoles de pensée. Nous verrons plus loin, en fait, que les points qu'elles ont en commun comptent beaucoup plus que leurs différences.

---

*Arend Lijphart, professeur des relations internationales à l'Université de Leyde (Pays-Bas), est l'auteur de The trauma of decolonization (1966) et The politics of accommodation (1968). Il a également publié de nombreux articles dans les domaines des relations internationales et des études politiques comparées.*

\* L'*International studies quarterly* publiera en 1974, sous le titre : « The structure of the theoretical revolution in international relations », un exposé plus détaillé sur les controverses qu'ont suscitées les études des relations internationales depuis la deuxième guerre mondiale.

La deuxième grande controverse porte sur des points de désaccord plus fondamentaux et les adversaires sont de force moins inégale. Dans leur recueil *Contending approaches to international politics*, consacré à la deuxième controverse, Klaus Knorr et James N. Rosenau formulent deux conclusions importantes sur la nature de celle-ci. Tout d'abord, s'il existe des divergences, tant chez les partisans du traditionalisme que parmi les défenseurs de la science, « l'unanimité est acquise sur un point : il est utile et légitime de classer en deux catégories opposées les divers points de vue sur les phénomènes internationaux. Nulle part dans ce recueil, on ne dénonce ce procédé comme une simplification abusive ». En second lieu, les auteurs soulignent qu'il s'agit d'un problème purement méthodologique : « La controverse ne porte pas sur la substance même de la politique internationale. C'est le mode d'analyse, et non le sujet proprement dit, qui est au cœur du débat [3]. » Ces deux déclarations appellent un examen attentif.

Le clivage entre partisans de la science et défenseurs du traditionalisme dans le domaine des relations internationales correspond à celui qui oppose champions et adversaires du béhaviorisme en politologie. La querelle du béhaviorisme est souvent présentée comme un exemple de « révolution scientifique », au sens où Thomas S. Kuhn emploie cette expression; le béhaviorisme est alors considéré comme un « paradigme », selon la terminologie du même auteur [4]. Résumée en quelques mots, la théorie de Kuhn est que, dans les sciences de la nature, les périodes de pratique normale alternent avec des révolutions scientifiques. La pratique scientifique normale est guidée par un paradigme, c'est-à-dire une conception, un modèle ou une théorie universellement acceptés, sur lesquels s'édifie, selon un processus cumulatif, le savoir scientifique. Les révolutions scientifiques sont « des phases de changement à caractère non cumulatif qui entraînent la substitution totale ou partielle à l'ancien paradigme d'un nouveau paradigme incompatible avec lui » [5]. Cette définition implique que deux paradigmes se trouvent généralement en conflit dans une révolution scientifique. La théorie de Kuhn est surtout inspirée par l'évolution des sciences de la nature, mais elle s'applique aussi, à bien des égards, à d'autres disciplines, et notamment à l'étude des relations internationales, dont l'évolution depuis la deuxième guerre mondiale s'apparente à la description que donne Kuhn des révolutions scientifiques. Et lorsque Knorr et Rosenau affirment qu'il existe une dichotomie fondamentale de la théorie des relations internationales, ils rejoignent l'idée de Kuhn selon laquelle les révolutions scientifiques se caractérisent par une recherche à deux paradigmes.

Tous les spécialistes ne sont pas de l'avis de Knorr et Rosenau. Avec une exagération voulue, un commentateur a récemment déclaré que le domaine des relations internationales était un chaos où s'affrontaient « autant de théories que de théoriciens » [6]. Robert T. Holt et John M. Richardson, qui étudient un domaine très voisin, la politique comparée, réfutent plus nettement la thèse selon laquelle les relations internationales sont caractérisées par un double paradigme. Pour eux, plusieurs méthodes nouvelles sont des paradigmes au sens où l'entend

Kuhn : systématique, fonctionnalisme structural, analyses psychologiques, modèles formels et rationnels comme la théorie des jeux, « approches athéoriques » [7]. Ces méthodes correspondent à certaines orientations nouvelles dans le domaine des relations internationales. De même, Bruce M. Russett indique qu'une analyse factorielle portant sur des citations de 68 spécialistes des relations internationales au cours de la période 1966-1968 fait apparaître l'existence, non de deux grands groupes, mais d'une douzaine d'écoles différentes au sein de cette discipline [8].

### **Problèmes méthodologiques et épistémologiques**

L'étude de cette question suppose un examen préalable de la deuxième conclusion de Knorr et Rosenau. Le paradigme « scientifique-béhavioriste » et le paradigme « traditionaliste-non béhavioriste » ne s'opposent-ils vraiment que sur des points de méthode, et n'y a-t-il pas d'autres pommes de discorde dans la théorie des relations internationales ? En fait, on peut facilement trouver deux autres différences entre béhavioristes et traditionalistes : leur désaccord quant à la possibilité de constituer une théorie générale viable et quant à la pertinence politique de la recherche sur les relations internationales. Harry Howe Ransom, qui a fait une étude approfondie de ce domaine en 1968, déclare : « L'école béhavioriste estime que la recherche débouchera sur une théorie politique générale englobant les relations internationales. Les traditionalistes ne pensent pas qu'une théorie universelle soit concevable, qu'elle puisse être constituée ou faire l'objet d'une recherche. » De plus, les traditionalistes estiment généralement qu'il « convient avant tout de veiller à ce que l'analyse reflète le monde réel, tel qu'on peut l'observer » [9]. Si ces trois sujets de désaccord ne se confondent pas sur le plan conceptuel, ils sont étroitement liés et coïncident dans une grande mesure. Le béhavioriste, persuadé qu'il existe un système de variables décelables, s'affirmera vraisemblablement, tant par ses méthodes que par l'objectivité de sa recherche, comme un esprit plus proche du scientifique « pur » que son collègue traditionaliste, moins optimiste que lui.

Ces divergences épistémologiques et méthodologiques sont fondamentales et reflètent bien les différences qui opposent les paradigmes concurrents. Selon Kuhn, les paradigmes s'opposent sur des valeurs aussi fondamentales que celles-ci : « Les prévisions quantitatives sont préférables aux prévisions qualitatives », « La science doit ... avoir une utilité sociale » [10]. Or ces questions sont exactement celles qui départagent les tenants du traditionalisme et ceux du béhaviorisme. Les trois points de désaccord étant fondamentaux et tendant à coïncider entre eux, Knorr et Rosenau sont d'autant plus fondés à présenter les relations internationales comme une discipline à deux paradigmes.

## Problèmes de fond

Le bien-fondé de cette théorie apparaît encore plus nettement si l'on considère les principaux points de désaccord sur des questions de fond. En premier lieu, il importe de reconnaître que les chercheurs peuvent être amenés à tirer des conclusions — ou du moins à formuler des hypothèses — de fond différentes selon qu'ils adoptent telle ou telle méthode de travail. Pour Kuhn, les révolutions scientifiques sont des conflits entre différentes « visions du monde ». Qui regarde le monde sous un angle différent voit, dans une certaine mesure, un monde différent : « Ceux qui s'inspirent de paradigmes antagoniques déploient leurs activités dans des univers différents... Les uns et les autres observent le réel, et ce qu'ils observent n'a pas changé. Mais dans certains secteurs, ni les choses perçues, ni les rapports qu'elles ont entre elles, ne leur apparaissent sous le même jour [11]. » Dans le domaine des relations internationales, le jugement que portent les tenants de chaque doctrine sur les résultats et conclusions pratiques auxquels parvient l'école adverse illustre bien ces tendances. Chacune des deux écoles estime en effet que l'autre obtient des résultats non pas simplement erronés, mais absurdes. En fait, ce n'est pas forcément le résultat qui est faux, mais le problème même que pose l'autre école. Or une question fautive appelle nécessairement une réponse absurde, hors de propos. Si Hedley Bull, partisan du traditionalisme, condamne le modèle béhavioriste, c'est moins parce qu'il conduit à des conclusions erronées que parce qu'il « rend impossible, par essence, toute analyse du fond même de la question », qu'il se limite aux « questions marginales », aux « à-côtés des problèmes ». On ne doit pas tolérer les « absurdités » qui nous sont ainsi « imposées » [12]. Dans sa réponse, Morton A. Kaplan utilise des termes et des arguments similaires : les conclusions des traditionalistes ne se rattachent pas clairement au monde de l'expérience et sont « d'une généralité touchant à l'absurde ». Elles sont moins erronées que dépourvues de sens, et souvent ce n'est pas qu'elles soient fausses, mais que leur fausseté est indémontrable [13]. Si les deux écoles s'accusent mutuellement de réification, c'est bien qu'elles regardent deux mondes différents. Chacune accuse l'autre d'assujettir la réalité à un modèle et de considérer le modèle au lieu du monde réel. Pour Bull, le modèle béhavioriste est dangereux parce que ses auteurs tendent à lui attribuer « un lien contrové avec la réalité »; c'est le traditionaliste, rétorque Kaplan, « qui risque au contraire de prendre son modèle pour la réalité » parce que ses modèles sont implicites [14].

## L'anarchie internationale

En outre, il existe depuis la dernière guerre, chez les spécialistes des relations internationales, deux points de désaccord explicites sur le fond qui sont liés entre eux et aux controverses méthodologiques entre traditionalistes et béhavioristes : a) pour

les uns, les relations internationales sont anarchiques, alors que pour les autres la politique internationale est du même ordre que la politique intérieure; b) les uns considèrent que seuls les États-nations jouent un rôle dans la politique mondiale, alors que les autres font également la part des agents « transnationaux » et autres que les États.

La théorie classique des relations internationales était fondée sur la notion de souveraineté de l'État et sur son corollaire logique, celle d'anarchie internationale : ne reconnaissant aucune autorité supérieure à la leur, les États souverains sont dans l'état de nature les uns par rapport aux autres et la crise de sécurité qui en résulte les oblige à vivre dans un climat d'antagonisme et de rivalité. C'est dans le *Leviathan* de Thomas Hobbes et, de manière beaucoup plus approfondie, chez Jean-Jacques Rousseau (l'« état de guerre ») qu'il est fait mention pour la première fois de l'état de nature anarchique à propos des relations internationales. Néanmoins, la notion de monde anarchique est antérieure aux concepts de souveraineté et d'état de nature, qui sont relativement récents. On la sent poindre chez Thucydide, qui prête la remarque suivante à un chef militaire un peu philosophe : « Toujours, avec des voisins, la liberté se ramène à la faculté de leur tenir tête [15]. »

Les notions jumelles de souveraineté et d'anarchie internationale ont inspiré trois théories liées entre elles : celle du gouvernement mondial, celle de la sécurité collective, celle de l'équilibre du pouvoir. Selon la première, puisque l'anarchie est responsable de la tension internationale, il faut conclure un contrat social international pour mettre en place un gouvernement mondial souverain et unique. La théorie de l'équilibre du pouvoir veut, au contraire, que la lutte pour le pouvoir entre les États souverains tende à instaurer un équilibre qui, loin d'alimenter une tension perpétuelle, favorise dans une grande mesure l'ordre international. Quant à la troisième théorie, selon laquelle il serait souhaitable que les États s'engagent formellement à prendre des mesures collectives contre tout agresseur, on peut considérer qu'elle accepte en partie le contrat social : l'anarchie internationale n'est pas abolie, mais simplement atténuée, et l'on ne porte pas atteinte aux souverainetés nationales respectives. Selon Inis L. Claude, ces trois théories correspondent à des points successifs d'une progression vers une centralisation de plus en plus poussée de l'autorité et du pouvoir [16]. Cette progression concerne les objectifs normatifs des théories; toutes trois sont issues de l'idée que l'anarchie règne entre les États souverains.

Après la deuxième guerre mondiale, Hans J. Morgenthau, Raymond Aron et d'autres auteurs réalistes ont réaffirmé et défendu avec vigueur l'hypothèse de l'anarchie internationale. Ainsi, Morgenthau insiste sur « la différence fondamentale entre la politique internationale et la politique intérieure »; le conflit international peut être considéré comme un cas particulier du phénomène de conflit en général, à condition toutefois que « l'on ne néglige pas ce facteur capital : dans le cas du conflit international, les parties sont des nations souveraines qui ont le monopole de la force organisée [17] ». Aron critique les chercheurs qui ne font pas

de différence nette entre la politique intérieure et la politique internationale et qui « dénombrent les actes de violence ou les homicides sans faire le départ entre les assassins et les soldats ». Il pense que l'hypothèse traditionnelle de l'anarchie « reflète mieux la réalité, est plus conforme à l'expérience, plus instructive, plus productive [18] ».

## La position de Grotius

L'hypothèse inverse, qui nie la spécificité des relations internationales et affirme que la politique a essentiellement le même caractère à l'échelle d'une ou de plusieurs nations, n'eut qu'un petit nombre de défenseurs chez les théoriciens classiques; les plus éminents furent Grotius et ses disciples. Selon eux, il existe un fonds commun de normes morales et juridiques et le monde est une société composée d'États, où règne un consensus normatif suffisamment contraignant et suffisamment large pour que la notion d'état de nature et d'anarchie internationale soit inapplicable [19]. Autres exceptions importantes : la théorie léniniste et l'impérialisme et certaines théories économiques de l'impérialisme dans lesquelles l'explication du conflit international ne fait pratiquement pas intervenir l'idée d'une opposition entre politique intérieure et politique internationale.

Or, depuis la fin des années cinquante, la thèse de Grotius a été réaffirmée de plus en plus souvent et vigoureusement. Premier exemple indiscutable de ce regain d'actualité, une étude comparative de l'intégration dans les régions de l'Atlantique nord, publiée en 1957 par une équipe d'enquêteurs qu'animait Karl W. Deutsch, attaque sur deux fronts la notion traditionnelle d'anarchie. Les auteurs commencent par distinguer deux concepts : la communauté unifiée (*amalgamated community*) dotée d'un « centre de décisions suprême et unique » et la communauté de sécurité (*security community*), où « il existe une garantie réelle que les membres la composant ... ne s'affronteront pas physiquement ». L'état de nature (cas d'une communauté non unifiée, pluraliste) se différencie donc dès le départ, de l'état de guerre, réel ou virtuel (communauté autre que la communauté de sécurité). La corrélation entre l'anarchie et la guerre est ainsi reléguée au simple rang d'hypothèse. En second lieu, l'expérience enseigne, à la surprise de Deutsch et de ses collaborateurs, que « les communautés de sécurité pluralistes sont relativement plus faciles à constituer et à préserver que leurs homologues unifiées » — c'est-à-dire, en somme, que l'anarchie est un meilleur moyen d'assurer la paix que le contrat social ! En effet, douze conditions doivent être remplies pour assurer le succès des communautés de sécurité unifiées, et trois seulement dans le cas des communautés pluralistes. En outre, l'amalgame et le « monopole de la violence » qui s'instaure tendent « à faire obstacle » à l'avènement d'une paix durable « au lieu de la faciliter » [20].

Les théories traditionnelles qui mettent l'accent sur la différence fondamen-

tales entre la politique internationale et la politique intérieure considèrent nécessairement la souveraineté comme absolue et indivisible. Chez Deutsch — on le devine — ce concept devient relatif. Dans un ouvrage antérieur sur le nationalisme il distingue la « forme juridique » du « fond politique » de la souveraineté — le second étant plus important que la première — et affirme qu'« il y a des nuances et des degrés dans la souveraineté ... de part et d'autre de la frontière juridique » [21]. C'est aussi adopter implicitement le point de vue de Grotius plutôt que celui de la pensée traditionnelle.

Un autre exemple instructif est celui qu'offre l'étude bien connue de J. David Singer sur les niveaux d'analyse en matière de relations internationales. Les deux niveaux que distingue cet auteur — celui de l'État national et celui du système international — correspondent à la deuxième et à la troisième des célèbres « images » par lesquelles Kenneth N. Waltz explique la guerre et la rivalité entre les États. Mais alors que la troisième image de Waltz est l'anarchie internationale, Singer oppose les vertus descriptives, explicatives et prédictives des deux niveaux d'analyse sans mentionner une seule fois l'antagonisme entre la souveraineté et l'anarchie [22]. Bruce M. Russett est encore plus catégorique : « C'est une erreur de croire que la politique internationale est anarchique, chaotique et foncièrement différente de la politique nationale » [23]. Tel est aussi l'avis de la plupart des spécialistes de la recherche sur la paix qui estiment que le conflit international s'explique mieux si on le rapproche du conflit entre les groupes en général, selon la métaphore de Grotius, qu'en insistant, à la manière des auteurs traditionalistes, sur la spécificité de l'antagonisme entre États souverains. Comme l'affirme un éditorial du premier numéro du *Journal of conflict resolution* : « Le comportement des nations et leurs interactions ne constituent pas un domaine d'expérience isolé et fermé sur lui-même, mais s'inscrivent au contraire dans un champ beaucoup plus vaste de comportements et d'interactions [24]. »

## **Les agents de la politique internationale**

Le deuxième point de désaccord sur le fond a trait à l'identification des agents de la politique internationale. Dans la perspective traditionnelle; il n'y en a pour ainsi dire qu'un seul : l'État-nation. Au cours des dernières années, toutefois, on s'est intéressé de plus en plus à d'autres agents. C'est ainsi que pour Singer, la scène internationale est un système global comprenant divers sous-systèmes. Ceux-ci ne sont pas seulement composés d'États nationaux, auxquels il estime qu'on prête généralement un rôle exagéré, mais également d'entités intranationales et extranationales, de coalitions et d'organisations regroupant plusieurs nations [25]. Herbert J. Spiro affirme que « tous les systèmes politiques, qu'il s'agisse de nations ou de systèmes plus restreints, font partie intégrante » du système politique mondial [26]. Cette nouvelle conception fait une place importante

aux relations « transnationales », dont Joseph S. Nye et Robert O. Keohane donnent la définition suivante : « les contacts, coalitions et interactions entre États qui échappent à l'autorité des organes centraux de politique étrangère des gouvernements ». Ces auteurs définissent ainsi les « agents influents » : « Tout individu, toute organisation jouissant d'une certaine autonomie, disposant de ressources considérables, et ayant des relations politiques avec d'autres agents au-delà des frontières des États [27]. »

Bien que distincts sur le plan conceptuel, ces deux points de désaccord sur le fond sont empiriquement et, dans une certaine mesure, logiquement liés. L'hypothèse traditionnelle de l'anarchie internationale implique en effet que les agents sont des entités souveraines : les États-nations. D'autre part, le point de vue de Grotius est compatible en logique avec l'optique « étatique » comme avec l'optique « transnationale ». On peut considérer les États comme les agents par excellence de la politique internationale, non parce qu'ils détiennent la souveraineté, mais parce qu'ils sont dans la pratique les agents les plus actifs et les plus puissants de la scène internationale. Toutefois, la thèse de Grotius s'inscrit évidemment mieux dans une perspective transnationale parce qu'elle ne fait pas de distinction a priori entre agents nationaux et non nationaux.

### **Liens entre la méthode et le fond**

Il est apparu jusqu'ici, d'une part, que les trois controverses méthodologiques et épistémologiques sont interdépendantes et, de l'autre, que les lignes de partage des deux débats sur le fond tendent également à se confondre. Nous tenterons maintenant de montrer qu'il existe également un rapport étroit entre la controverse méthodologique et la controverse sur le fond. Si tant de traditionalistes estiment qu'il est vain de vouloir appliquer les méthodes modernes des sciences sociales à l'analyse des relations internationales, c'est surtout en raison de la nature spécifiquement anarchique de l'objet étudié. C'est cette particularité qui distingue ce champ d'études, du point de vue qualitatif de la politologie et des sciences sociales en général. On en trouve un exemple éloquent, quoique manifestement extrême, chez Martin Wight. Après avoir fait remarquer que « la politique internationale se prête assez mal à la théorisation », il explique que celle-ci est possible en matière de politique intérieure parce que c'est un domaine « où les relations sont normales et les résultats calculables ». Et il ajoute, fidèle en cela au principe de l'anarchie internationale cher aux traditionalistes : « Ce qui est un cas extrême (révolution, guerre civile) pour la théorie politique [intérieure] est la règle pour la théorie internationale [28]. » Autant dire que le fait de l'anarchie internationale implique inévitablement l'anarchie théorique. Inversement, la théorie de Grotius fait accepter l'idée que le domaine des relations internationales relève des sciences sociales et peut s'inspirer avec fruit de leurs méthodes et de leurs résultats. Chadwick F. Alger,

éminent observateur de la discipline des relations internationales, a récemment attiré l'attention sur ce point important. Il déclare que « les obstacles intellectuels que faisait naître l'image de la spécificité ayant été levés, les spécialistes des relations internationales ont les coudées franches pour puiser au riche arsenal des connaissances accumulées par les sciences sociales [29] ».

Étant donné que chacun des cinq grands points de désaccord peut faire l'objet d'une dichotomie et que ces dichotomies tendent à coïncider, il semble légitime de considérer la division fondamentale de la deuxième grande controverse comme une dichotomie entre deux paradigmes antagonistes. Les spécialistes des relations internationales qui préfèrent les méthodes traditionnelles adoptent généralement le modèle de l'anarchie internationale, choisissent l'État-nation comme unité d'analyse, ont des objectifs orientés vers l'action et ne croient pas qu'on puisse édifier une théorie générale satisfaisante de leur spécialité. Inversement, les esprits plus portés aux méthodes de la science sont plutôt de ceux qui se rallient à l'idée de société internationale défendue par Grotius, se placent dans une perspective transnationale, préfèrent la science pure à la science appliquée et sont convaincus qu'il est possible d'édifier une théorie. Ainsi donc, si l'on examine les questions de fond, l'idée de Knorr et Rosenau, selon laquelle il existe une dichotomie fondamentale des approches dans le domaine des relations internationales, se trouve non seulement étayée mais confirmée. Pour être juste, il faut rappeler ici que Russett dénombre une douzaine d'écoles distinctes. Cet auteur reconnaît néanmoins qu'une analyse des liens qui existent entre ces écoles montre que « lorsqu'il existe une ressemblance entre les groupes, elle correspond bien en effet à la division entre behavioristes et non-behavioristes [30] ».

## **Les exceptions**

Il y a évidemment des exceptions. L'exemple le plus frappant est fourni par les principaux protagonistes du grand débat méthodologique, Bull et Kaplan. C'est en examinant leurs thèses sur les problèmes de fond de la controverse principale qu'on s'aperçoit qu'ils contredisent la règle. Cinq des six fameux systèmes internationaux définis par Kaplan sont conformes aux modèles traditionnels : trois sont des variantes des systèmes d'équilibre du pouvoir, le « système hiérarchique » est un système de gouvernement mondial et le « système du veto unitaire » équivaut à l'état de nature chez Hobbes. Pour décrire ces systèmes, Kaplan se réfère explicitement à l'antinomie souveraineté-anarchie. Ce qui distingue le système hiérarchique du veto unitaire et des trois systèmes d'équilibre du pouvoir, c'est que, dans le premier cas, les agents nationaux sont « des subdivisions territoriales du système international, et non des systèmes politiques indépendants [31] ». Quant à Bull, il adopte le point de vue de Grotius et fait siens les arguments de Deutsch quand il déclare : « Si terribles que soient les dangers classiques d'une pluralité d'États

souverains, il faut les comparer à ceux qu'on encourt lorsqu'on essaie de coiffer des communautés hétérogènes sous l'autorité d'un gouvernement unique [32]. » La recherche sur la paix constitue une deuxième exception, qui n'affecte cependant pas les deux points de désaccord principaux. La plupart des chercheurs spécialisés dans ce domaine utilisent les méthodes behavioristes et adoptent le modèle de Grotius pour le fond. Mais ils se disent et se veulent essentiellement tournés vers la pratique. Ils penseraient volontiers, comme Morgenthau, que la théorie ne doit pas être uniquement « un guide qui permet de comprendre », mais « un idéal qui inspire l'action »; elle doit être « une carte de la scène politique conçue non seulement pour comprendre de quoi celle-ci est faite, mais aussi pour montrer la route la plus directe et la plus sûre vers un objectif donné » [33]. Il existe une exception plus sérieuse : le mouvement post-behavioriste. Ceux qui y adhèrent sont radicalement tournés vers la pratique et farouchement opposés aux méthodes behavioristes. En ce sens, ce sont des néo-traditionalistes. Mais ils ne critiquent pas la conception du système international défendu par Grotius. A la vérité, la popularité des théories néo-marxistes sur l'impérialisme renforce cette conception et milite contre un retour à la conception traditionnelle de l'anarchie internationale.

Bien que ces exceptions soient loin d'être négligeables, on peut conclure, *grosso modo*, que la deuxième grande controverse, malgré ses nombreuses facettes, est dans l'ensemble de nature dichotomique. La seule réserve à faire serait que toute classification est, dans une certaine mesure, une simplification.

## Rapports entre les grandes controverses

Pour finir, nous devons examiner les liens possibles entre les deux grandes controverses. Knorr et Rosenau sont fondés à dire que la deuxième n'est pas issue de la première et que chacune est centrée sur un point bien particulier. Mais il paraît ahistorique — c'est le moins qu'on puisse dire — d'affirmer comme ils le font qu'en combinant les deux dichotomies indépendantes, on obtient quatre méthodes de recherche. « Qu'on adhère à l'école réaliste ou à l'école idéaliste... on peut utiliser indifféremment les méthodes traditionnelles ou les méthodes scientifiques pour étudier le sujet [34]. »

Comme les réalistes, les idéalistes adoptaient la méthodologie traditionnelle. De plus, s'agissant du désaccord sur le fond entre les deux écoles, il est bien fallacieux d'opposer la confiance et l'optimisme manifestés par les idéalistes au sujet des institutions légales et des normes morales à l'importance que les réalistes accordent au pouvoir. Aux yeux des idéalistes, l'instance légale compétente pour maintenir la paix était la Société des nations, ou telle organisation de sécurité collective désignée pour la remplacer. La sécurité collective implique effectivement des instances officielles et des obligations légales, mais n'en repose pas moins sur des considérations certaines de pouvoir et de dissuasion. De plus, comme on l'a

dit plus haut, la théorie de la sécurité collective et celle de l'équilibre du pouvoir, défendue par les réalistes, sont toutes deux fondées sur l'hypothèse de l'anarchie internationale. Il est révélateur que Morgenthau, chef de file des théoriciens réalistes, condamne la sécurité collective mais accepte le modèle anarchique avec une si grande rigueur qu'il est obligé de défendre la logique qui fonde la théorie de la sécurité collective : « Dans l'idéal, la sécurité collective est irréprochable; elle résout même parfaitement le problème de l'application des lois dans une communauté de nations souveraines [35]. »

La querelle du réalisme et de l'idéalisme s'inscrivait donc à l'intérieur du paradigme traditionnel. C'est pourquoi elle a donné lieu à une controverse moins importante et moins fondamentale que celle qui a opposé les tenants du paradigme traditionnel à ceux du paradigme béhavioriste; là, véritablement, est le cœur du débat.

[Traduit de l'anglais]

#### Références bibliographiques

1. CZIEMPEL, Ernst-Otto. Die Entwicklung der Lehre von den Internationalen Beziehungen. *Politische Vierteljahresschrift*, vol. 6, n° 3 (septembre 1965), p. 274.
2. DOUGHERTY, James E.; PFALTZGRAFF, Robert L. Jr. *Contending theories of international relations*, p. 6-13. Philadelphie, Lippincott, 1971.
3. KNORR, Klaus; ROSENAU, James N. (dir. publ.). Tradition and science in the study of international politics. *Contending approaches to international politics*, p. 12-14. Princeton, N.J., Princeton University Press, 1969.
4. WOLIN, Sheldon S. Paradigms and political theories. Dans : KING, Preston; PAREKH, B. C. (dir. publ.), *Politics and experience: Essays presented to professor Michael Oakeshott on the occasion of his retirement*, p. 125-152. Cambridge, Cambridge University Press, 1968.
5. KUHN, Thomas S. *The structure of scientific revolutions*, p. 92 (2<sup>e</sup> éd.). Chicago, University of Chicago Press, 1970.
6. SAID, Abdul A. (dir. publ.). Introduction et Recent theories of international relations: an overview. *Theory of international relations: The crisis of relevance*, p. 3-18. Englewood Cliffs, N.J., Prentice-Hall, 1968.
7. HOLT, Robert T.; RICHARDSON, John M. Jr. Competing paradigms in comparative politics. Dans : HOLT; TURNER, John E. (dir. publ.), *The methodology of comparative research*, p. 21-71. New York, Free Press, 1970.
8. RUSSETT, Bruce M. Methodological and theoretical schools in international relations. Dans : PALMER, Norman D. (dir. publ.), *A design for international relations research: scope, theory, methods and relevance*, p. 87-105. Monographie n° 10 de la American Academy of Political and Social Science, Philadelphie, octobre 1970.
9. RANSOM, Harry Howe. International relations. Dans : IRISH, Marian D. (dir. publ.), *Political science: advance of the discipline*, p. 57. Englewood Cliffs, Prentice-Hall, 1968.
10. KUHN, *op. cit.*, p. 185.
11. KUHN, *op. cit.*, p. 111-135, 150.
12. BULL, Hedley. International theory: the case for a classical approach. Dans : KNORR et ROSENAU (dir. publ.), *Contending approaches*, p. 27, 28, 38.
13. KAPLAN, Morton A. The new great debate: traditionalism vs. science in international relations. Dans : KNORR et ROSENAU (dir. publ.), *Contending approaches*, p. 55-56.
14. BULL, *op. cit.*, p. 31; KAPLAN, *op. cit.*, p. 58.
15. THUCYDIDE. *History of the Peloponnesian war*. Livre 4, par. 92. Trad. de B. Jowett. Oxford, Clarendon Press, 1881.
16. CLAUDE, Inis L. Jr. *Power and international relations*, p. 9. New York, Random House, 1962.
17. MORGENTHAU, Hans J. *Scientific man vs. power politics*, p. 50. Chicago, University of Chicago Press, 1965. Common sense and theories of international relations. Dans : FARRELL,

## Références bibliographiques (suite)

- John C. ; SMITH, Asa P. (dir. publ.), *Theory and reality in international relations*, p. 50. New York, Columbia University Press, 1967.
18. ARON, Raymond. What is a theory of international relations?. Dans : FARRELL et SMITH (dir. publ.), *Theory and reality*, p. 12-13.
  19. BULL. The Grotian conception of international society. Dans : BUTTERFIELD, Herbert ; WIGHT, Martin (dir. publ.), *Diplomatic investigations: essays in the theory of international politics*, p. 51-73. Londres, Allen & Unwin, 1966.
  20. DEUTSCH, Karl W. et al. *Political community and the North Atlantic Area: international organization in the light of historical experience*, p. 5-6, 29, 46-69, 105. Princeton, N.J., Princeton University Press, 1957.
  21. DEUTSCH. *Nationalism and social communication: an inquiry into the foundations of nationality*, p. 53. Cambridge, Technology Press, 1953.
  22. SINGER, J. David. The level-of-analysis problem in international relations. Dans : KNORR, Klaus ; VERBA, Sidney (dir. publ.), *The international system: theoretical essays*, p. 77-92. Princeton, N.J., Princeton University Press, 1961.
  23. RUSSETT, Bruce M. *Trends in world politics*, p. 57. New York, Macmillan, 1965.
  24. An Editorial. *Journal of conflict resolution*, vol. 1, n° 1 (mars 1957), p. 1-2.
  25. SINGER. The global system and its subsystems: a developmental view. Dans : ROSENAU, James N. (dir. publ.), *Linkage politics: essays on the convergence of national and international systems*, p. 29-30. New York, Free Press, 1969.
  26. SPIRO, Herbert J. *World politics: the global system*, p. 5. Homewood, Ill., Dorsey Press, 1966.
  27. NYE, Joseph S. Jr. ; KEOHANE, Robert O. Transnational relations and world politics: an introduction. *International organization*, vol. 25, n° 3 (été 1971), p. 331, 344-345.
  28. WIGHT, Martin. Why is there no international theory? Dans : BUTTERFIELD ; WIGHT (dir. publ.), *Diplomatic investigations*, p. 33.
  29. ALGER, Chadwick F. Trends in international relations research. Dans : PALMER (dir. publ.), *A design for international relations research*, p. 24 et 25.
  30. Conference discussion on methods. Dans : PALMER (dir. publ.), *A design for international relations research*, p. 122 et 123.
  31. KAPLAN. *System and process in international politics*, p. 49. New York, Wiley, 1957.
  32. BULL. Society and anarchy in international relations. Dans : BUTTERFIELD ; WIGHT (dir. publ.), *Diplomatic investigations*, p. 50.
  33. MORGENTHAU. The nature and limits of a theory of international relations. Dans : Fox, William T. R. (dir. publ.), *Theoretical aspects of international relations*, p. 18. Notre Dame, Ind., University of Notre Dame Press, 1959.
  34. KNORR ; ROSENAU, *op. cit.*, p. 13.
  35. MORGENTHAU. *Politics among nations: the struggle for power and peace* (4<sup>e</sup> éd.), p. 285. New York, Knopf, 1967.

# Pour une approche systémique des relations internationales

John W. Burton

## La notion de « système »

En anglais, le mot *system* a plusieurs significations différentes, ce qui explique les malentendus provoqués par son emploi dans les études consacrées aux relations internationales. Sa transposition dans d'autres langues a entretenu la confusion, car, sauf si l'on isole telle ou telle de ses acceptions, ce concept ne se prête pas à une traduction exacte. Par « approche systémique » (*systems approach*), on entend parfois une façon de procéder méthodique, logique ou progressive, autrement dit « systématique ». Dans d'autres cas, cette expression désigne simplement une certaine manière de faire face à une situation ; plusieurs « systèmes » ont ainsi été identifiés dans la pratique des relations internationales : l'équilibre des forces, la bipolarité, la sécurité collective, etc. De même distingue-t-on divers systèmes politiques ou formes de gouvernement (la démocratie, par exemple). Un autre type de système, familier aux entreprises industrielles, est celui que constituent les processus internes d'une organisation donnée, processus dont on peut analyser l'évolution et l'interaction en vue d'en améliorer l'efficacité. Toutes ces acceptions du mot système sont courantes.

A proprement parler, la notion de système évoque l'existence de relations entre des éléments qui font partie d'un même « ensemble », c'est-à-dire qui présentent des caractéristiques communes donnant naissance aux dites relations et les rendant possibles. Ces relations prennent la forme de communications, de transactions, d'échanges ou de liens d'interdépendance. On peut donc dire qu'un système est constitué d'« un ensemble d'objets et des relations entre ces objets et entre leurs attributs » [1]. La communauté internationale forme un système d'interaction dont les États sont les éléments. Mais un État ne constitue pas vraiment un

---

*John Wear Burton enseigne les relations internationales à l'University College, Londres. Auparavant il était le directeur du Département australien des affaires externes et le haut commissaire australien à Sri Lanka. Ses principaux ouvrages sont : The alternative (1954) ; Peace theory (1962) ; International relations: a general theory (1965) ; System, states, diplomacy and rules (1968) ; Conflict and communication (1969) et World society (1972).*

système (si ce n'est dans l'acception courante de forme particulière de gouvernement) : c'est une zone géographique qui est soumise à l'autorité juridique d'un pouvoir central et où s'entremêlent un certain nombre de systèmes d'ordre politique, économique et social. Cette distinction est importante parce qu'une partie des systèmes en question sont confinés dans des frontières nationales, alors que d'autres les transcendent. Envisagé dans une optique systémique, l'État n'est pas une entité autonome. Les organisations d'étudiants, de scientifiques, de touristes, les groupes religieux, les commerçants constituent d'autres systèmes d'interactions. La société mondiale se définit ainsi comme la somme des processus relationnels qui s'établissent tant au sein des États que par-delà les frontières nationales [2].

Précisément, un des traits par lesquels la société mondiale actuelle se différencie de ses états antérieurs est l'extension, en densité et en portée, de ces processus relationnels. Le monde forme aujourd'hui une unité organique du fait des interdépendances complexes qui sont la marque de notre époque. Il nous faut donc trouver un moyen de « désassembler » cette organisation globale qui nous permette de l'analyser, dans sa totalité ou dans tel ou tel de ses éléments, sans éliminer les interactions significatives. Traditionnellement, on opère en étudiant une région, un groupe d'États, voire un seul État. Peut-être cette démarche était-elle justifiée dans les siècles passés, où les échanges étaient relativement peu nombreux et concernaient surtout la défense et le commerce. Dans un monde qui est devenu plus complexe, une autre solution serait d'examiner séparément ces réseaux de relations d'ordre différent qui se recourent et interagissent. Dans cette optique, l'étude d'un système de relations déterminé (une organisation religieuse, par exemple) porterait sur l'ensemble du système, y compris les éléments qui ne relèvent pas d'une aire géographique particulière. Cette façon de faire est tout à fait différente de celle qui consiste à examiner les comportements dans un cadre territorial précis, tel qu'un pays ou une région. Ces deux types d'études ouvrent des perspectives différentes et débouchent sur des observations et des conclusions dissemblables. Une étude sur la signification politique de la religion en Asie du Sud-Est pourrait être limitée à cette région, si le but visé n'était que de décrire ce qui s'y passe; mais elle induirait en erreur ceux qui voudraient s'en servir pour comprendre les comportements des gouvernements et des peuples. Par exemple, la politique suivie par les Indonésiens envers les Néerlandais, après la dernière guerre, ne pourrait s'expliquer sans l'existence d'un réseau de relations se ramifiant jusqu'au Proche-Orient. L'approche systémique étend le champ d'étude au-delà des frontières régionales et s'intéresse à tous les facteurs pertinents. Appliquée à l'analyse d'une situation complexe, elle permet d'appréhender des ensembles, tandis qu'une étude nationale ou régionale porte généralement sur le comportement d'éléments de systèmes.

Un des présupposés de l'approche systémique est que l'étude des relations internationales ne saurait raisonnablement se ramener à celle du seul système des rapports interétatiques. Le système interétatique fonctionne dans un certain envi-

ronnement, qui englobe de nombreux autres systèmes et on ne peut affirmer à priori que ce système, d'origine récente, est l'élément dominant et moteur de l'ensemble plus vaste constitué par la société mondiale. Sans doute les autorités gouvernementales sont-elles les responsables officiels des décisions, les auteurs reconnus du jeu international; mais en pratique, il se peut qu'elles ne fassent que traduire des décisions prises au niveau de systèmes non étatiques ou réagir à de telles décisions. Pour saisir pleinement les possibilités offertes par l'application de l'analyse systématique aux relations internationales, il faut commencer par définir le champ de cette analyse, à savoir la société mondiale conçue comme l'ensemble des interactions existant à tous les niveaux, et non plus uniquement comme le système des rapports entre États.

### **La théorie générale des systèmes**

Un autre trait caractéristique de la société mondiale contemporaine réside dans la nature différente des relations évoquées ci-dessus. Avant la guerre, la communauté internationale comprenait une cinquantaine d'États dont un certain nombre de grandes puissances impérialistes. La préservation de l'État, des impérialismes, du système interétatique, des réseaux d'alliances et des normes juridiques correspondant à la pratique des principaux pays constituait alors l'objectif primordial des responsables politiques. Dans le monde actuel, la majorité des pays ne sont pas en mesure de jouer le jeu des rapports de force et ils ont tout à perdre du maintien d'un système international qui reflète les intérêts des États les plus puissants sur le plan militaire et industriel. Ce qu'ils recherchent, c'est la stabilité politique intérieure et le bien-être économique et social. Leur objectif commun est de participer réellement à la prise des décisions internationales et de bénéficier de chances égales en matière de développement économique. D'autre part, les problèmes internes auxquels ils se heurtent du fait notamment des tensions raciales et religieuses ont souvent des répercussions (comme ce fut le cas pour Chypre) sur l'ensemble de la société internationale. Ainsi, l'étude des relations internationales a radicalement changé de contenu. Elle ne porte plus seulement sur la sécurité et le développement d'États englobés dans un système que dominant des grandes puissances, mais fait également place aux problèmes de légitimisation de l'autorité, aux rapports raciaux et religieux à l'intérieur des États et aux problèmes de mobilisation sociale naguère considérés comme sortant du cadre des relations internationales. Les événements qui surviennent dans un pays intéressent désormais le monde entier.

Si l'on tient compte de ces deux phénomènes — le développement des échanges et la modification de leur nature — force est d'admettre que l'étude des relations internationales ne peut plus se limiter au système des États. En effet, celui-ci s'insère dans d'autres réseaux d'interactions. S'il était auparavant possible



de ne se préoccuper que des institutions nationales et internationales et de leur préservation, aujourd'hui les valeurs humaines de tous ordres tiennent une grande place et entrent parfois en conflit avec les institutions existantes. Les comportements observés à d'autres niveaux que l'État sont donc du ressort de la science des relations internationales.

En outre, les progrès accomplis par d'autres disciplines permettent désormais d'étudier de manière approfondie les comportements de la société mondiale. Même les objectifs traditionnels de sécurité nationale et les questions d'organisation internationale soulèvent maintenant des problèmes qu'on aurait autrefois exclus du domaine des relations internationales. Un exemple de ces problèmes est le débat sur le pouvoir de dissuasion théorique et réel qu'aurait une force de sécurité collective. De même, l'idée selon laquelle l'homme ou des groupes d'hommes seraient naturellement agressifs ne peut plus être prise pour argent comptant. En bref, les comportements au niveau mondial sont la résultante des comportements à l'échelon de chaque système et les facteurs humains, les motivations liées aux valeurs, les réactions aux menaces et à l'autorité qui caractérisent les systèmes « inférieurs » font à présent l'objet de recherches minutieuses.

On est donc amené à se demander s'il est possible de prendre le système comme unité d'analyse, qu'il s'agisse d'un État ou d'un individu, et d'appliquer certaines caractéristiques communes à tous les niveaux de comportement. Les propriétés comme l'instinct de conservation et l'adaptabilité sont-elles observables à tous ces niveaux ? Existe-t-il des valeurs universelles qui servent de référence à tous les échelons d'organisation sociale ? Et, dans l'affirmative, à quel degré une proposition vérifiée à un échelon donné (par exemple, à celui du groupe restreint) est-elle applicable aux autres niveaux (par exemple, à celui de l'État) ? Le principe fondamental de la théorie générale des systèmes est que les systèmes possèdent des propriétés particulières telles que la faculté de s'adapter jusqu'à un certain point au-delà duquel ils tentent de modifier leur environnement. L'analyse des conduites d'intégration ou de conflit à un niveau déterminé devrait fournir des indications sur les mêmes comportements aux autres niveaux. La rupture des liens familiaux crée des conditions propices à l'apparition d'un comportement social déviant [3]. Un État privé de ses relations normales est-il de pareille façon incité à défier les normes de la société mondiale ? Existe-t-il des règles générales de comportement valables pour tous les systèmes ?

### **La méthodologie varie suivant le champ d'investigation**

La méthode à employer dépend du domaine étudié. Si ce domaine est la société mondiale et non pas seulement les relations entre États, une approche systémique semble nécessaire. Cette approche n'est pas simplement une mode ou une excuse pour utiliser un nouveau jargon : c'est un moyen d'analyser des faits complexes.

Il est possible de décrire une forme de gouvernement, de faire des comparaisons et d'interpréter superficiellement des événements comme le font, au jour le jour, les correspondants de presse. La science des relations internationales, l'histoire diplomatique et la politique comparée se situaient auparavant à ce niveau : elles étaient marquées par le point de vue de l'observateur et reflétaient donc diverses attitudes culturelles et philosophiques. Les structures institutionnelles, les « rapports de force », les personnalités « uniques » et les événements « accidentels » ont fait les beaux jours des spécialistes de l'histoire politique, de même que les alliances, la dissuasion et l'agressivité ont fait ceux des politologues. Toutefois, les études entreprises dans cet esprit se sont révélées décevantes : elles n'ont facilité ni les prévisions ni l'élaboration de politiques visant à atteindre des objectifs donnés. Quand on fait appel aux notions de pouvoir, de dissuasion, d'agression et d'autorité afin de mieux comprendre ne serait-ce qu'un événement isolé, on est amené du même coup à examiner des types de comportement et de réaction qui se retrouvent à différents niveaux d'interaction sociale. Et cet examen débouche inévitablement sur une réflexion concernant le comportement des systèmes en général.

Deux questions se posent aux politologues qui s'intéressent aux relations internationales, et toutes deux conduisent à des concepts relevant de la théorie des systèmes. La première a trait à la nature de la réalité que nous tentons d'observer et d'analyser : S'agit-il d'un ensemble d'États dont les interactions, situées dans une perspective de rapports de force, domineraient tous les comportements humains, ou bien d'un ensemble d'interactions de toutes sortes — commerciales, scientifiques, touristiques, religieuses, idéologiques, ethniques, réactions de crainte ou de solidarité — qui engloberait les interactions entre les États ? La seconde question est la suivante : Existe-t-il un domaine d'étude interdisciplinaire qu'on puisse raisonnablement qualifier d'« international », ou doit-on s'efforcer d'étudier, sans tenir compte des frontières nationales, certains modes de comportement qui s'attachent à des phénomènes particuliers (les conflits, par exemple) ?

Ces questions commencent à recevoir des réponses dans les publications consacrées aux relations internationales — bien que le fait ne soit pas toujours admis dans les enseignements relatifs à celles-ci. En ce qui concerne la première question, Wolfers faisait observer dès 1959 que le modèle de la « boule de billard », selon lequel chaque État constitue une unité fermée, imperméable et souveraine, ne correspond pas exactement à la réalité [4]. Depuis lors, les travaux de Modelski, Rosenau et d'autres auteurs, ont attiré l'attention sur la nature « pénétrable » de l'État, et il semble aujourd'hui que le modèle le plus fidèle des relations entre États décrive les réseaux d'échanges qui se tissent souvent par-dessus les frontières nationales [5].

La réponse à la seconde question se trouve aussi dans les publications récentes. Les programmes d'étude des relations internationales font désormais place aux écrits de Blau sur la différenciation du pouvoir à la faveur des échanges sociaux [6], d'Easton sur l'analyse des systèmes [7], aux travaux sociologiques de

Lipset [8], et même les auteurs notoirement spécialisés dans l'analyse des relations internationales ont été obligés de s'intéresser aux facteurs économiques et sociologiques de la dynamique sociale [9].

En raison de ces deux faits nouveaux — la prise de conscience de l'existence d'une société mondiale et l'abaissement des barrières entre les disciplines — la science des relations internationales a quelque peu délaissé l'étude des questions militaires, de l'histoire diplomatique, de l'équilibre des forces et de l'élaboration des décisions au niveau des États, pour s'orienter vers celle des grands problèmes de comportement qui sont à la base de tous les types de relations. Les auteurs actuels s'attachent à des questions comme les conflits et leur règlement, l'intégration, la mobilisation sociale, la nature de l'autorité légitime, les conduites liées aux rôles, la hiérarchie des sous-ensembles, le consensus, etc. On en est donc venu à renoncer à établir une distinction tranchée entre ce qui est « international » et ce qui est « intérieur » et aussi, par conséquent, entre l'« étude des relations internationales » et celle d'autres niveaux de comportement.

En bref, l'analyse approfondie des relations internationales a conduit à examiner les modes de comportement caractérisant les systèmes de tous les niveaux, du petit groupe jusqu'à la nation; elle a fait appel à toutes les disciplines et, en tout cas, elle a amené les chercheurs à tenir compte de l'extension et du changement de nature des communications et des échanges transnationaux. On se heurte maintenant à des problèmes méthodologiques qui n'avaient pas d'importance quand les études étaient plus descriptives et se limitaient aux relations entre États. Qui plus est, le progrès des méthodes a lui-même contribué à accentuer la tendance à un élargissement du champ d'investigation et à l'interdisciplinarité.

L'adoption d'une méthodologie déterminée élargit automatiquement la sphère d'intérêt du chercheur, quelles que soient ses préférences personnelles. Il est impossible de s'attacher uniquement à des aspects limités, dans le souci d'éviter les problèmes complexes. Un médecin qui examine un malade dont le bras est ankylosé doit aussi examiner le cou et le dos. La science des relations internationales se trouve actuellement dans une période de transition. Son domaine s'est élargi parce que la nature de la société mondiale a changé. Toutefois, certains s'efforcent encore d'isoler tel ou tel secteur d'étude. Ainsi, dans les ouvrages spécialisés, les affrontements entre communautés en Irlande du Nord sont traités comme une affaire intérieure, tandis que ceux de Chypre auraient eu un caractère international ! Or, dans les deux cas, le phénomène à étudier est l'existence d'une situation de conflit, que celle-ci ait une portée strictement intérieure ou un retentissement international.

L'approche systémique rendue nécessaire par l'élargissement du champ de l'enquête implique qu'on fasse appel à une méthode déductive, c'est-à-dire que soient formulés à un niveau donné de l'analyse des propositions « axiomatiques » ou des postulats menant par un raisonnement logique à des conclusions valables aux autres niveaux. Les études de relations internationales sont traditionnellement

descriptives et c'est par induction que leurs auteurs ont pu énoncer un certain nombre de concepts généraux. Les théoriciens du pouvoir ont tracé de l'histoire une perspective cavalière et décrété que les rapports de force étaient le facteur prépondérant. Les théoriciens de la dissuasion ont trouvé dans les événements du passé la preuve que celle-ci est efficace. Avec ce genre de méthode, il est très difficile d'éviter une certaine sélectivité des observations : les faits qui ne confirment pas la théorie (par exemple, l'échec d'une opération de dissuasion) sont négligés ou réinterprétés dans un sens favorable aux idées de l'auteur.

On peut faire le même reproche à la plupart, pour ne pas dire à toutes, des recherches — économiques, psychologiques, etc. — effectuées récemment sur les comportements. Dans une certaine mesure, l'emploi de la méthode inductive a été encouragé par le fait que plusieurs disciplines se sont partagé le tout formé par des conduites humaines ; ce partage s'est effectué à la fois selon la dimension des groupes sociaux étudiés — psychologie et psychologie sociale — et selon les types de comportement — études économiques et science politique. La description des conduites constatées dans un domaine déterminé tient ainsi lieu de source d'informations sur ce domaine. Cette différenciation des disciplines ne résulte pas de décisions mûrement réfléchies : elle est purement contingente et ne présente des avantages que du point de vue administratif. De fait, la démarche logique aurait consisté à distinguer des secteurs d'étude ordonnés autour de grands problèmes observables à tous les niveaux, comme le conflit, la contrainte, l'autorité, etc. Ainsi, pour analyser une situation de conflit entre États, les principes formulés par induction pour les niveaux « inférieurs » de comportement deviendraient des axiomes susceptibles de servir de base à un raisonnement déductif aux niveaux « supérieurs ».

Il s'ensuit que si l'on veut trouver des analyses d'aspects des relations internationales comme les conflits, les comportements des groupes institutionnels et la prise des décisions, on est amené à se reporter aux ouvrages consacrés aux phénomènes de déviance, à la dissuasion, aux méthodes de gestion, à la politique, à la psychologie, etc. — pour autant que ces ouvrages contiennent les données incontestables que constitueraient des faits de comportement dûment testés. Le point commun à tous les travaux portant sur les divers niveaux d'organisation sociale est l'analyse des réactions du type d'entité étudié aux modifications de l'environnement. Or les réactions des entités de chaque niveau présentent des traits identiques ; nous avons là une notion essentielle de la théorie générale des systèmes. La collecte et le traitement de données sur des interactions de niveau « supérieur », telles que des guerres entre États, sont une tâche ingrate et peu féconde si l'on procède uniquement par induction : faut-il s'attacher aux facteurs personnels, aux rapports de force, à l'existence d'une situation de pénurie ? Il est improbable qu'on parvienne à élaborer une théorie générale de la guerre, l'existence de nombreuses variables faisant apparaître chaque conflit comme foncièrement différent des autres. Par contre, avec une méthode déductive prenant comme point de départ

des schémas de réaction repérés à divers échelons de comportement, il se révèle possible d'analyser n'importe quelle situation particulière. En outre, ce genre d'analyse a l'avantage de mettre en évidence certaines lois générales de comportement applicables à toutes les situations conflictuelles et notamment de déboucher sur une théorie du règlement des conflits [10].

### **Problèmes méthodologiques soulevés par l'étude des relations internationales**

L'étude des relations internationales a longtemps passé pour un art dont l'exercice requérait principalement de la culture générale, de l'expérience et du jugement. Pour que cet art accède au statut de science, les conditions ci-après doivent être remplies : a) disponibilité de toutes les données pertinentes; b) stabilité globale de ces données; c) vérification des hypothèses provisoires par confrontation avec la situation envisagée dans sa totalité. Le recours à une approche systémique permet de satisfaire à ces conditions.

Par *disponibilité de toutes les données pertinentes*, il faut entendre qu'on doit disposer, sous forme soit de données empiriques, soit de concepts généraux, de la totalité des éléments d'un problème. Dans le cas de certains systèmes mécaniques simples, on dispose de toutes les données et les aspects fonctionnels peuvent s'analyser de manière descriptive par référence au seul système considéré. Par exemple, à la question « Pourquoi la clé verrouille-t-elle la porte ? », il est plus commode de répondre par une description du processus que par une explication théorique. Toutefois, l'analyse de la plupart des systèmes intéressants implique qu'on fasse intervenir des connaissances relatives à d'autres systèmes plus simples, c'est-à-dire des notions établies par généralisation et dont la validité aura été contrôlée. Ainsi, des lois générales relatives aux effets du frottement ou de la pesanteur peuvent tenir lieu des données nécessaires quand celles-ci sont impossibles ou difficiles à obtenir directement. Les calculs effectués pour prévoir le comportement d'un avion reposent sur des extrapolations vérifiées au niveau d'autres systèmes. Lorsque des systèmes dûment testés entrent dans la composition de systèmes plus vastes, on peut prévoir le comportement de l'ensemble, comme ce fut le cas pour la première bombe atomique. Pour l'étude des conduites humaines, les données sur les réactions individuelles, sociales et institutionnelles (par exemple, à la contrainte, à la dissuasion, à la soumission), que la complexité d'une situation (comme les rapports entre l'OTAN et le Pacte de Varsovie) interdit d'obtenir, peuvent néanmoins être prises en considération sous la forme de propositions générales valables pour des systèmes d'autres niveaux. C'est ainsi que les récents travaux sur les conduites sociales de conformisme, de déviation et de dissuasion présentent un grand intérêt pour l'étude des relations internationales.

Dans cette optique, aucune discipline, qu'elle relève de l'étude des comportements ou de celle des phénomènes physiques, ne peut être véritablement scientifique — sauf pour ce qui est de la simple description des interactions — si elle se cantonne dans l'analyse du niveau de système auquel elle opère. Piaget, par exemple, a posé et vérifié scientifiquement les hypothèses qui lui ont permis d'élaborer sa théorie de la « conservation » et de prédire avec succès, pour un enfant d'un âge donné, l'aptitude à appréhender les notions de quantité et de nombre à partir d'objets soumis à des transformations successives. La description donnée du phénomène de conservation est scientifique mais ne constitue pas une explication qui, même si Piaget a émis à ce sujet certaines hypothèses, se situe en dehors de son propre champ d'étude et ressortit peut-être à la biologie. De même, psychologues et psychosociologues sont à même de donner des descriptions de types de réaction à des situations déterminées, sans pour autant pouvoir fournir une analyse exhaustive d'un phénomène comme l'agressivité, parce qu'il faudrait faire intervenir des considérations culturelles, physiologiques, biologiques et économiques.

On peut donc avancer que, prise séparément, chaque discipline apparaît pour une large part comme un art reposant sur l'expérience et le jugement et non comme une science. Ainsi, les données mises à sa disposition étant en nombre limité, l'histoire demeurera toujours un art et cela vaut pour une bonne partie de la psychologie, de la psychologie sociale, de l'économie, de la politique, de la diplomatie, etc. Il serait d'ailleurs peu réaliste de vouloir confiner la recherche dans les seuls domaines où la totalité des données se trouve disponible. Des intuitions et des connaissances capitales voient le jour dans des conditions caractérisées par l'absence d'éléments d'information. L'art a aussi un rôle à jouer. Du point de vue méthodologique, toutefois, il y aurait lieu de distinguer entre les situations où l'on ne possède pas ces éléments de base et où l'on ne retient parmi les données disponibles que celles qui sont du ressort de la discipline en cause. Par exemple, des questions dont nous savons encore peu de chose, comme les motivations et les valeurs, peuvent susciter un intérêt intellectuel légitime et il est possible que des spéculations sans fondement concret débouchent sur des hypothèses provisoires relatives aux interactions, qui se révéleront peut-être utiles en pratique. En revanche, il semble déraisonnable d'étudier des sujets tels que la dissuasion ou l'agression dans le cadre conventionnel des seules relations entre États, comme si l'on ne pouvait acquérir des connaissances sur ces phénomènes en les abordant à d'autres niveaux. On a observé de la part des spécialistes de l'histoire diplomatique, de la politique comparée et des études stratégiques, une tendance persistante à émettre des affirmations générales et des hypothèses concernant les schémas de comportement, sans guère se soucier des informations tirées de l'étude des mêmes schémas aux autres niveaux en question. En jugeant souhaitable de disposer de l'ensemble des données pertinentes, nous ne cherchons nullement à incriminer l'absence de connaissances dans tel ou tel domaine, mais à attirer l'attention sur la nécessité d'effectuer des recherches méthodiques à tous les niveaux d'interaction.

Les spécialistes des relations internationales, et notamment ceux que l'on qualifie aujourd'hui de « traditionnels », se sont remarquablement peu intéressés aux observations faites à ces autres niveaux.

L'étude des relations internationales est en effet grandement facilitée par la lecture de travaux portant sur d'autres spécialités (relations entre employeurs et travailleurs, études de cas, analyses de conduites déviantes), lesquels contiennent des propositions démontrées qui ne sont pas sans rapport avec ladite étude. Ces propositions viennent s'ajouter aux « données » permettant de décrire et d'expliquer les phénomènes d'intégration et de conflit à l'échelon des communautés et des États. Ainsi parvient-on à dégager des lois générales du comportement qui paraissent applicables à tous les niveaux d'interaction sociale.

*Stabilité globale des données pertinentes.* C'est la deuxième condition à satisfaire pour que l'analyse ait un caractère vraiment scientifique : les mêmes pronostics peuvent être faits à différentes époques concernant des situations analogues. Les historiens soutiennent fréquemment que les événements sont uniques et, si tel est le cas, la science historique fournit des descriptions, et non des explications. Les normes juridiques, sociales et culturelles changent et, de ce fait, l'étude du droit et de nombreux aspects des sciences sociales est condamnée à rester un art. Or s'il peut exister une « science de l'art », qui consisterait à prévoir et à expliquer les formes artistiques, l'art ne saurait être lui-même scientifique.

Dans les disciplines qui étudient les conduites humaines est proprement scientifique la démarche qui vise à mettre en lumière l'existence de schémas récurrents de comportement et, partant, de réactions fondamentales et universelles à des facteurs identiques. La psychologie et la psychologie sociale font œuvre scientifique lorsque, dans le domaine qui est le leur, elles permettent d'effectuer des prévisions sûres sur la base de réactions types stables. De même, en matière de relations internationales, certaines anticipations deviennent possibles lorsque l'analyse porte sur des valeurs et des réactions qui paraissent communes à tous les pays et à toutes les époques. Les notions d'identité ethnique, de sécurité, de participation, de statut et de rôle constituent une base d'analyse probablement plus solide que celles de pouvoir ou de personnalité. Les systèmes se caractérisent par des comportements de conservation, de régénération, d'adaptation et de modification du milieu qui sont des schémas réactionnels observables à tous les niveaux sociaux, dans toutes les sociétés et à toutes les époques. Plus que la politique comparée ou l'histoire diplomatique, l'étude de ces schémas fournit des éléments d'explication et de prévision sur les relations entre États.

Ainsi, est-on amené à poser le problème du niveau auquel se situe l'analyse : si l'on ne cherche qu'une description superficielle (cas de la plupart des reportages journalistiques), les personnalités et les événements historiques offrent des points de repère suffisants. Il s'agit alors plutôt d'« art » que de « science ». Si en revanche on recherche une explication, il faudra s'attacher à des modèles de

conduite fondamentaux et communément observés. Dans cette perspective, le champ d'étude s'étend à l'ensemble des comportements humains, ce qui permet de décrire tel ou tel événement particulier par référence à des conduites qu'on retrouve à tous les niveaux d'organisation sociale : autorité, rôle, contrainte, dissuasion, décision, etc. Ainsi envisagé, chaque événement, loin de paraître exceptionnel, peut être interprété comme la réaction d'une entité à une modification de son milieu, réaction dont les traits « uniques » ont le plus souvent un caractère contingent ou transitoire. Il est possible d'analyser la situation en Irlande du Nord comme s'il s'agissait d'un phénomène singulier en ne considérant que l'action de certaines personnalités, factions et collectivités, les causes d'ordre historique, les décisions quotidiennes des autorités et les réactions à ces décisions. Une politique peut s'échafauder sur ce genre d'analyse purement descriptive et sur des hypothèses que viennent étayer des faits perçus de manière sélective (par exemple, l'hypothèse selon laquelle tout le mal découlerait de l'existence d'une communauté minoritaire en butte à l'hostilité de la majorité). Toutefois, il est aussi possible de faire de la même situation une analyse plus profonde en la rapprochant de manifestations analogues d'opposition violente qui ont été observées notamment à Chypre et au Viêt-nam, pays où l'on a aussi constaté un processus de polarisation et où des actions dissuasives n'ont pas empêché le recours à la violence. Pour cette analyse, il conviendra de s'attacher à des réalités comme la plus ou moins grande légitimité de l'autorité, le degré de participation, le respect des lois et le maintien de l'ordre public, les limites de la contrainte et de la dissuasion, les partis politiques et les problèmes en suspens. Il s'agira donc de mettre en lumière des constantes, des phénomènes stables et des comportements qui se répètent. Une telle analyse aurait un caractère véritablement scientifique; il est évident qu'elle devrait prendre la forme d'une application de la théorie générale des systèmes à l'étude des conduites collectives.

*Les hypothèses provisoires doivent être vérifiées par confrontation avec la situation envisagée dans sa totalité.* En d'autres termes, une hypothèse ne peut être testée dans un contexte purement historique : il faut tenir compte de l'état actuel des choses et de son évolution prévisible.

Les sciences politiques et sociales, notamment celles qu'on range dans la catégorie des sciences du comportement font couramment appel à des méthodes statistiques. En analysant un grand nombre de cas, on espère trouver des corrélations entre variables qui débouchent sur des conclusions intéressantes. A tout hasard, on manipule des séries d'événements en l'absence de toute hypothèse ou théorie. Il peut y avoir ou non corrélation entre les guerres et le développement des institutions internationales. Mais l'existence ou l'absence de corrélation risquent de ne pas être significatives, car d'autres facteurs peuvent jouer. Étant un réservoir d'événements, l'histoire se prête bien à ces exercices statistiques qui, au mieux, peuvent permettre de formuler des hypothèses, mais non de les vérifier. Déterminer la probabilité d'un phénomène n'est pas l'expliquer. Tout effort d'explication

implique l'existence d'une construction logique reposant sur un certain nombre d'observations indiscutables.

Une approche fondée sur l'analyse systémique, le raisonnement déductif et la confrontation des hypothèses à la réalité présenterait les garanties scientifiques requises. Toutefois, il faut souligner qu'elle supposerait une transformation totale de l'étude des relations internationales. En l'absence d'un cadre conceptuel élaboré par application de la méthode déductive à l'ensemble des connaissances acquises sur les comportements, on ne peut considérer que l'histoire traditionnelle, les compilations de données et les études de cas traditionnellement demandées aux étudiants, la politique comparée et les analyses sectorielles débouchent sur des résultats valables. Autrement dit, à l'avenir, ceux qui étudieront la société mondiale devront être au courant des travaux expérimentaux et théoriques effectués dans de nombreux domaines, et délimiter leur champ d'investigation en tenant compte, non des habituelles frontières entre les disciplines, mais du ou des systèmes d'interactions qui les intéressent.

Il n'est pas sans intérêt de noter au passage que l'école américaine des sciences du comportement se situe quant à elle dans une perspective traditionnelle. En effet, si elle s'efforce de tirer le parti maximal des données concrètes, ses principales hypothèses et interprétations s'écartent de celles qui découlent de la conception du comportement évoquée ici.

## Valeurs et systèmes

Nous venons d'examiner deux tendances récentes des études de relations internationales : la première consiste à prendre comme objet d'étude la société mondiale, c'est-à-dire les interactions observables à tous les niveaux de comportement qui ont une incidence sur les conflits et la coopération entre nations et États; la deuxième tient à l'appel qu'on fait désormais à toutes les branches du savoir qui peuvent apporter des éclaircissements sur tel ou tel problème. Ces deux évolutions vont dans le sens d'un recours à l'analyse systémique. Toutefois, une troisième tendance est aussi apparue que, si on n'y prenait garde, l'emploi d'une approche systémique risquerait de bloquer : il s'agit de l'intérêt croissant porté aux valeurs humaines.

La différence la plus marquante entre les études traditionnelles et les sciences actuelles du comportement réside peut-être dans le déplacement de l'intérêt des valeurs institutionnelles aux valeurs humaines. La préservation de l'État et de ses institutions a toujours été la principale préoccupation. Les ouvrages traditionnels et, plus récemment, les théories de l'équilibre des forces et de la sécurité collective ont été conçus dans l'optique du maintien des États et du système qu'ils forment. Coser, reprenant des idées de Simmel, a ainsi estimé que conflits internes et menaces extérieures remplissent des fonctions sociétales utiles en servant de

souppes de sûreté ou de facteurs de cohésion. On ne s'est pas demandé s'ils remplissaient aussi des fonctions utiles pour les membres de la société [11].

Des tentatives ont été faites ces dernières années pour établir une distinction entre l'autorité légale et l'autorité légitimée, cette dernière tirant sa force de ceux sur qui elle s'exerce [12]. Une telle distinction implique que l'on donne le pas aux valeurs individuelles humaines sur les valeurs institutionnelles. Plusieurs auteurs s'intéressent maintenant à la « violence structurelle » que Galtung définit comme l'écart entre le développement réel et le développement potentiel des individus et des collectivités [13].

La problématique systémique fait la part belle aux valeurs institutionnelles du fait même qu'elle s'occupe surtout de comportements caractéristiques des systèmes, tels que les réactions de conservation, la faculté d'adaptation au changement, etc. L'emploi de cette approche méthodologique tend donc à mettre davantage l'accent sur l'autopréservation que sur l'évolution. Toutefois, il faut voir là le fait des attitudes occidentales traditionnelles, plutôt que de l'analyse systémique elle-même. En effet, celle-ci peut s'appliquer à tous les niveaux de comportement et donc aux schémas de réaction à l'altération de l'environnement observables au niveau des individus qui est aussi le niveau où l'importance des valeurs humaines est la plus manifeste. A cet égard, l'approche systémique est neutre : elle ne privilégie pas les valeurs humaines mais elle ne les exclut pas non plus. On ne saurait demander davantage à un instrument d'analyse : il appartient au chercheur de veiller à ce qu'il soit utilisé au mieux.

C'est cette troisième tendance — l'intérêt pour les valeurs humaines — qui est la plus caractéristique de l'évolution actuelle des études consacrées aux relations internationales. L'intérêt en question a été stimulé par les mouvements d'indépendance, les révolutions intérieures contre un pouvoir non représentatif, les demandes de participation, les luttes pour la reconnaissance d'une identité ethnique qui ont parfois pris la forme de sécessions, les revendications tendant à obtenir des chances égales de développement industriel, les troubles d'origine religieuse ou linguistique, les défis lancés à l'autorité et à la loi. Les chercheurs n'ont pu faire autrement que de prendre en considération ces événements de l'après-guerre. Toutefois, l'interprétation de ceux-ci se révèle difficile dans le cadre étroit de la conception traditionnelle des relations internationales pour laquelle l'unité d'analyse est l'État. Par contre, si c'est le système qui est pris comme unité, il devient possible de faire intervenir les valeurs humaines dans l'analyse politique.

## **Conclusion**

Pour qu'une approche systémique des relations internationales soit fructueuse, il est indispensable de faire entrer en ligne de compte le comportement de tous les systèmes de divers niveaux ayant une influence sur les rapports entre États, ce

qui permet, sur le plan méthodologique, l'utilisation d'un raisonnement déductif. Les « données » sur lesquelles le chercheur est appelé à travailler consistent notamment dans des propositions — vérifiées — qui ont été formulées à partir d'observations portant sur des systèmes de niveau inférieur; les constatations empiriques faites au niveau des relations entre États ne présentent d'importance que par référence à ces hypothèses élaborées par déduction. Ce point est essentiel : c'est là et non dans l'emploi des méthodes quantitatives, que se trouve la différence entre la conception « comportementale » et la conception « traditionnelle » de l'étude des relations internationales.

[Traduit de l'anglais]

#### Références bibliographiques

1. VON BERTALANFFY; RAPPOPORT (dir. publ.). *General systems*, vol. 1. Ann Arbor, Michigan, Lithoprint, 1956.
2. On trouvera une étude de certains « systèmes » dans BURTON, J. W. *Systems, states, diplomacy and rules*. Cambridge, 1968.
3. BOX, Steven. *Deviance, reality and society*. Londres, Holt-Rinehart & Winston, 1971.
4. WOLFERS, Arnold. *Discord and collaboration*, p. 19. John Hopkins, 1962.
5. MODELSKI, George. The international relations of internal war. Dans : ROSENAU, J. N. (dir. publ.). *International aspects of civil strife*. Princeton University Press, 1964. Articles et exposés de ROSENAU, J. N. et BURTON, J. W. *World society*. Cambridge, 1972.
6. BLAU, Peter. *Exchange and power in social life*. Wiley, 1964.
7. EASTON, David. *A systems analysis of political life*. Wiley, 1965.
8. LIPSET, Seymour. *L'homme et la politique*. Traduit de l'américain par Guy et Gérard Durand. Préface de J. M. Domenach. Paris, Éditions du Seuil, 1963. 464 p., tabl., index. (Collection Esprit « La Cité prochaine ».)
9. DEUTSCH, Karl. Social mobilization and political development. Dans : ECKSTEIN, H.; APTER, D. (dir. publ.), *Comparative politics*. Free Press, 1963.
10. BURTON, J. W. *Conflict and communication*. Macmillan, 1969.
11. COSER, L. *The functions of social conflict*. Routledge and Kegan Paul, 1956.
12. BURTON, J. W. *World society*, p. 111-114. Cambridge, 1972.
13. GALTUNG, J. *Journal of conflict resolution*, vol. 2, 1964; vol. 3, 1969; vol. 2, 1972.

# Réflexions sur les tendances actuelles de la recherche en relations internationales

Saul Friedländer et Raymond Cohen

Ces dernières années, les spécialistes de l'étude des relations internationales se sont divisés en deux camps; d'un côté les partisans de la méthode « traditionnelle », et de l'autre les partisans de la méthode « scientifique »<sup>1</sup>. Les membres du second groupe, qui adoptent l'optique des sciences sociales, s'efforcent d'axer leurs recherches sur les structures récurrentes plutôt que sur les cas particuliers, d'élaborer des théories interprétatives et de s'en remettre aux méthodes quantitatives pour les vérifier<sup>2</sup>. Au contraire les traditionalistes, adoptant une optique historique, soulignent la singularité des phénomènes relatifs aux relations internationales et mettent en doute la validité des techniques quantitatives. Les auteurs du présent article tiennent à indiquer d'emblée leur position en la matière : à leurs yeux, le souci de la théorie et des structures récurrentes est légitime et fructueux, mais les données quantitatives, tout en fournissant des indices parfaitement valables, doivent être replacées à côté d'autres types d'indices dans un cadre global qu'il appartient au jugement historique de délimiter en décidant ce qui est pertinent et ce qui ne l'est pas. En d'autres termes, il ne faut pas laisser la quantification circonscrire le champ des recherches ou déterminer les questions à poser. Rien ne permet d'affirmer que l'approche « scientifique » exige l'utilisation exclusive de données quantitatives<sup>3</sup>, quoiqu'elle nécessite sans aucun doute le respect de certaines normes de cohérence, de vérification expérimentale et d'objectivité.

Karl Deutsch distingue quatre phases dans l'évolution de l'étude des relations internationales : a) dès avant la première guerre mondiale, on a commencé à s'intéresser au droit international; b) de 1920 à 1940, avec l'ouverture des archives,

---

*Saul Friedländer est professeur des relations internationales et d'histoire et chef du Département des relations internationales à l'Université hébraïque, Jérusalem. Il enseigne également à l'Institut universitaire de hautes études internationales, Genève. Il est l'auteur de nombreux ouvrages dont Pius XII and the Third Reich (1964) ; Prelude to Dawnfall: Hitler and the United States, 1939-1941 (1965) ; Réflexions sur l'avenir d'Israël (1969) et L'antisémitisme nazi (1971).*

*Raymond Cohen est chargé de cours au Département des relations internationales à l'Université hébraïque, Jérusalem. Il prépare une thèse de doctorat sur « Threat perception in international politics ».*

l'accent a été mis sur l'histoire diplomatique; c) la période 1950-1970 a été éclectique, les chercheurs s'inspirant alors des conclusions et des méthodes des spécialistes des sciences sociales; d) aujourd'hui les théories rivales sont mises à l'épreuve de la recherche expérimentale<sup>4</sup>. La « troisième phase », si peu conforme aux goûts des traditionalistes, fut une période de grand enthousiasme au cours de laquelle l'étude des relations internationales s'est enrichie de toutes sortes de théories et de concepts intéressants provenant d'autres disciplines : théorie systémique, cybernétique, théorie de l'organisation, théorie de la connaissance, etc. Elle n'a toutefois pas permis d'élaborer un système théorique apte à expliquer tels ou tels problèmes spécifiques relatifs aux relations internationales<sup>5</sup>. On ne s'est en effet guère soucié alors de construire des théories en due forme<sup>6</sup>. Les études sur la prise des décisions de politique étrangère, sujet qui occupe manifestement une place centrale dans le domaine des relations internationales, gardaient le caractère d'exposés taxonomiques et descriptifs au lieu de viser à formuler une théorie explicative<sup>7</sup>. Lewis F. Richardson a bien tenté de construire une véritable théorie mathématique de la course aux armements, mais en se fondant exclusivement sur des modèles simples du type stimulus-réponse qui ne tenaient aucun compte des processus et des caractéristiques internes propres aux acteurs<sup>8</sup>, et les prévisions tirées de ses modèles ont été démenties par les faits. La théorie des jeux permet de donner au problème du choix rationnel, en cas de marchandage ou de conflit, une solution qui peut être exprimée en termes mathématiques, mais elle aussi sacrifie la précision de la description ou de la prévision à la cohésion de la structure logique<sup>9</sup>. S'il est vrai qu'il existe une analogie très générale entre certains types de jeux et les situations qui se présentent dans le domaine des relations internationales<sup>10</sup>, les postulats de rationalité parfaite, de fonctions de préférence immuables, de gamme limitée et connue de choix stratégiques, etc., ne peuvent s'appliquer à la plupart des situations conflictuelles. Comme le souligne Oran Young : « Il n'est pas difficile de construire des modèles fonctionnant de façon logique qui aient quelque rapport avec les phénomènes internationaux, mais personne n'en a construit jusqu'ici qui fournissent des prévisions tant soit peu remarquables par leur exactitude<sup>11</sup>. »

Sachant que, la plupart du temps, ce qu'on appelle la théorie est soit un élément d'emprunt — de sorte qu'elle n'est pas applicable en totalité — soit une construction simplifiée à l'excès, les chercheurs ont tendance « à abandonner la manipulation de divers systèmes conceptuels pour se consacrer plutôt à la vérification expérimentale de séries limitées de concepts<sup>12</sup> ». Quand on examine l'état actuel de l'étude des relations internationales, on est donc obligé de prendre pour thème les recherches en cours plutôt que les théories en elles-mêmes. Compte tenu de cette orientation d'ensemble, deux problèmes centraux se posent : Sur quel type de données la recherche doit-elle s'appuyer ? Et comment doit-on analyser ces données ? Le présent article aura pour fil conducteur l'examen de ces problèmes.

La recherche contemporaine utilise des données qu'on peut classer en quatre catégories : 1. Données sur les attributs de tel ou tel « décideur », État ou système; 2. Données événementielles sur différents types d'événements et d'actes; 3. Données tirées des communications des décideurs; 4. Données relatives à l'opinion publique<sup>13</sup>. Chacun de ces types de données est lié à des sources et à des techniques de traitement particulières.

1. Les chercheurs qui utilisent des données relatives aux attributs s'emploient à élucider le rapport de causalité entre les caractéristiques d'un organisme et son mode de comportement. Ils se sont orientés dans deux directions principales : étude des causes de la guerre, étude des facteurs aboutissant à l'intégration politique. Dans une étude diachronique sur les causes de la guerre, Singer analyse vingt-quatre attributs à trois niveaux différents (États, sous-systèmes et système international) entre 1816 et 1965. Il s'est jusqu'ici cantonné dans une analyse à deux variables (relation entre la variable dépendante — la guerre — et une variable indépendante quelconque. Parmi les variables indépendantes figurent des facteurs tels que la population, la production de fer et d'acier et les dépenses militaires, pour ce qui est des États, ainsi que divers attributs des systèmes comme la représentation diplomatique et la configuration des alliances. Singer évite de mettre à l'épreuve telle ou telle théorie afin de préserver le caractère « ouvert » de ses recherches. A ce jour, on peut retenir de ses conclusions : a) qu'il n'existe pas de seuil de pertes fixe au-delà duquel les États vaincus décident de capituler : dans 23 cas sur 50 lorsqu'ils ont abandonné la lutte, le nombre des tués et blessés était égal à 0,1 % de la population, tandis que dans beaucoup d'autres cas la proportion était inférieure à 0,01 %; b) que « la plupart des guerres internationales éclatent entre des pays qui non seulement sont voisins sur la carte, mais ont des attributs très semblables à de nombreux autres points de vue »<sup>14</sup>.

Choucri et North concentrent leur attention sur la période 1870-1914 et sur la phrase suivante : « Des taux de croissance démographique différents associés à des taux de développement technologique différents contribuent à créer un climat de concurrence internationale et donnent parfois naissance à des conflits dans la mesure où les ressources et les capacités des nations rivales sont très inégales. » Les trois principaux attributs pris en considération ici sont la population, les ressources et la technologie. Les facteurs des diverses équations opérationnelles s'additionnent. Au stade actuel, les conclusions de l'enquête sont notamment les suivantes : a) la variation de l'« intersection » (partie commune) des sphères d'intérêt des grandes puissances peut s'expliquer dans une proportion de 80 % par des modifications du budget de la défense et du degré d'acuité des conflits; b) contrairement aux autres puissances européennes, la Suède et les autres pays scandinaves ont tendance à « avoir recours au commerce plutôt qu'à l'expansion coloniale » en vue de satisfaire les besoins qui se font sentir »<sup>15</sup>.

L'analyse factorielle a également été utilisée pour étudier les causes de la guerre. Cette technique permet de grouper de très nombreuses variables en « grappes » ou en « facteurs de pondération » distincts et limités (*factor loadings*), et offre l'avantage de réduire le nombre des données de telle sorte qu'il soit possible de les manipuler commodément<sup>16</sup>. Cherchant, par cette méthode, à déterminer le lien entre les conflits ou l'instabilité internes et les conflits extérieurs, Tanter<sup>17</sup> et Rummel<sup>18</sup> n'ont décelé que des corrélations très faibles entre l'indice de la position qu'occupe une nation d'une part, dans l'ordre des attributs et de l'autre, dans l'ordre des comportements — c'est-à-dire notamment en matière de conflits<sup>19</sup>.

Dans le domaine des études sur l'intégration — domaine si vaste aujourd'hui qu'il constitue presque une discipline particulière à lui seul — les méthodes dont on vient de parler (analyse à deux variables et analyse factorielle) ont servi à mener des recherches pour identifier les conditions favorables au succès de l'intégration politique. Karl Deutsch a fait œuvre de pionnier en s'attachant à mettre en rapport les progrès de l'intégration, ou son absence, avec les formes de communication telles que le tourisme, les transactions économiques, les échanges d'étudiants, les liaisons postales, etc.<sup>20</sup>. Il a ainsi émis l'idée que l'intégration de l'Europe occidentale est compromise par une diminution du rythme de développement de divers courants de communication<sup>21</sup>. La thèse de l'existence d'un processus de « politisation » — situation dans laquelle des décisions technico-économiques à l'origine deviennent peu à peu plus controversables, ce qui élargit la sphère de compétence des organes politiques centraux de l'union économique — est soutenue par Haas et Schmitter, pour qui cette évolution est liée à la valeur élevée de neuf variables indépendantes, parmi lesquelles figurent l'importance des transactions entre les États membres, le degré de complémentarité des élites et la faculté d'adaptation des gouvernements à des problèmes imprévus<sup>22</sup>. Russett a eu recours à l'analyse factorielle pour tenter de délimiter les régions internationales en fonction de divers critères, et d'évaluer notamment leur aptitude à l'intégration politique<sup>23</sup>.

La plupart des travaux mentionnés dans cette section se fondent sur des hypothèses déterministes. Singer pose en principe que « les chercheurs doivent donner aux variables écologiques la priorité sur les variables relatives au comportement »<sup>24</sup>. Choucri et North estiment que « l'homme est façonné par son milieu physique dans une mesure beaucoup plus large que certains ne l'admettent »<sup>25</sup>. Haas et Schmitter parlent de « politisation automatique ». Sans contester que des facteurs très généraux comme la géographie, la population et la technologie imposent à long terme des limites à la liberté d'action de l'acteur, nous pensons pour notre part que les facteurs déterminants du système international sont essentiellement politiques : en d'autres termes ils ont trait à des éléments tels que les choix, les motivations, les perceptions et l'interaction humaine. Les facteurs écologiques n'agissent que dans la mesure où ils interviennent dans le processus politique;

la déprivation joue un rôle uniquement dans la mesure où elle est reconnue comme telle par les décideurs. Aucune histoire de la deuxième moitié du XIX<sup>e</sup> siècle ne saurait faire abstraction de la contribution essentiellement politique apportée par un Bismarck en matière de guerre et de paix. L'intégration politique — on a pu le constater depuis longtemps — n'a rien d'automatique; des décisions politiques prises au plus haut niveau exercent une influence décisive sur son développement. Or si Haas et l'école néo-fonctionnaliste ne s'exposent pas à la critique sur ce point, des spécialistes tels que Singer, Deutsch, veulent considérer la guerre ou l'intégration comme des phénomènes fondamentalement naturels soumis à des régularités statistiques, au même titre que les maladies de cœur ou les tremblements de terre. Pour eux, les interactions et les délibérations politiques n'entrent pas en ligne de compte, pas plus que les configurations et les interactions humaines qui précèdent l'infarctus ou le tremblement de terre. Mais, contrairement aux phénomènes naturels, la guerre et l'intégration politique restent, en définitive, le fruit de décisions humaines, et l'on ne saurait ici subsumer la décision individuelle sous la tendance générale, comme la décision individuelle d'avoir des enfants est subsumée sous les statistiques démographiques. Chaque décision politique est du domaine de l'essence.

Les recherches de ce genre soulèvent aussi un autre problème : on oublie quelquefois que la corrélation statistique n'équivaut pas à une explication, et ne nous renseigne pas sur la direction du rapport de causalité<sup>26</sup>. Ainsi, Choucri et North ont observé qu'avant 1914, plus le budget de la défense britannique augmentait, plus largement les sphères d'intérêt du pays recoupaient celles des autres puissances. Sur ce point, il est tout aussi plausible de renverser le rapport de causalité. Singer constate que lors de conflits armés, certains pays ont capitulé à un moment où leurs pertes représentaient 0,1 % de la population totale, et d'autres quand cette proportion atteignait seulement 0,01 %. En revanche, Israël a remporté la victoire en 1948 alors qu'il avait perdu 1 % de sa population. Il est clair que les statistiques des pertes n'expliquent pas par elles-mêmes la capitulation et ne peuvent avoir de sens qu'en liaison avec une explication générale de la défaite ou de la victoire. Les corrélations statistiques peuvent nous apprendre quelque chose, mais elles doivent être accompagnées d'un exposé qualitatif des raisons de leur validité<sup>27</sup>. On voit mal cependant à quoi peut servir l'agrégation des statistiques de pertes au cours de toutes les guerres. Et c'est justement ce processus d'agrégation des données qui confère le caractère de truismes à la plupart des autres conclusions de Singer. Il n'est guère surprenant d'apprendre, par exemple, que les guerres sont particulièrement fréquentes entre des pays voisins sur la carte, et par conséquent, dirions-nous, proches par la culture. Se plaçant à un niveau de généralité élevé, Singer élimine toutes les conclusions qui ne sont pas d'une parfaite banalité; les circonstances particulières ne sont pas prises en considération, et elles ne pourraient d'ailleurs pas l'être. Prévoyant ce reproche, il précise qu'il laisse à d'autres le soin d'expliquer les causes de telle ou telle guerre<sup>28</sup>. Il semble sous-entendre que les

circonstances particulières ont une importance accessible, tandis que les facteurs généraux sont essentiels. Mais en bonne logique, il est tout aussi vraisemblable que le contraire soit vrai.

D'un point de vue plus technique, les recherches fondées sur l'analyse factorielle ont soulevé bon nombre de critiques, non parce que cette méthode serait à récriminer en elle-même — ce n'est après tout qu'un outil statistique — mais parce qu'on l'applique dans un domaine qui n'est pas réellement le sien. Alors qu'elle a une fonction essentiellement descriptive, du fait qu'elle permet de regrouper des variables, certains ont voulu en faire un instrument d'explication et de prédiction. En effet, nous dit-on, puisque la causalité n'est autre qu'une rencontre, on peut se servir de l'analyse factorielle pour discerner les causes. « En ce sens, le facteur 'autoritarisme' crée certaines attitudes, le facteur 'agitation' provoque des émeutes et le facteur 'urbanisation' accroît le nombre des votes en faveur des options libérales<sup>29</sup> ». Il s'agit là d'une erreur monumentale. Aux fins de l'analyse factorielle, l'« autoritarisme », l'« agitation » et l'« urbanisation » sont uniquement des termes employés pour désigner telle ou telle grappe de variables qui sont en corrélation les unes avec les autres; ce ne sont pas des entités logiquement distinctes pouvant être considérées comme le résultat de causes antérieures. Rummel, par exemple, distingue à l'aide de l'analyse factorielle parmi les variables de l'antagonisme interétatique trois grappes de relations dont l'une, la « dimension guerre », regroupe les variables suivantes : nombre de tués, accusations, menaces, action militaire et guerre<sup>30</sup>. Si l'on suit ce raisonnement, il apparaît alors que la guerre est la cause de la guerre ! Rummel prend manifestement pour des relations de cause à effet soit des tautologies, soit des absurdités. En outre, le nom qu'on attribue à chaque grappe de variables est entièrement subjectif et arbitraire : il pourrait être modifié à volonté<sup>31</sup>. Rummel a aussi une conception très étrange de ce que sont l'explication et la prévision. Expliquer, dit-il, « c'est simplement pouvoir prédire les phénomènes ou établir entre eux des rapports mathématiques. Expliquer que l'Empire romain s'est écroulé à cause des dissensions et de la corruption des mœurs, c'est dire que, si ces deux éléments coexistent dans un empire ayant les mêmes caractéristiques que l'Empire romain, ledit empire se désagrègera ou sera vaincu<sup>32</sup> ». En d'autres termes, expliquer, c'est prédire que des circonstances identiques produisent un résultat identique. On se demande si c'est tout à fait comme cela que Gibbon voyait les choses. La critique la plus modérée du mauvais usage de l'analyse factorielle est due à Oran Young : selon lui, Russett se livre à des « inductions de puriste : il collecte des données empiriques *comme s'il s'agissait là d'une fin en soi*, sans pousser assez loin l'analyse théorique pour déterminer des critères de sélection appropriés ». Or la découverte des régularités expérimentales, indique-t-il, ne peut faciliter l'explication qu'à postériori. « Mais, il est d'ordinaire possible de trouver de multiples 'explications' de cette façon, et rien ne permet d'en retenir certaines plutôt que d'autres<sup>33</sup>. »

2. Les chercheurs qui utilisent les données événementielles se proposent d'expliquer la conduite d'un acteur en fonction des réactions que provoque chez lui le comportement d'autres acteurs. Les données relatives aux événements sont recueillies au jour le jour dans des journaux comme le *New York times*. On les classe ensuite (parfois à l'aide d'un ordinateur) dans des catégories fixées à l'avance (acteurs, type d'action, date, etc.) et enfin on en établit une représentation graphique afin d'analyser les réseaux d'interaction entre les parties. McClelland, le premier à exposer et à pratiquer cette méthode, a entrepris une étude diachronique intitulée WEIS (World Event/Interaction Survey). Beaucoup de recherches récentes utilisant cette méthode ont trait au Moyen-Orient. McClelland, par exemple, a analysé notamment : a) le taux d'activité respectif des divers États du Moyen-Orient, et celui de l'ensemble de ces États; b) la proportion d'actes hostiles et d'actes amicaux dans les relations des États arabes et d'Israël avec les grandes puissances; c) l'évolution des manifestations d'hostilité dans le conflit entre Israël et les États arabes. Il est notamment parvenu aux conclusions suivantes : a) le Moyen-Orient est une région active; b) l'hostilité que les États arabes éprouvent envers les États-Unis et le Royaume-Uni est plus vive que celle qu'ils inspirent dans ces deux pays; c) les activités militaires sont fréquentes dans la région; d) l'acuité des conflits dans la région « s'est sensiblement accrue pendant la Guerre des six-jours en 1967 »; e) une guerre a été menée dans la région en 1969-1970<sup>34</sup>. Que de révélations !

D'autres, parmi lesquels Wakenfeld, ont employé la méthode de McClelland pour analyser les conflits au Moyen-Orient entre 1949 et 1967. Plus précisément, ils ont cherché à déceler et à classer par ordre d'importance les facteurs qui ont déterminé l'attitude de différents États de la région en matière de conflits extérieurs au cours de cette période. Leur principale conclusion est la suivante : « Les éléments de prévisions les plus importants du comportement de chaque État en matière de conflits extérieurs sont les comportements des autres États à son égard dans le même domaine. » Ainsi, « le principal facteur de l'hostilité d'Israël au cours d'un mois donné est l'hostilité active manifestée à son égard par l'Égypte... L'hostilité active de l'Égypte s'explique presque entièrement par l'hostilité qu'Israël manifeste à son égard par Israël. Il apparaît donc clairement que l'Égypte et Israël constituent un couple d'interaction conflictuelle<sup>35</sup> quand on considère les formes de conflit les moins ouvertes »<sup>36</sup>. C'est là une conclusion qui ne risque guère d'être mise en question<sup>37</sup>.

La première difficulté que soulève l'application de cette méthode est celle des sources. On suppose en effet que tout acte rapporté a nécessairement eu lieu et que les actes qui ont lieu sont en général rapportés. Burrowes signale que le *New York times* ou *Deadline data* (autre source d'information fréquemment utilisée) donnent des renseignements qui « d'une part, ne sont pas également représentatifs de l'ensemble des événements 'réels' qui se produisent dans un pays donné et, d'autre part, ne constituent pas un échantillon non biaisé prélevé dans tous les

pays du monde<sup>38</sup> ». De plus, les journaux les plus sérieux ne peuvent rapporter l'événement de façon plus fidèle que les agences de presse où ils puisent leurs informations. Lorsque ces agences sont placées sous la coupe des pouvoirs publics — comme elles le sont dans de nombreux pays — rien ne garantit qu'elles fourniront des informations exactes et complètes. Ainsi, une analyse de ce type n'aurait pas permis de donner une juste idée des crises survenues en 1938 et 1939 entre l'Allemagne d'une part, la Pologne et la Tchécoslovaquie d'autre part, puisque à cette époque le gouvernement allemand avait délibérément travesti les faits en vue d'accroître la tension.

En second lieu, si l'analyse des attributs a un caractère déterministe, celle des événements est *behavioural* (ce terme étant puisé dans un sens péjoratif, c'est-à-dire impliquant qu'on s'intéresse exclusivement à l'aspect extérieur des choses). L'une comme l'autre ne tient aucun compte du choix et des intentions des hommes, qui jouent un si grand rôle en politique. Comme Burns le souligne, la description du comportement ne porte « que sur les processus passifs et dérivés qui accompagnent et suivent nécessairement l'acte politique...<sup>39</sup> ». Des actes politiques comme les réunions de cabinet, les manœuvres des groupes d'intérêt, les consultations officieuses, les évaluations privées, les contacts intra-gouvernementaux de types divers ne peuvent être quantifiés. Il est simplement impossible d'établir une équivalence entre deux actes de ce genre du point de vue de leur influence sur le processus politique. De plus, la presse quotidienne ne rend pas compte fidèlement des faits de cette espèce, si tant est qu'elle en fasse mention. Le comportement politique — les « faits matériels » auxquels se rapporte la documentation que réunit McClelland — n'a pas de signification en lui-même. Les interactions entre deux États en conflit ne prennent de sens que dans le contexte du jeu stratégique sous-jacent. Il faut étudier le processus politique pour comprendre le comportement politique, et non l'inverse. McClelland le reconnaît d'ailleurs implicitement sans en tirer les leçons méthodologiques quand, à propos d'une des crises relatives à Quemoy et Matsu, il note que les Chinois ont cessé leurs tirs d'artillerie lorsque les États-Unis ont commencé à escorter les navires de la Chine nationaliste approvisionnant Quemoy, et ajoute : « Nous sommes tentés d'avancer une explication qui va au-delà des données disponibles en disant que la Chine continentale a réagi à l'initiative américaine en suspendant ses opérations afin de rassembler d'autres indices lui permettant de mieux comprendre la portée de cette initiative<sup>40</sup>. » Mais il semble évident que c'est seulement en « allant au-delà des données disponibles » qu'il est possible d'expliquer tel ou tel acte de façon intelligible : et c'est bien là ce que McClelland est amené à faire. Si les conclusions auxquelles aboutissent ces études des événements et des interactions ont le caractère de truismes (qui pourrait le nier ?), c'est parce qu'elles ne prennent en considération que les réalités extérieures. Il arrive qu'on ait besoin de recenser et de classer les faits de manière systématique; mais cela ne peut servir qu'à compléter et non à remplacer l'analyse raisonnée des processus politiques.

3. La troisième méthode utilise les données tirées des messages des individus. L'analyse de contenu, ensemble de techniques qui jouent un rôle central pour ceux qui adoptent cette approche, « vise à déduire les intentions et les caractéristiques des émetteurs des messages de l'examen de ceux-ci »<sup>41</sup>. Les premières études menées dans ce domaine ont été entreprises par des spécialistes dont beaucoup travaillaient ou avaient travaillé à l'Université Stanford, dans le cadre de recherches relatives aux antagonismes et aux crises portant notamment sur les six semaines qui ont précédé la première guerre mondiale<sup>42</sup>, et fondées sur les documents diplomatiques des grandes puissances relatives à la période comprise entre le 27 juin et le 4 août 1914. Les documents furent d'abord codés en fonction des catégories pertinentes (sujet et objet de la perception, attitude exprimée), ce qui permit de répertorier plus de 5 000 perceptions cognitives et affectives. Ensuite, selon l'hypothèse à vérifier, on a eu recours à diverses formes d'analyse telles que les suivantes : a) dénombrement de la fréquence des thèmes; b) mesures faites à l'aide d'échelles d'intensité; c) analyse des corrélations entre les perceptions et divers types de données concernant les attributs ou les événements.

Une première étude utilise le dénombrement de la fréquence des thèmes pour vérifier deux hypothèses de base sur les relations entre la perception des menaces et celle du rapport de puissance dans les crises internationales. Dans les trois mille documents examinés, il est apparu que les perceptions de l'hostilité étaient exprimées quatre fois plus souvent que celles du rapport de puissance-capacité, d'où cette conclusion : « Si l'inquiétude, la peur, les perceptions de la menace ou du préjudice sont suffisamment vives, la perception de son infériorité n'empêchera pas une nation d'entrer en guerre<sup>43</sup>. »

A la suite de cette première tentative, les chercheurs, comprenant que le dénombrement des fréquences ne pouvait suffire, ont soumis les documents à un nouvel examen et les ont classés sur une échelle allant de 1 à 9 selon l'intensité de certaines perceptions (hostilité, sentiments amicaux, frustration, satisfaction, désir de modifier le *statu quo*, etc.), et les résultats ont été groupés en douze phases. On a constaté qu'au moment où ils prenaient des décisions cruciales les responsables se sentaient menacés<sup>44</sup>. Une étude connexe a confirmé en partie les hypothèses selon lesquelles l'expression de l'hostilité est liée à sa perception initiale. La corrélation a été étudiée pour différents intervalles de temps<sup>45</sup>.

Étendant leurs recherches à des données événementielles (relatives aux mobilisations nationales), les responsables du projet ont ensuite examiné l'engrenage des menaces et des contre-menaces précédant le déclenchement de la guerre. Il est apparu que la variance de l'hostilité était liée en grande partie — mais non en totalité, loin de là — à la mobilisation. Constatant que l'hostilité s'accroissait régulièrement avant qu'aucune mesure de mobilisation n'ait été appliquée, on a conclu qu'au début de la crise les décideurs réagissaient aux menaces verbales et aux initiatives diplomatiques plutôt qu'aux mouvements de troupes<sup>46</sup>. Et en élargissant la gamme des données prises en considération pour y inclure tous les événements

de caractère militaire, on constate que si les réactions de la Triple Entente étaient proportionnées aux stimuli, celles de la Duplice étaient d'une violence excessive; autrement dit celle-ci exagérât la gravité de la menace. Une corrélation put également être établie entre les données financières (cours des valeurs mobilières, opérations sur l'or, taux d'intérêt, opération à terme) sur les marchandises et les perceptions de l'hostilité, ce qui donnait à penser que l'effondrement virtuel des prix en juillet 1914 était très vraisemblablement dû à la situation internationale<sup>47</sup>. Enfin, le groupe de Stanford a ensuite fait des recherches sur la crise de Cuba (1962)<sup>48</sup> qu'il a aussi comparée avec celle de 1914<sup>49</sup>.

Certains spécialistes accordent une grande valeur à l'analyse de contenu en tant que moyen de mesurer de façon rigoureuse les caractéristiques des communications, mais d'autres l'ont sévèrement critiquée à plusieurs titres. Il a été souligné que la fréquence de l'apparition d'un thème n'est pas toujours un indice de son importance. Certaines choses sont si évidentes qu'on les passe sous silence. En outre, cette analyse ne donne aucune indication sur les influences et les attitudes que met effectivement en jeu le processus de prise des décisions<sup>50</sup>. Par exemple, l'étude des textes publiés ne permettrait pas à elle seule de mesurer exactement l'influence du souvenir de l'holocauste nazi sur les dirigeants israéliens en 1967, pour une raison bien simple : les autorités avaient donné pour instruction que ce sujet ne soit pas mentionné, afin d'éviter d'alarmer l'opinion. En outre, les messages varient selon le public ou le contexte; celui qui les émet ne dit pas toujours ce qu'il pense; la source peut être sélective, il arrive que des communications importantes ne soient pas transmises, ni oralement ni par écrit<sup>51</sup>. George signale que ceux qui analysent la propagande ne peuvent supposer constante la relation entre le contenu et la perception, puisque le propagandiste veut obtenir un certain effet. Ils sont donc amenés à formuler une série de conclusions fondées sur certaines hypothèses touchant la stratégie du propagandiste, les principes généraux dont il s'inspire et l'effet qu'il compte produire sur le public auquel il s'adresse. Tous ces facteurs peuvent également se modifier au cours de l'analyse, ce qui complique encore les choses<sup>52</sup>.

L'analyse du contenu — les études du groupe de Stanford le montrent bien — a pour base le modèle stimulus-réponse de Skinner; selon cette théorie, une perception donnée engendre une communication donnée. Un tel modèle n'est sans doute pas valable dans le domaine des relations internationales, en partie pour les raisons que donne George, mais aussi parce qu'il place dans une « boîte noire », pour ainsi dire les processus intermédiaires aboutissant aux décisions, alors que le rôle de ces processus est capital. Refusant d'admettre que le modèle stimulus-réponse soit applicable à l'apprentissage de la langue, Chomsky déclare : « Il est naturel de penser que, pour prédire le comportement d'un organisme (ou d'une machine) complexe, on devra connaître non seulement les stimulants extérieurs, mais aussi la structure interne de cet organisme et la façon dont il traite les données d'entrée et dont il organise son propre comportement<sup>53</sup>. » Prenons un

exemple historique concret dans les années trente : la Grande-Bretagne et la France réagirent à une série d'initiatives nazies (en 1933, 1935, 1936 et 1938) en adoptant une attitude conciliante à l'égard de l'Allemagne, dans l'espoir que celle-ci, en retour, ferait preuve de modération. Et loin de tirer les leçons de leurs échecs répétés, comme l'aurait voulu la théorie du renforcement résultant du processus stimulus-réponse, la Grande-Bretagne et la France persévérèrent dans une politique inefficace et discréditée. On ne peut expliquer cette attitude que par des facteurs psychologiques internes — remords engendré par le Traité de Versailles, dégoût de la guerre, refus d'admettre des réalités pénibles, etc.

En fin de compte, il nous semble douteux qu'il vaille la peine de consacrer à l'analyse de contenu, sous la forme complexe que lui donne l'« École de Stanford », le temps, le travail et les fonds qu'elle exige. En revanche, si on la considère comme un procédé simple permettant de déterminer la fréquence relative de différents thèmes dans la presse ou les messages de tel ou tel décideur, il est clair qu'elle complétera utilement les méthodes d'analyse documentaire plus classiques<sup>54</sup>. D'ailleurs, certains signes semblent montrer que de fervents adeptes de l'analyse de contenu en viennent eux-mêmes à cette conclusion. Holsti par exemple, qui s'était abondamment servi de ce procédé pour traiter des idées et des attitudes de John Foster Dulles au sujet de l'Union soviétique<sup>55</sup>, est revenu aux méthodes qualitatives classiques dans une étude d'ensemble de l'action du secrétaire d'État américain, dont la valeur paraît plus grande<sup>56</sup>.

4. Enfin, la technique des sondages d'opinion est assez bien connue pour qu'il soit superflu de la présenter ici. Quelles que soient leurs limitations, les enquêtes de ce genre ont un intérêt qui est aujourd'hui généralement admis. Ce que nous devons nous demander, c'est si l'étude des relations internationales peut en tirer parti. Plusieurs centaines d'enquêtes ont été menées sur l'attitude du public à l'égard de diverses questions de politique étrangère, et en particulier au sujet des Nations Unies<sup>57</sup>. Certaines ont essayé de lier les attitudes à la personnalité ou aux attributs sociaux et d'autres de déceler l'incidence des événements internationaux sur les attitudes globales. Mais aucune n'a élucidé le problème de l'influence de l'opinion publique sur la détermination de la politique étrangère ou sur le comportement international<sup>58</sup>. Et d'ailleurs, en bonne logique, elles ne pouvaient le faire, puisqu'il aurait fallu pour cela analyser la politique étrangère et non l'opinion publique. Une suggestion théorique intéressante a été faite, il est vrai, au sujet des conditions dans lesquelles l'opinion publique serait en mesure d'encourager efficacement les décideurs à accroître l'intégration régionale<sup>59</sup>. Mais là encore, il faudrait, en vue de vérifier cette hypothèse, étudier, plutôt que l'opinion publique en elle-même, les réactions qu'elle suscite chez les décideurs. On s'apercevrait peut-être alors que ce ne sont pas les sondages au sens « objectif » du terme qui influencent le comportement, mais la perception subjective de l'opinion publique (déformée par les préférences de l'observateur). Comme il est apparu au Royaume-Uni avant

l'entrée de ce pays dans la CEE, les décideurs ont toutes sortes de moyens d'interpréter les sondages dans le sens qui leur convient. Même si l'opinion est nettement hostile, ils peuvent toujours faire valoir que « la population changera d'avis » une fois le pas décisif franchi. Et chacun sait qu'on peut aussi bien opter pour un modèle d'influence « descendante », où les élites façonnent l'opinion, que pour le modèle inverse, où l'opinion détermine les vues de l'élite. Tout cela n'empêche nullement les sondages de fournir des informations fort utiles qui peuvent même jouer un grand rôle dans les polémiques relatives aux décisions de politique générale. Nos arguments montrent bien cependant que ces renseignements ont inévitablement une valeur limitée lorsqu'il s'agit d'expliquer les phénomènes qui concernent les relations internationales.

Quelles sont les insuffisances communes à toutes les méthodes que nous avons examinées ? Tout d'abord, une technique, quelle qu'elle soit, n'est fructueuse que si elle est employée aux fins pour lesquelles elle a été conçue. Ce n'est pas la faute des sondages d'opinion, de l'analyse factorielle ou de l'analyse de contenu — qui sont des techniques essentiellement descriptives — si l'on prétend leur faire remplir des tâches pour lesquelles elles ne sont pas faites. Or ceux qui s'en servent ont tendance, nous semble-t-il, à définir le sujet à étudier en fonction de leurs compétences spéciales au lieu d'adapter leurs compétences au sujet. En outre, de graves problèmes pratiques se posent parfois pour la raison bien simple que les données nécessaires à l'utilisation de ces techniques ne sont pas disponibles dans le domaine des relations internationales. Les chercheurs ont donc été amenés — pour parler sans ambages — à fabriquer leurs données de toutes pièces comme l'indique Burrowes : « Le désir d'avoir recours à des instruments d'analyse d'une puissance bien connue a obligé les chercheurs à interpréter leurs données numériquement même lorsqu'il s'agissait de variables faisant intervenir le jugement et classées en catégories de façon très approximative<sup>60</sup>. » Donnons un exemple concret : pour appliquer la plupart des techniques mentionnées ci-dessus, il faut disposer de séries de données pouvant être traitées statistiquement. Si le matériau de base n'est pas déjà exprimé sous forme quantitative, on doit donc attribuer une valeur numérique aux mots ou événements selon une échelle constante. Certains décident alors que, dans une catégorie donnée, tous les faits sont numériquement équivalents — sans tenir compte de la date, du public, du contexte ni de l'émetteur. Dans le cas des analyses plus fines, des juges sont appelés à classer les faits par ordre d'intensité ; on donne une valeur numérique aux diverses gradations de l'échelle, de sorte qu'une série ordinale devient une série cardinale. Les séries de données ainsi obtenues peuvent ensuite être analysées de différentes manières. Cette procédure fondamentale soulève une objection décisive : elle présuppose en effet que les actes, les communications et les événements sont objectivement comparables et que tel ou tel message ou événement a la même signification ou la même portée — sur l'échelle, c'est-à-dire en valeur numérique — quel que soit le moment où il se situe. Autrement dit, chaque événement pourrait être rangé dans une catégorie précise.

Mais en réalité, il n'en est rien : les mots n'ont pas de signification unique ou constante; chacun les interprète différemment et leur sens varie en fonction du contexte instrumental. La signification des actes dépend de la situation et varie en fonction des jugements de valeur. Comment comparer la destruction d'un avion libyen au-dessus du Sinaï, qui a causé la mort de plus de cent personnes, avec le raid des Israéliens sur Beyrouth, au cours duquel trois chefs du Fatah ont été tués ? Faut-il considérer l'intention, le nombre des victimes, les répercussions politiques, l'effet objectif ? Et dans quelle catégorie ranger les « faits » ? Parmi les « actes de violence », les « invasions », les « assassinats » les « menaces » (pour n'utiliser que les termes les plus neutres) ? Faut-il demander à des arbitres d'en décider ? Où trouver des esprits non prévenus ? Les jugements prononcés par de tels arbitres ne sont pas objectifs; si l'on fait l'agrégat, puis la moyenne de ces jugements, on ne les rend pas plus exacts pour autant, on les réduit simplement à leur plus petit commun dénominateur.

Ayant du mal à manipuler les données « subjectives », les chercheurs sont tentés de s'en remettre aux données « objectives » — chiffres des pertes, statistiques démographiques, etc. — en espérant qu'elles dévoileront la vérité sous-jacente. Malheureusement, on n'échappe pas à la complexité réelle du sujet en mettant l'accent sur les éléments mesurables plutôt que sur les éléments significatifs et en simplifiant les problèmes à outrance du fait qu'on les réduit à leurs aspects quantifiables. Dans une critique des travaux de Karl Deutsch, Hoffman écrit : « Le commerce extérieur est le commerce extérieur, et quand on mesure le commerce extérieur de façon précise, on ne mesure rien d'autre de façon précise, à moins d'expliquer pourquoi l'assimilation est valable<sup>61</sup>. » Mesurer le mesurable — les exemples fournis ci-dessus l'ont montré — c'est aboutir à des truismes. Parfois aussi cela conduit à des constatations dépourvues de tout intérêt, comme celles du chercheur qui a dénombré les interventions des délégués à la tribune des Nations Unies<sup>62</sup>, ou de celui qui s'est employé à évaluer le prestige international des différents pays en recensant les missions diplomatiques accréditées auprès de chacun d'eux (l'Espagne venait en tête)<sup>63</sup>, ou encore celui qui, ayant trouvé dans le *New York times* plus de mentions de manifestations politiques organisées en Israël que dans aucun autre État du Moyen-Orient, en concluait que la politique extérieure israélienne était affaiblie par l'« instabilité gouvernementale »<sup>64</sup>. Mesurer est devenu, semble-t-il, une fin en soi. Plus déplorable encore est l'attitude de ceux pour qui tout ce qui ne se mesure pas est insignifiant. « Jusqu'à preuve du contraire, rien ne permet de penser — écrit Finnegan dans un plaidoyer en faveur de la 'science' — que les valeurs et les idéologies influencent davantage les comportements politiques que n'importe quelle autre variable<sup>65</sup>. » Et selon quels critères devra-t-on fournir la preuve du contraire ? S'en remettre uniquement à la quantification, c'est débouter le plaideur avant même de l'entendre.

Si les chercheurs font tant de cas de la quantification, c'est notamment parce qu'ils croient y voir le moyen de formuler des « prévisions statistiquement

fiables », ce qui, à leurs yeux, doit être l'un des objectifs du politologue<sup>66</sup>. Or il y a de bonnes raisons de penser qu'appliquer cette méthode aux relations internationales ne permet justement pas de formuler de telles prévisions. Le statisticien cherche des explications fondées sur des tendances mises en évidence par l'étude du grand nombre et ces explications ont valeur de probabilité. Mais la probabilité est le propre des grands nombres — et non des cas particuliers. On ne saurait tirer d'explications reposant sur les tendances statistiques des « prévisions statistiquement fiables » relatives aux cas particuliers. S'il est établi qu'il existe une corrélation entre la consommation du tabac et le cancer du poumon, cela ne veut pas dire que tel ou tel fumeur sera un jour atteint d'un cancer du poumon. Ainsi, en démographie et en médecine, des tendances statistiques décelées par l'observation d'un grand nombre de sujets peuvent servir à prédire des tendances concernant un grand nombre d'autres sujets. Au contraire, dans l'étude des relations internationales, quelle que soit la manière dont nous déterminons les tendances, nous aurons, en général, à prédire la probabilité d'un événement unique. Cela ne signifie pas qu'il est interdit au politologue de faire des prévisions, et tout porte à croire qu'une prévision est plus valable si elle se fonde sur des connaissances plutôt que sur l'ignorance. Mais, selon nous, ces prévisions ne peuvent jamais devenir statistiquement fiables, et les méthodes non quantitatives sont parfaitement capables d'atteindre le même niveau minime de certitude.

En outre, il n'y a aucune raison de considérer la possibilité de la prédiction comme l'un des critères de la méthode scientifique. Kaplan souligne que « surtout en matière de sciences du comportement, il nous arrive souvent de connaître les facteurs nécessaires, mais non les facteurs suffisants pour qu'un événement se produise »<sup>67</sup>. Nous parvenons dans certains cas à expliquer les origines d'une névrose infantile ou les causes d'un accident de voiture : cela ne signifie pas que de ces antécédents devaient nécessairement s'ensuivre de tels conséquents. Aucun psychologue, aucun sociologue n'affirme pouvoir prédire le particulier — pourquoi le politologue aurait-il cette prétention ?

Un dernier point. La plupart des méthodes prises en considération ci-dessus ont servi — entre autres choses — à rechercher les causes des guerres ou des conflits. A l'aide de l'analyse des attributs, Choucri et North justifient l'hypothèse selon laquelle les guerres sont dues en grande partie à des facteurs généraux comme la compétition qu'engendre la pression démographique. Divers chercheurs se servent d'analyse des événements et des interactions pour conclure que le comportement d'un État donné en matière de conflits s'explique par celui que son adversaire a adopté à son égard dans le même domaine. A la lumière de l'analyse de contenu, Zinnes confirme son hypothèse selon laquelle un acteur percevant une certaine hostilité manifeste à son tour de l'hostilité. Il n'y a rien là pour nous surprendre — et comment pourrait-il en être autrement ? Aucune de ces techniques ne permet de vérifier des hypothèses autres que celles qui ont été élaborées à l'avance et rendues opérationnelles, si bien que toute surprise est exclue. La

première fournit au problème une réponse à long terme, la deuxième, une réponse à moyen terme et la troisième une réponse à court terme. Mais n'est-il pas évident qu'une analyse équilibrée des causes de la guerre et des conflits qui ne serait pas entravée par des questions de méthode, devrait tenir simultanément compte des trois éléments ? On ne saurait fractionner la réalité en morceaux de cette façon. Et nous en arrivons ainsi à l'historien, qui a justement pour mission d'intégrer les différents niveaux d'explication fournis par des approches et des perspectives diverses et d'apprécier leur importance relative. C'est à lui qu'est dévolu le rôle irremplaçable et unique de formuler un jugement historique<sup>68</sup>.

Comment inclure l'approche historique dans l'étude des relations internationales sans renoncer aux deux objectifs inséparables que nous avons mentionnés au début — à savoir formuler une théorie explicative et axer les recherches sur les récurrences plutôt que sur les cas particuliers ? La méthode que nous proposons ici prendrait pour point de départ les suggestions théoriques présentées ces dernières années, mais au lieu de vérifier les hypothèses par des méthodes quantitatives, on soumettrait les théories et les problèmes à une analyse comparative grâce à des études de cas historiques en faisant appel aux techniques statistiques sur les points appropriés.

Plusieurs auteurs ont déjà utilisé ce que Mueller appelle la méthode de l'« histoire systématique ». Huntington s'est servi d'études de cas historiques en vue de définir les liens entre la course aux armements et la guerre<sup>69</sup>. Russett a étudié dix-sept cas de dissuasion efficace ou non, observés entre 1935 et 1961, pour chercher à établir ce qui rend un engagement crédible<sup>70</sup>. Dowty a fait des recherches sur le rôle que les garanties jouent traditionnellement dans le domaine de la politique internationale et sur les conditions de leur validité<sup>71</sup>. Il a également comparé des systèmes internationaux existant à différentes époques et il en a conclu — chose intéressante — que le comportement des États en ce qui concerne les conflits dépend non de la logique du système, mais de celle de l'interaction stratégique<sup>72</sup>. Friedländer et Cohen ont examiné le comportement de quatorze décideurs réputés pour leur intransigeance afin de déterminer si l'on peut raisonnablement parler d'une typologie des « faucons » en matière de relations internationales et, dans l'affirmative, si ce type est caractérisé par des traits et un arrière-plan communs<sup>73</sup>. Tous ces travaux présentent notamment l'importante particularité suivante : ils visent à répondre à des questions et non à vérifier des hypothèses. Contrairement aux techniques quantitatives, la méthode historique ne fabrique pas de données, elle les analyse ; c'est la question posée qui détermine les matériaux à examiner, et non l'inverse<sup>74</sup>. Cela offre deux avantages. Tout d'abord, on n'est pas amené à fractionner le sujet de manière inutile et arbitraire. Certains chercheurs, par exemple, confrontés avec une distinction analytique entre politique intérieure et politique extérieure (distinction résultant uniquement des techniques d'analyse employées) ont inventé le concept de *linkage politics* en vue de coordonner les deux. Mais il est tout à fait superflu de créer artificiellement un nouveau sujet pour

expliquer l'influence des facteurs internes sur les comportements externes. La méthode historique permet de prendre ces facteurs en considération uniquement quand ils semblent en rapport avec le problème étudié. En second lieu, l'historien examine chaque phénomène dans son contexte historique. De ce fait, il tient compte de la complexité du processus ou de l'organisme à analyser et il admet qu'il est bon d'envisager l'incidence de multiples circonstances concomitantes sur son fonctionnement ou son développement. C'est là essentiellement ce qu'on entend par « étude de cas historique » — et qui est analogue à ce que les anthropologues, par exemple, appellent « la recherche sur le terrain ».

L'analyse comparative est pour les spécialistes des sciences sociales une technique ancienne d'une valeur reconnue; en un sens, c'est la seule méthode possible si l'on veut que la théorie échappe à l'emprise du particulier et acquière une portée suffisante pour permettre la compréhension des structures et des processus sous-jacents. Radcliffe-Brown conclut un plaidoyer en faveur de la méthode comparative dans le domaine de l'anthropologie sociale en soulignant qu'il est possible, grâce à ce mode d'approche, de passer du particulier au général, et du général au plus général, avec l'espoir d'arriver à l'universel, à des caractéristiques qui se retrouvent sous différentes formes dans toutes les sociétés humaines<sup>75</sup>. La première condition à remplir pour appliquer la méthode comparative, c'est d'établir une classification précise et significative, échappant aux déterminismes culturels. Sjöberg indique qu'il est nécessaire « d'adopter certains repères invariants » ou des « catégories universelles » qui ne soient pas le simple reflet des valeurs culturelles propres à tel ou tel système social. Seule l'utilisation de ces repères permet en effet de vérifier diverses hypothèses dans un contexte interculturel<sup>76</sup>. Il importe de signaler aussi un autre avantage général qu'offre la méthode comparative : elle fournit le moyen de soumettre à une analyse scientifique des données historiques relatives à des cas trop peu nombreux pour se prêter à une manipulation statistique<sup>77</sup>. Cela est particulièrement utile en ce qui concerne l'étude des relations internationales qui a souvent pour objet des phénomènes peu fréquents ou au sujet desquels nous ne possédons des renseignements adéquats que dans un nombre limité de cas.

Si l'approche que nous décrivons emprunte à l'histoire et sa documentation et les techniques dont elle se sert pour traiter la documentation, il subsiste cependant des différences sensibles entre notre objectif et celui de l'historien. Il arrive que celui-ci cherche à formuler des observations générales à propos de notions telles que l'impérialisme ou le régime foncier, mais il se cantonne le plus souvent à une période, une région ou une culture données. Il ne s'emploie pas à présenter des conclusions d'ensemble à propos des caractéristiques « structurales », des relations et du comportement humains non liés à un contexte historique particulier. Et surtout, il ne se préoccupe pas de vérifier ou d'édifier une théorie — ce qui peut être considéré comme l'objectif principal des comparaisons<sup>78</sup>. Traditionnellement, les historiens estiment que « la seule chose que nous apprenne l'histoire, c'est qu'il n'y a rien à apprendre d'elle ». Mais cela dépend de la façon dont on l'aborde; si

l'on y voit un enchaînement d'événements complexes et uniques, alors aucun événement ne se répétera ; si au contraire on la conçoit comme un laboratoire du comportement humain, elle fournit aux théoriciens de multiples occasions de généraliser.

Traitant du rôle de l'analyse comparative en sociologie, Eisenstadt rappelle qu'elle a été utilisée pour des recherches menées à tous les niveaux : études de la personnalité individuelle, études des organisations et des institutions ou études d'ensemble des sociétés<sup>79</sup>. Dans le domaine des relations internationales, il existe toutefois un échelon supplémentaire : le niveau systémique ou niveau international. C'est peut-être au niveau du sous-système que la technique de l'analyse comparative est le plus facile à employer, dans les études portant sur l'individu, le groupe des décideurs ou l'État-acteur : en effet, c'est là que les variables et les concepts pertinents peuvent être définis avec le plus de netteté ; au niveau systémique, il devient malaisé d'identifier ces « repères invariants » qui sont, comme nous l'avons déjà indiqué, indispensables aux comparaisons entre divers exemples. Néanmoins, il serait dommage de négliger la dimension systémique, car beaucoup de questions intéressantes se posent à ce niveau<sup>80</sup>. Peut-être pourrait-on, par exemple, appliquer à la transformation des systèmes les théories relatives aux changements de paradigmes dans les sciences<sup>81</sup>. Il est à espérer que les difficultés de définition pourraient être surmontées à condition d'y apporter assez de soin et de ne pas oublier que les valeurs et les concepts fondamentaux peuvent se modifier radicalement avec le temps.

La méthode historique demande un examen critique et méticuleux des données disponibles, la vérification des sources, une sélection et une synthèse. Tout cela exige de la souplesse d'esprit et du discernement. Si l'on traite de sujets en rapportant l'interaction complexe des processus politiques, c'est la seule approche possible. L'historien sait que la réalité n'est pas toujours conforme aux apparences, qu'un événement ne peut être interprété hors de son contexte, que les messages sont émis à tel ou tel moment et à l'intention de tel ou tel public, que les choses évidentes sont parfois passées sous silence, que les affirmations peuvent être mensongères. Seules l'analyse et la comparaison laborieuses des faits tels qu'ils ressortent de l'étude de l'ensemble des sources historiques permettent d'avancer des conclusions sur divers aspects du processus politique ou du comportement de ceux qui y participent. Aucun procédé ne permet de se dispenser d'évaluer ce qui est important et ce qui ne l'est pas ; et rien ne remplace un jugement exercé. Il convient de rappeler enfin que les méthodes quantitatives, comme nous l'avons dit, excluent l'imprévu : elles se bornent à vérifier des propositions déjà formulées. Pour sa part, l'historien mis en face des documents relatifs à un événement donné est tenu de rapporter fidèlement ce qui s'est passé et d'en indiquer les causes, aussi absurdes ou imprévues que paraissent les conclusions auxquelles il aboutit. Il ne se contente pas de confirmer ce qu'il soupçonnait déjà. Or la science consiste aussi — il est permis de le penser — à faire des découvertes.

[Traduit de l'anglais]

## Notes

- <sup>1</sup> Sur ce débat, voir K. Knorr et J. N. Rosenau (dir. publ.), *Contending approaches to international politics*, Princeton, Princeton University Press, 1969, 297 p.
- <sup>2</sup> *Ibid.*, p. 5.
- <sup>3</sup> « Le seul exemple de Darwin suffit à réfuter une telle hypothèse. » W. G. Runciman, *Social science and political theory* (2<sup>e</sup> éd.), p. 5, Cambridge, Cambridge University Press, 1969.
- <sup>4</sup> K. Deutsch, « The coming crisis of cross-national and international research in the United States », *American Council of Learned Societies Newsletter*, 19 avril 1968, p. 1-7.
- <sup>5</sup> Par « théorie », nous entendons ici précisément « un ensemble intégré de lois interprétatives ou de généralisations permettant d'expliquer les données disponibles dans tel ou tel domaine de façon cohérente et systématique. Une théorie peut donner naissance à des hypothèses, des explications et des lois nouvelles, aussi bien qu'intégrer des explications et des lois existantes ». G. K. Roberts, *A dictionary of political analysis*, p. 213, Londres, Longman, 1971.
- <sup>6</sup> Ce paragraphe s'inspire des observations formulées par O. R. Young, sous le titre « The perils of Odysseus: On constructing theories of international relations », dans l'ouvrage de R. Tanter et R. H. Ullman, *Theory and policy in international relations*, p. 179-203, Princeton, Princeton University Press, 1972. Morgenthau et Aron, pour ne parler que d'eux, ont édifié de « grandes théories » (il serait peut-être préférable de dire des « philosophies ») sur la nature des relations internationales, mais ils n'ont pas cherché à expliquer en détail certains types de comportement.
- <sup>7</sup> Voir R. C. Snyder et al., *Foreign policy decision making*, New York, The Free Press, 1962, vii+274 p. M. Brecher, « A framework for research on foreign policy behaviour », *Journal of conflict resolution*, XIII:1, mars 1969, p. 75-101.
- <sup>8</sup> L. F. Richardson, *Arms and insecurity*, Londres, Stevens, 1960, xxv+307 p. Cet ouvrage a été utilement analysé par Anatol Rapoport, dans un article intitulé « Lewis F. Richardson's mathematical theory of war », dans : *Journal of conflict resolution*, 1:3, sept. 1957, p. 249-299.
- <sup>9</sup> Un aperçu de la théorie des jeux figure dans l'ouvrage de R. D. Luce et H. Raiffa, *Games and decisions*, New York, J. Wiley, 1957, 307 p. Cette théorie a fourni un modèle opératoire pour l'étude des conflits au moyen d'expériences dirigées faites en laboratoire. De nombreux travaux ont été consacrés à l'influence de divers aspects de la personnalité ou des attitudes sur le comportement des joueurs. Voir K. W. Terhune, « The effects of personality in cooperation and conflict », dans : P. Swingle (dir. publ.), *The structure of conflict*, p. 194-234, New York, Academic Press, 1970.
- <sup>10</sup> Voir G. H. Snyder, « 'Prisoner's dilemma' and 'Chicken' models in international politics », *International studies quarterly*, XV:1, May 1971, p. 66-103.
- <sup>11</sup> Young (1972), *op. cit.*, p. 195.
- <sup>12</sup> C. A. McClelland, « On the fourth wave: past and future in the study of international systems », dans : J. N. Rosenau et al. (dir. publ.), *The analysis of international politics*, p. 11, New York, The Free Press, 1972. Sur le même sujet, voir K. J. Holsti, « Retreat from utopia: international relations theory, 1945-1970 », *Canadian journal of political science*, IV:2, juin 1971, p. 172.
- <sup>13</sup> Il va sans dire que cette classification n'est pas exhaustive. Mueller ajouterait les simulations et les expériences de laboratoire, ainsi que l'analyse des scrutins. J. E. Mueller (dir. publ.), *Approaches to measurement in international relations*, New York, Appleton-Century-Crofts, 1969, 311 p. Nous avons exclu les simulations parce que, s'il est vrai qu'il s'agit là d'un procédé heuristique dont la valeur est bien établie et qui peut même quelquefois donner naissance à des hypothèses vérifiables, il ne peut jamais à lui seul infirmer ou confirmer des hypothèses sur le monde réel. L'analyse des scrutins qui permet d'étudier divers aspects du comportement des votants dans les assemblées législatives, peut être employée dans le cas des organismes des Nations Unies, mais pour le reste elle n'a qu'un intérêt mineur.
- <sup>14</sup> J. D. Singer, « The 'correlates of war' Project: Interim report and rationale », *World politics*, XXIV:2, janvier 1972, p. 243-270. Cet article contient une bibliographie des nombreuses recherches antérieures faites par Singer et ses collaborateurs sur le même sujet.
- <sup>15</sup> N. Choucri et R. C. North, « Dynamics of international conflict: some policy implications of population, resources and technology », dans : Tanter et Ullman (1972), *op. cit.*, p. 80-122.
- <sup>16</sup> Cette technique est expliquée en détail par R. J. Rummel, « Understanding factor analysis », *Journal of conflict resolution*, XI:4, déc. 1967, p. 444-480.

Notes (suite)

- <sup>17</sup> R. Tanter, « Dimensions of conflict behaviour within and between nations 1958-1960 », *Journal of conflict resolution*, X:1, mars 1966, p. 41-64.
- <sup>18</sup> R. J. Rummel, « The relationship between national attributes and foreign conflict behaviour », dans : J. D. Singer (dir. publ.), *Quantitative international politics*, p. 187-214, New York, The Free Press, 1968.
- <sup>19</sup> D'autres chercheurs ont utilisé l'analyse factorielle pour étudier les corrélats du comportement en matière de conflits intérieurs : c'est le cas de I. K. et R. L. Feierabend, « Aggressive behaviour within politics, 1948-1962 », *Journal of conflict resolution*, X:3, sept. 1966, p. 250-271. Rummel s'est efforcé d'identifier les principales structures des attributs et du comportement des États dans le cadre de son projet de recherche intitulé « Dimensionality of nations ». Voir, entre autres, R. J. Rummel, « Dimensions of conflict behaviour within nations, 1946-1959 », *Journal of conflict resolution*, X:1, mars 1966, p. 65-73 ; *The dimensions of nations*, Londres et Beverly Hills, Sage Publications, 1972, 512 p. Un aperçu d'ensemble des publications relatives aux causes des conflits armés figure dans l'ouvrage de A. Dowty et R. Kochan, « Recurrent patterns in the history of international violence: the constraints of the past on the future of violence », dans : J. D. Ben-Dak (dir. publ.), *The future of collective violence: societal and international perspectives*, Lund, Studentlitteratur (à paraître).
- <sup>20</sup> Dans ce domaine, la première publication importante a été l'ouvrage de K. W. Deutsch et al., *Political community and the North Atlantic Area*, Princeton, Princeton University Press, 1957, xiii+228 p.
- <sup>21</sup> K. W. Deutsch et al., *France, Germany and the Western Alliance: a study of elite attitudes on European integration and world politics*, p. 218, New York, C. Scribner's Sons, 1967. On trouvera un bref exposé de la position de Deutsch en ce qui concerne la recherche, la vérification des hypothèses par référence à des données « objectives » comme le PNB, la population, le taux d'alphabétisation, la diffusion de la presse, la participation électorale, l'apport calorifique, le taux de mortalité, etc., dans K. W. Deutsch, « Toward an inventory of basic trends in comparative and international politics », *American political science review*, LIV:1, mars 1960, p. 34-58.
- <sup>22</sup> E. B. Haas et P. C. Schmitter, « Economics and differential patterns of political integration: projection about unity in Latin America », *International organization*, XVIII:4, aut. 1964, p. 705-737. Dans une étude plus tardive « The operationalization of some variables related to regional integration », *International organization*, XXIII:1, hiver 1969, p. 150-160. M. Barrera et E. B. Haas s'efforcent de pondérer et de rendre opérationnelles les variables proposées.
- <sup>23</sup> B. M. Russett, *International regions and the international system*, Chicago, Rand, McNally and Co., 1967, 252 p.
- <sup>24</sup> Singer (1972), *op. cit.*, p. 248.
- <sup>25</sup> Choucri et North (1972), *op. cit.*, p. 86.
- <sup>26</sup> On trouvera une illustration frappante de l'ambiguïté des coefficients de corrélation dans « Improving data analysis in political science », de E. R. Tuftes, dans : *World politics*, XXI:4, juillet 1969, p. 641-654.
- <sup>27</sup> A ce sujet, voir A. L. Burns, « Quantitative approaches to international politics », dans : M. A. Kaplan (dir. publ.), *New approaches to international relations*, p. 170-201, New York, St. Martins Press, 1968.
- <sup>28</sup> J. D. Singer et M. Small, *The wages of war 1816-1965: a statistical handbook*, p. 5, New York, Wiley, 1972.
- <sup>29</sup> Rummel (1967), *op. cit.*, p. 453.
- <sup>30</sup> R. J. Rummel, « Dimensions of foreign and domestic conflict behavior: a review of empirical findings », dans : D. G. Pruitt et R. C. Snyder (dir. publ.), *Theory and research on the causes of war*, p. 223, Englewood Cliffs, Prentice-Hall, 1969.
- <sup>31</sup> Mueller (1969), *op. cit.*, p. 310, 311.
- <sup>32</sup> Rummel (1967), *op. cit.*, p. 453.
- <sup>33</sup> O. R. Young, « Professor Russett: industrious tailor to a naked emperor », *World politics*, XXX:3, avril 1969, p. 486-511. On trouvera des critiques analogues dans D. A. Zinnes, « An introduction to the behavioral approach: a review », *Journal of conflict resolution*, XII:2, juin 1968, p. 258-266 ; et dans : R. Burrowes, « Theory si, data no. A decade of cross-national political research », *World politics*, XXV:1, oct. 1972, p. 120-144.
- <sup>34</sup> C. A. McClelland et A. Ancoli, « An interaction survey in the Middle East », 1970, 20 p. (Multigraphié.) McClelland a d'abord étudié les crises de Berlin : « Access to Berlin: The quantity and variety of events, 1948-1963 », dans : Singer (1968), *op. cit.*, p. 159-186. Il a aussi comparé les crises de Berlin et de

## Notes (suite)

- Quemoy à l'aide de la même méthode sous le titre « Action structures and communications in two international crises: Quemoy and Berlin », dans : J. N. Rosenau (dir. publ.), *International politics and foreign policy* (éd. rév.), p. 473-482, New York, The Free Press, 1969.
- <sup>35</sup> C'est nous qui soulignons. L'expression signifie simplement : « la guerre ».
- <sup>36</sup> J. Wakenfeld *et al.* « Conflict interactions in the Middle East, 1949-1967 », *Journal of conflict resolution*, XVI:2, juin 1972, p. 135-154.
- <sup>37</sup> Parmi les autres travaux s'inspirant de cette méthode, on peut citer : R. Tanter, « International system and foreign policy approaches: implications for conflict modelling and management », dans : Tanter et Ullman (1972), *op. cit.*, p. 7-39; B. M. Blechman, « The impact of Israel's reprisals on behavior of the bordering Arab Nations directed at Israël », *Journal of conflict resolution*, XVI:2, juin 1972, p. 155-181.
- <sup>38</sup> Burrowes (1972), *op. cit.*, p. 133.
- <sup>39</sup> Burns (1968), *op. cit.*, p. 170.
- <sup>40</sup> McClelland (1969), *op. cit.*, p. 478.
- <sup>41</sup> R. Jervis, « The costs of the scientific study of politics », *International studies quarterly*, XI:4, déc. 1967, p. 367.
- <sup>42</sup> L'ouvrage de base concernant cette méthode est celui de R. C. North *et al.*, *Content analysis*, Evanston, Northwestern University Press, 1963, xx+182 p.
- <sup>43</sup> D. A. Zinnes *et al.*, « Capability, threat and the outbreak of war », dans : J. N. Rosenau, *International politics and foreign policy* (1<sup>re</sup> éd.), p. 469-482, New York, The Free Press, 1961.
- <sup>44</sup> O. R. Holsti et R. C. North, « The history of human conflict », dans : E. B. McNeil (dir. publ.), *The nature of human conflict*, p. 155-171, Englewood Cliffs, Prentice-Hall, 1965.
- <sup>45</sup> D. A. Zinnes, « The expression and perception of hostility in prewar crisis : 1914 », dans : Singer (1968), *op. cit.*, p. 85-119.
- <sup>46</sup> R. C. North *et al.*, « Some empirical data on the conflict spiral », *Peace research society (international) papers*, I, 1954, p. 1-14.
- <sup>47</sup> O. R. Holsti *et al.*, « Perception and action in the 1914 crisis », dans : Singer (1968), *op. cit.*, p. 123-158.
- <sup>48</sup> O. R. Holsti *et al.*, « Measuring affect and action in international relations models: empirical materials from the 1962 Cuban crisis », *Peace research society (international) papers*, II, 1965, p. 170-190.
- <sup>49</sup> O. R. Holsti *et al.*, « The management of international crises : affect and action in American-Soviet relations », dans : D. G. Pruitt et R. C. Snyder (dir. publ.), *Theory and research on the causes of war*, p. 62-79, Englewood Cliffs, Prentice-Hall, 1969.
- <sup>50</sup> Jervis (1967), *op. cit.*
- <sup>51</sup> Mueller (1969), *op. cit.*, p. 220-224.
- <sup>52</sup> A. L. George, *Propaganda analysis*, Evanston, Row, Peterson and Co., 1959, xxii+287 p.
- <sup>53</sup> N. Chomsky, « A review of B. F. Skinner's *Verbal Behavior* », *Language*, XXXV:1, 1959, p. 27.
- <sup>54</sup> On trouvera d'utiles analyses de ce style plus modeste dans les publications suivantes : I. Abu-Lughod, « International news in the Arabic press: a comparative content analysis », *Public opinion quarterly*, 26:4, hiver 1962, p. 600-612; A. Coddington, « Policies advocated in conflict situations by British newspaper », *Journal of peace research*, II, 1965, p. 398-404; B. Ohlstrom, « Information and propaganda: a content analysis of editorials in four Swedish daily newspaper », *Journal of peace research*, III, 1966, p. 75-88; J. C. Stein, « A content analysis of Krishna Menon's view of the world », dans : M. Brecher, *India and world politics*, p. 337-371, Londres, Oxford, University Press, 1968; M. Brecher, *The foreign policy system of Israel*, p. 591-613, Londres, Oxford, University Press, 1972.
- <sup>55</sup> O. R. Holsti, « Cognitive dynamics and images of the enemy », dans : D. J. Finlay *et al.*, *Enemies in politics*, p. 25-96, Chicago, Rand, McNally and Co., 1967.
- <sup>56</sup> O. R. Holsti, « The operational code », approach to the study of political leaders: John Foster Dulles Philosophical and Instrumental Beliefs, *Canadian journal of political science*, III:1, mars 1970, p. 123-157.
- <sup>57</sup> Un aperçu d'ensemble des sondages d'opinion sur les sujets qui concernent la guerre et la paix figure dans l'ouvrage de W. Eckhardt et T. F. Lentz, « Factors of war/peace attitudes », *Peace research reviews*, I:5, oct. 1967, p. 1-115. On peut citer aussi deux recueils d'études : H. C. Kelman (dir. publ.), *International behavior*, New York, Holt, Rinehart et Winston, 1965, xiv+626 p.; J. N. Rosenau, *Domestic sources of foreign policy*, New York, The Free Press, 1967, xiv+340 p.
- <sup>58</sup> Sur ce point, voir A. Etzioni, « Social-psychological aspects of international relations », dans : G. Lindzey et E. Aronson (dir. publ.), *The*

Notes (suite)

- handbook of social psychology* (2<sup>e</sup> éd.), vol. 5, 1969 et M. B. Smith, « A psychologist's perspective on public opinion theory », *Public opinion quarterly*, XXXV:1, printemps 1971, p. 36-43.
- <sup>59</sup> R. Inglehart, « Public opinion and regional integration », *International organization*, XXIV:4, automne 1970, p. 764-795.
- <sup>60</sup> Burrowes (1972), *op. cit.*, p. 138.
- <sup>61</sup> S. Hoffman (dir. publ.), *Contemporary theory in international relations*, p. 374, New Jersey, Prentice-Hall, 1960.
- <sup>62</sup> C. F. Alger, « Interaction in a committee of the United Nations General Assembly », dans : Singer (1968), *op. cit.*, p. 51-84.
- <sup>63</sup> J. D. Singer et M. Small, « The composition and status ordering of the international system: 1815-1940 », *World politics*, XVIII:2, janv. 1966, p. 236-282.
- <sup>64</sup> Wakenfeld *et al.* (1972), *op. cit.*, p. 145.
- <sup>65</sup> R. B. Finnegan, « International relations: the disputed search for method », *The review of politics*, XXXIV:1, janv. 1972, p. 60.
- <sup>66</sup> J. D. Singer (dir. publ.), *Human behavior and international politics*, p. 4, Chicago, Rand, McNally, 1965.
- <sup>67</sup> A. Kaplan, *The conduct of inquiry*, p. 347, San Francisco, Chandler Publishing Co., 1964.
- <sup>68</sup> I. Berlin, « History and theory: the concept of scientific history », *History and theory*, 1:1, 1960, p. 13-16.
- <sup>69</sup> S. P. Huntington, « Arms races: prerequisites and results », dans : Mueller (1969), *op. cit.*, p. 15-33.
- <sup>70</sup> B. M. Russett, « The calculus of deterrence », *Journal of conflict resolution*, VII:2, juin 1963, p. 97-109. On a reproché à cet auteur de ne pas tenir compte du contexte historique : voir C. F. Fink, « More calculations about deterrence », *Journal of conflict resolution*, IX:1, mars 1965, p. 54-65.
- <sup>71</sup> A. Dowty, « The application of international guarantees to the Egypt-Israel conflict », *Journal of conflict resolution*, XVI:2, juin 1972, p. 253-267.
- <sup>72</sup> A. Dowty, « Conflict in war-potential politics: an approach to historical macroanalysis », *Peace research society (international) papers*, XIII, 1969, p. 85-103.
- <sup>73</sup> S. Friedländer et R. Cohen, « The personality correlates of 'defection' strategy in international conflict: an analysis of historical case studies », The Institute of International Relations, Jerusalem, compte rendu de recherches inédit, non publié, 1973.
- <sup>74</sup> Nous remercions John Tuma d'avoir clarifié ce point, ainsi que plusieurs autres.
- <sup>75</sup> A. Radcliffe-Brown, « A case for the comparative method », dans : A. Etzioni et F. Dubow, *Comparative perspectives: theories and methods*, p. 24, Boston, Little, Brown, 1970.
- <sup>76</sup> G. Sjöberg, « The comparative method in the social sciences », dans : *ibid.*, p. 26.
- <sup>77</sup> N. Smelser, « Notes on the methodology of comparative analysis of economic activity », *Social science information*, VI:2/3, avril-juin 1967, p. 16.
- <sup>78</sup> G. Payne, « Comparative sociology: some problems of theory and method », *British journal of sociology*, XXIV:1, mars 1973, p. 13.
- <sup>79</sup> S. N. Eisenstadt, « Social institutions: comparative study », *International encyclopedia of the social sciences*, vol. 14, p. 421-428, Macmillan and the Free Press, 1968.
- <sup>80</sup> Dès 1960, Stanley Hoffman (*op. cit.*, plus particulièrement p. 174-184) proposait de comparer le système international à différentes époques de l'histoire.
- <sup>81</sup> Dans un article récent, Hollinger préconise l'application aux problèmes historiques de la théorie de Kuhn relative aux révolutions scientifiques : D. A. Hollinger, « T. S. Kuhn's theory of science and its implications for history », *American historical review*, 78:2, avril 1973, p. 370-393. Il se réfère à T. S. Kuhn, *The structure of scientific revolutions* (2<sup>e</sup> éd.), Chicago, The University of Chicago Press, 1970, XII+210 p.

# De la politique internationale à la politique transnationale : un changement de paradigmes ?

J. Henk Leurdijk

## I

L'analyse théorique des relations internationales se fonde sur un certain nombre d'hypothèses d'une grande importance pour la recherche et l'enseignement, encore qu'essentiellement implicites plutôt qu'explicites. Les travaux récemment publiés révèlent cependant que la validité de ces hypothèses est contestée. Les critiques dont elles sont l'objet représentent peut-être une nouvelle approche de l'étude théorique des relations internationales. C'est l'abandon de la politique internationale en faveur de la politique transnationale qui constitue le thème du présent article.

Après avoir examiné les aspects et les incidences théoriques du modèle interétatique traditionnel de la politique internationale, et plus particulièrement de la théorie de l'équilibre des forces, nous passerons rapidement en revue certains travaux récents consacrés aux tendances internationales qui remettent en question les hypothèses de base de l'analyse traditionnelle. Nous essaierons enfin de faire la synthèse des théories factuelles relatives à un modèle transnational et hiérarchique du système politique mondial.

La politique internationale étant une discipline encore jeune, il se pose à son propos un certain nombre de problèmes méthodologiques importants : définition de ses limites, choix d'une unité d'analyse et niveau de l'analyse. Si la politique nationale, en tant que science, n'est plus définie comme l'étude des actions des gouvernements, mais — selon l'approche proposée par Easton — comme celle de la répartition autoritaire des valeurs pour une société donnée, le domaine de la politique internationale reste défini comme étant celui des relations entre États. Faire de l'État l'élément central de la théorie de la science politique était acceptable, d'une part, parce que l'État était considéré comme le mode d'organisation politique le plus significatif et le plus global et, d'autre part, parce qu'il est, dans les relations

---

*J. Henk Leurdijk, spécialiste des théories générales des relations internationales, de l'analyse stratégique et des études de désarmement, enseigne les relations internationales à l'Université d'Amsterdam. Il est en train de préparer un ouvrage sur l'intervention en politique internationale.*

internationales, la seule autorité à pouvoir user légitimement de la force. Un troisième problème méthodologique important est celui du niveau auquel il convient d'aborder les phénomènes empiriques qui interviennent dans les relations internationales. Un domaine scientifique peut être abordé de deux manières : par une micro-analyse, où l'on considère d'abord la plus petite unité, ou par une macro-analyse, où l'on prend le tout comme point de départ. En ce qui concerne la politique internationale, on peut donc procéder, soit par l'étude des relations extérieures des États souverains, soit par celle de l'ensemble de ces relations, qui constituent le système international (Singer, 1969). Cette division de la discipline en deux parties — politique étrangère et politique internationale — est maintenant généralement admise, étant entendu que les phénomènes dont il s'agit sont les mêmes, mais vus sous des angles différents. Actuellement, des spécialistes de la politique internationale ayant des conceptions méthodologiques aussi différentes qu'Hoffmann, Burns, Kaplan, Claude, Morgenthau, Rosenau et d'autres, s'accordent sans conteste à penser que l'objet de l'étude de la politique internationale est le système international.

Les tenants du modèle dominant en matière de politique internationale se fondent essentiellement sur la définition de Wolfers selon laquelle « ... la scène est occupée par un ensemble d'États, dont chacun exerce pleine autorité sur la totalité du territoire, des hommes et des ressources qui se trouvent à l'intérieur de ses frontières. Chaque État constitue une unité fermée, imperméable et souveraine, complètement séparée de tous les autres États » (Wolfers, 1959, p. 100-101). Ce sont les relations entre ces États qui constituent le domaine de la politique internationale. Les aspects structurels et fonctionnels sont conçus en fonction de ce modèle. Celui-ci exclut l'existence d'une autorité supranationale qui régisse les relations entre États; chaque État est juge pour ce qui le concerne et — la nature humaine étant ce qu'elle est — cherche à étendre son pouvoir pour assurer sa sécurité; c'est donc l'« état naturel » qui règne dans le système international. Cela explique que les relations entre États dans ce système international anarchique soient placées sous le signe du conflit et de la guerre (Morgenthau, 1960, p. 31, 33, 38; Aron, 1962, p. 18). Les théories de la politique internationale traitent du dilemme de la sécurité des États en faisant appel aux notions d'équilibre des forces, de sécurité collective et de gouvernement mondial. Les relations entre États étant censées être dictées par des considérations de puissance, l'étude de la politique internationale porte surtout sur les conflits et les guerres. Les innovations méthodologiques récentes, telles que l'analyse systémique, la simulation, la théorie du jeu et l'étude de la prise des décisions en matière de politique étrangère, loin d'offrir un nouveau modèle de la politique internationale, prennent pour base le système des relations entre États considérés comme acteurs.

Ce modèle traditionnel appelle les remarques suivantes :

1. Les théories de la politique internationale expliquent seulement les actions des États en tant qu'acteurs sur la scène internationale, actions qui sont

interprétées à la lumière de pulsions humaines générales, comme l' « aspiration au pouvoir » [*power drive*] (Morgenthau, 1960, p. 4), ou considérées comme déterminées par les « capacités » des États. Cette approche met l'accent sur l'acteur bien plus que sur le processus (Sondermann, 1961, p. 11): ce qu'on cherche à expliquer, ce sont les actions des États plutôt que les processus de la politique internationale. En tant qu'entité conceptuelle, l'État est non seulement l'unité d'analyse, mais aussi, en principe, le seul acteur important. Les théories des relations internationales se fondent essentiellement sur le comportement de grande puissance.

2. Dans ce modèle, l'État est une entité bien définie et dotée d'un territoire déterminé, où les processus politiques opèrent de façon autonome, à l'abri de toute influence extérieure et sur la base d'un accord général quant aux règles internes du jeu et aux orientations extérieures.
3. L'image que ce modèle offre de l'État présente bien des points communs avec la conception libérale, en vigueur au XIX<sup>e</sup> siècle, de l'État gendarme, sa principale fonction étant d'assurer la paix, c'est-à-dire le maintien de l'ordre public à l'intérieur et la défense de la sécurité nationale vis-à-vis de l'extérieur.
4. La science de la politique internationale est définie comme l'étude des relations entre les États qui constituent le système international, et ces relations sont expliquées en fonction des stimuli qui se déclenchent à l'intérieur de ce système. En outre, les processus de la politique internationale ont un caractère autonome et peuvent s'expliquer par leur dynamique propre. Plus que toute autre, la doctrine du rapport des forces éclaire les incidences théoriques de ce modèle.

Les actions de l'État dans le système international sont prédéterminées. Les influences décisives qu'exerce ce système l'emportent sur les préférences des divers États, comme le souligne Wolfers : « S'il est vrai que le système international anarchique met constamment en péril le bien fondamental de la nation — plus précisément, sa survie — tout en créant de fréquentes occasions d'acquisitions nouvelles, on peut dire que les acteurs agissent sous l'effet de pressions extérieures plutôt qu'en fonction de leurs préférences (Wolfers, 1959, p. 93). »

Les théories fondées sur ce modèle supposent que, dans leurs relations avec l'étranger, les États sont mus par l'intérêt national, celui-ci étant relativement invariable pour les raisons suivantes : a) chaque État, en tout temps et en tout lieu, est préoccupé par des questions de survie nationale; b) le milieu international est assez stable; c) les lignes de conduite à suivre pour s'assurer un maximum de puissance sont en nombre limité (Robinson, 1969, p. 186). L'intérêt national ainsi entendu est source de continuité dans les politiques étrangères parce que la façon dont un pays conçoit ses intérêts est essentiellement déterminée par des constantes sur lesquelles il n'a pas de prise.

Enfin, la théorie postule que tous les États, étant prédisposés de la même manière par l'intérêt national, réagiront de façon analogue aux stimuli créés par le jeu des forces à l'intérieur du système international. De là, on conclut à un degré élevé d'uniformité dans le comportement des États, sans qu'il soit tenu compte des différences existantes (Wolfers, 1959, p. 84; Rosenau, 1969, p. 2; Singer, 1969*b*, p. 23).

## II

Le système étant, dans le modèle, constitué par les relations entre les États, il est évident qu'une nette distinction est établie entre les processus politiques internes et externes. Cette distinction a été favorisée par trois facteurs : *a*) la spécialisation des politologues dans l'étude soit de la politique intérieure, soit de la politique internationale; *b*) l'habitude de travailler avec des modèles abstraits de systèmes politiques; *c*) l'importance attachée aux aspects formels de cette distinction.

Cette dernière a eu deux conséquences sur le plan théorique. Tout d'abord, il a été admis que, dans les deux systèmes, les processus politiques avaient un caractère autonome et pouvaient s'expliquer par la dynamique propre à chacun d'eux. L'interaction entre les deux systèmes et leur interpénétration n'ont guère retenu l'attention. Ensuite, on a donné à cette distinction un fondement théorique en posant le principe d'une différence essentielle entre les processus politiques selon le système considéré. Le concept d'une dichotomie anarchie/ordre — la première caractérisant le système politique international et la seconde, le système national — a servi à renforcer l'hypothèse de l'autonomie des processus politiques dans chaque système, parce que cette dichotomie était censée exclure toute explication de ces processus par des facteurs analogues. C'est principalement des arguments de ce genre qu'invoquent ceux pour qui l'étude de la politique internationale devrait constituer une discipline distincte (Sondermann, 1961, p. 9).

Les répercussions, sur le plan théorique, de cette spécialisation des politologues ont été encore accentuées par l'élaboration de modèles abstraits des deux systèmes, conçus dans la perspective de l'« état naturel » pour le système politique international, et de la centralisation pour le système national. Le critère déterminant était la présence, dans ce dernier, d'un gouvernement souverain ayant le monopole du recours légitime à la violence, et l'absence de telles facultés dans le système international (Dulles cité par Alger, 1966, p. 303). Ainsi, d'après Morgenthau : « Ce qui distingue la société internationale des autres sociétés, c'est que sa force — politique, morale, sociale — réside dans ses membres, sa propre faiblesse étant à l'image de cette force (Morgenthau, 1962, p. 55). » Ce contraste est supposé se manifester surtout par des différences quant aux degrés d'indépendance ou d'interdépendance à l'intérieur des systèmes (Deutsch, 1968, p. 89; Waltz, 1970, p. 206) et quant à la fréquence de la violence, qui serait beaucoup plus

élevée dans la société internationale. L'opposition présumée entre politique intérieure et politique internationale tient moins à la nature des processus politiques qu'à leur organisation (c'est-à-dire à la présence ou à l'absence d'une autorité seule habilitée à user légitimement de la force). Les analogies peuvent, selon Morgenthau, être attribuées aux caractéristiques biologiques et psychiques de la nature humaine (Morgenthau, 1960, p. 33, 34), tandis que les contrastes s'expliquent par l'écart plus ou moins important qui, du point de vue de leurs fonctions, sépare les acteurs dans chaque système (Nilbrath, 1967, p. 231; Rosenau, 1971, p. 211; Sondermann, 1961, p. 9). Ces deux propositions — légitimité du pouvoir politique interne et détermination de la politique étrangère des nations par des considérations d'intérêt national — ont constitué des obstacles majeurs à l'analyse de l'interaction et de l'interpénétration des phénomènes nationaux et internationaux.

### III

Après avoir étudié les hypothèses sur lesquelles repose le modèle interétatique du système international, nous en arrivons maintenant au cœur de notre sujet. Dans l'analyse traditionnelle, fondée sur ce modèle, l'État occupe une place importante en tant qu'acteur et unité d'analyse, et le système international est considéré comme formé par la collectivité des États. En d'autres termes, l'approche traditionnelle se caractérise par le fait qu'elle met l'accent sur l'État, celui-ci étant considéré comme l'unique acteur (Wolfers, 1959, p. 83).

Ce paradigme de la politique internationale se heurte de plus en plus à notre expérience concrète de la réalité internationale et se révèle, de ce fait, un instrument d'analyse inadéquat. Deux expressions : « ère de l'atome » et « société transnationale », sont significatives à cet égard.

Les modifications qualitatives du système international que ces deux expressions illustrent se rattachent à l'idée générale d'interdépendance, analysée par Morse dans les termes suivants : « Les théoriciens de l'interdépendance accrue adoptent ordinairement une perspective mondiale ou, en tout cas, régionale et transnationale. Pour eux, l'interdépendance est née non seulement du fait qu'une destruction mutuelle est devenue possible, mais aussi parce que l'intensification des échanges transnationaux a entraîné la création de structures politiques et économiques qui débordent le cadre national (Morse, 1969, p. 312). » Ces deux phénomènes — d'origine tout à fait récente par rapport au modèle traditionnel, qui date de 1648 — ont provoqué une modification qualitative du système international et des caractéristiques de l'État comme acteur et unité d'analyse.

La notion d'« ère de l'atome » traduit un changement de nature des relations entre États, du fait de l'apparition des armes nucléaires. Le paradoxe de cette ère de l'atome tient à l'opposition entre les dimensions planétaires prises par les problèmes de sécurité et la nécessité manifeste d'un pouvoir de décision national en

matière nucléaire. Dans le système international actuel, les principales causes de conflit ne sont plus des guerres entre États, mais les répercussions internationales de conflits intérieurs à la suite de l'ingérence de puissances étrangères dans des différends internes relatifs aux structures de l'autorité politique (Kende, 1971).

Le concept de « société transnationale » est tout aussi important. Cette manifestation particulière de l'interdépendance à l'échelon mondial ne s'est pas encore prêtée à une définition claire, précisant les limites du concept, ainsi que la nature des transactions et des acteurs. Les transactions de cette société transnationale sont souvent présentées comme des échanges de biens, de capitaux et de services, ainsi que des mouvements d'hommes et d'idées. Les acteurs sont des individus (Aron, 1962, p. 115), des « forces » (Hoffmann, 1960, p. 180), des « unités sociales » (Mendershausen, 1969, p. 253) ou des « agents sociétaux » (Kaiser, 1971, p. 793). De toute évidence, les interactions sont dues à l'initiative non pas des gouvernements, mais d'autres agents, encore qu'une définition précise de la gamme des interactions à considérer fasse toujours défaut. Dans la ligne des principales orientations des travaux consacrés à cette question, Kaiser définit la société transnationale comme « un système d'interactions, dans un domaine déterminé, entre des agents sociétaux appartenant à des systèmes nationaux différents (Kaiser, 1971, p. 802) ».

La portée politique des transactions de la société transnationale est souvent analysée du point de vue des rapports existant entre la « haute politique » et la « basse politique » (voir Gilpin, 1971, p. 404-413; Kaiser, 1971, p. 804; Nye et Keohane, 1971, p. 337-342); la position la plus nette à cet égard est celle de Morse, pour qui la répartition et l'échange des valeurs économiques sont un aspect capital des relations politiques entre États, voire l'aspect essentiel : « ... La politique de la richesse et du bien-être a rejeté au second plan celle de la puissance et de la situation qui, dans les relations entre les sociétés modernes, se joue sur le plan économique (Morse, 1970, p. 378). » Dans le modèle classique du système interétatique, les relations entre États se caractérisent par l'emploi de la force — évoqué en guise de menace ou effectif, tandis que dans le système transnational, elles sont généralement pacifiques. Dans le premier modèle, les objectifs de la politique sont abstraits (puissance, prestige, influence); dans le second, ils sont plutôt empiriques (richesse, croissance économique).

Les textes témoignent d'une assez grande confusion quant au contenu pratique et à la portée théorique du concept d'interdépendance, dont la définition est souvent insuffisante, voire inexistante. Selon Rosenau, et dans le cadre de ce qu'il appelle une théorie « transsystémique » (*acrosssystems theory*), le terme sert plus particulièrement à désigner « le contexte dans lequel des phénomènes intervenant à un niveau donné peuvent être considérés comme produisant des effets à un autre niveau (Rosenau, 1971, p. 7) », tandis que pour Morse, il y a interdépendance lorsque « la réalisation d'un objectif dépend d'activités menées ailleurs (Morse, 1971, p. 380) ».

La question de savoir si l'interdépendance décroît ou augmente est fort controversée (Deutsch, 1968, p. 87-90 et Waltz, 1970, p. 207-220, qui s'opposent à Morse, 1969, p. 317-319; 1971, p. 389-395 et à Young, 1969, p. 733), mais, à un niveau plus fondamental, on n'a guère prêté d'attention à la confusion résultant du fait que ce qu'on qualifie d'interdépendance, c'est tantôt une dépendance mutuelle, tantôt un phénomène qui se réduit, en réalité, à une dépendance unilatérale. Certes, ces deux acceptions du terme s'opposent à la notion d'indépendance ou d'autonomie, mais pas dans les mêmes cas : l'opposition porte sur l'interdépendance lorsqu'il existe une relation horizontale entre unités de mêmes dimensions ou de même puissance, et sur la dépendance lorsqu'il s'agit d'une relation verticale entre unités inégales. Dans la première situation, il y a réciprocité sur la base de rapports de coordination (égalité de rang); dans la seconde, il y a relation unilatérale de dépendance sur la base d'une subordination (inégalité de rang). Les ouvrages font trop peu de cas de cette distinction. Les recherches théoriques s'appuient sur l'idée de rapports de force symétriques (comme dans la théorie de l'équilibre des forces); rares sont celles qui prennent pour base les rapports de dépendance liés à une hiérarchie de la puissance.

#### IV

Venons-en maintenant aux modèles théoriques qui ont été élaborés pour tenir compte de la réalité nouvelle.

Certains auteurs, partant de l'idée d'un certain isomorphisme structurel entre le système national et le système international, ont essayé d'analyser les deux sortes de processus politiques d'un point de vue analogue, en employant des concepts empruntés à l'étude, plus développée, de la politique intérieure pour aborder celle, moins avancée, des relations internationales (Alger, 1966; Narroll, 1966; Masters, 1969; Riggs, 1961; Russett, 1969); ils ont omis cependant de noter que l'hypothèse d'un parallélisme ne signifie pas nécessairement qu'il y ait interaction entre les processus politiques de part et d'autre des frontières nationales (Hanrieder, 1969). Toutefois, l'idée que les processus politiques ne sont pas circonscrits par des frontières remet en question l'hypothèse d'une autonomie de ces processus dans chacun des systèmes. Le chevauchement des deux systèmes — qu'on parle d'interaction, d'interdépendance ou de convergence — ajoute une dimension nouvelle à l'étude des phénomènes politiques et exige un nouveau cadre d'analyse. Cette interdépendance se manifeste de deux manières : a) l'interconnexion de processus et d'événements politiques intervenant dans le système national et dans le système international, que Rosenau appelle *linkage politics*; b) l'existence de processus politiques transnationaux opérant dans tout le système international, qui crée ce que Kaiser appelle la « politique transnationale ». Ces deux auteurs sont parmi ceux qui ont le plus contribué à l'élaboration de modèles théoriques pertinents

pour l'analyse des problèmes nouveaux; il est toutefois impossible d'entreprendre à ce stade une analyse approfondie de leurs travaux. L'approche de Rosenau, qui fait appel à des notions comme celles de connexion, de perméabilité des systèmes politiques et de zones de problèmes (*issue areas*), peut être considérée comme une importante innovation d'ordre théorique, qui empêchera peut-être désormais les spécialistes de se baser outre mesure sur des critères territoriaux pour délimiter les systèmes et processus politiques.

Kaiser, développant le schéma de Rosenau, s'efforce d'établir un lien entre les caractéristiques de la société transnationale actuelle et l'analyse de la politique internationale. Se fondant sur son concept de la « politique transnationale », Kaiser élabore une typologie des formes de cette politique, compte tenu de la structure des forces dans le système international (Kaiser, 1971, p. 812-815).

Enfin, l'hypothèse selon laquelle, en politique internationale, les États seraient égaux et également motivés — hypothèse impliquant que la théorie dans ce domaine peut faire fond sur un type de relations caractérisé par la symétrie et la coordination — a été abandonnée par un certain nombre d'auteurs, qui se sont évertués à mieux saisir les relations structurelles de dépendance qui marquent la vie internationale dans un système hiérarchisé (Bodenheimer, 1970; Galtung, 1971; Sunkel, 1970). Ces auteurs s'efforcent d'élaborer des concepts qui rendent compte des phénomènes de l'inégalité, du sous-développement et de la dépendance. Si l'on considère que ces phénomènes correspondent à l'écart qui sépare pays pauvres et pays riches, on peut admettre que les pays en voie de développement envisagent le système international en fonction de cette dichotomie et non dans l'optique de la puissance et de la sécurité qui est en principe, au moins, celle des pays développés. Ce paradigme de la dépendance structurelle devient de plus en plus important pour la compréhension de la politique internationale, tout comme l'analyse des rapports Nord/Sud gagne en intérêt par rapport à celle des interactions Est/Ouest.

Parmi les aspects du modèle traditionnel que ces auteurs considèrent comme dépassés figurent : a) la symétrie des relations entre États; b) les États considérés comme acteurs unitaires; c) la primauté des relations politico-militaires; d) l'autonomie des processus politiques dans les deux systèmes.

## V

Nous traiterons dans cette section des modifications subies par le concept d'État en politique internationale.

L'élément central du modèle traditionnel était l'État, considéré comme acteur et comme unité d'analyse; cette combinaison a été admise de façon quasi générale parce que l'analyse mettait l'accent sur l'acteur et que le modèle semblait fort bien

correspondre à la réalité, en ce sens que les principaux attributs de l'État (sa souveraineté et sa territorialité [Herz, 1959]) étaient aisément observables. Toutefois, l'approche traditionnelle présente les défauts suivants.

Lorsqu'il détermine et applique sa politique, un État se trouve confronté à d'autres acteurs, qui ne sont pas circonscrits par un territoire, c'est-à-dire définis par l'étendue géographique, et avec qui il collabore ou rivalise afin d'atteindre les objectifs qu'il s'est fixés. Il se crée de ce fait un réseau complexe de relations entre divers types d'acteurs nationaux, subnationaux, transnationaux et internationaux, qui est en contradiction avec le modèle interétatique (voir Young, 1972).

De même, l'expérience révèle que le système international possède des dimensions propres, dues à l'existence de zones de problèmes (*issue areas*) pour lesquelles les processus politiques opèrent d'une manière différente parce que les acteurs en jeu, la nature des problèmes et les façons de prendre et d'appliquer les décisions sont, eux aussi, différents. La délimitation géographique des processus politiques perd de son intérêt, car ceux-ci ont, de plus en plus, un caractère transnational. Le système international est davantage que la somme des relations entre États parce que les processus politiques ne jouent pas seulement pour ces relations et que la politique nationale et la politique internationale convergent.

Si la portée géographique des processus politiques dépend des facteurs qui ont entraîné l'apparition de la société transnationale et la production d'armes nucléaires, on peut conclure qu'ils ne sont plus, en principe, limités dans l'espace. Compte tenu de l'incidence des techniques nouvelles, il semble que l'analyse des processus politiques — aussi bien pacifiques que violents — doive désormais être menée dans une perspective mondiale. Il se crée donc un déséquilibre entre la dimension géographique des États et celle des processus politiques que ces derniers s'efforcent de dominer. L'élargissement progressif de l'organisation politique — celle-ci s'étendant à la région et au globe — éliminera peut-être les relations internationales entendues au sens le plus strict de relations entre États, mais non leur substance.

La répartition des procédés techniques dans le système international est inégale. On comprend mieux combien il est logique de différencier les États selon qu'ils détiennent ou non des connaissances ou des procédés techniques si l'on considère que les États qui possèdent des armes nucléaires ou qui abritent des sociétés multinationales (et ce sont bien souvent les mêmes) ont, en matière de sécurité et dans le domaine économique, un pouvoir de décision tout à fait autre que celui des pays démunis de telles armes, et des pays pauvres et en voie de développement.

L'État, en tant que concept, est une abstraction qui recouvre une grande diversité d'acteurs nationaux. Le modèle selon lequel le système international serait composé d'acteurs homogènes et ayant les mêmes motivations est tout simplement absurde; bien au contraire, l'hétérogénéité des États devrait être un élément capital de l'analyse. Pour ce qui est de l'organisation interne, la révision de la conception traditionnelle de l'État touche deux aspects.

1. L'État n'est pas une unité autonome entretenant des relations avec l'extérieur en tant que telle, mais, bien souvent, l'incarnation d'un système politique polarisé ou morcelé. Du point de vue de ses fonctions extérieures (maintien de la sécurité nationale), il est traité comme une unité fermée parce que sa survie en tant qu'État est censée être l'intérêt national primordial. Cependant, des conflits d'intérêts et de valeurs à l'intérieur d'un État peuvent susciter ou renforcer certains liens avec des situations ou des événements à l'extérieur, ou bien se prêter à des ingérences ou à des manipulations de l'étranger. La légitimité des autorités politiques nationales est souvent douteuse, et les conflits internes relatifs à la structure de l'autorité politique se répercutent fréquemment à l'échelon international. Tout cela montre bien qu'il existe des systèmes perméables dont les limites ne correspondent pas aux séparations entre systèmes nationaux et système international.
2. Dans le modèle traditionnel de la politique internationale, l'État ne comporte que deux éléments : gouvernement et société, qui sont des systèmes autonomes agissant dans des domaines différents; les relations internationales se réduisent à des relations intergouvernementales. Or l'État ne se borne pas à exercer une autorité; il participe à des interactions transnationales pour favoriser ou contrecarrer les intérêts de certains groupes, ou bien il est lui-même manipulé par de tels groupes.

Nous pouvons essayer de résoudre les problèmes découlant de l'analyse qui précède en établissant une distinction entre les deux aspects traditionnels du concept d'État. Les théoriciens des relations internationales étant de plus en plus favorables à une délimitation fonctionnelle et verticale des processus politiques, par opposition à une délimitation géographique et horizontale, l'État perd de son intérêt en tant qu'unité d'analyse. Cette affirmation ne préjuge en rien du rôle d'acteur que joue l'État et dont il est admis qu'il demeure considérable. Elle ne signifie pas non plus que la notion d'acteur n'a plus cours, mais simplement que l'idée de l'État, acteur unique, est dépassée. Pour analyser la politique internationale, il faudrait tracer, dans le système international, des lignes fonctionnelles verticales, c'est-à-dire s'efforcer d'isoler des groupes de questions, ou des domaines, sur la base de critères pertinents pour l'analyse politique. D'autre part, pour élaborer une théorie de la politique étrangère, on peut combiner ces différents domaines dans l'optique de l'État-acteur : l'analyse demeure fondée sur la notion d'acteur et, dans cette perspective, l'étude de la politique étrangère est la coordination horizontale des actions des États dans divers domaines. Le rôle des acteurs territoriaux et non territoriaux ne pourra être analysé qu'une fois déterminés les domaines ou groupes de questions à prendre en considération.

## VI

Beaucoup d'auteurs commencent également à voir la structure du système international sous un jour nouveau. Refusant de réduire le système international à une simple collection d'États-nations qui cherchent à trouver une position d'équilibre et à assurer leur survie. Ils veulent aussi tenir compte de la structure hiérarchique que créent les relations de dépendance résultant des rapports de force entre des États qui ne sont ni égaux ni animés des mêmes motivations et dont beaucoup n'ont même pas les moyens d'assurer leur sécurité. Ils savent aussi qu'à ce système international se superpose une société transnationale qui est dotée d'une structure similaire et qui entretient de multiples relations avec la structure hiérarchique du système international. Cette nouvelle approche se caractérise par trois traits principaux : a) elle reconnaît l'importance théorique du déséquilibre considérable des forces entre les États; b) elle postule l'existence de relations asymétriques entre les différentes unités du système; c) elle privilégie les relations d'interaction verticales.

Les études théoriques fondées sur le modèle du système interétatique européen qui avait cours au XIX<sup>e</sup> siècle reposaient sur le postulat que les États tendent à atteindre une position d'équilibre en suivant leur penchant naturel à étendre leur pouvoir. Or les grandes puissances européennes ne gouvernent plus le monde et la politique internationale est aujourd'hui dirigée par des puissances non européennes; quant aux anciennes colonies européennes, elles sont devenues des États officiellement indépendants. Le système international forme donc aujourd'hui une communauté mondiale au sens propre du terme, c'est-à-dire que ses limites sont celles de notre planète. Cependant, l'émancipation politique formelle des pays colonisés ou semi-colonisés ne s'est pas accompagnée d'une émancipation économique et sociale. La disparité de puissance qui résulte de l'apparition des armements nucléaires et de la bipolarisation du système international après la deuxième guerre mondiale a créé entre les vieilles nations de nouveaux rapports dont les théoriciens sont obligés de tenir compte. Des zones de souveraineté relative se sont constituées : réseaux d'alliance dans l'hémisphère nord; structures néo-coloniales et sphères d'influence dans le tiers monde. Si les relations de coordination horizontales qui interviennent au sommet de la structure internationale jouaient un rôle capital dans la théorie de l'équilibre des forces, elles ont perdu de leur importance au profit des relations verticales de suprématie et de dépendance. Les relations horizontales entre puissances égales se caractérisent par la guerre et la menace de guerre (Modelska, 1972), les relations de dépendance verticales entre partenaires inégaux par l'intervention et l'instauration de relations de type néo-colonial. La tendance qui, dans un système international concurrentiel, pousserait les États à assurer leur sécurité nationale et à étendre leur puissance ne joue guère lorsque la plupart des États n'ont tout simplement pas les moyens de mettre cette politique en œuvre et doivent compromettre leur indépendance en se plaçant sous la coupe de pays plus puissants.

Cette structure hiérarchique se manifeste entre autres par l'existence de relations asymétriques. Si l'on considère le système international comme un système de prise de décisions, ce caractère asymétrique des interactions signifie que la prise de décisions à l'échelon international obéit à une structure verticale, autrement dit que tous les États n'y participent pas au même titre, qu'il s'agisse de participation qualitative ou de participation quantitative. Les décisions se prennent au sommet et sont communiquées aux pays situés au bas de l'échelle sans que ceux-ci aient véritablement la possibilité d'y participer. Cette affirmation vaut pour toutes les décisions politiques importantes, mais elle s'applique peut-être encore davantage aux décisions unilatérales des grandes puissances ou des organisations internationales qui sont entre leurs mains ou sous leur coupe.

En un mot, dans un système hiérarchisé, les relations de dépendance verticale ont plus d'importance que les relations horizontales d'interdépendance. Si le système est strictement hiérarchisé, les relations horizontales cèdent la place aux relations verticales; si l'on a affaire à un système pyramidal, il y a prédominance des relations verticales et les relations horizontales perdent progressivement de leur importance à mesure qu'on s'éloigne du sommet pour se rapprocher de la base. Les relations d'interdépendance, qui impliquent un certain équilibre des forces, s'observent entre États qui occupent une position similaire dans la hiérarchie du pouvoir. Les relations de dépendance sont au contraire significatives d'un déséquilibre des forces. Chaque pays entretient donc des relations verticales de suprématie ou de subordination avec les États placés respectivement plus bas ou plus haut que lui dans la hiérarchie du pouvoir, et des relations horizontales avec ceux qui occupent une position similaire. Plus la disproportion des forces augmente et plus elle touche d'États, plus l'importance des relations verticales s'accroît.

Un trait caractéristique de la structure hiérarchique, c'est que chaque État y entretient davantage de relations (ou du moins des relations plus importantes) avec les États qui occupent une position plus élevée dans la hiérarchie du pouvoir qu'avec ceux qui y occupent un rang similaire et cette tendance est d'autant plus affirmée que l'État occupe une position plus basse dans la hiérarchie. La création de sphères d'influence, d'alliances et de structures néo-coloniales est le principal instrument dont les puissances dominantes se servent pour prendre en main les États clients. Au sommet de la hiérarchie, les relations multilatérales existent; à l'échelon intermédiaire aussi, mais c'est uniquement à l'intérieur des sphères d'influence et dans le cadre des alliances; au bas de l'échelle, ce sont les relations bilatérales qui prédominent dans la politique étrangère des États dépendants. Les puissances dominantes combattent souvent les relations horizontales pour préserver la structure verticale. Au sommet, au contraire, les relations horizontales entre systèmes ont manifestement plus d'importance que les relations verticales à l'intérieur des systèmes. La concentration du pouvoir à la base d'une structure hiérarchique pourrait compenser sensiblement la prédominance des relations

verticales. Le « Groupe des 77 » qui s'est constitué au sein de la CNUCED, l'OPEP et la conférence des pays dépourvus d'armements nucléaires sont de bons exemples de coalitions contre les pays industrialisés.

## VII

Certains théoriciens ont cherché à élaborer de nouveaux cadres conceptuels qui pourraient fournir à l'étude de la politique internationale la base d'un nouveau paradigme : le « paradigme de la politique mondiale », pour reprendre l'expression de Nye et Keohane. Le problème est de savoir s'il ne faut pas renoncer à l'ancienne optique qui considérait l'État à la fois comme acteur et comme unité d'analyse au profit d'un nouveau modèle dont les éléments ne seraient pas nécessairement définis par les frontières géographiques des États. Cette démarche entraîne deux corollaires importants :

1. En prenant pour cadre le système politique mondial qui est géographiquement le cadre le plus large qui se conçoit, on corrige l'hypothèse selon laquelle la politique internationale se bornerait aux relations entre États.
2. L'importance accordée à l'analyse de processus politiques qui débordent les frontières nationales corrige l'hypothèse selon laquelle la seule façon de comprendre la politique internationale serait d'analyser le comportement de ses acteurs.

Cette démarche présente des avantages évidents par rapport à la démarche traditionnelle, qui avait le mérite de la simplicité : elle s'accorde mieux avec la réalité d'un monde où l'interdépendance devient de plus en plus étroite en même temps qu'elle évite les dangers du « nationalisme ». Ce danger est lié à la prééminence de l'eurocentrisme et de l'américanocentrisme : « C'est donc la perspective d'un centre assumant un rôle dirigeant dans le réseau des relations internationales qui explique l'intérêt intellectuel suscité par cette discipline (Van Benthem van den Berg, 1971, p. 32). » On peut également avancer que, face à certains des problèmes les plus pressants avec lesquels le monde est confronté (courses aux armements nucléaires, sous-développement, environnement), le modèle politique mondial semble être le seul viable. Plusieurs auteurs se sont prononcés en sa faveur (Modelska, 1972a, p. 10; Morse, 1969, p. 312; Sprout, 1971, p. 11), mais seuls Nye et Keohane (1971b), Jenkins (1970) et Burton (1972) ont élaboré des modèles qui impliquent l'abandon du traditionnel modèle de la « boule de billard » (leurs modèles sont respectivement connus sous le nom de : « paradigme de la politique mondiale », « modèle de la pieuvre »; « modèle de la toile d'araignée »).

Cette conception pourrait avoir les effets suivants sur l'analyse des relations internationales.

1. La conceptualisation des processus politiques ne peut se faire que dans le cadre d'un système politique mondial tenant compte de l'interaction et du

chevauchement des systèmes nationaux et internationaux ainsi que de l'existence d'un réseau de relations transnationales. Comme les processus politiques ne respectent pas nécessairement les démarcations spatiales des systèmes politiques, leur analyse s'effectue non pas sur cette base, mais sur celle de leur délimitation verticale par zones de problèmes. Si un certain nombre d'auteurs ont adopté la typologie des zones de problèmes proposée par Rosenau (Kaiser, 1971; Nye et Keohane, 1971), celui-ci la considère comme relativement arbitraire (Rosenau, 1971, p. 142), de sorte qu'à part la typologie empirique de Rummel (1972), il n'y a pas de typologie satisfaisante des zones de problèmes.

2. L'inégalité des États une fois admise, l'analyse s'efforce d'expliquer les relations structurelles de dépendance qui s'observent dans une structure hiérarchique de subordination et de domination. Elles ne se réduisent pas à des relations internationales entre acteurs unitaires; il y a aussi une combinaison de relations intranationales et internationales entre systèmes politiques compartimentés;
3. Les relations internationales ne peuvent plus s'analyser uniquement en termes de relations entre États, car elles englobent aujourd'hui l'action d'acteurs non territoriaux. On fait souvent valoir que les États sont dotés d'une supériorité juridique et militaire qui leur permet d'imposer leur volonté en cas de différend avec les forces transnationales et les acteurs non territoriaux. C'est ignorer que la coopération et la négociation représentent l'aspect normal des relations politiques mondiales. Nye et Keohane écrivent justement : « L'issue victorieuse d'un affrontement direct importe moins que les négociations, les coalitions et les alliances d'un nouveau genre qui s'instaurent entre les acteurs transnationaux, d'une part, et, d'autre part, entre ces mêmes acteurs et des éléments de gouvernements ou d'organisations internationales (Nye et Keohane, 1971, p. 723). »
4. L'analyse n'est plus exclusivement centrée sur les relations conflictuelles entre États qui impliquent le recours à la force ou à la menace (guerre, armements, alliances). Le champ de la théorie traditionnelle s'est élargi dans deux directions : analyse des causes et des conséquences intra-étatiques de mesures politiques qui peuvent viser des objectifs intérieurs; importance des relations et des structures transnationales qui prennent ordinairement la forme de rapports de coopération et de négociation. Morse note très justement qu'« une bonne théorie de politique internationale doit rendre compte de tout ce qui se passe et qui comporte facilement 90 % de routine contre à peine 10 % d'événements spectaculaires (Morse, 1969, p. 313) ». Beaucoup d'auteurs postulent l'existence d'un clivage entre, d'une part, le système transnational des interactions apolitiques réduites à des éléments de l'environnement qui n'exercent qu'une influence marginale sur les rapports de force et, d'autre part, les relations entre États qui sont essentiellement des rapports

de force. Ils passent à côté d'un fait dont on commence à prendre conscience, à savoir que non seulement les facteurs en question contribuent à déterminer et à maintenir ou à modifier la structure du système international, mais aussi et surtout qu'ils jouent un rôle croissant dans la répartition internationale des valeurs et deviennent par là l'objet de différends politiques. Il n'est, pour s'en convaincre, que d'évoquer des thèmes comme la structure des échanges et des relations économiques, l'utilisation et la répartition des ressources naturelles et des matières premières, les problèmes monétaires et financiers, l'utilisation de l'énergie nucléaire et les problèmes de l'environnement.

L'impossibilité croissante de recourir à la force physique dans le cadre d'un système nucléaire international (Morse, 1971, p. 377), le renforcement de l'interdépendance économique et l'activité de puissants acteurs transnationaux (Hoffman, 1970, p. 401; Nye et Keohane, 1971, p. 724) ont accru l'importance des relations transnationales. Cependant, beaucoup d'auteurs répugnent à considérer que la répartition des valeurs économiques joue un rôle capital dans les activités politiques internationales (Morse, 1969, p. 319; Strange, 1970, p. 307). Rien n'oblige pourtant à faire preuve d'intransigeance en donnant une définition restrictive des relations internationales. La méthode qui consiste à définir les processus politiques en fonction de zones de problèmes permet de rattacher les relations économiques et autres qui ont une influence politique au thème traditionnel de la sécurité nationale. Ces relations rentrent dans la catégorie « négociation » (Gilpin, 1971, p. 414; Nye et Keohane, 1971, p. 729-730; Rosenau, 1971, p. 138-140). Il existe en effet des relations de négociation non seulement au sein des différentes zones de problèmes, mais également entre des zones de problèmes qui, dans des situations de négociation, ne peuvent être reliées les unes aux autres que par l'intermédiaire d'agents qui jouent un rôle important au sein des différents systèmes verticaux : ces agents sont la plupart du temps les États. C'est pourquoi l'État, qui est la seule unité à exercer des fonctions dans tous les domaines, a un rôle central. C'est pourquoi encore la politique étrangère de l'État peut s'interpréter comme la coordination horizontale des zones de problèmes verticales.

## VIII

Disons, pour nous résumer, que privilégier les processus politiques, c'est renoncer à donner de la politique internationale une définition institutionnelle qui la caractérise comme constituée par les relations entre États, la délimitation spatiale des processus politiques au sein de l'État et entre les États cédant la place à une délimitation des zones de problèmes qui ne recoupe pas nécessairement les délimitations territoriales cependant que la distinction de deux niveaux d'analyse perd progressivement de son utilité à mesure que l'on prend davantage conscience de l'importance croissante des processus d'interaction qui débordent les frontières.

Dès l'instant qu'on se place dans cette perspective, l'étude de la politique internationale ne peut plus prétendre constituer une discipline autonome; l'analyse politique recouvre au contraire son unité. Alors que le paradigme traditionnel obligeait à établir une distinction entre l'étude du système interétatique et celle de la politique étrangère parce que, si elle exploitait le même matériel empirique (les actions des États), elle impliquait en revanche une analyse plus poussée, le nouveau paradigme amène à diviser l'objet d'étude, qui est le système politique mondial, en sphères verticales de zones de problèmes, l'étude de la politique étrangère revenant à l'analyse de la coordination horizontale du comportement de l'État dans différentes zones de problèmes. Il est légitime de se demander s'il ne faut pas modifier la base sur laquelle s'échafaude la théorisation de la politique internationale, s'il n'est pas nécessaire de remplacer, ou tout au moins de compléter, l'analyse horizontale des relations internationales par une analyse verticale. L'analyse horizontale des phénomènes politiques repose en effet sur une démarcation géographique des processus politiques, les limites du sujet étant fixées en fonction de critères territoriaux. Dans cette optique, l'analyse de la politique étrangère repose sur le postulat que la défense de la sécurité nationale est la base de la politique étrangère. L'analyse verticale des phénomènes politiques implique au contraire que la délimitation des processus politiques s'opère en fonction d'une typologie des zones de problèmes. Elle part du principe que la prise de décisions obéit à des procédures qui varient considérablement selon les zones de problèmes puisque les États et les acteurs non territoriaux agissent de façon différente selon les domaines. Analyser les processus politiques dans le cadre du système mondial, c'est poser la survie d'un système international comme valeur primordiale.

[Traduit de l'anglais]

#### Références bibliographiques

- ALGER, Chadwick. 1966. Comparison of intranational and international politics. Dans R. Barry FARRELL (dir. publ.), *Approaches to comparative and international politics*. Evanston, Northwestern University Press.
- ARON, Raymond. 1962. *Paix et guerre entre les nations* (3<sup>e</sup> éd. rev. et corr.). Calmann-Lévy, Paris.
- BENTHEM VAN DER BERG, G. van. 1971. International relations as a discipline and development. *Paradigma, Tijdschrift voor Politiek en Politiekologie*, Jaarg. 2-4 (novembre).
- BODENHEIMER, Suzanne J. 1970. Ideology of developmentalism. *Berkeley Journal of sociology*, vol. XV.
- BURTON, John W. 1972. *World society*. Cambridge, Cambridge University Press.
- DEUTSCH, Karl W. 1968. The impact of communications upon theory of international relations. Dans : Abdul A. SAID (dir. publ.), *Theory of international relations. The crisis of relevance*. Englewood Cliffs, N.J., Prentice Hall, Inc.
- EASTON, David. 1965. *A systems analysis of political life*. New York, John Wiley & Sons, Inc.
- GALTUNG, Johan. 1971. A structural theory of imperialism. *Journal of peace research* (2).
- GILPIN, Robert. 1971. The politics of transnational economic relations. *International organization*, vol. XXV, 3 (été).
- HANRIEDER, Wolfram F. 1969. Compatibility and consensus: A proposal for the conceptual linkage of external and internal dimensions of foreign policy. *The American political science review*, vol. LXI, 4.
- HERZ, John H. 1959. *International politics in the atomic age*. Princeton, N.J., Princeton University Press.

## Références bibliographiques (suite)

- HERZ, John H. 1969. The territorial state revisited: Reflections on the future of the Nation-State. Dans : James N. ROSENAU (dir. publ.), *International politics and foreign policy*. New York, The Free Press.
- HOFFMANN, Stanley. 1960. *Contemporary theories of international politics*. Englewood Cliffs, N.J., Prentice Hall, Inc.
- . 1970. International organization and the international system. *International organization*, vol. XXIV, 5 (été).
- JENKINS, Robin. 1970. *Exploitation. The world power structure and the inequality of nations*. London, MacGibbon and Kee.
- KAISER, Karl. 1971. Transnational politics: toward a theory of multinational politics. *International organization*, vol. XXV, 4 (automne).
- KENDE, Istvan. 1971. Twenty-five years of local wars. *Journal of peace research*, 1.
- KNORR, Klaus ; ROSENAU, James N. 1969. Tradition and science in the study of international politics. Dans : Klaus KNORR ; James N. ROSENAU (dir. publ.), *Contending approaches to international politics*. Princeton, N.J., Princeton University Press.
- MAGDOFF, Harry. 1969. *The age of imperialism. The economics of U.S. foreign policy*. New York, Monthly Review Press.
- MASTERS, Roger D. 1969. World politics as a primitive political system. Dans : James N. ROSENAU, *International politics and foreign policy*, (éd. rév.). New York, The Free Press.
- MENDERSHAUSEN, Horst. 1969. Transnational society vs. State sovereignty. *Kyklos*, vol. XXII, 2.
- MILBRATH, Lester W. 1967. Interest groups and foreign policy. Dans : James N. ROSENAU (dir. publ.), *Domestic sources of foreign policy*, New York, The Free Press.
- MODELSKI, George. 1972. War and the great powers. *Peace research society (international) papers*. The London Conference, 1971, vol. XVIII.
- . 1972a. *Principles of world politics*. New York, The Free Press.
- MORGENTHAU, Hans J. 1949. *Politics among nations. The struggle for power and peace*. New York, Alfred A. Knopf. (3<sup>e</sup> éd. rev., 1960.)
- . 1962. The commitments of a theory of international politics. Dans : Hans J. MORGENTHAU, *Politics in the Twentieth Century*, vol. I : *The decline of democratic politics*. Chicago, The University of Chicago Press.
- MORSE, Edward L. 1969. The politics of interdependence. *International organization*, vol. XXIII, 2 (printemps).
- . 1970. The transformation of foreign policies. Modernization, interdependence and externalization. *World politics*, vol. XXII, 3 (avril).
- MORSE, Edward L. 1971. Transnational economic processes. *International organization*, vol. XXV, 3 (été).
- NARROLL, Raoul. 1966. Scientific comparative politics and international relations. Dans : R. Barry FARRELL (dir. publ.), *Approaches to comparative and international politics*. Evanston, Northwestern University Press.
- NYE, Joseph S. Jr. ; KEOHANE, Robert O. 1971a. Transnational relations and world politics: An introduction. *International organization*, vol. XXV, 3 (été), p. 329-349.
- ; ———. 1971b. Transnational relations and world politics: A conclusion. *International organization*, vol. XXV, 3 (été), p. 721-748.
- RIGGS, Fred W. 1961. International relations as a prismatic system. Dans : Klaus KNORR ; Sidney VERBA (dir. publ.), *The international system. Theoretical essays*. Princeton, N.J., Princeton University Press.
- ROBINSON, Thomas W. 1969. National interests. Dans : James N. ROSENAU (dir. publ.), *International politics and foreign policy*. New York, The Free Press (éd. rév.).
- ROSENAU, James N. 1976. Compatibility, consensus, and an emerging political science of adaptation. *The American political science review*, vol. LXI, 2 (juin).
- . 1969. Toward the study of national-international linkages. Dans : James N. ROSENAU (dir. publ.), *Linkage politics. Essays on the convergence of national and international systems*. New York, The Free Press.
- . 1970. Foreign policy as adaptive behavior. *Comparative politics*, vol. 2-3 (avril).
- . 1971. *The scientific study of foreign policy*. New York, The Free Press.
- . 1971a. *Theorizing across systems: linkage politics revisited*. (A paper prepared for delivery at the 1971 Annual Meeting of the American Political Science Association, Chicago.)
- ROSENAU, James N. 1971b. Adaptive strategies for research and practice in foreign policy. Dans : Fred W. RIGGS (dir. publ.), *International studies. Present status and future prospects*. (Monograph 12.) The American Academy of Political and Social Science, Philadelphie (octobre).
- RUMMEL, R. J. 1972. U.S. foreign relations: conflict, cooperation, and attribute distances. Dans : Bruce M. RUSSETT (dir. publ.), *Peace, war, and numbers*. Beverly Hills, London, Sage Publications.

Références bibliographiques (suite)

---

- RUSSELL, Frank M. 1955. *Theories of international relations*. New York, London, Appleton-Century-Crofts, Inc.
- RUSSETT, Bruce M. 1969. Toward a model of comparative international politics. Dans : James N. ROSENAU (dir. publ.), *International politics and foreign policy*. New York, The Free Press (éd. rév.).
- SINGER, J. David. 1969. The level-of-analysis problem in international relations. Dans : James N. ROSENAU (dir. publ.), *International politics and foreign policy*. New York, The Free Press (éd. rév.).
- SONDERMANN, Fred A. 1961. The linkage between foreign policy and international politics. Dans : James N. ROSENAU (dir. publ.), *International politics and foreign policy*. New York, The Free Press.
- SPROUT, Harold et Margaret. 1971. *Toward a politics of the planet earth*. New York, Van Nostrand Reinhold Company.
- STRANGE, Susan. 1970. International economics and international relations. A case of mutual neglect. *International affairs*, vol. 46, 2 (avril).
- SUNKEL, Osvaldo. 1970. Intégration capitaliste transnationale et désintégration nationale en Amérique latine. *Politique étrangère*, 35<sup>e</sup> année, n° 2.
- WALTZ, Kenneth N. 1970. The myth of national interdependence. Dans : Charles P. KINDLEBERGER (dir. publ.), *The international corporation. A symposium*. Cambridge, London, The MIT Press.
- WOLFERS, Arnold. 1959. The actors in international politics. Dans : William T. R. FOX (dir. publ.), *Theoretical aspects of international relations*. Notre Dame, Ind., University of Notre Dame Press.
- . 1969. The pole of power and the pole of indifference. Dans : James N. ROSENAU (dir. publ.), *International politics and foreign policy*. New York, The Free Press (éd. rév.).
- WRIGHT, Quincy. 1955. *The study of international relations*. New York, Appleton-Century-Crofts, Inc.
- YOUNG, Oran R. 1969. Interdependencies in world politics. *International journal*, vol. 24, 4 (automne).
- . 1972. The actors in world politics. Dans : James N. ROSENAU, Vincent DAVIS, Maurice A. EAST (dir. publ.), *The analysis of international politics*. New York, The Free Press.

# Les modèles de politique étrangère et leur pertinence empirique pour les acteurs du tiers monde : critique et contre-proposition

Bahgat Korany

## Le problème

Le présent article traite d'un problème reconnu : « le sous-développement de l'étude des pays sous-développés ». Il y a plus de vingt ans maintenant que l'« économie du développement » constitue une branche spéciale des sciences économiques. De même, en matière de science politique comparée, on parle de plus en plus couramment de « politique du développement » pour désigner l'étude du processus et de la structure politiques des systèmes non occidentaux. Les analystes de la politique étrangère, en revanche, continuent à élaborer des modèles (censément universels) pour expliquer aussi bien la politique étrangère du Ghana que celle de la Suède, de l'Indonésie ou de la République fédérale d'Allemagne, partant de l'hypothèse implicite que les différents acteurs en cause sont interchangeables.

C'est simplement la conséquence de l'attitude générale, assez largement répandue parmi les chercheurs, qui maintiennent une stricte distinction entre les systèmes politiques nationaux et le système politique international, bien que, de toute évidence, cette distinction ne corresponde plus à grand-chose. Comment expliquer, autrement que par cette attitude, qu'on ait eu tendance pendant si longtemps à considérer les États-nations comme des unités monolithiques dont les systèmes de valeur et les processus internes n'ont qu'une importance secondaire pour la compréhension de leur comportement extérieur ?

C'est ce postulat, généralement accepté, que nous contestons et c'est, de façon plus générale, l'analyse des relations internationales que nous critiquons pour sa pauvreté théorique, son manque de rigueur analytique et, en ce qui concerne les acteurs du tiers monde, son incapacité à établir, à l'intérieur des systèmes qu'elle échafaude, un rapport entre la conduite internationale de ces nouveaux acteurs nationaux et les variables psycho-sociétales qui les caractérisent.

---

*Bahgat Korany a travaillé à la présidence de la République en Égypte avant de rejoindre, en 1970, l'Institut universitaire des hautes études internationales, à Genève. Il a publié des articles consacrés au non-alignement et a contribué à l'ouvrage préparé sous la direction d'Ali Mazrui et Okello-Oculli, *The African meaning of Nasser* (1973).*

Nous commencerons par passer brièvement en revue les ouvrages existants consacrés à la politique étrangère des acteurs du tiers monde<sup>1</sup>. Cela nous amènera à une critique plus détaillée du modèle de décision et des tentatives de Rosenau pour élaborer une théorie de politique étrangère. Dans une dernière partie, nous avancerons quelques hypothèses et suggérerons un autre modèle (le modèle « situation-rôle ») destiné à permettre l'analyse de la politique étrangère des acteurs du tiers monde en fonction du contexte propre à ces acteurs. Nous concluons par quelques brèves indications visant à situer ce nouveau modèle dans la théorie contemporaine des relations internationales.

*Politique étrangère et acteurs du tiers monde :  
critique générale*

Il n'y a guère qu'une vingtaine d'années que la recherche théorique sur les relations internationales existe, d'où les problèmes auxquels se heurte la branche de cette discipline qui nous intéresse. Celle-ci en est encore à établir des taxonomies et à s'efforcer de trouver des modèles applicables fondés sur un substrat théorique satisfaisant et procédant d'une analyse suffisamment rigoureuse. D'où également sa prédilection pour les monographies.

Ces monographies poussent à l'extrême le souci de la documentation concrète, accumulant des données destinées à souligner la spécificité de la politique étrangère pratiquée par l'acteur étudié au détriment de toutes considérations d'ordre plus général. Elles sont essentiellement de deux catégories<sup>2</sup>.

Certaines mettent l'accent sur les idiosyncrasies qui déterminent la politique, par exemple la personnalité et la psychologie des dirigeants. C'est ainsi que l'une des très rares études complètes récemment publiées sur la politique étrangère d'un nouvel État (le Ghana) commence par un examen du rôle de Nkrumah : « En effet, la politique étrangère du Ghana a dès le départ été dans sa ligne et marquée de son sceau. Elle a reflété de façon patente la personnalité de Nkrumah, ses désirs, sa façon de percevoir le fonctionnement du système international et de réagir aux événements extérieurs<sup>3</sup>. » Cette optique est partagée par un autre spécialiste de la politique des nouveaux États, pour lequel les différents conflits et querelles qui ont opposé successivement le Mali et la Côte-d'Ivoire (1958-1960), la Guinée et la Côte-d'Ivoire (1958-1960), la Haute-Volta et la Côte-d'Ivoire (1961), le Ghana et la Côte-d'Ivoire (1957-1963), le Ghana et le Togo (1957-1963), le Mali et le Sénégal (1960-1963), le Maroc et l'Algérie (1962-1964), enfin la Tunisie et l'Algérie (1962-1963) ont été « soit causés soit prolongés par des réactions personnelles d'orgueil ou de colère, qui étaient généralement le fait d'un chef d'État<sup>4</sup> ».

Une autre catégorie d'études tend à insister, à l'inverse de la première, sur les facteurs plus « permanents » qui déterminent la politique étrangère : la taille du pays, sa situation géographique, son histoire et sa culture, son potentiel industriel et militaire. Citons à titre d'exemple — pour le tiers monde — de ce genre d'études,

celles qui traitent respectivement de la politique étrangère de la Birmanie<sup>5</sup> et de la République khmère<sup>6</sup>. La première met dûment l'accent sur les facteurs « permanents » d'ordre religieux et culturel (bouddhisme), historique (expérience colonio-capitaliste), géographique (proximité de la Chine), sociétal (problèmes d'unité nationale), et économique (sous-développement).

La vogue de ces monographies historiques est antérieure à 1960. C'est ainsi qu'entre 1958 et 1963 ont paru deux classiques : le premier analysait en 420 pages la politique étrangère de dix pays tant « occidentaux » que « non occidentaux », « développés » que « sous-développés », « démocratiques » que « totalitaires »<sup>7</sup>; le deuxième, encore plus volumineux, était consacré à la politique étrangère de vingt-quatre États<sup>8</sup>. Son auteur s'était fixé un but aussi louable qu'ambitieux : « L'étude de la politique étrangère ne doit pas seulement tenir compte des nouveaux États du monde non occidental, elle doit analyser en profondeur, au-delà des aspects visibles du comportement diplomatique actuel et des décisions de politique étrangère, les forces sociales à l'œuvre, et la nature du processus politique dans ces pays, ainsi que leurs positions et leurs espoirs politiques. » Le champ d'investigation de l'auteur s'étendait de ce fait à « toute la série des facteurs subjectifs et objectifs qui restreignent les choix ». Ainsi conçue, l'étude comparée des politiques étrangères nous permettra de dépasser le niveau rudimentaire des distinctions que nous établissons actuellement et de déterminer — ce qui est son but principal — les principales catégories dans lesquelles se rangent les acteurs de la politique étrangère ainsi que les conditions qui régissent leur émergence, leur persistance et leur transformation<sup>9</sup>.

A partir de là, on peut soutenir que « cette approche monographique représente le premier stade d'une lente progression vers l'élaboration d'une théorie générale, que ces analyses du comportement extérieur d'une série de pays permettront de constituer en systèmes un certain nombre de généralisations vérifiables quant à la politique étrangère de pays regroupés en grandes classes, et déboucheront en fin de compte sur l'élaboration de modèles déterministes permettant d'expliquer le comportement de n'importe quel pays »<sup>10</sup>. L'analyse de la genèse et du maintien des relations extérieures de différents pays devrait donc, selon Macridis, « viser à déceler dans le comportement des nations un certain nombre de constantes et à en tirer des conclusions générales »<sup>11</sup>. Cette approche historique et monographique n'a cependant pas toujours tenu ses promesses. Loin de déboucher sur un effort de synthèse visant à dégager un certain nombre d'analogies et de différences, ou encore à codifier les conclusions générales qu'on peut tirer de chaque monographie, elle se borne généralement à juxtaposer des études et des thèses contradictoires. De ce fait, ces études ne répondent pas aux critères de l'activité scientifique et leurs résultats ne s'additionnent pas.

Examinons donc de plus près certaines de ces études, dont chacune devait contribuer à la constitution d'un ensemble systématique et cumulatif de connaissances, et voyons ce qu'elles ont apporté en ce qui concerne les acteurs du tiers

monde. On songe immédiatement à deux ouvrages qui ont exercé une influence considérable dans ce domaine : le modèle de décision et les conceptions théoriques de Rosenau.

### *Le modèle de décision<sup>12</sup>*

Snyder et ses collègues ont d'abord exposé leurs idées en 1954, en publiant hors commerce une esquisse de classification pour le rassemblement et le traitement de données sur les politiques étrangères; avant que leurs travaux ne fussent publiés sous forme de livre en 1962, de larges extraits en avaient paru dans plusieurs ouvrages traitant de sujets aussi divers que les perturbations de la communication et le comportement des agents du système judiciaire.

Le succès rencontré par cet ouvrage a été dû, non seulement au modèle proprement dit qui y était exposé, mais au fait qu'il « abordait explicitement un certain nombre de problèmes, concernant la méthodologie et la philosophie de la science qui étaient d'actualité pour la science politique américaine dans les années 1950 »<sup>13</sup>. Il évoquait et discutait certaines des graves difficultés auxquelles se heurtaient tous les travaux de recherche sur les relations internationales, ainsi « l'absence de système commun de référence permettant de relier entre eux les différents aspects de la question; le caractère aléatoire de la recherche des variables importantes; la tendance à construire tout un système d'interprétations autour d'un seul facteur (par exemple la puissance); le manque de clarté dans la définition des objectifs et la tendance à mêler indistinctement en conséquence des problèmes politiques, pratiques, axiologiques et scientifiques; la non-explicitation des postulats et concepts utilisés au cours de la recherche; l'habitude de confondre les structures analytiques et concrètes; le fait, enfin, de s'attacher à des problèmes dont l'énoncé ne permet pas une étude valable... »<sup>14</sup>.

Le succès et l'énorme influence du modèle de décision sont attestés par le fait que non seulement cette formule a très vite été reprise par tous les manuels classiques sur les relations internationales et les questions connexes, mais encore qu'elle est passée dans le langage courant des politiciens et des profanes. On est allé jusqu'à appliquer cette méthode à l'étude de problèmes historiques<sup>15</sup>. Snyder et ses collègues partent de l'hypothèse que « l'État-nation demeurera pendant longtemps encore l'unité d'action déterminante »<sup>16</sup> et que, par conséquent, c'est au niveau national que continueront d'être élaborées les stratégies opérationnelles et l'allocation des ressources. C'est donc en se concentrant sur les « décisions » prises par ces acteurs principaux qu'on aura le plus de chance de comprendre les relations internationales, et le point focal de la recherche doit être celui où les données d'entrée sont transformées en résultats par le processus de décision. Les spécialistes, plutôt que de s'attacher principalement aux objectifs ou aux formes de la politique étrangère, s'intéressent donc essentiellement à cette politique en tant

que processus. En fait, la prise de décision est définie comme étant « un processus permettant de choisir, parmi un nombre limité de solutions possibles socialement définies, une solution particulière devant produire le résultat précis escompté par les responsables de la décision »<sup>17</sup>. Ce processus de sélection ou de choix est déterminé par certaines variables qui permettent de comprendre les raisons et les modalités du comportement adopté par les acteurs du système international, et qui relèvent de disciplines et de concepts extrêmement variés (économie, psychologie, sociologie et, bien entendu, science politique). La diversité et la multiplicité de ces variables apparaissent clairement dans le diagramme ci-après.

Pour faciliter l'étude, nécessairement complexe, d'un très grand nombre de variables psychologiques, sociales, économiques et politiques, les auteurs ont suggéré d'organiser en trois grands groupes les variables de nature à influencer sur le processus de décision :

#### *Champ d'application*

« L'ensemble des activités du responsable de la décision pertinentes et nécessaires à la réalisation de l'objectif recherché »<sup>18</sup>; à ce groupe se rattachent les problèmes de structures et rapports de rôles formels et informels, de légitimité, etc.

#### *Communication et information*<sup>19</sup>

Ce groupe de variables concerne à la fois le réseau de communication servant à véhiculer l'information et des données (significations, valeurs et préférences) dont disposent les acteurs au moment de la prise de décision.

#### *Motivation*<sup>20</sup>

Il s'agit d'un ensemble — dérivé de la psychologie et de la psychosociologie — de variables de personnalité et de variables axiologiques. Elles doivent permettre de déterminer le « pourquoi » d'une action : « Pourquoi l'acteur agit-il..., c'est-à-dire pourquoi une décision est-elle prise? Pourquoi l'action revêt-elle la forme spécifique qu'elle prend dans une situation donnée? Pourquoi la prise de décision aboutit-elle à des types d'action? »

Ce qui précède est une présentation considérablement simplifiée des choses, que nous avons adoptée par souci de clarté et de compréhension; en fait, chacun de ces « principaux facteurs déterminants » est lui-même un groupe complexe de variables susceptible d'innombrables ramifications et prolongements. Chacun d'entre eux conduit en effet à se poser « une foule de questions concernant par exemple le contexte général dans lequel une décision est prise, la façon dont les acteurs perçoivent leur rôle et les limites réelles de leur autorité, les renseignements, les

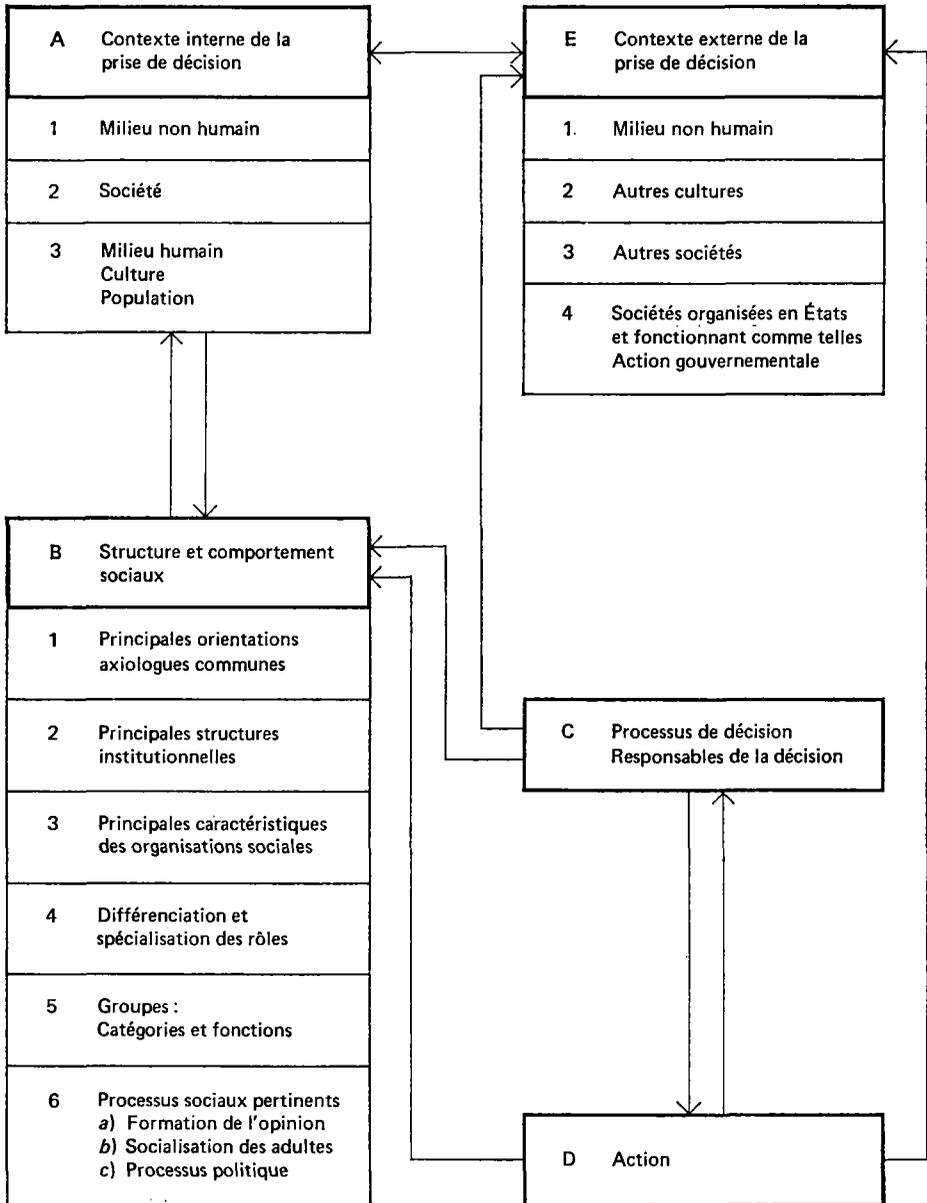


Diagramme de la prise de décision

attitudes et les convictions avec lesquels ils abordent la prise de décision, la façon dont ils conçoivent les autres solutions possibles et leurs conséquences, les objectifs réels et perçus de l'organisation et des acteurs, la personnalité, les compétences et les besoins des responsables de la décision, sans compter quantité d'autres éléments analogues »<sup>21</sup>.

L'influence que le modèle de décision continue d'exercer près de vingt ans après sa présentation, malgré un certain manque de parcimonie, est due non seulement à son caractère d'avant-garde mais aussi au fait que sa richesse conceptuelle et son inventivité lui conféraient plusieurs atouts :

1. Il proposait des catégories uniformes et comparables de données à rassembler, rendant ainsi possibles des études de politique étrangère comparée.
2. Ses auteurs ont étudié de façon approfondie la psychologie et l'optique des élites qui déterminent la politique étrangère.
3. Ils ont traduit en termes conceptuels rigoureux l'analyse du processus de décision.
4. Parce qu'ils considéraient les questions méthodologiques conceptuelles comme capitales, les auteurs ont évité des problèmes comme la réification de l'État : « Il importe [...] de nous défaire de cette abstraction gênante qu'est l' 'État'. L'une de nos options fondamentales sur le plan de la méthode a été de définir l'État comme l'ensemble des responsables officiels de la prise de décision, c'est-à-dire de ceux dont les actes officiels se confondent pratiquement avec ceux de l'État. L'action de l'État est en fait l'action de ceux qui agissent au nom de l'État<sup>22</sup>. » Ce postulat de départ a ouvert aux auteurs de multiples possibilités :

a) Sur le plan opérationnel, ils ont donné forme et contenu à une notion aussi répandue et aussi controversée que celle d' « intérêt national » et ils ont indiqué la façon de la cerner et de l'étudier. « La clé du comportement de l'État se trouve dans la façon dont les responsables de la décision, en tant qu'acteurs, définissent la situation. La situation est définie en fonction de l'action projetée en même temps que des raisons de cette action<sup>23</sup>.

b) Sur le plan méthodologique, le fait d'identifier l'État à ses principaux représentants politiques leur a permis de mener leur analyse à un double niveau : celui de l'individu et celui de la collectivité. Ils ont donc cherché, à ce tout premier stade de la recherche théorique sur la politique étrangère, à relier dans un modèle unique les principales caractéristiques des États et celles du comportement de l'individu.

c) Sur le plan conceptuel, ce double niveau d'analyse leur a permis d'emprunter plus facilement à deux domaines situés à l'avant-garde des sciences sociales, la sociologie et la psychologie, un certain nombre de concepts fondamentaux dont s'est enrichie une science politique encore jeune et empirique; on peut citer comme exemple une partie de la terminologie utilisée par Parsons-Shils, pour exposer leur système, aujourd'hui bien connu.

Peut-être ces emprunts constituent-ils, en même temps qu'une force, une source de faiblesse, dont les auteurs eux-mêmes sont parfaitement conscients : « A mesure que s'élaborent de nouveaux schémas d'analyse sociale (pour la plupart en dehors des sciences politiques), il est fort tentant d'appliquer d'emblée ces schémas, ce qui revient parfois à utiliser des mots nouveaux sans comprendre le système théorique dont ils font partie<sup>24</sup>. »

Cela nous amène tout naturellement aux limitations du modèle :

1. Il fait intervenir un nombre de variables absolument fantastique : le sous-système politique, l'économie, les acteurs, les perceptions, les motivations, les valeurs, les objectifs, les problèmes de communication... De ce fait, bien que nous disposions d'un cadre unique, tous les éléments ou presque à l'intérieur de ce cadre sont traités comme des variables sans qu'aucune constante soit spécifiée<sup>25</sup>. Cette extraordinaire complexité explique qu'en près de vingt ans une seule étude prétendant appliquer ce modèle ait été publiée<sup>26</sup>, et que, malgré le temps, les compétences et les ressources financières considérables consacrées à cette tâche, il n'ait été formulé qu'un nombre restreint d'hypothèses vérifiables.
2. Le modèle de décision n'indique aucunement comment on pourrait restreindre le nombre de variables et, à supposer même que le chercheur y parvienne par ses propres moyens, il ne trouvera dans le modèle aucune indication quant à la façon de procéder effectivement à la recherche<sup>27</sup>.
3. Le modèle ne permet pas d'analyser les rapports existant entre les variables énumérées. C'est à cette tâche que s'est attelé Paige dans son étude empirique sur la prise de décision en Corée, étude qui « établit bien un certain nombre de rapports mais nous rappelle dans le même temps que le cadre élaboré par Snyder est conçu en fait pour l'analyse de la décision politique au sein d'organismes complexes »<sup>28</sup>. C'est à juste titre, puisqu'il traitait des États-Unis, que Paige a souligné l'importance des relations d'organisation et des réseaux de communication. Mais il serait peut-être malaisé d'appliquer ces éléments à l'analyse d'acteurs qui n'ont pas atteint un niveau aussi complexe d'organisation et de différenciation structurale, qui ne possèdent pas de réseaux de communication aussi systématiquement organisés ni aussi facilement identifiables que ceux des États-Unis. C'est pourquoi certains analystes de la politique étrangère ont exprimé des doutes quant aux possibilités d'application immédiate du modèle de décision aux pays en voie de développement.
4. A supposer même que soient résolus tous ces problèmes, ou du moins la plupart d'entre eux, il n'en demeurerait pas moins extrêmement difficile de rassembler les données nécessaires<sup>29</sup> pour une étude aussi détaillée que celle de Paige. Dans nombre de pays du tiers monde, la presse par exemple atteint un public moins large, est techniquement moins développée et, dans

certains cas, politiquement plus « dirigée » que dans beaucoup de pays développés. Il est de ce fait extrêmement difficile de connaître tous les tenants et aboutissants d'une décision. C'est de plus un problème que le temps, loin de résoudre, risque d'aggraver, compte tenu « de la pénurie de documents et de l'insuffisance des services d'archivage »<sup>30</sup>.

5. Supposons toutefois, par une hypothèse optimiste, qu'on soit parvenu à résoudre toutes ces difficultés et qu'on se trouve en présence d'un État doté d'une organisation suffisamment complexe et d'un réseau de communication au caractère institutionnel suffisamment marqué pour répondre aux spécifications du modèle; supposons qu'il nous soit possible de les étudier et que nous le fassions; l'effort nécessaire pour y parvenir serait tel qu'il ne nous resterait plus guère d'énergie pour rechercher et analyser les interactions existant entre les déterminants internes « permanents », les pressions externes et les variables de personnalité.
6. Qui plus est, le chercheur ne tarderait pas à se rendre compte que le modèle de décision est conçu, comme d'ailleurs son nom l'indique, pour l'analyse d'une décision unique et non pas pour l'analyse beaucoup plus large de la façon dont la politique étrangère est déterminée. Autrement dit, les résultats éventuels de la méthode risquent fort de ne pas compenser le gigantesque travail de recherche nécessaire pour les obtenir. C'est là un important critère de la valeur opérationnelle d'un modèle de recherche.

#### *Le projet de politique étrangère comparée de Rosenau*

Prenant comme point le départ le modèle de décision, James Rosenau commence par déplorer l'absence d'un cadre permettant une analyse comparative de la politique étrangère<sup>31</sup> :

« Contrairement à ce qui s'est passé en économie, en sociologie et dans d'autres secteurs de la science politique, les matériaux de la recherche sur la politique étrangère n'ont jamais fait l'objet d'un traitement préalable. Au contraire [...] il est de règle de traiter chaque pays et chacune des situations internationales dans lesquelles il est impliqué comme unique dans le temps et dans l'espace, si bien que la plupart des travaux existants abordent les événements de politique étrangère selon des optiques diverses et nullement comparables. C'est ainsi que des données identiques concernant la politique étrangère de l'Union soviétique sont interprétées par un observateur comme illustrant la souplesse de Khrouchtchev, et par un autre comme résultant de la frustration des consommateurs, cependant qu'un troisième les attribue au conflit sino-soviétique<sup>32</sup>. »

Comme « aucune théorie ne saurait véritablement prendre forme avant que les matériaux recueillis sur le terrain aient été traités — autrement dit aient été rendus comparables — dans le cadre d'une avant-théorie de politique étrangère »,

Rosenau a entrepris d'élaborer une avant-théorie fournissant « une base de comparaison pour l'examen du comportement extérieur de différents pays dans des situations diverses »<sup>33</sup>.

Cette avant-théorie est fondée sur cinq séries de variables ressortissant aux cinq catégories suivantes : idiosyncrasies, rôle, gouvernement, société et système. Rosenau ne se contente toutefois pas de dresser cette liste : il s'efforce d'évaluer l'influence relative de ces variables, qu'il classe en fonction de trois critères : taille du pays (grand ou petit), état de l'économie (développée ou sous-développée) et type de système politique (ouvert ou fermé); elles sont récapitulées dans le tableau suivant :

Présentation succincte de l'avant-théorie de politique étrangère de Rosenau : classement, en fonction de leur influence relative dans huit types de sociétés, de cinq séries de variables déterminant le comportement extérieur des sociétés

| Géographie<br>et ressources<br>naturelles | Grands pays              |                     |                     |                     | Petits pays         |                      |                     |                     |
|---|--------------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|----------------------|---------------------|---------------------|
|   | Développé                |                     | Sous-développé      |                     | Développé           |                      | Sous-développé      |                     |
| État de<br>l'économie                     | Ouvert                   | Fermé               | Ouvert              | Fermé               | Ouvert              | Fermé                | Ouvert              | Fermé               |
| Type de<br>système<br>politique           | Ouvert                   | Fermé               | Ouvert              | Fermé               | Ouvert              | Fermé                | Ouvert              | Fermé               |
| Classement<br>des<br>variables            | Rôle                     | Rôle                | Idiosyn-<br>crasies | Idiosyn-<br>crasies | Rôle                | Rôle                 | Idiosyn-<br>crasies | Idiosyn-<br>crasies |
|   | Société                  | Idiosyn-<br>crasies | Rôle                | Rôle                | Système             | Système              | Système             | Système             |
|   | Gouver-<br>nement        | Gouver-<br>nement   | Société             | Gouver-<br>nement   | Société             | Idiosyn-<br>crasies  | Rôle                | Rôle                |
|   | Système                  | Système             | Système             | Système             | Gouver-<br>nement   | Gouver-<br>nement    | Société             | Gouver-<br>nement   |
|   | Idiosyn-<br>crasies      | Société             | Gouver-<br>nement   | Société             | Idiosyn-<br>crasies | Société              | Gouver-<br>nement   | Société             |
| Exemples<br>types                         | États-Unis<br>d'Amérique | URSS                | Inde                | Chine               | Pays-Bas            | Tchéco-<br>slovaquie | Kenya               | Ghana               |

Rosenau a élaboré en outre deux concepts nouveaux qui sont particulière-  
ment applicables aux acteurs du tiers monde. Le premier est le concept de système  
politique perméable; il s'agit, selon la définition de Rosenau, « d'un système poli-  
tique dans lequel des personnes n'appartenant pas à la société nationale jouent,  
en agissant conjointement avec les membres de cette société, un rôle direct et  
déterminant, dans la répartition des valeurs ou la mobilisation des appuis en  
faveur de certains objectifs »<sup>34</sup>.

Le deuxième concept est celui de zone-problème qui fournit selon Rosenau la clé des variations que subit le processus de décision d'un domaine de politique étrangère à un autre. A l'instar de Dahl dans son étude analytique de la politique à New Haven<sup>35</sup>, Rosenau suggère de différencier le comportement extérieur d'un même pays en fonction d'une série de zones-problèmes au lieu de le concevoir comme un ensemble monolithique demeurant identique à lui-même dans tous les cas et toutes les circonstances. Comme il le fait observer :

« ... la structure d'une société nationale peut être celle d'un système politique perméable pour certaines catégories de problèmes (ou zones-problèmes) et celle d'un système politique national pour d'autres [...] Cette notion s'accorde avec le fait — chaque jour plus évident — que le fonctionnement de n'importe quel type de système politique peut varier considérablement selon la zone-problème dont il s'agit. Toutes les données dont on dispose concernant les divers systèmes — structures locales, partis, parlements, nations, communauté internationale — tendent à démontrer que des catégories différentes de zones-problèmes font jouer des ressorts différents chez des différents acteurs du système politique, que par conséquent ce sont des membres différents du système qui sont mis en action à propos de zones-problèmes différentes, et que les schémas différents d'interaction qui en résultent se traduisent par des degrés de stabilité et de cohérence variables selon les zones-problèmes soumises aux mécanismes du système<sup>36</sup>. »

La théorie de Rosenau repose donc essentiellement sur son refus de considérer les systèmes politiques nationaux et le système politique international comme indépendants les uns des autres et sur l'importance qu'il accorde en tant qu'unité d'analyse à leur « connexion ». Rosenau a défini la connexion comme « un comportement récurrent ayant son origine dans un système et provoquant une réaction dans un autre »; il compte, grâce à cette notion, analyser l'influence de la politique intérieure sur le système international et vice versa<sup>37</sup>. En janvier 1966, le Centre of International Studies de l'Université de Princeton a organisé une conférence de deux jours sur « La théorie de la connexion ». Trois ans plus tard paraissaient onze communications cherchant à expliquer le mécanisme de la politique étrangère en fonction du concept de connexion nationale-internationale proposé par Rosenau<sup>38</sup>. Ce thème n'a toutefois pas été exploité plus avant dans la littérature spécialisée<sup>39</sup>. Rosenau lui-même a reconnu qu'après avoir cherché à appliquer « la stratégie de la connexion [...] il avait dû admettre qu'elle ne constituait pas une véritable percée théorique et que les murs de notre prison conceptuelle restaient toujours aussi solides »<sup>40</sup>.

Il a donc estimé qu'il était en droit d'aller de l'avant et de chercher une autre façon de briser le cadre conceptuel dans lequel est actuellement enfermée l'étude de la politique étrangère; c'est ainsi qu'est né le modèle de l'« adaptation nationale » ou « stratégie de l'adaptation de l'acteur ». Ce nouveau modèle repose sur l'idée suivante :

« Dans toute société nationale, le comportement du gouvernement en

matière de politique étrangère est considéré comme adaptatif dès lors qu'il a pour effet de hâter ou d'assumer certaines modifications de l'environnement extérieur de la société propres à préserver dans des limites acceptables les structures essentielles de cette société. Son comportement est considéré comme inadapté lorsqu'il a pour effet de hâter ou d'assumer des changements de l'environnement extérieur qui aboutissent à modifier les structures essentielles au-delà des limites acceptables. Par structures essentielles, nous entendons les interrelations qui constituent le tissu même de la vie politique, économique et sociale d'une société nationale. Les modifications de ces structures essentielles demeurent acceptables dans la mesure où elles n'empêchent pas la société de préserver ses formes fondamentales de vie ou de modifier ces formes de son propre gré et à sa propre façon<sup>41</sup>. »

Rosenau insiste sur le fait que son nouveau modèle d'« adaptation nationale » n'est pas sans rapport avec sa théorie antérieure de la « connexion » ; mais on peut penser qu'il va à l'encontre de son idée initiale d'indépendance relative des différentes zones-problèmes de politique étrangère. Nous touchons là au principal problème que pose l'évaluation de l'œuvre de Rosenau. Bien qu'il ait beaucoup écrit sur la question, il ne s'est pas attaché systématiquement à l'élaboration d'un modèle opérationnel unique applicable à l'analyse de la politique étrangère. Certes, il est allé au-delà de la création de simples taxonomies et s'est intéressé non seulement aux rapports existant entre les variables de politique étrangère, mais encore à leur hiérarchisation selon le type de système politique, prouvant par là que lui du moins était conscient de la fausseté du postulat selon lequel les acteurs seraient interchangeables.

Rosenau s'est toutefois contenté d'élaborer un certain nombre de concepts sans chercher à les relier en un système théorique cohérent. A la conférence de Princeton en 1966, il a proposé par exemple que certains de ses confrères appliquent son « modèle de connexion » sur la base d'une matrice de 144 éléments afin de déterminer d'éventuels points de connexion entre les systèmes nationaux et le système international. Toutefois, comme Rosenau lui-même l'admet, « ils ne disposaient à cette fin que de quelques indices aussi rares que vagues quant aux phénomènes que chaque élément de la matrice devait permettre d'identifier et quant à la méthode à adopter par la suite »<sup>42</sup>. Il n'est donc pas étonnant que l'entreprise ait abouti « à l'échec de la stratégie de la connexion [...] résultant de [...] ma propre incapacité à donner un contenu théorique aux 144 catégories de connexions qui constituaient la base de la stratégie ».

Outre ce « vide théorique », certains spécialistes de politique étrangère reprochent à Rosenau de ne pas avoir traduit en termes opérationnels des variables de politique étrangère auxquelles ils reprochent en tout état de cause d'être ambigus et de se chevaucher.

En outre, le postulat de Rosenau à savoir que tout comportement de politique étrangère peut s'expliquer à partir des cinq séries de variables exposées dans le tableau ci-dessus, le conduit à négliger un certain nombre de distinctions

importantes. Divers spécialistes, notamment de politique comparée, soulignent par exemple l'importance du changement social et du processus de « modernisation » chez les acteurs du tiers monde<sup>43</sup>; dans le modèle de Rosenau, ces acteurs sont noyés dans une foule d'autres catégories de variables non gouvernementales. Autrement dit, la distinction entre les acteurs du tiers monde — pour lesquels ces problèmes sont fondamentaux — et les autres, pour lesquels leur importance est moindre, est pour le moins estompée, ce qui laisse à penser que la théorie de l'interchangeabilité des acteurs n'est pas vraiment remise en cause et qu'empiriquement, le modèle vaut surtout pour les systèmes politiques développés, voire pour les seuls États-Unis.

Les limites du présent exposé, et aussi le fait que le nouveau modèle d'« adaptation nationale » de Rosenau n'est pas encore pleinement élaboré<sup>44</sup>, ne nous permettent pas d'en discuter ici de façon détaillée. Nous nous contenterons de signaler :

Premièrement, que Rosenau se heurte aux problèmes habituels de mise en forme théorique et opérationnelle. Lui-même avoue franchement : « Il est certain que le concept d'adaptation pose de gros problèmes sur le plan théorique : cela ressort à l'évidence des efforts tentés dans d'autres disciplines pour lui donner une formulation significative. Les définitions générales de l'adaptation sont rares et les définitions opérationnelles à peu près inexistantes. La situation n'est guère plus brillante en ce qui concerne les modèles abstraits établissant les principes fondamentaux qu'on croit régir le comportement des organismes adaptatifs. Ce terme est en général employé sans rigueur, de façon imprécise et contradictoire, comme si chaque demande émanant de l'extérieur posait à l'organisme ainsi provoqué un nouveau problème d'adaptation, résolu par un processus d'adaptation différent, avec des résultats également différents. En fait, une formulation particulièrement ambitieuse a abouti à définir vingt types différents d'adaptation de façon telle que le terme a été souvent utilisé pour se définir lui-même comme si le seul fait de qualifier un phénomène d'adaptatif suffisait à lui donner un sens<sup>45</sup>. »

On peut espérer que Rosenau, puisqu'il est conscient de ces difficultés, parviendra à les surmonter; notons toutefois qu'un spécialiste, après avoir procédé à une analyse détaillée du modèle de l'« adaptation nationale », a conclu qu'il se caractérisait par la confusion conceptuelle<sup>46</sup>. Une autre analyse critique de la recherche sur les relations internationales conçues comme un comportement conclut que « la notion d'adaptation en tant que concept organisateur [...] est essentiellement une nouvelle formulation du concept d'intérêt national »<sup>47</sup>, que Rosenau lui-même a sévèrement critiqué. Faut-il en déduire que la recherche de politique étrangère comparée en est revenue à son point de départ ?

Deuxièmement, d'après certains, le concept organisateur d'adaptation, qui constitue la base même du modèle, serait fortement teinté de moralisme, et de nature à favoriser le recours à une évaluation subjective et à des jugements de valeur, ce qui limite considérablement son utilité en tant que concept scientifique.

Il est vrai que Rosenau, dans sa présentation du modèle, utilise souvent des mots comme « acceptable », « avantage », etc.<sup>48</sup>.

Enfin, plus grave peut-être est le fait que le modèle s'apparente, si peu que ce soit, à l'analyse structurale et fonctionnelle, longtemps considérée comme la seule approche orthodoxe par les autres sciences sociales, et dont les insuffisances sur le plan méthodologique et conceptuel suscitent des critiques croissantes<sup>49</sup>.

### **Trouver une autre voie de recherche**

On pourrait aussi partir du principe qu'il y a complémentarité entre l'établissement de modèles et la pertinence empirique. Dans cette éventualité, il faudrait prendre pour point de départ conceptuel, non pas le cadre de référence d'autres acteurs (pays développés), mais la perspective et la situation spécifique dans lesquelles sont placés les acteurs du tiers monde<sup>50</sup>. C'est là que l'analyse de situation — telle que l'emploi la sociologie, l'anthropologie et la psychologie sociale — peut être extrêmement profitable à l'analyse de politique étrangère. David Easton faisait dès 1953 allusion à l'« analyse de situation » lorsqu'il entamait son « Enquête sur l'état de la science politique »<sup>51</sup>. Easton remarquait alors que peu d'auteurs faisaient délibérément et clairement appel au concept de « situation » alors que « les notions qu'il recouvre affleurent pourtant constamment ».

Pour l'expliquer simplement, on dira de l'« analyse de situation » qu'elle s'appuie sur l'idée que les actions ou le comportement d'un acteur sont fonction de la situation devant laquelle il se trouve. Toutefois, cette définition apparemment limpide ne résout pas tous les problèmes, car il reste à savoir si cette « situation » est intérieure ou extérieure à l'acteur, « subjective » ou « objective ». Il est normal que les psychologues aient tendance à valoriser les variables concernant la personnalité lorsqu'il s'agit de définir la situation; le responsable prend sa décision politique en se fondant, « non pas sur les forces (objectives) qui l'entourent, mais sur un ensemble (subjectif) qu'il a fabriqué »<sup>52</sup>. Les sociologues, en revanche, ont tendance à mettre l'accent sur la convergence des forces extérieures qui s'exercent sur l'acteur, c'est-à-dire des déterminants d'ordre sociétal.

Or cela nous paraît être un faux problème, aussi faux que la bipolarisation de la théorie sociale moderne, opposant les approches « holistiques » aux approches « atomistiques »<sup>53</sup>. En d'autres termes, pour définir une situation, il ne s'agit pas de choisir entre les déterminants subjectifs et objectifs, mais de privilégier un aspect par rapport à un autre. Cette différence d'accent reste empirique et ne peut évidemment pas être décidée à priori ni de façon absolue. D'un point de vue conceptuel donc, on peut seulement admettre que les aspects subjectifs et objectifs d'une situation ne s'excluent pas mutuellement, mais, au contraire, se complètent. Nous pouvons donc alors reprendre la définition proposée au début de cette section et

l'exprimer, avec Lewin<sup>54</sup>, par une équation :  $C = F(A, E)$ , où le comportement (C) est une fonction (F) et l'interaction entre l'acteur (A) et son environnement (E). Dans cette équation, l'acteur et l'environnement sont également considérés comme deux séries de variables mutuellement dépendantes.

Cette définition de l'analyse de situation présente un biais : elle met l'accent sur tous les facteurs interdépendants que perçoit l'acteur national. Dans cette optique, la perception du responsable des décisions politiques peut devenir la variable importante qui détermine la politique étrangère de son pays. Mais ce biais peut se justifier de deux manières : a) si des hommes conçoivent des situations comme réelles, celles-ci sont réelles dans leurs conséquences ; b) cela est particulièrement vrai lorsqu'il s'agit d'acteurs évoluant dans le tiers monde, où le processus de décision en matière de politique étrangère est dominé par les personnalités « charismatiques ».

Nous reviendrons ultérieurement sur ce point, notre propos étant pour le moment de préciser quels sont les « éléments de la situation » qui déterminent la politique étrangère de nos acteurs. Comme nous l'avons déjà indiqué, afin d'éviter une approche partisane, les éléments de la situation ou variables doivent se situer à plusieurs niveaux, et embrasser ainsi le sous-système politique intérieur, le système international ainsi que les variables concernant la personnalité du responsable politique.

#### *Mobilisation sociale, développement économique et tension dans le système*

L'aspect national de la situation dans laquelle se trouvent ces acteurs a notamment pour caractéristique d'être soumis à une pression en faveur d'un changement social, ce qui entraîne des tensions non seulement dans le sous-système politique, mais dans l'ensemble du système social.

Deutsch a, par exemple, étudié ce concept de changement social par les méthodes de la recherche opérationnelle en le traduisant en indicateurs quantifiables et en établissant un indice général destiné à montrer les effets de ce processus sur le comportement politique. Il a défini le changement social, qu'il préfère appeler mobilisation sociale, comme suit :

« Nom donné à un processus général de changement qui intéresse des parties importantes de la population de pays qui sont en train de passer de modes de vie traditionnels à un mode de vie moderne. Il recouvre un concept qui englobe un certain nombre de processus de changements plus spécifiques, tels que les changements de résidence, d'emploi, d'environnement social, de rapports personnels directs, d'institutions, de rôles et de modes de comportement, d'expériences et d'attentes, enfin de souvenirs, d'habitudes et de besoins personnels, y compris le besoin de nouvelles structures d'affiliation de groupes et de nouvelles images de la personnalité de l'individu. Isolément et plus encore par leur accumulation, ces

changements tendent à infléchir et parfois à transformer le pouvoir politique<sup>56</sup>. »

Ce processus général de changement social — Deutsch le fait nettement sentir — est universel, dans le temps comme dans l'espace. Cependant, dans les États du tiers monde, ce processus présente deux caractéristiques particulières (interdépendantes) :

Premièrement, en raison peut-être du développement des communications et d'un effet de démonstration, le rythme de changement dans ces États est très rapide. Si nous prenons pour critère de mesure de ce rythme de changement les temps cités par Black comme ayant été nécessaires pour aboutir à la « mise en place d'un pouvoir modernisateur »<sup>56</sup>, nous obtenons les chiffres suivants : en Angleterre (premier État à se moderniser selon Black), le processus a duré de 1649 à 1832 (183 ans) et aux États-Unis d'Amérique (second État à se moderniser selon Black) de 1776 à 1863 (89 ans). Mais pour les treize pays qui ont entamé cette phase de mise en place d'un pouvoir modernisateur durant la période napoléonienne, la durée moyenne du processus s'est réduite à 73 ans<sup>57</sup>. Parmi les acteurs du tiers monde, citons l'Égypte (30 ans), l'Inde (28 ans) et l'Indonésie (27 ans). Or il ne s'agit pas d'exemples non significatifs; en effet, pour 21 des 26 pays qui ont entamé cette mise en place d'un pouvoir modernisateur dans le premier quart du xx<sup>e</sup> siècle et qui se sont affirmés vers les années 1960, on obtient une moyenne de 29 ans seulement. Deutsch confirme cette accélération du rythme de changement social lorsqu'il indique que « durant le xix<sup>e</sup> siècle, les principaux indicateurs de mobilisation sociale dans les pays en voie de modernisation ont évolué au rythme d'environ 0,1 % par an, alors que ce taux atteint environ 1 % par an dans les pays qui se modernisent au xx<sup>e</sup> siècle<sup>58</sup>.

Deuxièmement, les problèmes de changement social, de l'intégration nationale, de la centralisation de l'autorité, du développement économique, de la participation politique ou du bien-être social, se posent ensemble à ces pays, plus souvent que l'un après l'autre.

Aujourd'hui, le résultat de ce processus rapide et général de changement social dans les pays en voie de développement est l'instabilité politique. Cette corrélation, fondée sur le théorème de Lerner<sup>59</sup>

$$\frac{\text{Satisfactions sociales}}{\text{Attentes sociales}} = \text{Frustration du système}$$

est également corroborée par les résultats empiriques qu'ont obtenus Feierabend et Huntington<sup>60</sup>.

Si l'on prend un indicateur de mobilisation sociale, à savoir l'éducation, et si l'on considère ses effets sur l'instabilité politique, on obtient, pour 70 pays, une corrélation entre le taux d'évolution des effectifs de l'enseignement primaire et l'instabilité politique égale à 61. D'après l'indice de Feierabend-Nesvold-Conroe, à Sri Lanka, où le système scolaire a connu une expansion rapide, l'instabilité est passée de 3:012 en 1948-1954 à 4:089 pour 1955-1962<sup>61</sup>.

Au demeurant, cette corrélation positive entre la mobilisation sociale et l'instabilité politique ne faiblit pas lorsqu'on utilise un autre indicateur : le taux d'alphabétisme. Si l'on compare deux pays, l'Éthiopie et la Birmanie, dont les revenus par habitant étaient également faibles dans les années cinquante, la stabilité relative de l'Éthiopie par rapport à la Birmanie s'explique (au moins en partie) par le fait que, alors qu'en Éthiopie moins de 5 % de la population savait lire et écrire, en Birmanie, la proportion correspondante s'élevait à 45 %. Le cas de la Birmanie est un exemple assez typique de la situation, apparemment paradoxale mais courante, d'un pays où la main-d'œuvre qualifiée est rare, mais où le nombre de personnes très instruites dépasse les besoins.

Peut-être le développement économique pourrait-il résoudre ce problème de la liaison entre l'élévation du niveau d'alphabétisme et l'accroissement de l'instabilité politique, puisqu'il est censé accroître la capacité du sous-système politique à satisfaire la montée des attentes. Beaucoup d'économistes ne sont pas de cet avis, et insistent sur le fait que « la croissance rapide est une force déstabilisatrice »<sup>62</sup>, au moins au-delà d'un certain niveau de subsistance.

C'est essentiellement cette pression du changement et la prépondérance de la tension du système qui nous obligent à fonder notre hypothèse sur la fonction sociétale de la politique étrangère chez les acteurs du tiers monde, si nous voulons que cette hypothèse soit plausible. « Les nouveaux États obtiennent le statut juridique d'État bien avant d'être capables de fonctionner en tant que tels. C'est ce fait marquant qui doit éclairer l'analyse de la politique étrangère d'un nouvel État. En effet, la politique étrangère est fréquemment associée à l'effort de construction de l'État — ou profondément affectée par l'immensité de cette tâche »<sup>63</sup>. De fait, Good a été jusqu'à considérer que la politique étrangère d'un nouvel État était « le prolongement de sa politique intérieure par d'autres moyens, la continuation de sa politique intérieure au-delà des frontières de l'État ». Remarquons toutefois que ces « hypothèses » perdent un peu de leur intérêt du fait que l'auteur ne les a pas assorties de « données rigoureuses ».

C'est ce à quoi s'est consacré Michael Haas qui a rassemblé les données nécessaires pour vérifier l'hypothèse d'une corrélation entre la tension du système et le comportement en matière de politique étrangère. Dans l'étude qu'il a faite d'un échantillon de dix pays et de neuf indicateurs portant sur la période 1900-1961, Haas a étudié le degré de corrélation entre « le changement social et l'agressivité nationale »<sup>64</sup>. En dépit des dimensions réduites et du biais de l'échantillon qui réduisent la valeur de son étude, Haas avance l'hypothèse suivante : « Les difficultés d'intégration interne des pays ruraux encouragent les responsables des décisions à éviter l'alignement, à se tenir sur la réserve et, dans quelques rares occasions seulement, à adopter des comportements guerriers. » Haas fournit donc des fondements théorico-empiriques permettant d'entreprendre une nouvelle vérification de son hypothèse en ce qui concerne les acteurs du tiers monde. Pour cela, plutôt que de recourir à des indicateurs ayant essentiellement trait aux individus

(dans le cas de l'étude de Haas, des statistiques concernant les homicides, les suicides, l'alcoolisme), on peut faire appel à des indicateurs ayant plutôt trait au système, mesurant directement la tension à l'intérieur de ce système (manifestations contestataires, émeutes, nombre de décès consécutifs à des troubles intérieurs violents, répression par les pouvoirs publics, fréquence des changements de gouvernement). Non seulement ces indicateurs sont particulièrement valables lorsqu'il s'agit de mesurer l'instabilité politique, mais c'est probablement à leur sujet qu'il est le plus facile de se procurer des données concernant les acteurs du tiers monde.

*Perception du système international  
et position à l'intérieur de ce système*

Outre la tension (intérieure) du système, un autre déterminant important infléchit la « définition de la situation » des acteurs du tiers monde : c'est leur perception de la structure et du fonctionnement d'ensemble du système international. Cette perception est fonction de la position qu'ils occupent dans le système : ils sont demandeurs d' « aide », et placés dans une situation de dépendance économique et fréquemment de subordination politique. Ce rapport subordination-prépondérance<sup>65</sup>, dépendance-domination ou périphérie-centre est caractéristique d'un système d'organisation sociale stratifiée. Quels sont les facteurs qui déterminent ou modifient la position d'un acteur dans ce système stratifié ? La théorie sociologique de la stratification sociale divise les critères déterminant la position de l'acteur en deux catégories : a) les critères matériels objectifs (par exemple la richesse matérielle), et b) les critères subjectifs (la déférence, l'estime). Si nous adaptons ces formules, tirées de la sociologie, à nos préoccupations spécifiques d'analystes de la politique étrangère, nous disposons de trois critères pour déterminer la position de l'acteur dans le système international :

1. Le niveau de développement socio-économique : ce critère peut aisément se traduire en indicateurs mesurables (par exemple PNB, place dans l'économie, taux d'alphabétisme, nombre de médecins par million d'habitants, etc.).
2. La puissance militaire (par exemple niveau de développement technologique, pourcentage des dépenses militaires mondiales...).
3. (Critère subjectif.) Le prestige, défini comme étant essentiellement « un sentiment humain qui se traduit au niveau [...] de l'interaction entre les groupes ». Le prestige est donc l'image qu'on se fait d'un acteur lorsque celle-ci est associée à un sentiment de valeur positive, c'est-à-dire imprégnée d'estime sociale, d'honneur ou d'admiration<sup>66</sup>.

Un acteur national n'occupe pas nécessairement la même position selon qu'on applique l'un ou l'autre de ces trois critères; et il peut fort bien se situer à des niveaux différents dans chacun des trois cas. C'est pourquoi le statut global de l'acteur correspond à la somme des positions distinctes qu'il occupe du point de vue des critères matériels objectifs (développement socio-économique et potentiel

militaire), lesquels constituent une échelle de mesure de la différenciation sociale entre les acteurs nationaux — grand par rapport à petit, développé par rapport à en voie de développement, riche par rapport à pauvre — et du critère subjectif (position sociale de l'acteur national, d'après le prestige que lui attribuent les membres du système).

Un point doit être souligné lorsqu'on applique ces formulations théoriques à la position des acteurs en voie de développement à l'intérieur du système international stratifié. Les normes du système international (telles qu'elles sont énoncées par le droit international ou dans la Charte des Nations Unies) confèrent une égalité formelle de statut à tous les membres du système. Si l'on considère par contre la position qu'occupent les acteurs du tiers monde du point de vue des critères matériels de stratification, facilement mesurables, on s'aperçoit qu'ils se situent vers le bas de l'échelle. De plus, si l'on ne met pas un frein à l'approfondissement de l'écart entre leur statut formel et leur situation réelle, le troisième critère du statut, à savoir le prestige, finira par en être affecté. En d'autres termes, le maintien de cet écart conduira à un processus d'atimie — c'est-à-dire à l'affaiblissement ou à la perte du statut. Donc, la peur de l'atimie, le besoin d'être reconnu<sup>67</sup> et la conscience du sous-développement constituent les principales variables qui influent sur la « définition de la situation ».

Cette évolution vers l'atimie pourrait être arrêtée par une politique délibérée propre à modifier la position de l'acteur du point de vue, par exemple, des critères matériels (développement socio-économique ou progrès technologique); mais il s'agit là de processus à long terme. Non seulement les acteurs du tiers monde sont conscients de l'impossibilité dans laquelle ils se trouvent de se classer dans un avenir immédiat, à un rang plus élevé du point de vue des critères matériels, mais aussi, compte tenu de la révolution scientifique et technique et des communications de masse qui entraînent une interaction globale à l'intérieur du système international contemporain, la distance qui les sépare des acteurs développés leur est fréquemment rappelée. C'est pourquoi l'on peut tenter d'ajouter au troisième critère de rang (estime, prestige) celui qui concerne leur mode spécifique d'orientation vers le système international (politique étrangère).

On aboutit donc à une autre hypothèse plausible : la façon dont les acteurs du tiers monde perçoivent la structure du système international, les normes régissant son fonctionnement et leur position à l'intérieur de ce système, ont déterminé leur décision de s'orienter, en matière extérieure, vers une politique d'auto-assertion nationale reposant sur le non-alignement. De fait, « lorsque les plateaux de la balance sont en équilibre, comme disait Nehru, il suffit d'un pays pour la faire pencher dans un sens ou dans l'autre ». Lors du règlement du conflit coréen, l'influence de l'Inde, son prestige n'ont pas été proportionnels à son niveau de développement socio-économique ou à sa puissance militaire<sup>68</sup>. Et si l'on peut employer comme indicateur de l'importance internationale de tel ou tel acteur en voie de développement l'ampleur de l'aide que lui accordent les deux superpuissances, on

remarquera que parmi les acteurs du tiers monde, c'est l'Inde et l'Égypte qui ont reçu le maximum d'aide de la part des Soviétiques (1 011 et 1 022 millions de dollars respectivement). De plus, l'aide économique des États-Unis s'est élevée à 945 millions de dollars pour l'Égypte et à 4 893 millions de dollars pour l'Inde (contre 2 360 millions de dollars pour le Pakistan, membre du système d'alliance occidentale)<sup>69</sup>. Si l'on considère le nombre de diplomates reçus dans sa capitale comme un autre indicateur de l'influence ou du prestige d'un pays, on constate que l'Égypte a accueilli 559 diplomates, l'Inde 530, et le Pakistan 321 seulement. Même des pays mieux placés du point de vue matériel, tels que la Suisse, la Suède, le Danemark ou la Tchécoslovaquie, en ont reçu moins : 315, 287, 231, 321, respectivement<sup>70</sup>.

On pourrait donner d'autres exemples montrant que la façon dont les acteurs du tiers monde perçoivent le système international, leur position dans ce système « stratifié » et leurs craintes d'une évolution vers l'atimie déterminent leur orientation en matière de politique étrangère. Mais il nous faut maintenant essayer d'établir quel lien unit les deux déterminants de la politique étrangère que nous avons essayé d'identifier (position dans le système international et tension interne du système). C'est ce que nous ferons à l'aide de l'analyse de rôle.

### *Conceptions du rôle national*

Du point de vue de la méthode, la variable rôle relie les déterminants de la politique étrangère relatifs à l'ensemble du système à ceux qui concernent la société puisque les responsables de la politique étrangère occupent une position moyenne et font la liaison entre le système international et le (sous-)système national. Considérer la conception du rôle national comme un élément majeur de la conceptualisation, en analyse de politique étrangère peut avoir une autre fonction. Si les observateurs et les organisations internationales groupent des pays aussi divers que l'Inde, le Malawi, l'Arabie saoudite et l'Équateur dans une catégorie unique intitulée « tiers monde », en les nommant à leur gré pays en voie de développement, ou sous-développés, ou peu développés, c'est que les membres de cette catégorie doivent avoir des attributs communs. Nous avons tenté d'identifier ces attributs communs en ce qui concerne leur position dans le système international et la structure de leurs (sous-)systèmes sociaux afin d'établir la relation entre cette communauté d'attributs et l'orientation commune des politiques étrangères (c'est-à-dire le non-alignement). Toutefois, il n'est pas nécessaire d'être spécialiste de la politique africaine, par exemple, pour remarquer combien les comportements de la Côte-d'Ivoire et de l'Algérie en matière de politique étrangère (par opposition à leur orientation en politique étrangère) sont différents. La spécificité des conceptions du rôle national doit expliquer celle des comportements en matière de politique étrangère<sup>71</sup>.

Les théoriciens des relations internationales, les historiens et même les responsables politiques<sup>72</sup> classent, depuis quelques années déjà, les membres du système

international en non-alignés, « équilibristes », membres d'un bloc, dirigeants d'un bloc, « satellites » — catégories qui correspondent à l'assignation de certains rôles. Néanmoins, ces spécialistes n'ont proposé aucune conceptualisation à partir de l'analyse de rôle. C'est pourquoi nous avons jugé nécessaire de faire des emprunts aux autres sciences sociales comme nous l'avons fait pour le concept de stratification et même le modèle général d'analyse de situation.

L'application du concept de rôle à l'analyse de politique étrangère permet de répondre à un grand nombre de questions « pertinentes ». Quelle est, par exemple, la conception que se fait le responsable politique du rôle national de son pays ? L'expression « non-aligné » définit-elle de manière satisfaisante l'ensemble des rôles et fonctions que, dans l'esprit des dirigeants de l'Afghanistan, de la Birmanie, du Sénégal ou de la Guinée, leurs États respectifs remplissent dans différents ensembles de relations, ou indique-t-elle leurs importantes différences de perception ? Le comportement d'un gouvernement correspond-il seulement à un certain rôle ou à une multiplicité de rôles ? Y a-t-il une « tension de rôle » ou un « conflit de rôle » au niveau des décisions de politique étrangère, et quel est leur effet sur le comportement effectif en politique étrangère ? Comment la formation d'une élite s'occupant de politique étrangère, la façon dont l'indépendance est acquise, les « humeurs » de l'opinion publique, les ressources techniques et économiques, les valeurs ou idéologies nationales, les mouvements de masse et les groupes d'intérêt affectent-ils les conceptions que se fait du rôle national le responsable politique ? Quelle corrélation existe-t-il entre les conceptions déclarées du rôle national et le véritable accomplissement de ce rôle national ?

Il est aisé de se procurer les déclarations de politique étrangère des hauts dirigeants de l'acteur (par exemple, revues générales de politique étrangère, discours à l'Assemblée générale de l'ONU et déclarations faites aux grands organes d'information « d'obédience » gouvernementale), et l'on y trouve la réponse à nombre de ces questions. C'est dans l'ensemble la stratégie de recherche que Holsti a utilisée pour étudier les différentes conceptions que 71 acteurs appartenant au système international contemporain se faisaient de leur rôle national dans la période de trois ans allant de janvier 1965 à décembre 1967. L'analyse de 972 sources l'a conduit à établir une typologie de 17 conceptions du rôle national, répartie suivant un continuum activité-passivité allant de « bastion de la révolution » à « protégé ». Holsti, qui ne se préoccupait pas particulièrement des acteurs du tiers monde, n'a apparemment pas eu de difficulté à recueillir ses données. A vrai dire, il ne paraît pas exclu qu'une recherche par voie d'analyse de rôle soit encore plus facile lorsqu'elle porte sur des États du tiers monde que sur des États avancés. Chez les premiers, un chef « charismatique » tend à monopoliser une double activité — définition de la conception du rôle national et élaboration de la politique — sans grand risque d'être contredit par d'autres hauts personnages. En d'autres termes, dans ce cas, le chercheur n'aura pas besoin, pour retrouver l'origine des conceptions du rôle national, d'étudier les déclarations d'un grand nombre de person-

nalités différentes, contrairement à ce qu'il lui faudrait pour les organisations hautement différenciées et d'une grande complexité bureaucratique des acteurs développés.

En fait, nombre d'études concernant la politique du tiers monde soulignent cet aspect « personnalité » du processus de décision politique et l'imputent non seulement aux caractéristiques sociétales actuelles de ces acteurs, mais aussi aux antiques traditions culturelles et préceptes religieux qui sont les leurs. On a découvert par exemple que la théorie constitutionnelle islamique considérait comme son unique précepte important l'obligation d'une valeur personnelle du dirigeant. C'est la raison pour laquelle « la plupart des spécialistes de droit constitutionnel islamique insistent, lorsqu'ils traitent de direction politique, sur la question de la valeur personnelle. Durant toute l'histoire de l'islam, cette valeur a été étroitement associée à l'habileté et à la supériorité militaire. Il était rare qu'il fût sérieusement question de mettre un frein au pouvoir du chef; celui-ci en est donc venu à être accepté comme le législateur, le dispensateur de la justice et le principal agent exécutif ». Si le chef ajoute à ses qualités personnelles un pouvoir réel sur les sources de la force physique (c'est-à-dire le pouvoir militaire), sa position est encore renforcée. Ces facteurs aident donc à expliquer pourquoi « la direction par un chef (par exemple Kassem en Irak ou Khadafi en Libye) l'a toujours emporté dans les sociétés arabo-islamiques sur le jeu d'institutions politiques, et pourquoi un chef charismatique est plus important, dans la politique égyptienne, que les mécanismes, les contrôles et les équilibres qui jouent un grand rôle dans la vie politique occidentale ». A ce propos, on peut citer l'exemple révélateur que constitue le mode de décision politique de l'Égypte nassérienne. Il y avait certes une Assemblée nationale, mais elle ne faisait qu'« approuver les décisions de politique (étrangère) déjà prises par l'exécutif ». Il existait aussi un ministère, mais le rang de ministre n'était pas ce qui comptait le plus lorsqu'il s'agissait de participer aux décisions politiques; car le président Nasser continuait à « faire ses choix politiques en consultation avec un noyau d'officiers libres qui lui étaient particulièrement proches et fidèles, mais à la collaboration desquels il ne faisait pas nécessairement appel ». De surcroît, le président Nasser n'était « constitutionnellement responsable devant aucune institution habilitée à contrôler l'emploi qu'il faisait de son autorité »<sup>73</sup>.

S'il est vrai que cette hypothèse d'une corrélation positive entre un processus de décision « personnalisé » et une culture arabo-islamique mériterait une vérification plus approfondie, force est, néanmoins, de reconnaître que ce processus « personnalisé » n'est pas particulier aux membres arabo-musulmans du tiers monde. On a constaté que « les relations internationales dans l'Afrique nouvelle » fonctionnent sur le même mode. Ainsi, la décision

« ... est essentiellement du ressort du président et de la présidence. Les déclarations du président deviennent l'idéologie nationale, consacrée par des « ismes » fabriqués à partir du nom du chef de l'État — tels que Bourguibisme,

Nkrumahisme et ben Bellisme. Le président prend même des décisions de détail dénuées de toute importance [...] Sa colère et ses ardeurs, ses caprices et ses convictions donnent le climat de la politique nationale, tandis que ses amitiés et ses connaissances en marquent les limites. Lorsque le chef est absent — ne doit-il pas assister à des conférences et prendre des vacances ? — ou occupé à d'autres problèmes, les relations africaines attendent son retour pour reprendre leur cours, car il n'y a aucune autre personnalité ni aucune institution qui puisse les prendre en charge à sa place [...] D'autre part, vu la nature personnelle des décisions, les brèves explosions d'énergie, l'action rapide et les changements tout aussi rapides ne sont pas impossibles. Dans le cadre de cette structure de relations et de décisions, le rôle et l'influence de tous les autres groupes et institutions sont déterminés par la présidence et doivent être considérés essentiellement comme des modifications apportées à la règle du pouvoir personnalisé centralisé<sup>74</sup>. »

Ce processus personnalisé de prise de décision en matière de politique étrangère n'est pas, contrairement à ce qu'on aurait pu croire, nettement différent dans les pays du tiers monde qui suivent en gros un certain modèle de démocratie à l'occidentale. Ainsi, dans le système politique multipartite indien, qui est censé restreindre et contrôler le monopole personnel du processus d'élaboration de la politique étrangère, Nehru conservait une suprématie totale.

« L'influence d'un ministre des affaires étrangères varie grandement d'un État à l'autre. Nulle part un homme ne domine la politique étrangère autant que Nehru en Inde. Certes, Nehru est le philosophe, l'architecte, l'ingénieur et la voix de la politique de son pays face au monde extérieur. Cela ne veut pas dire qu'il est entièrement libre d'agir à sa guise. Mais cela montre bien qu'il a tellement marqué la politique étrangère de sa personnalité et de ses opinions personnelles qu'on peut à juste titre considérer cette politique comme un monopole privé...<sup>75</sup> »

L'importance de ce processus « personnalisé » de décision politique est telle, chez ces acteurs, qu'il est plus approprié de parler d'un modèle situation-rôle<sup>76</sup> que d'une simple « analyse de situation ».

Nous avons étudié, dans le présent article, quelques-unes des faiblesses inhérentes à l'analyse de politique étrangère, notamment en ce qui concerne les acteurs du tiers monde.

L'autre modèle proposé est fondé sur une sorte d'empathie; il prend en effet comme point de départ le cadre de référence des acteurs du tiers monde, axe la conceptualisation sur leur « situation » et tente une analyse opérationnelle de certains éléments spécifiques de cette situation : tension dans le (sous-)système, position dans un système international stratifié et conceptions du rôle national. De plus, ce modèle permet de tirer parti de ce que les autres sciences sociales peuvent apporter à l'analyse de politique étrangère, tout en minimisant les inconvénients de tels emprunts.

L'avantage du modèle situation-rôle que nous préconisons ici est de contribuer non seulement à l'amélioration de l'analyse de politique étrangère,

mais aussi au développement des relations internationales, et cela de deux manières :

Premièrement, les spécialistes de l'étude des relations internationales s'intéressent principalement à la structure et au fonctionnement des systèmes internationaux passés et contemporains, et ils emploient un mode d'analyse systémique répondant à leurs préoccupations. Mais ce mode d'analyse « a tendance à tenir le comportement pour un reflet des caractéristiques d'un système social, où se déroulent une série de processus impersonnels extérieurs aux acteurs et contraignants pour eux »<sup>77</sup>.

En mettant en avant le modèle situation-rôle, les spécialistes de l'étude de la politique étrangère font apparaître que l'hypothèse d'une interchangeabilité des acteurs du système international est — au-delà d'un certain point — dysfonctionnelle. Ils pondèrent ainsi les recherches descriptives des spécialistes de l'étude des systèmes internationaux, c'est-à-dire qu'ils s'efforcent de démontrer que l'acteur ne se contente pas de réagir au « caractère mécanique » ou aux « lois mécaniques » du système mais qu'il a ses propres objectifs, sa propre perception de la « réalité », lesquels déterminent l'ensemble moyens-fin qu'il adopte.

En second lieu, il ne suffirait pas (contrairement à ce que préconise le modèle de prise de décision) pour étudier cet ensemble moyens-fin d'une analyse détaillée « des processus de décision suivis par tel ou tel gouvernement dans un cas atypique et de brève durée (généralement une situation de crise) » qui ne présenterait, de toute façon, pas grand intérêt pour qui étudie la théorie des relations internationales. Ce qui intéresse ce chercheur, ce sont les systèmes internationaux et donc « le comportement typique de tous les États pendant une longue période, les changements qui s'opèrent dans les variables critiques et l'ensemble des décisions et des actions de politique étrangère, conçues comme se traduisant en structures d'interaction identifiables ». En mettant en lumière l'orientation générale et les types d'engagement de l'acteur, ainsi que ses actions, le modèle situation-rôle atteint un niveau de généralité tel qu'il peut convenir aussi bien aux études des structures de la politique étrangère qu'à celles des systèmes internationaux. Il peut donc servir, en analyse de politique étrangère, de variable dépendante expliquant l'extrant (*output*) de l'acteur (c'est-à-dire son orientation et (ou) son comportement en politique étrangère), extrant qui devient — pour le spécialiste de l'étude des systèmes internationaux — un intrant (*input*), c'est-à-dire une des variables indépendantes à considérer dans l'analyse des systèmes internationaux<sup>78</sup>.

Espérons que grâce à ces « connexions » entre les divers niveaux et à ces raffinements empiriques de l'analyse, nous pourrons quitter le terrain d'une tradition presque figée d'études « heuristiques » pour nous engager sur celui des questions conceptuelles et des réponses statistiques fondées, nous rapprochant ainsi de l'avènement d'une science cumulative des relations internationales.

[Traduit de l'anglais]

## Notes

- <sup>1</sup> Étant donné que le sujet est vaste et que tout ou presque y reste à faire, il nous faut, pour des raisons d'ordre pratique, fixer des limites à notre propos. C'est, au sein du tiers monde, sur les États non alignés que portera notre analyse; ils y sont en effet en majorité (76 États à la quatrième Conférence au sommet des pays non alignés, qui s'est tenue en Algérie en septembre 1973) et ils sont en outre censés, par définition, pratiquer une politique étrangère « indépendante ».
- <sup>2</sup> Franklin Weinstein, « The uses of foreign policy in Indonesia: an approach to the analysis of foreign policy in the less developed countries », *World politics*, XXIV (1972), p. 356-382.
- <sup>3</sup> Scott Thompson, *Ghana's foreign policy, 1957-1966*, p. 415, New Jersey (N.J.), Princeton University Press, 1969.
- <sup>4</sup> William Zartmann, *International relations in the New Africa*, p. 54, Englewood Cliffs (N.J.), Prentice-Hall Inc., 1966.
- <sup>5</sup> William Johnstone, *Burma's foreign policy*, Cambridge (Mass.), Harvard University Press, 1963.
- <sup>6</sup> Roger Smith, *Cambodia's foreign policy*, Ithaca (N.Y.), Cornell University Press, 1965. L'étude de Claude Philips Jr., *The development of Nigerian foreign policy* (Northwestern University Press, 1964) appartient également à cette catégorie.
- <sup>7</sup> Roy Macridis (dir. publ.), *Foreign policy in world politics*, p. 1-9, Englewood Cliffs (N.J.), Prentice-Hall Inc., 1958.
- <sup>8</sup> Joseph Black et Kenneth Thompson (dir. publ.), *Foreign policies in a world of change*, p. 1-22, New York, Harper and Row, 1963.
- <sup>9</sup> Roy Macridis, *op. cit.*
- <sup>10</sup> James N. Rosenau, « Pre-theories and theories of foreign policy », dans : R. Barry Farrell (dir. publ.), *Approaches to comparative and international politics*, p. 27-93, Evanston, Northwestern University Press, 1966.
- <sup>11</sup> Roy Macridis, *op. cit.*, 2<sup>e</sup> éd., 1962.
- <sup>12</sup> Richard Snyder, H. W. Bruck et Burton Sapin, *Foreign policy decision-making*, New York, The Free Press, 1962. Bien que le plus connu, l'ouvrage de Snyder *et al.* n'est pas le seul dans ce domaine, Joseph Frankel est l'auteur d'une œuvre importante, *The making of foreign policy: an analysis of decision-making*, Londres et Oxford, University Press, 1963.
- <sup>13</sup> James Robinson, « Decision-making: political aspects », *International encyclopedia of the social sciences*, *op. cit.*, vol. 4, p. 55-62. Voir aussi Snyder *et al.*, *op. cit.*, p. vi.
- <sup>14</sup> Herbert McClosky, « Concerning strategies for a science of international politics », *World politics*, vol. VII, janvier 1956, p. 281-295.
- <sup>15</sup> Dina Zines, Robert North et Howard Koch Jr., « Capability, threat and the outbreak of war », dans : James Rosenau (dir. publ.), *International politics and foreign policy*, New York, The Free Press, 1961, p. 469-483. On trouvera un commentaire du projet Stanford, dans : Robert Jervis, « The costs of the quantitative study of international relations », dans : Klaus Knorr et James Rosenau (dir. publ.), *Contending approaches to international politics*, p. 177-218, New Jersey, Princeton University Press, 1969.
- <sup>16</sup> Richard Snyder *et al.*, *op. cit.*, p. 60-74.
- <sup>17</sup> *Ibid.*, p. 90.
- <sup>18</sup> *Ibid.*, p. 106-124.
- <sup>19</sup> *Ibid.*, p. 124-137.
- <sup>20</sup> *Ibid.*, p. 137-153.
- <sup>21</sup> Herbert McClosky, *op. cit.*
- <sup>22</sup> *Ibid.*, p. 65.
- <sup>23</sup> *Ibid.*, p. 60-74.
- <sup>24</sup> *Ibid.*
- <sup>25</sup> *Ibid.*
- <sup>26</sup> Paige, *The Korean decision*, New York, Praeger, 1968.
- <sup>27</sup> Franklin Weinstein, *op. cit.*
- <sup>28</sup> *Ibid.*
- <sup>29</sup> La documentation écrite, même si elle était aisément accessible, pourrait ne pas fournir d'informations suffisantes sur la composition exacte du groupe auquel appartient la décision.
- <sup>30</sup> Franklin Weinstein, *op. cit.*; en outre, « l'analyse du contenu des communications écrites, par exemple, reposerait sur une base statistique négligeable dans le cas d'États où la documentation écrite ne procède pas d'une longue tradition ». (Abdul A. Said, « The impact of the emergence of the non-west upon theories of international relations », dans : Abdul Said [dir. publ.], *Theory of international relations*, p. 93-107, Englewood Cliffs (N.J.), Prentice-Hall Inc., 1968.)
- <sup>31</sup> On pourra suivre l'évolution de la pensée conceptuelle de Rosenau en lisant la série de ses écrits intitulée : James Rosenau, *The scientific study of foreign policy*, New York, The Free Press, 1971.
- <sup>32</sup> James Rosenau, « Pre-theories... », *op. cit.*, p. 40.
- <sup>33</sup> *Ibid.*, p. 42.
- <sup>34</sup> *Ibid.*, p. 65.

Notes (suite)

- <sup>35</sup> Robert Dahl, *Who governs: democracy and power in an American city*, New Haven, Yale University Press, 1961.
- <sup>36</sup> James Rosenau, « Pre-theories... », *op. cit.*, p. 71.
- <sup>37</sup> Plusieurs spécialistes se sont livrés à une analyse pénétrante de cette question dans Herbert Kelman (dir. publ.), *International behaviour: a social-psychological analysis*, New York, Holt, Rinehart & Winston, Inc., 1965.
- <sup>38</sup> James Rosenau (dir. publ.), *Linkage politics: essays on the convergence of national and systems*, New York, The Free Press, 1969.
- <sup>39</sup> Voir néanmoins Stephen Hoadley et Sukehiro Hasegawa, « Sino-Japanese relations 1950-1970: an application of the linkage model of international politics », *International studies quarterly*, vol. XV (1971), p. 131-159.
- <sup>40</sup> James Rosenau, « Adaptive strategies for research and practice in foreign policy », dans : Fred Riggs (dir. publ.), *International studies*, p. 218-246, American Academy of Political and Social Science, octobre 1971.
- <sup>41</sup> *Ibid.*, p. 239-240.
- <sup>42</sup> James Rosenau, *Linkage politics...*, *op. cit.*, p. 16.
- <sup>43</sup> On trouvera un essai d'analyse des relations internationales en fonction du processus de « modernisation » des acteurs nationaux dans J. P. Netti et Roland Robertson, *International systems and the modernization of societies*, Londres, Faber, 1968. L'originalité de cette étude réside dans le désir d'appliquer aux relations internationales « un certain nombre de théories sociologiques négligées jusqu'ici ».
- <sup>44</sup> Rosenau s'attache actuellement, avec un groupe de collègues de l'Inter-University Comparative Foreign Policy Project, à traduire le modèle en formules opérationnelles et à rassembler des données en vue de son expérimentation. Il travaille en outre à l'achèvement d'un manuscrit intitulé *The politics of national adaptation*, dont il a résumé les grandes lignes dans *Adaptation of national societies: a theory of political system behaviour and transformation*, New York, McCaleb-Seiler, 1970.
- <sup>45</sup> James Rosenau, « Adaptive strategies... », *op. cit.*, p. 235-236.
- <sup>46</sup> Walter Carlsnaes, « International interaction and foreign policy: a critique of James N. Rosenau's model of national adaptation », a paper presented to the EGPR Workshop on *Models of international relations* (Mannheim, Germany), avril 1973.
- <sup>47</sup> John Handelman et al., « Color it Morgenthau », *Prince research studies*, paper n° 11, International relations program, Maxwell School, Syracuse University.
- <sup>48</sup> Frederick Frey, « Area studies: a commentary », dans : Fred Riggs, *International studies*, *op. cit.*, p. 254-267.
- <sup>49</sup> L'analyse structurale et fonctionnelle a été appliquée pour la première fois à l'étude des systèmes politiques du tiers monde par Gabriel Almond et James Coleman, *The politics of the developing areas*, Princeton (N.J.), Princeton University Press, 1960, et plus particulièrement dans l'exposé d'Almond, « A functional approach to comparative politics », p. 3-65. On trouvera une analyse du système d'Almond et de l'application de l'analyse structurale et fonctionnelle à la science politique dans Roy Jones, *The functional analysis of politics*, Londres, Routledge and Kegan Paul, 1967. Pour une discussion plus générale du structuralisme et du fonctionnalisme en anthropologie, en économie, en sociologie et en science politique, on se reportera à Don Martindale, *Functionalism in the social sciences*, Philadelphia, The American Academy of Political and Social Science, 1965 (Monograph 5). On trouvera en outre une critique récente et très fournie du mode d'analyse structurale et fonctionnelle de Parsons dans : Alvin Gouldner, *The coming crisis of western sociology*, Londres, Heinemann, 1971, notamment aux pages 138 à 341.
- <sup>50</sup> On trouvera dans Georges Balandier, *Sociologie actuelle de l'Afrique noire*, 2<sup>e</sup> éd., Paris, Presses universitaires de France, 1963, notamment aux pages 3 à 39, une façon très semblable d'aborder la question du mode de conceptualisation.
- <sup>51</sup> Sous-titre de l'ouvrage de David Easton, *The political system*, New York, Knopf, 1953.
- <sup>52</sup> Gordon Allport, « Prejudice: a problem in psychological and social causation », dans : Talcott Parsons et Edward A. Shils (dir. publ.), *Toward a general theory of action*, p. 365-387, New York, Harper & Row, 1962. (Torchbook Edition.) Pour ce qui concerne la science politique, Easton a traité des approches psychologiques et sociologiques de la « définition de la situation ». David Easton, *op. cit.*, p. 152 et 194.
- <sup>53</sup> Percy Cohen, *Modern social theory*, p. 13-15, Londres, Heinemann, 1968.
- <sup>54</sup> Kurt Lewin, *Field theory in social science*, sous la direction de D. Cartwright, New York, Harper and Brothers, 1951, notamment chap. 10.
- <sup>55</sup> Karl Deutsch, « Social mobilization and political

## Notes (suite)

- development », *The American political science review*, vol. LV (1961), p. 493-514.
- <sup>56</sup> Cyril Black, *The dynamics of modernization*, p. 67-94, New York, Harper & Row, 1967. (Torchbook Edition.)
- <sup>57</sup> Samuel Huntington, *Political order in changing societies*, p. 46, New Haven et London, Yale University Press, 1968.
- <sup>58</sup> Karl Deutsch, *op. cit.*
- <sup>59</sup> Daniel Lerner, « Modernization », *International encyclopedia of the social sciences*, vol. 10, p. 386-395. Voir aussi : *The passing of traditional society*, New York, The Free Press, 1958.
- <sup>60</sup> Ivo et Rosalind Feierabend *et al.*, « Level of development and international behaviour », dans : Richard Butwell (dir. publ.), *Foreign policy and the developing nation*, p. 135-189, Lexington, University of Kentucky, 1966. Samuel Huntington, *op. cit.*, p. 47.
- <sup>61</sup> Samuel Huntington, *op. cit.*, p. 47 et 48.
- <sup>62</sup> Titre d'un article d'Olson Mancur Jr., « Rapid growth as a destabilising force », *Journal of economic history*, vol. XXIII, décembre 1963, p. 529-552.
- <sup>63</sup> Robert Good, « State-building as a determinant of foreign policy in the new states », dans : Lawrence Martin (dir. publ.), *Neutralism and non-alignment*, p. 3-13, New York, Praeger, 1962. Good étudie aussi d'autres déterminants d'ordre sociétal, notamment le régime colonial récent, la quête d'une identité, la consolidation du gouvernement que nous ne pouvons malheureusement pas traiter séparément ici.
- <sup>64</sup> Titre d'un article de Michael Haas dans J. David Singer (dir. publ.), *Quantitative international politics*, p. 215-247, New York, The Free Press, 1968. Comme nous, Haas cherche à souligner la connexion entre les niveaux national et international des systèmes : les politiques étrangères des États sont-elles le reflet des conditions sociales et culturelles qui règnent à l'intérieur de leurs frontières ?
- <sup>65</sup> L'existence de ce rapport subordination-prépondérance rend très plausible l'idée adoptée par exemple par Sékou Touré, selon laquelle les conflits de classes se retrouveraient à l'échelon international.
- <sup>66</sup> Gustavo Lagos, *International stratification and underdeveloped countries*, p. 132, Chapel Hill, The University of North Carolina Press, 1963.
- <sup>67</sup> A la première conférence internationale organisée par les Asiatiques, la Conférence des relations asiatiques (Delhi, mars 1947), Nehru a exprimé ce besoin d'être reconnu : « Les Asiatiques ont trop longtemps, a-t-il dit, été des pétitionnaires auprès des tribunaux et des chancelleries occidentales [...] Cette situation doit maintenant appartenir au passé [...] Nous n'avons pas l'intention de rester les jouets des autres. » Voir Michael Brecher, *Nehru*, p. 129, Londres, Oxford University Press, 1961.
- <sup>68</sup> Le rôle de l'Inde dans le conflit coréen est étudié dans Bahgat Korany et Nagy Tawfik, « Non-alignment: its conflict-reducing function in the international system », *Annals of international studies*, vol. III (1972), p. 47-84.
- <sup>69</sup> Les chiffres concernant l'aide américaine correspondent à la période 1958-1963 et ceux qui concernent l'aide soviétique, à la période 1954/55-1965. Charles Taylor et Michael Hudson *et al.*, *World handbook of political and social indicators*, 2<sup>e</sup> éd., p. 360-365, New Haven, Yale University Press, 1972.
- <sup>70</sup> Chadwick Alger et Steven Brams, « Patterns of representation in national capitals and inter-governmental organizations », *World politics*, vol. XIX (1967), p. 646-663. Voir également : Taylor et Hudson, *World handbook*, p. 357-359. La période considérée est toujours 1963-1964 ; nombre de pays, 102 ; moyenne, 224 ; écart type, 228 ; étendue, 1 400.
- <sup>71</sup> Voir, par exemple, la différence entre la conception qu'avait Nehru du rôle de l'Inde et celle qu'avait Soekarno du rôle de l'Indonésie. On trouvera une étude de cette dernière dans George Modelski (dir. publ.), *The new emerging forces*, Canberra, The Australian National University, 1963.
- <sup>72</sup> Les responsables politiques du tiers monde ne se sont pas contentés de faire implicitement appel à une conception du rôle national, ils l'ont aussi fait explicitement. Citons par exemple cette phrase de Nasser : « Pour quelque raison, a dit Nasser tout au début de sa carrière politique, il me semble qu'à l'intérieur du monde arabe, on voit errer sans but un rôle en quête d'acteur. Et je ne sais pas pourquoi il me semble que ce rôle épuisé par son errance s'est enfin arrêté, fourbu, aux frontières de notre pays et qu'il nous invite à nous remuer, à l'assumer, puisque personne d'autre ne peut le faire. » *La philosophie de la révolution* (édition arabe), p. 62, Le Caire, 1954 (c'est l'auteur qui souligne).
- <sup>73</sup> P. J. Vatikiotis, « Foreign policy of Egypt », dans : Roy C. Macridis (dir. publ.), *Foreign policy in world politics* (2<sup>e</sup> éd.), 1962, *op. cit.*, p. 335-361.
- <sup>74</sup> Zartmann, *op. cit.*, p. 65.

Notes (suite)

---

<sup>75</sup> Brecher, *Nehru, op. cit.*, p. 216. Voir aussi son étude des « images » des responsables politiques en tant que déterminant de la politique étrangère, intitulée *India and world politics*, Krishna Menon's View of the World, Londres et Oxford University Press, 1968.

<sup>76</sup> On trouvera un bon exemple de la psychologie

de la « connexion » entre le « rôle » et la « situation » dans l'ouvrage de Gordon Allport, *Pattern and growth in personality*, p. 165-196, Londres, Holt, 1963.

<sup>77</sup> David Silverman, *The theory of organizations*, p. 141, Londres, Heinemann, 1970.

<sup>78</sup> Holsti : « National role conceptions... », *op. cit.*

# La structure du pouvoir dans les relations internationales

Marcos Kaplan

On se propose ici d'explorer les possibilités de formuler quelques suggestions au sujet d'un cadre théorique et d'un schéma analytique à élaborer et appliquer pour l'examen de la structure actuelle du pouvoir, à l'échelle du nouveau système international en état de crise. Cela a des répercussions directes sur le diagnostic de la situation des pays d'Amérique latine et du tiers monde et sur l'élaboration d'une stratégie de rechange visant les objectifs du développement interne — au sens le plus large du terme, et non pas seulement à celui de la croissance de l'intégration régionale, de l'indépendance nationale et de la participation autonome en tant qu'agents significatifs du système mondial.

## Réflexions sur la « théorie de la dépendance »

La question de la dépendance extérieure des pays latino-américains occupe, on le sait, une place centrale dans la réflexion, les recherches et les débats des spécialistes des sciences sociales d'Amérique latine. Cet intérêt, en principe, a été légitime et positif eu égard aux problèmes du développement latino-américain, à la confrontation entre les solutions et les stratégies proposées, et au correctif ainsi apporté à certaines conceptions inadéquates des relations internationales qui ont été appliquées à l'analyse de ces relations pour les pays de la région.

En particulier, la théorie de la dépendance remet effectivement en cause la conception atomistique-mécaniste et légaliste des relations internationales, selon laquelle le système mondial est une constellation de 140 unités, les États-nations souverains, en concurrence et en conflit pour l'espace et les ressources. Les États-

---

*Marcos Kaplan est un politologue argentin, professeur titulaire de droit politique à la Faculté de droit et professeur associé au Research Centre for Education Sciences, à Buenos Aires. Il est le secrétaire de la Commission pour la science et la technologie du Conseil latino-américain des sciences sociales (CLACSO) et fait actuellement des recherches sur les problèmes de politique scientifique dans les pays en voie de développement. Il a publié de nombreux ouvrages en espagnol et un grand nombre d'articles.*

nations y sont présentés sous une forme monolithique, comme des groupes humains identifiés par eux-mêmes en tant que nations, culturellement homogènes, qui occupent une aire géographique définie et sont dotés d'institutions politiques et juridiques particulières. Les systèmes politiques et les gouvernements sont réduits à des mécanismes institutionnels abstraits, échappant totalement au conditionnement et au déterminisme, destinés à « traiter des apports » et à obtenir des « produits » socio-économiques, socio-culturels et socio-politiques. Ceux-ci, en tant que résultantes acquises et immuables, s'intègrent d'une certaine façon à la politique internationale de chaque État, qui est qualitativement différente de sa politique intérieure et dans laquelle — par réductionnisme psychologique — l'État se comporte comme un être humain. Les éléments internes apparaissant comme acquis, on aboutit donc à une dissociation analytique « réifiante » entre le plan intérieur et le plan international.

Ce genre d'approche, qui a orienté et oriente encore de nombreuses études sur les relations internationales, appelle plusieurs observations critiques, dont certaines ont été prises à leur compte par les tenants de la théorie de la dépendance.

En premier lieu, aucune nation ne s'identifie avec le profil découlant de ces caractéristiques. Il y a d'innombrables phénomènes qui ne sont pas analysables en termes d'État-nation, ou de rapports entre ces derniers. Acceptées pour leur valeur nominale, les unités définies par le droit sont arbitraires et transitoires. Il y a eu et il y a toujours des nations sans État; et aussi des États sans nation, c'est-à-dire des aires politico-administratives très hétérogènes et mal intégrées qui se sont maintenues et se maintiennent par des moyens essentiellement coercitifs (intérieurs et extérieurs). C'est l'interaction des forces intérieures et extérieures qui continue de faire et défaire les nations.

En deuxième lieu, un aspect dominant du système mondial actuel est l'interpénétration des agents, des intérêts, des forces, des structures et des flux entre la majorité des nations; des tendances et processus d'intégration économique, sociale, culturelle, politique et militaire des États coexistent avec des tendances et processus de désintégration.

En troisième lieu, les États ne sont pas égaux, ni dans leurs structures et dynamiques internes, ni dans leurs situations relatives à l'intérieur du système mondial; ils ne se comportent pas isolément et dans leurs relations réciproques comme s'ils l'étaient.

Il faut donc, à mon avis, que l'analyse ne maintienne pas, mais au contraire réduise au minimum indispensable ou supprime entièrement la dissociation analytique entre la sphère interne des États-nations et la sphère du système international, en considérant qu'il y a entre elles des différences quantitatives et non qualitatives, des liens et non une solution de continuité, et en rétablissant l'imbrication et l'interaction de la dynamique interne et de la dynamique externe.

Une fois reconnu l'aspect positif de la théorie de la dépendance, il faut signaler que, dans la majorité de ses versions, elle a des limitations qui peuvent être

à l'origine de distorsions néfastes pour l'orientation, le contenu et les résultats des travaux réalisés, en cours et prévus. La préoccupation excessive pour ce genre de problèmes a contribué à donner naissance à des théories, des schémas analytiques et des diagnostics qui déforment la perception de la réalité, exagèrent le rôle des éléments extérieurs aux dépens des éléments intérieurs, attribuent aux premiers une fonction explicative totale et exclusive (qui doit elle-même être expliquée), transfèrent à l'extérieur la responsabilité fondamentale de la subordination, du retard et de la crise des pays latino-américains (et du tiers monde), concourent à donner des problèmes étudiés une vision qui se caractérise par le schématisme, le mécanisme et le manichéisme.

Ainsi, d'une part, il paraît légitime d'affirmer que le système mondial d'interdépendance, qui s'est esquissé au XIX<sup>e</sup> siècle et précisé au XX<sup>e</sup>, présente un profil asymétrique, avec des différences de structure et de position dans une hiérarchie et dans un système de domination mondiale avec, d'un côté, des pays développés — centraux — impérialistes et, de l'autre côté, des pays sous-développés — périphériques — subordonnés. L'évolution du système mondial, l'action des métropoles capitalistes et des sociétés multinationales qui y ont leur base se sont traduites pour les pays latino-américains par la création de liens déterminés par leur intégration à la dynamique des centres développés et du marché mondial qui est largement contrôlé par ces derniers, par l'agencement et la modification des structures socio-économiques, culturelles et politiques intérieures en fonction d'intérêts, de besoins et d'impératifs extérieurs. Les lois générales de l'édification et de l'évolution du système capitaliste dans son ensemble s'imposent de façon déterminante et contraignante aux sociétés nationales d'Amérique latine. Les diverses phases par lesquelles passe le développement capitaliste dans les métropoles et dans le monde, la prédominance d'une grande puissance ou d'une autre, influent sur le type et les modalités de la dépendance. Quant à l'Union soviétique, elle apparaissait à l'origine comme la négation des bases mêmes d'un système international asymétrique, et a fini par suivre ses voies, assumant et imposant ses caractéristiques.

D'autre part, tout cela est un aspect décisif, mais non exclusif, de la question. L'action externe n'est pas le seul facteur à considérer. Elle ne s'exerce pas non plus de façon unilatérale, immédiate et mécanique; elle n'a ni une portée ni une dimension unique; elle constitue, au contraire, un processus pluridimensionnel aux facettes multiples. La dépendance est une relation qui suppose donc deux séries de forces, de formes et de dynamiques, en interaction permanente. Cette relation complexe et mobile contribue à modeler et, pour ce qui est du tiers monde, particulièrement en Amérique latine, des sociétés et des États nationaux qui existaient parfois préalablement à la création et à l'évolution des liens de dépendance, avec leurs matrices et leurs dynamiques socio-historiques propres, leurs structures productives, leurs stratifications sociales, leurs schémas culturels et politiques, et avec des corrélations déterminées et changeantes entre ces divers éléments. Ces aspects et niveaux internes ont leur existence et leur dynamique propres. Ils engendrent

des constellations d'intérêts. Ils déterminent des degrés variables d'indépendance relative. Ils s'articulent et réagissent entre eux, et avec les facteurs externes qu'ils peuvent parfois influencer considérablement. Le dynamisme interne reflète et incorpore l'action des métropoles et l'impact du système international, mais il y ajoute ses particularismes historico-sociaux, ses données et médiations spécifiques, ses conjonctures et ses hasards, et intervient en même temps dans la composition, l'orientation et l'action des facteurs, des forces et des processus externes.

Les facteurs et les forces, les niveaux et les aspects internes et externes n'évoluent pas toujours avec une intensité, une orientation et une signification approximativement égales ou convergentes. La dépendance extérieure suppose l'existence de sociétés et d'États nationaux et doit apparaître, s'exercer et évoluer à travers des rapports et des alliances entre classes dominantes et groupes prépondérants des métropoles et du pays périphérique, d'où la possibilité de divergences, de tensions et de conflits. A leur tour, les groupes prépondérants et les classes dominantes des pays dépendants établissent aussi des relations d'entente, de mésentente ou d'affrontement — avec d'autres groupes nationaux intermédiaires ou dominés, selon les processus qui, eux aussi, sont liés par un jeu d'influences réciproques à la situation de dépendance.

L'imbrication et la dialectique de l'interne et de l'externe, avec toutes leurs implications et conséquences, ont des répercussions sur la configuration des forces et des structures socio-économiques et idéologico-culturelles, sur le système de pouvoir, sur l'organisation et le fonctionnement de l'appareil politico-institutionnel, sur les mécanismes et les processus de décision, tout cela se répercutant à son tour sur le rapport de dépendance et sur sa dynamique.

L'importance des relations extérieures étant ainsi reconnue — surtout dans le monde d'aujourd'hui qui tend vers la « planétarisation » — il n'est pas permis d'ignorer, inversement, que les relations extérieures ne sont pas pour autant complètement déterminantes. Elles accélèrent ou freinent, modifient ou bloquent pour un temps les processus de structuration et de changement des sociétés nationales, mais n'ont jamais assez de poids pour devenir un agent exclusif. La spécificité des sociétés nationales découle autant de leur histoire propre que de leurs relations avec les sociétés étrangères et le système international.

Peut-être les réflexions qui précèdent situent-elles mieux le but de ce travail et lui donnent-elles un cadre plus général. Les problèmes auxquels la suite de cet article est consacrée ont surtout trait à la situation actuelle. En l'évoquant, nous tiendrons pour acquis — il n'est pas possible de développer ici ce point comme il le mériterait — que le système international en vigueur depuis 1945 a évolué et ne cesse d'évoluer, s'acheminant d'une phase de bipolarité et de « guerre froide » vers une phase où l'on verra peut-être s'écrouler l'édifice de la double hégémonie et s'affirmer des tendances à la multipolarité.

## La concentration du pouvoir mondial

L'écart quantitatif et qualitatif entre les sociétés composant le système international, ainsi que les forces et les rapports qui suscitent et maintiennent un monde hiérarchisé et asymétrique s'expliquent et se définissent à l'aide d'une série de facteurs et de mécanismes qu'on peut exprimer par des indicateurs. La façon dont s'articulent les diverses dimensions du pouvoir permet d'évaluer le pouvoir international moyen d'un pays et de le comparer à celui des autres. Sont pris en considération à cet égard le degré de développement atteint préalablement, la capacité d'autonomie et d'influence dans le monde, ce qui en résulte du point de vue de la concentration hiérarchisée du pouvoir politique.

### *Degré de développement atteint préalablement*

Sont regroupés et pris en considération sous cette rubrique les facteurs et indicateurs relatifs à la productivité déjà atteinte et aux possibilités de l'accroître, à la capacité d'expansion de l'excédent économique et à l'indice de niveau de vie. Ces facteurs et indicateurs sont notamment les suivants :

Le territoire (dimensions, situation, ressources naturelles).

La population (nombre, densité, qualité des ressources humaines).

La consommation d'électricité ou d'acier par habitant.

Le produit national brut, en tant que mesure de la production, de la richesse ou des ressources totales, en termes absolus, et sans établir nécessairement une relation avec la qualité de la vie.

Les « Courbes de Gini », à l'aide desquelles on s'efforce de mesurer les inégalités dans les diverses nations, ou entre ces nations et dans le monde. Elles n'indiquent pas qui acquiert quoi, mais combien d'unités acquièrent quelle quantité de tel ou tel bien (argent, terres, automobiles, appareils de radio et de télévision, etc.), par rapport à une échelle qui va de l'égalité totale à l'inégalité absolue.

Les autres indicateurs complémentaires visant à représenter la qualité des conditions d'existence : espérance de vie à la naissance; mortalité infantile; habitat rural ou urbain; éducation et alphabétisation; accès aux journaux, à la radio, à la poste, etc. D'autres indicateurs visent à déterminer et à comparer les styles de vie, c'est-à-dire des structures plus descriptives et plus difficiles à appréhender, particulièrement soumises aux appréciations subjectives, par exemple la participation, les loisirs et l'usage qui en est fait, le degré d'autonomie et de créativité des individus, etc.

L'intégration nationale évaluée d'après le degré d'homogénéité à divers égards (langues, culture, idéologie, valeurs et croyances, attitudes et comportements) et en fonction de la mesure dans laquelle les différends et les conflits s'additionnent et se juxtaposent, ainsi que de la fréquence et de l'intensité de

recours à l'intégration par la contrainte. On ne peut apprécier la valeur de ce critère en tant qu'indication du degré de développement que si l'on tient compte de la situation particulière du pays au point de vue du caractère plus ou moins admissible et légitime; des différences entre les groupes, les individus et les régions.

*Capacité d'autonomie et d'influence dans le monde*

*Commerce et investissements.* Du point de vue économique, le système international se présente de plus en plus comme un système de rapports néo-mercantilistes fonctionnant au profit des métropoles capitalistes et de leurs grandes sociétés et se cristallisant en un schéma de division internationale du travail. Dans son bloc, de même que dans les autres zones où elle exerce une influence marquante, l'URSS tend à opérer d'une manière analogue. La position qu'un pays occupe du point de vue du commerce extérieur et des investissements, facteurs qui se conditionnent et se renforcent mutuellement, contribue à déterminer sa situation dans la pyramide du pouvoir international. Cette position s'évalue et s'exprime au moyen de divers éléments et indicateurs : *a*) part du PNB relative au commerce extérieur; *b*) coefficient d'importation, c'est-à-dire valeur des importations exprimée en pourcentage du PNB ou de toute autre mesure comparable de la production globale de biens et de services; *c*) nombre de nations avec lesquelles un pays commerce (exportations et importations); *d*) utilisation du commerce extérieur par un pays pour imposer ses conditions à d'autres, incorporer leurs économies aux flux internationaux qu'il contrôle, modifier leurs structures internes, les spécialiser et les spolier; *e*) montant du capital investi en dehors des métropoles; pourcentage des investissements extérieurs par rapport aux investissements intérieurs; volume du capital accumulé à l'étranger et contrôlé par les sociétés, par rapport aux exportations de la métropole; part des firmes métropolitaines dans le marché extérieur par rapport au volume de la production intérieure; taux d'expansion du secteur extérieur par rapport au secteur intérieur, etc.; *f*) apparition de sociétés multinationales et affirmation de celles-ci en tant que protagonistes centraux du système international et que facteurs de production décisifs, extension et approfondissement des effets classiques de l'investissement à l'étranger; spécialisation causant des distorsions, spoliation et décapitalisation, assujettissement colonial. Ce phénomène a son équivalent dans le bloc socialiste : les sociétés mixtes à participation soviétique.

*L'aide.* Les politiques et les opérations qu'on englobe généralement sous l'expression ambiguë d'aide (investissements, prêts et autres formes de crédit, dons, assistance technique) constituent un facteur et un indicateur très important du processus de concentration du pouvoir à l'échelle mondiale. Abstraction faite de nuances et de justifications différentes qui sont avancées, les puissances capitalistes et l'Union soviétique ont à cet égard des motivations et des comportements

analogues. Les puissances capitalistes limitent et dénaturent l'aide en faisant prédominer l'aide bilatérale et en la politisant de façon à servir les intérêts étroitement liés des grandes entreprises et des gouvernements. L'Union soviétique cherche, par le commerce et l'aide extérieure, à atteindre divers objectifs : obtenir des biens qu'elle ne veut ou ne peut produire elle-même ; favoriser la spécialisation à l'intérieur des pays du Comecon et de son bloc ; établir avec d'autres pays des contacts lui permettant d'étendre son influence politique, diplomatique et militaire. Lorsqu'ils choisissent les pays avec lesquels ils commerceront et qu'ils aideront, les dirigeants soviétiques ont en outre tendance à préférer les petits pays et/ou ceux qui occupent une situation stratégique intéressante.

*Le pouvoir militaire.* Pour évaluer le pouvoir militaire et son degré de concentration mondiale, on dispose d'indicateurs tels que les dépenses consacrées à la défense nationale et la part qu'elles occupent dans le produit national brut ; les effectifs actuellement et éventuellement mobilisables dans les forces terrestres, maritimes et aériennes ; les types, quantités et qualités d'armements disponibles et la capacité d'innover rapide en la matière ; le pouvoir de destruction que détient le pays et qu'il peut déployer à son gré. Outre qu'il s'alimente lui-même, le pouvoir militaire fournit des moyens d'accroître le pouvoir global du pays sur de nombreux autres plans. Le fait de posséder ce pouvoir, la mesure d'y recourir et son emploi effectif assurent l'indépendance et une capacité de négociation, de dissuasion et d'agression vis-à-vis des autres pays et au niveau mondial. Tout cela permet aux puissances impérialistes d'entraîner dans leur orbite l'appareil militaire d'autres pays par le biais des alliances qu'elles sont à même de créer, d'organiser et de diriger. C'est pour cela que les grandes puissances peuvent intervenir directement dans les affaires intérieures des pays dont l'évolution politique et diplomatique leur paraît dangereuse pour leurs intérêts.

Les systèmes et les activités de ce genre et l'ensemble des dépenses qu'ils entraînent à l'intérieur et à l'extérieur servent de multiples fins qui favorisent les intérêts des grandes sociétés et des gouvernements dans le bloc capitaliste développé, et en Union soviétique ceux de la bureaucratie dirigeante et de quelques-unes de ses factions. Les fins ainsi poursuivies sont entre autres les suivantes : protection des sources mondiales de ressources ; sauvegarde des marchés et des investissements extérieurs, ainsi que des routes maritimes et aériennes ; maintien des sphères d'influence ; création de nouveaux débouchés et de nouvelles possibilités d'investissement à l'étranger (aide militaire associée à l'aide économique) ; il s'agit donc, d'une manière générale, de maintenir et de modifier la structure des marchés mondiaux, des sphères d'influence et des équilibres de pouvoir entre les super-puissances, et entre celles-ci, les petites puissances et le tiers monde.

*Les alliances sociales.* Cette concentration du pouvoir sur divers plans interdépendants que nous avons analysés permet aux métropoles de pénétrer davantage et

plus efficacement dans les pays relativement moins développés, d'établir des liens et des alliances de différents ordres avec des classes et des groupes nationaux, de créer et de maintenir ainsi les mécanismes et les agents du sous-développement et de la dépendance. C'est ainsi que les États-Unis et les petites puissances capitalistes ont opéré dans leurs relations avec les élites oligarchiques du tiers monde, avec d'importants secteurs des classes moyennes (celles de type traditionnel et celles qui sont issues des processus des dernières décennies, notamment les nouvelles professions technico-scientifiques et la bureaucratie privée et publique), et avec la sous-aristocratie ouvrière formée par les travailleurs qualifiés employés dans les centres et enclaves créés par les investissements étrangers. Parallèlement, dans l'autre bloc, un tissu d'intérêts communs et de solidarités multiples unit les hauts dirigeants et l'appareil politico-militaro-policier de l'Union soviétique, les dirigeants, les membres et les éléments de base de la bureaucratie implantée au sein du parti et du gouvernement dans les pays d'Europe orientale.

*Le pouvoir idéologico-culturel.* Si les superpuissances et les pays avancés en général sont parvenus au stade qu'ils ont atteint, c'est entre autres choses parce qu'ils ont su créer une culture autonome, complexe et diversifiée, correspondant à leur situation et à leurs besoins spécifiques, tout en ayant une grande capacité d'expansion, de rayonnement et d'influence dans le reste de la planète et en particulier dans le tiers monde. Les pays dépendants et sous-développés ont tendance à adopter la culture et l'idéologie des pays avancés, notamment de ceux qui cherchent à asseoir leur suprématie. Cela contribue à susciter la concentration du pouvoir politique au plan mondial, la manifeste et la maintient, la renforce et la légitime. C'est ce qui s'est produit dans l'orbite du capitalisme, puis, dans des conditions qui lui sont propres, à l'intérieur du bloc soviétique.

Dans les pays du tiers monde, c'est dans la culture et l'idéologie officielle du capitalisme européen et nord-américain que les classes supérieures, moyennes et populaires, surtout celles des villes, puisent à des degrés divers et à certaines nuances près, les éléments déterminants et conditionnants, le cadre et le contenu de leur pensée consciente, de leur information, de leurs attitudes et de leurs comportements. Ces classes assimilent les forces de production et de distribution, les techniques, les connaissances, les images, les symboles, les modèles de consommation, les modes, les coutumes, les idées, les méthodes d'éducation, les valeurs, les normes, les institutions, les solutions et les politiques du capitalisme avancé. Les mécanismes et les agents de ce processus sont généralement les mêmes que ceux qui définissent le système de relations et de structures qui constituent la trame de la dépendance extérieure, ce sont en particulier les sectes religieuses ayant leur centre dans les pays capitalistes développés, les moyens d'information et de communication de masse, l'assistance technique, le sous-système éducatif.

Les dirigeants soviétiques ont appliqué à l'Europe orientale, et dans une moindre mesure aux pays asiatiques et à Cuba, les méthodes et mécanismes qu'ils

ont utilisés pour établir leur hégémonie culturelle et idéologique sur la Russie, à l'aide d'éléments, de mécanismes et d'agents tels que l'idéologie officielle obligatoire, l'adoption forcée du russe comme langue officielle du socialisme, les sections spéciales de propagande des mouvements de masse, la presse organisée, l'embrigadement des « producteurs culturels ».

*Le pouvoir scientifique et technologique.* Compte tenu de la révolution que connaît notre époque dans les domaines scientifiques et techniques, chaque pays est absolument tenu, s'il veut survivre et progresser, de disposer sur ces deux plans de moyens quantitativement et qualitativement appropriés et de se donner la capacité d'en assurer le développement de manière autonome. Si la science et la technique deviennent toujours plus universelles de par l'ampleur des problèmes qu'elles affrontent et de par le degré de diffusion et d'impact de leurs découvertes, inventions et innovations, leur répartition entre régions et pays est devenue extrêmement inégale, du point de vue des foyers d'apparition, des voies de diffusion, de leur productivité et de l'exploitation de leurs résultats. Le progrès scientifique et technique est concentré dans les États-Unis d'Amérique et en Union soviétique, au détriment des autres pays appartenant à leurs blocs respectifs, tandis que les pays dépendants, sous-développés ou en voie de développement prennent en la matière un retard croissant. L'écart scientifique et technologique provient du caractère plus ou moins intensif et immédiat du contrôle exercé — grâce aux connaissances acquises et aux instruments mis au point — sur le milieu naturel et social, à des fins propres aux sociétés en cause ou à certains des groupes qui les constituent. Il n'est pas le résultat d'un accident historique, mais celui d'un processus d'évolution et d'accumulation auquel on ne saurait trouver une cause unique et simple. Il s'inscrit dans un cadre plus général, englobant des disparités socio-économiques, culturelles, politiques et militaires étroitement liées à l'organisation de la production et à l'utilisation systématique des connaissances et des procédés permettant de les exploiter. Il constitue à son tour un des facteurs fondamentaux différenciant les pays; il contribue à concentrer le pouvoir au sommet, dans chaque pays et au niveau international; il renforce la division du monde entre nations « primaires » constituant des centres ou des pôles et un vaste conglomerat de nations périphériques, satellites ou « secondaires », au moyen d'un système d'interdépendance reposant sur l'inégalité des structures scientifiques et techniques. Avec la complicité de leurs spécialistes de la recherche et de l'innovation — qui justifient leur attitude en se définissant comme des serviteurs impartiaux d'un développement scientifique objectif et irrésistible — les superpuissances et les pays avancés s'assurent l'usufruit d'un progrès scientifique et technique accéléré qui est employé contre le tiers monde et a pour les pays sous-développés des répercussions négatives que ne compense aucun mécanisme d'aide véritable.

*Le pouvoir politique : concentration et hiérarchie*

En prenant en considération ces diverses dimensions du pouvoir, on peut évaluer le pouvoir moyen d'un État-nation, le comparer avec celui des autres, et déterminer ainsi le degré de concentration et de centralisation du pouvoir à l'échelle mondiale ainsi que la stratification et la hiérarchie qui en découlent. On peut aussi, de ce fait, analyser la conduite des pays eu égard à leur position objective dans le monde, aux causes qui les ont amenés au rang qu'ils occupent et aux conséquences que cela entraîne et, enfin, à l'image que se font de cette situation les classes dominantes et les élites dirigeantes. La position hiérarchique est essentiellement liée à la capacité ou à l'incapacité d'adopter la politique intérieure de son choix, de l'appliquer comme on l'entend, de définir soi-même sa politique internationale, de participer à une interaction internationale, d'influencer, de dominer et d'exploiter d'autres pays. Lorsqu'un État-nation occupe sur l'échelle hiérarchique une position élevée dans un domaine significatif, il tend à avoir le même rang à d'autres points de vue. L'autodétermination dans les affaires intérieures implique et renforce l'autodétermination dans les affaires extérieures et vice versa. L'interaction internationale tend à varier en fonction du pouvoir moyen des États-nations. Lorsqu'on dispose d'un pouvoir international concentré, on est enclin à adopter l'esprit, la logique et la « Realpolitik » d'une grande puissance.

Au sommet de la hiérarchie émergente se trouvent les deux puissances principales. Leurs classes dominantes et leurs élites dirigeantes sont à même — dans les limites de leurs systèmes respectifs et en observant les règles du jeu — d'arrêter la politique intérieure de leur choix et d'opter pour un modèle de développement conforme à leurs intérêts. Elles arrêtent aussi avec un degré élevé d'indépendance des politiques extérieures conformes à leur situation intérieure objective et leur position dans le monde, aux causes et aux effets de leur rang et de l'influence qu'elles exercent, à leurs principes idéologiques en matière de relations internationales, à la dynamique de leurs rapports avec l'autre superpuissance, avec les autres pays les plus avancés et les plus puissants, et avec tous les petits pays. Le pouvoir global considérable dont elles disposent suscite une interaction croissante entre elles deux, sans préjudice et à partir d'une affirmation réciproque de leur identité avec des relations caractérisées par la dialectique de la divergence et de la similitude des intérêts, par l'impossibilité pour chacune d'imposer sa volonté à l'autre par une stabilisation qui déborde ce cadre pour s'étendre à la structure du système mondial.

En même temps, les superpuissances et, dans une moindre mesure, les puissances de deuxième ordre disposent, avec les ressources, les forces et les mécanismes que nous avons analysés, d'un arsenal de moyens d'encouragement et de dissuasion, de menaces, de sanctions et de récompenses, plus ou moins spécifiques, articulés et crédibles, dont le déploiement leur permet de déterminer et de conditionner la politique intérieure et extérieure des petites et moyennes nations

théoriquement indépendantes, ainsi que de légitimer leurs exigences et leurs interventions à leurs propres yeux, aux yeux de leur opinion et à ceux du monde entier, y compris leurs propres victimes. Le pouvoir global des superpuissances confère en outre à leurs classes dominantes et à leurs élites dirigeantes la possibilité de faire en sorte que leurs théories subjectives se traduisent en faits objectifs, notamment sur le plan des relations internationales et de la structure du système mondial, et de modeler ainsi la réalité à l'image de leur propre vision subjective. Le monde devient alors conforme à la vision qu'elles en ont, vision qui repose sur des hypothèses et des options, implicites et explicites, au sujet du profil structurel du système international, des modalités suivant lesquelles il se constitue, de sa dynamique actuelle et de l'avenir souhaité. Il s'agit évidemment d'une vision dogmatique, qui n'est soumise ni à critique ni à vérification empirique et leur est même résolument hostile, et qui est destinée à remplir une fonction d'autojustification et de légitimation. Son arrière-plan est largement ethnocentrique. Érigé en principe explicatif central des relations et des différences entre sociétés, l'ethnocentrisme établit une hiérarchie artificielle et arbitraire qui se fonde sur une combinaison de critères (race, nation, classe, civilisation, culture, réalisations passées dans le domaine économique et militaire) et se traduit par des images des théories et des conduites stéréotypées. Une minorité d'hommes (les États-Unis, l'Europe occidentale, le Japon, l'Union soviétique, la Chine) prétend s'ériger, parce que c'est ainsi qu'elle se considère, en centre de civilisation, en guide du monde, en paradigme d'excellence, par comparaison avec lequel elle a tendance à voir dans les autres pays, surtout ceux du tiers monde, des entités de second plan, chargées de tous les péchés du monde, méritant la discrimination, la domination et la spoliation qu'elles subissent ou, dans le meilleur des cas, ne pouvant se racheter qu'en se soumettant à l'hégémonie de la puissance dont elles dépendent pour s'intégrer à un modèle unique et nécessaire du progrès humain, défini par les caractéristiques que le pays ou le système qui le propose présente comme indicateurs du développement. L'ethnocentrisme combine ainsi les caractères et les effets du racisme, du nationalisme xénophobe, de l'intolérance et de la discrimination, de la volonté d'hégémonie et de la prétention à ne reconnaître qu'un seul mode, exclusif et uniformisant, d'organisation sociale et de progrès historique et à l'imposer aux autres.

Enfin, les superpuissances — et, dans une moindre mesure, les puissances de deuxième ordre — ont la possibilité de créer et d'exploiter à leur profit des alliances économiques, diplomatiques et militaires, ainsi que des organismes internationaux. Ces derniers sont le produit du système international actuel ; ils perpétuent et accentuent ses caractéristiques ; ils contribuent à créer, à répartir, à contrôler et à équilibrer le pouvoir au profit des nations riches en le consolidant là où il existe déjà.

Pour l'immense majorité des 140 nations, la combinaison des divers éléments du pouvoir donne une faible capacité moyenne d'autonomie nationale, qu'il s'agisse de choisir le modèle de développement, de société et de politique intérieure,

ou d'adopter un comportement indépendant au sein du système international. Le lien de subordination aux superpuissances et aux puissances de deuxième ordre constitue pour presque tous les autres pays la référence fondamentale; il détermine, plus que tout autre facteur, leur structure et leur politique intérieure et extérieure; il les oblige à se soumettre, à se laisser exploiter et à se conformer aux règles uniformisantes et totalitaires issues des centres développés. Plus une nation est petite et faible et plus sa politique étrangère est déterminée par des facteurs extérieurs. Une colonie n'a pas de politique étrangère. Une ancienne colonie voit sa politique étrangère déterminée par son ancienne métropole ou par la puissance qui a pris la relève. Une nation petite et faible tend, bien qu'elle soit théoriquement indépendante, à adopter une politique étrangère alignée sur celle de la superpuissance dans l'orbite de laquelle elle gravite. D'autre part, pour les nations qui sont petites et faibles, les interactions ne se produisent, dans une très large mesure, qu'avec la superpuissance dont elles subissent l'hégémonie et les autres pays du même bloc, tandis que les interactions directes avec les pays placés dans une situation analogue sont minimales. Dans le meilleur des cas, les petites puissances s'unissent dans le cadre d'organisations qui se constituent lentement et ont une structure rudimentaire, de maigres ressources et des objectifs limités. Les difficultés et les vicissitudes de l'intégration régionale en Asie, en Afrique et en Amérique latine, le grand nombre de conflits entre pays du tiers monde provoqués ou exploités par les superpuissances et les puissances de deuxième ordre illustrent suffisamment ce point.

Le terme générique et équivoque de tiers monde recouvre toute la gamme des pays en voie de développement et dépendants, depuis ceux qui viennent à peine d'émerger de la barbarie jusqu'à ceux qui sont en retard par certains côtés et avancés par d'autres, ce qui leur confère un caractère atypique et rend leur classification difficile. Néanmoins, tous ces pays ont en commun certains problèmes spécifiques qui sont en dernière analyse déterminés par l'enchevêtrement des forces, des structures et des processus internes et externes de domination et d'exploitation, et par les contradictions et les conflits qui découlent de ces deux dynamiques et de leur interaction. Le sous-développement intérieur et la dépendance extérieure, qui sont les deux formes d'une même réalité, se superposent et s'additionnent, s'engendrent l'un l'autre et se renforcent mutuellement et indissolublement pour créer une situation structurelle complexe et globale.

Le sous-développement des sociétés nationales du tiers monde apparaît et se définit comme la résultante et l'expression d'une hétérogénéité très marquée de la coexistence d'éléments et de niveaux caractéristiques d'époques différentes de la rigidité générale des structures et de la prédominance des forces traditionnelles s'identifiant au *statu quo* de la multiplication et de l'imbrication des facteurs de blocage et des goulets d'étranglement de l'indifférence et des difficultés auxquelles se heurte tout ce qui implique invention et innovation au sens le plus large de ces termes.

D'autre part, qu'elles l'aient été dès l'origine ou qu'elles le soient devenues, ces sociétés nationales du tiers monde apparaissent comme anachroniques par rapport aux économies, aux sociétés, aux cultures et aux États des pays avancés, tant capitalistes que socialistes. Leur position asymétrique par rapport aux superpuissances et aux puissances de second ordre s'explique par l'héritage et la réactualisation du passé et par la réalité présente; elle est maintenue et accentuée par l'alliance de forces internes et externes ainsi que par les relations intérieures et extérieures de domination et d'exploitation qui en découlent. Les forces, les structures et les dynamiques qui agissent de l'extérieur s'insèrent dans les forces, les structures et les dynamiques internes; elles s'imbriquent avec elles; elles peuvent soit les perpétuer et les renforcer, soit au contraire les altérer et les détruire; elles se transforment en facteurs d'oppression, d'exploitation et d'aliénation à l'échelle des nations. Celles-ci deviennent des objets, manipulés et conditionnés de l'extérieur. Elles sont dépossédées et dégradées matériellement, culturellement et politiquement; elles perdent toute possibilité d'agir effectivement sur leur propre réalité et leur propre histoire. Le décalage qui en résulte suscite les mécanismes qui le perpétuent et l'élargissent.

Il y a des limites au maintien et à l'expansion des rapports de domination et de subordination. Constitués et opérant en tant que formes objectives, ces rapports sont vécus subjectivement par les habitants des nations en voie de développement et dépendantes en tant que signes de la situation dont ils souffrent et que facteurs provoquant l'apparition et déterminant l'orientation de réactions et de comportements contestataires. Là aussi, il y a interaction entre les processus internationaux et nationaux.

Sur le plan international, il faut tenir compte des éléments suivants : *a*) les rivalités entre sociétés dominantes (rivalités qui opposent les sociétés capitalistes entre elles, les sociétés socialistes entre elles — l'URSS et la Chine — et les sociétés capitalistes aux sociétés socialistes); *b*) les difficultés que soulève le contrôle de nations et de régions complexes, réparties aux quatre coins du monde, fortes d'une population nombreuse qui augmente de façon spectaculaire et de leurs richesses exploitées ou latentes qui leur confèrent et leur inspirent des possibilités de manœuvre; *c*) l'attraction exercée sur les zones les plus éloignées des superpuissances par des pôles de puissance dont elles sont plus proches sur les plans géographique et socio-culturel (comme la Chine et le Japon en Asie); *d*) l'accroissement des communications sur les plans matériel et culturel entre les sociétés, grâce à la multiplication et à l'intensification des flux et des échanges ainsi qu'à la propagation d'informations, d'images et de modèles; il en résulte une meilleure compréhension des problèmes respectifs des sociétés avancées et en voie de développement et une révélation des divergences et des diverses formules et possibilités de développement, ce qui a des répercussions sur les options fondamentales et sur les orientations actuelles et à venir.

Il y a interaction entre les forces, les processus et les phénomènes inter-

nationaux, d'une part et, d'autre part, les changements qui surviennent à l'intérieur des sociétés dominées. Les processus de la colonisation n'agissent pas dans un seul sens; ils suscitent des problèmes et des agents qui développent la contestation et la volonté de révolte et de changement. Ils permettent de mieux connaître les autres sociétés et l'ordre mondial et de porter à leur sujet un jugement critique. Ils contribuent à provoquer le refus de la rationalité uniformisante dont les sociétés développées ont le monopole et qu'elles prétendent imposer. On voit ainsi surgir des forces de sécession et d'affirmation du pluralisme, qui revendiquent l'émancipation et la récupération des moyens de production matérielle, d'autodétermination socio-culturelle et de décision politique. Une volonté s'affirme, celle d'un développement national autonome préservant à la fois le patrimoine historique comme garantie d'authenticité et d'originalité de la personnalité collective et la possibilité d'inventer un avenir affranchi des précédents et des modèles externes, de susciter des formes inédites de société et de civilisation concrétisant le droit à la différenciation spécifique, à l'hétérodoxie et au schisme.

Ces tendances sont renforcées par la conscience des expériences passées qui paraissent justifier les prétentions à une créativité autonome. Le progrès humain s'est manifesté à travers une série de discontinuités, de ruptures, de sauts et de déplacements des principaux foyers de développement dans le temps et l'espace. A diverses époques déterminantes de l'histoire de l'humanité, les pays et les systèmes qui avaient le mieux réussi auparavant à atteindre un stade supérieur d'évolution ont paru, de ce fait même, perdre toute capacité de se transformer pour continuer à aller de l'avant. D'autres pays peuvent au contraire disposer, du fait de leur retard, d'une aptitude supérieure à évoluer, propre à faire d'eux les agents et les pionniers d'une nouvelle phase de progrès.

A cela s'ajoute le fait que les critiques qui sont formulées et les modèles nouveaux qui sont élaborés, et dont l'application est tentée dans certains pays ayant pris du retard, fournissent aux contestataires des sociétés avancées des arguments contre ces sociétés et des références extérieures pour définir leurs projets de réorientation.

Depuis la deuxième guerre mondiale surtout, on voit ainsi apparaître, en dépit de nombreuses contradictions, dans les trois continents colonisés qui forment le tiers monde, un très puissant courant d'émancipation; portés par lui, ces continents font leur entrée sur la scène mondiale et affrontent les pays avancés des deux autres régions, menaçant de les détruire et, avec eux, l'ensemble du système mondial.

*[Traduit de l'espagnol]*

# Sociologie et étude des relations internationales

Jerzy J. Wiatr

Que l'on considère ou non la théorie des relations internationales comme une discipline distincte, point que je n'aborderai pas ici, on m'accordera sans doute que l'étude des relations internationales est par définition interdisciplinaire. Déjà il y a près de vingt ans, Quincy Wright énumérait jusqu'à 23 disciplines qui s'intéressaient aux relations internationales<sup>1</sup>; depuis, la liste s'est encore allongée avec l'apparition de nouvelles disciplines (comme la « recherche sur la paix »). Aussi prône-t-on volontiers la « coopération interdisciplinaire » pour l'étude des relations internationales sans toujours prendre soin de préciser le rôle que les diverses disciplines jouent ou peuvent jouer, quels sont leurs avantages et leurs limites et quelle est leur interdépendance. Le présent article repose sur l'idée que le développement d'une coopération interdisciplinaire féconde pour l'étude des relations internationales exige avant tout une définition précise de la place que les diverses sciences sociales occupent dans ce domaine, et en particulier de la spécificité du mode d'approche qui les distingue des autres disciplines intéressées. En tant que sociologue politique, je voudrais aborder le problème du point de vue de ma propre discipline; ce qui ne signifie nullement que l'approche sociologique soit la seule ni la meilleure pour étudier les relations internationales. J'ajoute que, contrairement aux vues exposées récemment dans certaines publications dites de « sociologie des relations internationales », je préfère considérer l'approche sociologique davantage comme une méthode (ou un « point de vue ») que comme une discipline contribuant à l'étude des relations internationales. La question de la place d'une sociologie des relations internationales me paraît beaucoup moins importante que celle de savoir si une approche sociologique peut éclairer d'un jour nouveau le problème à l'étude<sup>2</sup>.

L'approche sociologique demande elle-même à être définie. La sociologie

---

*Jerzy J. Wiatr est professeur de sociologie à l'Université de Varsovie. Ancien président de l'Association polonaise de science politique et membre du Comité exécutif de l'Association internationale de science politique, il a publié de nombreux ouvrages, dont : Matérialisme historique et sociologie (en polonais, 1961) ; Sociologie militaire (en polonais, 1964) ; La nation et l'État (en polonais, 1969) ; Théorie marxiste du développement social (en polonais, 1973) et The state of sociology in Eastern Europe today (1971).*

peut contribuer de deux façons à l'étude des relations internationales : a) en tant que théorie; b) en tant qu'ensemble de concepts et de méthodes de recherche. Entendue au sens large, l'approche sociologique signifie à la fois l'application de la théorie et l'utilisation des méthodes. Ici cependant, je crois plus utile de déterminer comment la théorie sociologique peut concourir à l'étude des relations internationales que d'entrer dans des considérations techniques sur les méthodes de recherche<sup>3</sup>.

### **Possibilités d'application de la théorie sociologique**

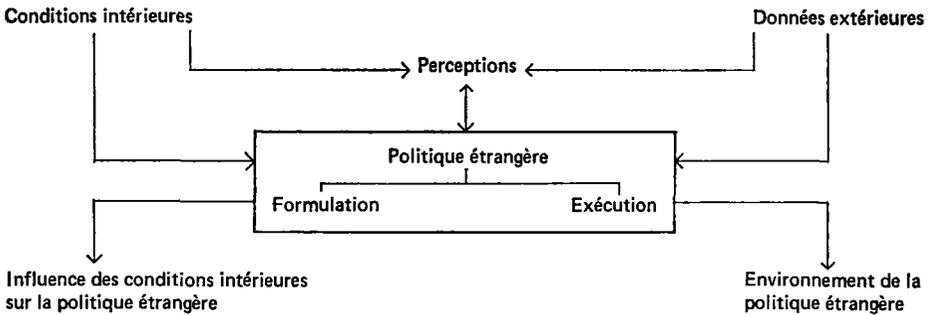
Lorsqu'on étudie les relations internationales, l'État constitue l'unité fondamentale d'observation, et le comportement des États les uns à l'égard des autres la principale variable analytique<sup>4</sup>. Les relations internationales peuvent se définir comme des relations qui résultent de l'interaction des politiques étrangères d'États souverains. Cette définition n'exclut ni les organisations internationales (comme les Nations Unies) ni les alliances multinationales qui résultent les unes et les autres d'une interaction des politiques étrangères d'États souverains. Mais elle exclut les relations non gouvernementales entre nations (par exemple, les contacts scientifiques et culturels qui s'établissent en dehors des relations de politique étrangère entre États), ainsi que les relations entre nations non souveraines dans un État multinational. On observe cependant à l'heure actuelle deux tendances qui conduisent à l'élargissement du domaine des relations internationales. La première est une tendance croissante à faire entrer divers types de contacts internationaux sous l'appellation de politique étrangère. Les rapports économiques internationaux qui, il y a un siècle, échappaient pour une large part à la politique étrangère sont aujourd'hui une de ses préoccupations majeures. Autre exemple : durant les quelque vingt années de l'entre-deux-guerres, les contacts entre scientifiques, entre écrivains ou entre artistes étaient à peu près complètement laissés à l'initiative des intéressés; ce n'est qu'après la deuxième guerre mondiale qu'ils commencent à relever de la politique étrangère (qui, aujourd'hui encore, ne les a pas entièrement absorbés).

La seconde raison qui explique que le champ des relations internationales se soit étendu au cours des vingt dernières années réside dans l'accession de nouveaux États à l'indépendance et dans la conviction de plus en plus nette que l'existence des dernières enclaves du colonialisme constitue une violation des principes désormais admis en matière de relations entre nations. Les relations entre centre et périphérie au sein des anciens empires multinationaux ne relèvent plus aujourd'hui des affaires intérieures dans la mesure où elles sont, soit devenues, soit en passe de devenir des relations entre États souverains. Et l'on pourrait élargir encore le champ des relations internationales en y incluant le cas limite des anciennes colonies ou nations dépendantes où le processus de libération nationale,

sans être entièrement achevé, est déjà parvenu à un stade avancé; lorsqu'en effet le mouvement de libération nationale bénéficie d'un appui international, les relations entre centre et périphérie devraient être classées dans la catégorie des relations internationales.

Après avoir défini les relations internationales comme des relations qui résultent de l'interaction des politiques étrangères d'États souverains, je me propose d'en indiquer les éléments fondamentaux, puis de repérer ceux pour l'étude desquels la théorie sociologique peut se révéler particulièrement utile.

La notion de politique étrangère de l'État souverain est la clef de voûte de tout l'édifice. Selon notre schéma, les principales variables qui sont en liaison dynamique avec la politique étrangère d'un pays apparaissent soit comme des facteurs qui l'influencent, soit comme des résultats qui en découlent. Il suffit de multiplier ce schéma par le nombre d'États souverains pour se faire une idée des problèmes que posent les relations internationales.



Sur le plan théorique ce schéma peut s'expliquer comme suit :

1. La formulation et l'exécution de la politique étrangère dépendent : *a*) des conditions intérieures (régime économique et social, institutions politiques, caractéristiques psychologiques de la nation, etc.); *b*) de contraintes extérieures (taille et situation géographique du pays, nombre et importance relative de sa population, situation géopolitique par rapport aux autres pays, etc.); *c*) de la façon dont les responsables politiques, les milieux influents et l'opinion publique perçoivent les conditions intérieures et les contraintes extérieures; *d*) de la politique étrangère des autres pays (« environnement de la politique étrangère »).
2. L'exécution de la politique étrangère se traduit par : *a*) des changements dans l'environnement de la politique étrangère (autrement dit les autres États réagissent en modifiant leur politique étrangère); *b*) des répercussions de la politique étrangère sur les conditions intérieures (soutien ou oppo-

sition politique, modifications des conditions politiques, économiques et sociales, etc.); c) la modification ou la confirmation des perceptions antérieures.

Précisons, pour éviter toute confusion terminologique, que « changement » est employé ici au sens large et inclut le « changement-zéro », c'est-à-dire le maintien du *statu quo*.

Les liaisons indiquées dans le diagramme ne relèvent pas toutes de la théorie sociologique. En revanche, il est incontestable que les ouvrages de sociologie traitent souvent des questions 1a, 1c, 2b, et 2c, qui peuvent donc être considérées comme l'aspect sociologique des relations internationales. En d'autres termes, la théorie sociologique ne peut expliquer la totalité des relations internationales : en particulier, il ne lui appartient pas d'expliquer les modalités et les conséquences de l'interaction des politiques étrangères de deux ou de plus de deux États. Elle peut aider à comprendre les conditions et les conséquences intérieures des politiques étrangères. Ce faisant, elle ne traite qu'une partie de la question. Mais c'est la partie qui explique probablement les composantes les plus importantes des relations internationales.

## **Réexamen de l'hypothèse marxiste**

C'est surtout du point de vue de la théorie sociologique marxiste que l'on peut le mieux saisir l'importance de l'approche sociologique pour l'étude des relations internationales. La principale thèse qui se dégage des œuvres de Marx, d'Engels et de Lénine est en effet que la politique étrangère est déterminée par la politique intérieure et, notamment, par le régime socio-économique. Cette thèse conduit à de fécondes études sur le rôle des intérêts de classe dans la politique étrangère et met en lumière l'importance que revêt le régime intérieur d'une société pour expliquer les succès ou les échecs de sa politique extérieure<sup>5</sup>.

Cependant la thèse marxiste demande à être repensée en fonction des problèmes contemporains. Disons que, formulée au XIX<sup>e</sup> siècle, elle reflète les relations relativement simples qui existaient alors entre les États-nations; dans le monde contemporain, certains aspects des relations internationales appellent une modification de la thèse marxiste. Il y a aussi les problèmes dont on n'a commencé à mesurer l'importance que récemment et des questions dont la thèse marxiste ne s'est pas initialement préoccupée. En gros, la thèse marxiste, avec son postulat d'une politique étrangère subordonnée aux affaires intérieures et en particulier aux conditions socio-économiques, nous fournit la théorie sociologique des relations internationales qui à la fois rend compte du plus grand nombre de faits et possède le pouvoir de prévision le plus élevé; mais elle est trop générale pour ne pas appeler des précisions et des modifications.

A cet égard, quatre points méritent de retenir particulièrement notre

attention. Premièrement, il faut définir dans quelle mesure la structure socio-économique du pays détermine sa politique étrangère et repérer d'autres facteurs qui peuvent limiter ou modifier son influence. Deuxièmement, il faut tenir compte des traits durables de la vie d'une nation, notamment du caractère national. Troisièmement, il faut étudier les microfacteurs qui interviennent dans la formulation et l'exécution de la politique étrangère dans leurs rapports avec les macrofacteurs, comme la structure socio-économique. Quatrièmement, il faut prendre en considération les conditions idéologiques et psychologiques, soit qu'elles présentent des liens avec la structure socio-économique, soit qu'elles apparaissent comme des forces autonomes dans le jeu des relations internationales.

On se représente traditionnellement l'action de la structure socio-économique sur la politique étrangère comme une projection des intérêts sociaux (et en particulier des intérêts de classe) dans la sphère internationale. Ce type d'interdépendance est particulièrement net dans la période de l'expansion coloniale, de la lutte pour les débouchés extérieurs, etc. Il reste à voir dans quelle mesure les intérêts de groupe continuent à déterminer l'élaboration de la politique étrangère, notamment dans les pays très industrialisés. La prospérité des pays industrialisés est beaucoup moins tributaire des colonies et des États « satellites » qu'au siècle passé; certains auteurs considèrent que, dans le contexte d'une industrialisation très poussée, la politique étrangère n'obéit plus aux mêmes motifs qu'au XIX<sup>e</sup> siècle.

Si cet argument est fondé, il faudrait réviser la théorie marxiste classique. Le profit en vient à jouer un rôle moins important que d'autres éléments de la structure socio-économique dans l'explication des choses. Citons, notamment, la tendance qui pousse les États dotés de régimes socio-économiques identiques ou analogues à constituer des alliances politiques et militaires. Cette tendance est particulièrement nette dans les années qui suivent immédiatement la seconde guerre mondiale. Ce qui caractérise les relations internationales de cet après-guerre, c'est la formation de deux grandes alliances reposant sur deux types d'organisation socio-économique et politique concurrents et donnant naissance à des blocs très différents des constellations d'États qui caractérisaient traditionnellement les relations internationales au XIX<sup>e</sup> siècle et avant la première guerre mondiale. Cependant, les événements récents donnent à penser qu'il n'y a pas de rapport automatique entre le régime socio-économique et l'orientation de la politique étrangère : on voit même depuis les années soixante des États dotés de systèmes socio-économiques analogues orienter leur politique étrangère dans des directions de plus en plus divergentes.

Enfin l'influence de l'organisation socio-économique interne sur les relations internationales doit être appréciée en fonction de tout un ensemble d'autres facteurs. Je veux dire que les contraintes externes qui découlent de la taille et de la situation géopolitique de l'État peuvent modifier de façon substantielle les rapports entre l'organisation interne et la politique étrangère. Si en dépit de ses excès la « Realpolitik » a exercé une influence durable sur l'interprétation des relations inter-

nationales, cela tient à l'importance qu'elle attache aux facteurs extérieurs dans l'élaboration de la politique étrangère<sup>6</sup>. Il faut souhaiter que des travaux futurs nous permettent de mieux comprendre l'action combinée des facteurs internes et des facteurs externes dans l'élaboration des relations internationales, afin de mieux cerner l'influence de l'organisation interne sur la politique étrangère. Mais non moins importante est l'étude de l'influence de la politique étrangère sur l'organisation interne tant politique que socio-économique. Les années qui ont suivi la seconde guerre mondiale illustrent abondamment le lien qui unit la politique étrangère et les affaires intérieures. Le climat de conflit international intense qui caractérise le début des années cinquante semble en particulier confirmer la thèse d'Herbert Spencer concernant l'influence de la guerre ou des préparatifs de guerre sur la vie politique et sociale d'un pays.

Il ressort de ce qui précède qu'il faudrait procéder à des études comparatives pour examiner de près le bien-fondé de la thèse selon laquelle la politique étrangère est déterminée par la structure socio-économique, et réviser cette thèse en précisant les limites de cette relation particulière. Si, à mes yeux du moins, cette théorie reste extrêmement importante et conserve une haute valeur de prévision, elle demande à être approfondie à la lumière des événements internationaux.

Mais il y a un autre problème : en privilégiant les liens entre la structure socio-économique et la politique étrangère, la théorie marxiste s'est relativement désintéressée d'autres facteurs et, notamment, des éléments culturels. Pour cerner le problème de plus près, je me bornerai à évoquer l'influence de la tradition nationale sur les traits psychologiques et comportementaux qui caractérisent une nation. On peut retenir deux grandes idées de l'abondante littérature consacrée au caractère national<sup>7</sup>. Premièrement, il y est montré que les nations se caractérisent par une « personnalité modale » propre, c'est-à-dire par des caractéristiques psychologiques et comportementales qui sont statistiquement dominantes. Deuxièmement, on sait que des patrimoines culturels différents tendent, au même titre que des systèmes de socialisation différents, à produire des types normatifs différents qui servent de critère pour évaluer les comportements individuels. Même si l'on assiste au xx<sup>e</sup> siècle à un déclin des études comparées du caractère national<sup>8</sup>, rien n'autorise à conclure que ces différences nationales ont cessé de jouer un rôle important dans les relations internationales. Il faudrait plutôt faire des recherches plus systématiques dans ce domaine pour tâcher de déterminer de façon plus précise de quelle manière et dans quelle mesure les traditions, les cultures et les caractères nationaux influent sur les relations entre États.

Le lien entre ce domaine de réflexion et le point de vue marxiste nous est fourni par la théorie de la culture nationale et de ses caractéristiques de classe. L'analyse de Lénine qui distingue « deux tendances » dans chaque culture nationale est généralement considérée comme le fondement de l'interprétation de classe de la tradition nationale. Cette interprétation postule que toute classe dominante laisse une empreinte spécifique sur la culture de son pays, en même temps qu'elle subit

l'influence de la tradition nationale qui s'est formée au cours du temps. Les classes dominées et opprimées s'opposent aux classes dominantes dans le cadre de la culture nationale. La lutte de classe leur ouvre la possibilité de créer d'autres types de culture, qui deviennent à leur tour des éléments dominants de la culture et de la tradition nationales. Ce processus dialectique de contradiction et de continuité internes suscite des différences culturelles et psychologiques considérables entre les nations qui, au cours de leur histoire, traversent des expériences différentes. Il est donc important de tenir compte de l'influence virtuelle que les comportements spécifiquement nationaux peuvent exercer en tant que facteurs déterminants de la politique étrangère. A l'heure actuelle, les ouvrages marxistes consacrés aux relations internationales négligent à peu près complètement cet aspect de la question. A mon avis cette lacune, totalement injustifiable lorsqu'on songe aux thèmes traditionnels de la théorie marxiste, rend plus difficiles une explication et une précision adéquates des tendances qui se manifestent dans les relations internationales. Certaines de ces tendances résultent dans une large mesure de réactions humaines aux changements qui surviennent dans l'environnement international; or on imagine sans peine que la forme de ces réactions dépend de dispositions léguées par des siècles d'expérience commune et renforcées par les normes et les valeurs admises dans la société considérée.

Notre troisième problème concerne les microfacteurs de la politique étrangère. L'histoire diplomatique traditionnelle accordait trop d'importance aux facteurs purement individuels dans l'évolution des relations internationales; c'est par réaction qu'à une époque récente, on s'est parfois totalement désintéressé du rôle que les microfacteurs jouent dans l'élaboration de la politique étrangère. La théorie marxiste a elle aussi négligé ces éléments en raison du rôle prépondérant qu'elle accordait à l'influence des facteurs macrosociaux sur la politique étrangère. Deux branches de la sociologie semblent particulièrement utiles pour combler cette lacune. La sociologie des organisations peut nous donner des vues utiles sur l'élaboration de la politique étrangère et le fonctionnement des appareils administratifs qui y jouent un rôle prépondérant. La sociologie des catégories professionnelles — diplomates, militaires, etc. — peut nous aider à mieux comprendre les facteurs qui déterminent leur comportement dans ce domaine. Autrement dit, les structures et les individus qui participent à l'élaboration de la politique étrangère devraient être considérés comme des agents autonomes, dont le comportement ne se comprend pleinement que si l'on étudie les conditions sociales dans lesquelles ils se trouvent. Cette analyse ne remplacerait pas l'étude des macrostructures qui déterminent la politique étrangère : elle la compléterait.

Enfin, la théorie marxiste doit être modifiée par la prise en considération de facteurs idéologiques et psychologiques, qu'on pourrait qualifier de perceptions des relations internationales. Ces facteurs comprennent : a) les jugements de valeur; b) l'évaluation des objectifs qu'on se propose et des moyens dont on dispose pour les atteindre; c) l'image qu'on se fait de ses partenaires dans les relations

internationales; d) les conjectures qu'on forme au sujet de l'efficacité probable de mesures déterminées. Dans chacun de ces domaines, la façon dont les gens perçoivent la réalité peut être très éloignée de la perception qui serait théoriquement la meilleure. On sait, grâce entre autres à la simulation des conflits internationaux<sup>9</sup>, que les gens ont tendance à mal interpréter les intentions de leurs partenaires et adversaires. Les stéréotypes nationaux et les préjugés idéologiques jouent à cet égard un rôle important. Par conséquent, dans les faits, les relations internationales peuvent être influencées par quantité de suppositions irrationnelles qui, en dépit de leur inexactitude, deviennent une donnée réelle de la situation. C'est là un facteur qu'une étude réaliste des relations internationales doit nécessairement prendre en considération. Le comportement des gens est fonction non de leur intérêt objectif, mais de l'idée qu'ils se font de leur intérêt; et si cette représentation s'écarte de la réalité, elle agit comme un facteur autonome dans les relations internationales.

L'origine et les conséquences des distorsions idéologiques et psychologiques qui surviennent dans la conduite de la politique étrangère constituent un domaine de recherche extrêmement important et très prometteur. Théoriquement, on peut distinguer trois types de distorsion. Il arrive tout d'abord qu'on n'apprécie pas correctement la situation faute d'être bien informé. Il est très intéressant de noter que, depuis quelque temps, on fait des efforts considérables pour éliminer cette source d'erreur; on facilite les contacts entre les gouvernements et l'échange d'informations en invoquant le danger qui peut résulter d'une méconnaissance de la situation, et notamment des intentions des principaux partenaires. D'autre part, même si l'information est suffisante, les divergences idéologiques et culturelles peuvent être à l'origine de perceptions qui ne correspondent pas à la réalité. Dans un monde où les nouveaux systèmes idéologiques jouent un grand rôle, cette source d'erreur peut être importante. Enfin, la guerre psychologique sous ses diverses formes aboutit — surtout, mais non uniquement, durant les périodes de tension internationale — à la production d'images simplistes, voire totalement fausses, des partenaires et des affaires, dans le domaine des relations internationales. Il est donc extrêmement important, non seulement pour la théorie mais aussi pour la pratique politique, d'étudier ces éléments subjectifs de la réalité internationale et de leur faire une place dans la théorie sociologique des relations internationales.

Il ressort de ce qui précède que la thèse marxiste selon laquelle les relations internationales sont déterminées par des facteurs internes d'ordre socio-économique peut parfaitement servir de base à l'interprétation sociologique des relations internationales, à condition toutefois qu'on s'attache à la confronter en permanence avec les données et les problèmes nouveaux et qu'on la révisé à la lumière des nouvelles analyses théoriques. En un sens, elle constitue même la base de toute théorie sociologique des relations internationales, étant donné qu'elle accorde une place centrale à l'influence que les facteurs sociologiques exercent sur les relations internationales. Il faut néanmoins l'enrichir sans cesse en y introduisant des dimensions nouvelles.



## **Théorie et recherche en sociologie**

L'approche sociologique dans l'étude des relations internationales invite à faire une évaluation critique des théories existantes pour apprécier leur éventuelle contribution à la compréhension des relations internationales. La contribution des théories sociologiques à l'étude des relations internationales peut être directe ou indirecte. Elle est directe lorsque la théorie est consacrée au problème des relations internationales. Outre les thèses de Marx et de Spencer, on peut citer, à titre d'exemple, la théorie de la guerre de Novikov ou la théorie de la conquête de Gumpłowicz. Il y a, au contraire, apport indirect des théories sociologiques à l'étude des relations internationales lorsque des notions empruntées à des théories de sociologie générale sont appliquées à l'étude de la politique étrangère, comme c'est par exemple le cas des essais d'explication de l'entrée en guerre par l'incompatibilité de statut des États<sup>10</sup>. Même s'il est fort probable que les théories relatives au comportement de l'individu et du groupe puissent être transposées en théories sur le comportement des États, on ne doit pas écarter la possibilité que les théories sociologiques concourent là encore indirectement à l'étude des relations internationales.

Indépendamment de l'utilisation des théories sociologiques, l'étude des relations internationales a tout à gagner à exploiter pour ses propres fins les conclusions des recherches sociologiques. Beaucoup de données sociologiques peuvent accessoirement servir à étudier des problèmes relatifs aux relations internationales. Les stéréotypes nationaux, les aspirations, les espoirs et les craintes qu'on nourrit au sujet de son propre pays ou du monde, les valeurs et les normes de comportement, les contacts avec d'autres pays et d'autres cultures, les institutions militaires, l'information de masse, les processus délibératifs sont autant de domaines où les sociologues ont déjà accumulé une quantité considérable de connaissances qui peuvent aider à étudier les relations internationales. Qui plus est, étant donné le niveau atteint en matière de récupération de l'information, il devient de plus en plus facile d'utiliser ces connaissances pour analyser les problèmes qui touchent aux relations internationales. Il est fort possible que l'avenir de l'étude sociologique des relations internationales réside dans une habile analyse des données accumulées, combinée à de nouvelles recherches lorsque les données sont insuffisantes.

Il y a un autre aspect des recherches sociologiques actuelles qui présente peut-être un intérêt particulier : il s'agit de la recherche comparée, ou transnationale. De toutes les sciences sociales, c'est peut-être la sociologie qui, au cours des années soixante, s'est engagée le plus résolument dans la voie des recherches transnationales. Il ne suffit pas évidemment que la recherche sociologique s'engage dans la voie des études comparées, transnationales, pour produire nécessairement des informations utiles pour l'étude des relations internationales. Quantité de travaux (comme les projets multinationaux sur les budgets-temps, l'innovation en agriculture ou la délinquance juvénile) n'ont aucun rapport avec l'étude des

relations internationales. D'autres en ont bel et bien un, comme l'étude des images du monde en l'an 2000, celle des opinions sur les affaires internationales, celle de la culture civique, ou encore celle de l'influence qu'exercent les valeurs des personnalités locales sur l'activité de la communauté. Mais le point le plus important, c'est que le développement de la recherche transnationale en sociologie (comme d'ailleurs en science politique) a préparé le terrain pour des études comparées sur les aspects sociologiques des relations internationales.

[Traduit de l'anglais]

#### Notes

- <sup>1</sup> Quincy Wright, *The study of international relations*, p. 506, New York, Appleton-Century-Crofts, 1957.
- <sup>2</sup> L'Association internationale de sociologie a créé, en 1970, un comité de recherche sur les relations internationales, qui est présidé par le professeur Fedor Burlatsky, de l'Académie des sciences de l'URSS. Il est permis de considérer ce comité comme une étape vers l'institution d'une nouvelle discipline sociologique, ou comme un centre de rencontre en vue d'une analyse interdisciplinaire des relations internationales dans laquelle l'outil sociologique sera largement utilisé. Un certain nombre de thèses de Burlatsky sur l'étude des relations internationales sont présentées de façon intéressante dans son livre intitulé : *Lenin, gosudarstvo, politika* [Lénine, l'État, la politique], Moscou, Éditions du Progrès, 1970. Mes propres idées sur les problèmes sociologiques relatifs aux relations internationales, idées dont je m'inspire en partie dans le présent article, sont exposées dans la dernière (cinquième) édition de mon livre : *Spoleczenstvo* [Société], Varsovie, Éditions scientifiques, 1973.
- <sup>3</sup> En un sens, il n'y a pas de méthode particulière pour l'étude sociologique des relations internationales. C'est l'applicabilité des concepts et des méthodes qui pose les principaux problèmes méthodologiques et ceux-ci ne peuvent être résolus que sur la base de l'expérience pratique. Même le problème du niveau d'analyse, qui occupe une place importante dans la littérature consacrée aux questions de méthode, ne diffère pas fondamentalement de celui que rencontre le sociologue dans les études effectuées à l'intérieur d'une nation (voir William B. Moul, « The level of analysis problem revisited », *Canadian journal of political science*, vol. VI, n° 3, septembre 1973, p. 494-513).
- <sup>4</sup> Stanley Hoffmann (*Contemporary theory in international relations*, p. 8, Englewood Cliffs, Prentice-Hall, 1960) observe très justement que le mot « théorie » peut être employé dans trois sens différents, selon qu'il s'agit de théorie normative, de théorie explicative (qu'il qualifie d'« empirique » ou « causale ») ou de « science politique ». Dans le présent article, c'est à la théorie explicative que je me réfère, ce qui ne signifie nullement que je me désintéresse des deux autres catégories de théorie.
- <sup>5</sup> Il n'y a pas d'étude systématique des relations internationales dans l'œuvre de Marx, d'Engels ou de Lénine. Leurs idées sur la question apparaissent surtout dans des articles de journaux où ils commentent des événements de l'actualité internationale. Il en résulte, pour ma part, qu'au lieu de nous présenter une théorie générale des relations internationales, ils soulignent les points les plus importants. C'est peut-être dans un article de Lénine intitulé « Le socialisme et la guerre » et publié en 1915 que l'on trouve la formulation la plus nette de la thèse marxiste concernant l'influence que les conditions socio-économiques internes exercent sur les relations internationales.
- <sup>6</sup> Hoffmann (*op. cit.*, p. 30) reproche à la théorie « réaliste » d'isoler la notion de puissance de toutes les autres variables sociales. De plus, ses tenants accordent une importance excessive à l'équilibre international des forces au détriment d'autres facteurs qui jouent un rôle déterminant dans les relations internationales. Voir, en particulier, Hans J. Morgenthau, *Politics among nations: the struggle for power and peace*, New York, Alfred A. Knopf, 1948 et 1954.
- <sup>7</sup> Voir Margaret Mead, « The study of national character », dans : Daniel Lerner et Harold

## Notes (suite)

- 
- D. Lasswell (dir. publ.), *The policy science: recent development in scope and methods*, Stanford University Press, 1951, p. 70-85; H. C. J. Duijker et N. H. Frijda, *National character and national stereotypes*, Amsterdam, 1960; Hans J. Morgenthau, *op. cit.*, édition 1959, p. 118-124.
- <sup>8</sup> R. M. March, « Comparative sociology, 1950-1963 », *Current sociology*, vol. XIV, n° 2, 1966, p. 17.
- <sup>9</sup> Voir Jean Laponce et Paul Smoker (dir. publ.), *Experimentation and simulation in political science*, Toronto University Press, 1972.
- <sup>10</sup> Voir Michael D. Wallace, « Power, status and international war », *Journal of peace research*, vol. 8, 1971, p. 23-25; Hubert M. Bialock, « The identification problem and theory building: the case of status inconsistency », *American sociological review*, vol. 31, n° 1, 1966, p. 375-382.

# Méthodes et problèmes de la recherche sur la paix : le choix des valeurs

Asbjørn Eide

## Introduction

Donner conscience à la science — tel était l'un des objectifs de la nouvelle discipline appelée « recherche sur la paix », qui a vu le jour au milieu des années cinquante et s'est développée depuis dans le monde entier<sup>1</sup>. Plus précisément, il s'agissait d'utiliser les ressources de la recherche scientifique pour comprendre et, si possible, empêcher le déchaînement de la violence dans la société internationale comme à l'intérieur des pays.

Différentes méthodes ont été conçues et l'ordre de priorité n'est pas le même partout. Ce n'est donc pas une discipline homogène<sup>2</sup>, bien qu'elle se distingue des autres domaines de recherche par certains traits originaux. Ces recherches ne faisant pas l'objet d'un enseignement universitaire traditionnel, ceux qui les pratiquent ont été formés dans divers secteurs de la science. Ils ont néanmoins des traits communs : préoccupation normative — la paix est la principale valeur à faire triompher — interdisciplinarité, recherche des applications pratiques.

Si beaucoup d'activités scientifiques partagent ces deux dernières caractéristiques, la première est moins répandue. La recherche sur la paix est considérée de plus en plus favorablement et beaucoup d'activités revendiquent cette appellation. Pour le faire à bon droit, il faut qu'elles utilisent des méthodes scientifiques, mais surtout qu'elles choisissent la paix comme valeur directrice.

L'analyse stratégique n'entre assurément pas dans le cadre de la recherche sur la paix parce que, pour elle, la guerre reste un instrument qui peut être utilisé rationnellement à des fins politiques. Cette conception, issue de Clausewitz, est incompatible avec la recherche sur la paix, car elle ne respecte pas la valeur

---

*Asbjørn Eide est le directeur exécutif de l'Institut international de recherche sur la paix et secrétaire général de l'Association internationale de recherche sur la paix, à Oslo. Il fut auparavant chargé de cours à la Faculté de droit de l'Université d'Oslo et « Rockefeller fellow » en organisation internationale au School of International Affairs, Université de Columbia. Il a publié des ouvrages et des articles sur le droit international et constitutionnel, les opérations de sauvegarde de la paix des Nations Unies, les droits de l'homme, et la recherche sur la paix.*

fondamentale dont celle-ci se réclame<sup>3</sup>. Cette objection n'est pas opposable à l'analyse des conflits, sauf lorsqu'il s'agit de trouver les moyens grâce auxquels un acteur dominant peut conserver son empire sur un plus faible — fût-ce à l'aide de méthodes non violentes<sup>4</sup>. La limitation des armements relève aussi en partie de la recherche sur la paix. C'est le cas lorsqu'on cherche à faire en sorte que des mesures de limitation particulières aboutissent au désarmement proprement dit. Parfois, il s'agit simplement de stabiliser les armements à leur niveau actuel, qui est élevé, et cela est tout à fait contraire au principe qui inspire la recherche sur la paix<sup>5</sup>.

L'une des cinq tâches de la recherche sur la paix consiste donc à clarifier la valeur directrice dont elle se réclame et le cadre normatif qui en est issu. Les quatre autres, qui sont étroitement liées à la première, sont les suivantes : *a*) faire une étude concrète de la réalité observable, actuelle et passée, pour constater les phénomènes de conflit et de paix; *b*) à la lumière de la valeur directrice, procéder à un examen critique de cette réalité, ainsi que des théories et politiques traditionnelles; *c*) élaborer des propositions constructives visant à transformer la réalité pour l'adapter aux valeurs fondamentales; *d*) prendre des mesures pour faire appliquer ces propositions dans la pratique sociale et politique.

C'est la combinaison de ces tâches qui, au plan des méthodes et des institutions, fait l'originalité de la recherche sur la paix. Il sera question, dans cet article, de certains des problèmes intellectuels, méthodologiques, institutionnels et politiques qui se posent dans ce domaine. Je n'aborderai pas les problèmes de fond — analyse de questions précises, résultats obtenus, applications pratiques — sauf pour donner des exemples.

## Le cadre normatif

Nous disons que la recherche est guidée par une valeur : que faut-il entendre par là ?

Tout d'abord, cette valeur détermine les questions à poser et les problèmes à étudier. Ensuite, il ne suffit pas de comprendre les phénomènes qui se produisent réellement, leurs causes et leurs conséquences; il faut aussi rechercher d'autres voies possibles qui permettent de préserver ou de faire mieux respecter cette valeur fondamentale. Celle-ci doit donc être définie avec précision, ce qui n'est pas facile, notamment pour les raisons suivantes : *a*) les valeurs sont intimement liées aux intérêts objectifs de ceux qui s'en réclament, qu'il s'agisse d'individus ou de groupes. Or eux-mêmes n'en ont pas toujours une conscience claire tant qu'ils n'actualisent pas ces valeurs dans des cas concrets; *b*) du fait des inégalités de structure qui caractérisent le système international comme les systèmes nationaux, les intérêts sont loin d'être les mêmes pour tous; par conséquent, on ne peut espérer s'entendre sur des valeurs précises si l'on ne transforme pas les structures de manière à harmoniser les intérêts.

Nous constatons — sans étonnement — que trois écoles plus ou moins distinctes se sont constituées dans le domaine de la recherche sur la paix. Pour chacune d'entre elles, la paix équivaut à l'absence de violence. Mais de quelle sorte de violence s'agit-il ? La paix est-elle une fin, le moyen d'une fin, ou les deux à la fois ?

Pour les « minimalistes », ceux qui donnent la définition la plus étroite de la paix, celle-ci équivaut à l'absence de guerre internationale. Pour les besoins de la recherche, on entend par « guerre » un affrontement militaire opposant des entités reconnues comme États souverains, dès lors que les pertes dépassent un millier de personnes<sup>6</sup>. Cette définition est évidemment arbitraire, mais la pratique de la recherche exige des délimitations de ce genre. C'est que cette pratique exprime aussi le choix d'une valeur : ce qu'il faut empêcher, ce sont les affrontements militaires opposant des États souverains reconnus comme tels et entraînant des pertes de l'ordre de grandeur indiqué.

Dans le cadre de cette définition, on peut se demander si un système de dissuasion (c'est-à-dire de menace) caractérisé par un degré élevé de militarisation et par l'existence d'armes de destruction massive est compatible avec la paix.

Pour l'école minimaliste, c'est une question qui doit être tranchée par la recherche concrète. Si la dissuasion peut empêcher la guerre, le système de dissuasion est compatible avec la recherche de la paix.

Il existe cependant une école « intermédiaire » qui écarte ce problème concret en définissant ses valeurs d'une manière plus large. Selon elle, la paix n'est pas seulement l'absence de guerre, mais aussi l'absence de système de menace (lequel consiste à appliquer à l'adversaire un puissant appareil de coercition). Cette école estime que la dissuasion n'a guère de chances d'empêcher les guerres, surtout lorsqu'on tient compte du fait que l'arsenal actuel est très diversifié et qu'il existe des inégalités énormes en matière de techniques d'armement. Mais cette école estime en outre que les appareils militaires de coercition sont en eux-mêmes un mal. Plusieurs arguments peuvent confirmer cette thèse : les systèmes de dissuasion favorisent la centralisation du pouvoir, provoquant un durcissement de la discipline et supprimant la vraie liberté; ils entretiennent aussi une tension psychologique permanente à cause des dangers qu'ils comportent.

C'est pourquoi, déclare l'école « intermédiaire », la paix est non seulement l'absence de guerre, mais l'absence d'instruments et d'institutions de guerre.

Anatol Rapoport est l'un des principaux défenseurs de cette thèse<sup>7</sup>. Kenneth Boulding exprime à peu près la même idée lorsqu'il écrit : « Je crois que le grand problème de notre temps est de savoir comment passer des systèmes de menace à des systèmes de paix stables; je pense même que sa solution est une condition nécessaire à la solution de tous les autres problèmes<sup>8</sup>. »

Une question grave se pose ici : « Est-il suffisant de démonter l'appareil militaire, ou faut-il aussi éliminer les instruments de coercition intérieurs lorsqu'ils prennent des proportions excessives (hypertrophie de la police et des forces paramilitaires) ? » Cette question en appelle une autre : « Les chercheurs doivent-ils

s'occuper uniquement des conflits internationaux ou étudier aussi les conflits internes ? » Là encore, il s'agit en partie d'une question de fait : est-il possible d'éliminer le système de menace international tout en conservant un puissant appareil de coercition à l'intérieur des pays ? Il serait difficile de faire une analyse expérimentale, mais il semble bien que la réponse soit négative. Au-delà de certaines limites, les appareils de coercition intérieure font aussi peser une menace internationale sur les voisins désarmés. On peut en discuter, mais de nombreux chercheurs estiment que si l'on définit la paix comme une valeur en soi, on exclut du même coup les structures sociales soutenues par des appareils de coercition. Certains tenants de l'école « intermédiaire » définissent donc la paix comme l'absence de violence organisée, entre pays comme à l'intérieur des frontières — et ils entendent par là non seulement la violence réelle, mais la violence virtuellement organisée; dans ce cas, il faudrait éliminer les instruments organisés de coercition, ou du moins les réduire à très peu de chose<sup>9</sup>.

Pour cela, il faut évidemment pousser assez loin l'harmonisation des intérêts, tant à l'intérieur que sur le plan international; c'est à cette condition seulement qu'on serait disposé à détruire les appareils de coercition et à empêcher leur reconstruction. En principe, la question suivante relèverait aussi de la recherche concrète : une paix durable est-elle possible dans un monde désarmé sur le plan intérieur comme sur le plan international, alors qu'il existe de graves conflits d'intérêt ? Mais en l'occurrence, la recherche des faits ne nous renseignerait guère, car il y a peu d'exemples d'un tel désarmement dans l'histoire. On pourrait toutefois chercher en quoi les sociétés très coercitives diffèrent des sociétés peu coercitives qui se trouvent au même stade d'industrialisation. Cependant, leur environnement international serait différent et par conséquent, la seule enquête sur les faits ne saurait aboutir à des conclusions fermes.

Une troisième école évite ce problème épineux en donnant une autre définition de la paix : celle-ci serait l'absence de toute espèce de violence, qu'elle soit réelle ou virtuelle, qu'elle s'exerce directement ou soit inscrite dans les structures. Une telle paix exigerait que la société soit entièrement restructurée de manière à concilier les intérêts à tous les niveaux, sur le plan international comme sur le plan intérieur. On notera qu'il s'agit d'un choix de valeur et non d'une conclusion scientifique — on n'affirme nullement que la violence structurelle engendre nécessairement la violence physique (directe). Certes, c'est une éventualité extrêmement probable, mais cette école de pensée va plus loin : il faut éliminer la violence structurelle de toute façon — même si elle ne menaçait pas d'exploser sous forme de violence directe<sup>10</sup>.

Cette école comporte plusieurs tendances. Pour les uns, violence structurelle et violence physique sont l'une et l'autre contraires à la paix et doivent être conjurées. En d'autres termes, il ne doit pas y avoir de séparation rigoureuse entre une fin lointaine (la paix au sens large) et les moyens utilisés pendant la période de transition. Le cadre normatif exigerait qu'on n'utilise même pas la violence directe

pour assurer la paix future<sup>11</sup>. Selon les autres, il est parfois nécessaire et justifié de donner libre cours à la violence contre l'oppression pour arriver à restructurer la société internationale et les sociétés nationales dans le sens de la justice et d'une pleine harmonisation des intérêts<sup>12</sup>.

Ces spéculations peuvent paraître bien éloignées de la réalité. En fait, j'ai voulu montrer qu'une recherche qui se réclame de certaines valeurs est tenue de les préciser, d'autant plus que le choix d'un cadre normatif détermine le champ des recherches à entreprendre et les méthodes à employer.

On notera qu'il s'agit d'une différence de degré : plus ou moins étroites, les définitions de la paix ne sont pas contradictoires puisque tout le monde est d'accord pour dire que la paix exclut la guerre. Il est donc toujours légitime d'étudier les causes de la guerre. Toutefois, l'école « intermédiaire » veut étudier aussi les causes du phénomène de l'armement, et parfois les forces qui conditionnent la coercition intérieure. L'école maximaliste adopte tout ce programme et fait en outre des recherches sur l'apparition et les causes de la violence structurelle.

Tous les chercheurs veulent éliminer la guerre, et la plupart cherchent aussi à éliminer les formes graves de violence directe qui n'aboutissent pas à la guerre; c'est donc qu'il existe un accord assez large sur le plus grave problème qui se pose aujourd'hui à l'humanité. C'est cet accord qui a permis de donner à la recherche sur la paix une dimension mondiale. C'est lui aussi qui permet de chercher en commun les moyens d'harmoniser les intérêts en transformant les structures du système international. Si l'égalité était plus grande, l'accord serait aussi plus large et les conditions seraient réunies pour que disparaissent peu à peu les divergences entre les écoles de pensée.

## **L'observation et l'explication des faits**

Comme toute démarche scientifique, la recherche sur la paix comprend trois éléments : la collecte des données, l'analyse et l'explication. Je me bornerai à commenter quelques aspects propres à la recherche sur la paix.

Il arrive — par exemple pour la question des armements — que la collecte et l'organisation des données soient une fin en soi.

La course aux armements est surtout le fait d'un petit nombre de pays et elle est entourée d'un grand secret. Il est souvent difficile de savoir ce qui se passe en matière de fabrication et de transfert d'armes. Dans ce domaine, l'ignorance peut avoir des conséquences très fâcheuses, par exemple au cours de négociations sur le désarmement. Le seul fait de recueillir et d'assembler des renseignements peut contribuer à faciliter les négociations et peut-être à favoriser le désarmement. De même, le simple fait de donner des renseignements sur l'existence et l'emploi de certaines armes terrifiantes peut faire jouer des pressions politiques en vue de leur interdiction.

L'Institut de recherche sur la paix de Stockholm (SIPRI)<sup>13</sup> a réuni une importante documentation dans ces domaines; réputé pour son sérieux, il constitue une précieuse source de renseignements pour les chercheurs et les hommes politiques et peut ainsi apporter une contribution à la paix dans le monde. Cependant, la recherche voit généralement plus loin; elle cherche à analyser les tendances qui se manifestent et les conséquences de ces tendances<sup>14</sup>.

Le stade ultime, et le plus ambitieux, consiste à expliquer les causes et la dynamique des processus en cours. Pour cela, il faut un contact entre les faits et la théorie. Dans le domaine que nous étudions, comme ailleurs, tout le monde n'opte pas pour le même ordre de priorité, mais on s'accorde à dire qu'il faut combiner les faits et la théorie si l'on veut donner une explication. Les modèles peuvent être exprimés en termes mathématiques, avant d'être soumis à l'épreuve des faits, mais on peut aussi utiliser un autre langage. A cet égard, la recherche sur la paix n'est guère différente des autres recherches.

En revanche, elle se distingue par le degré d'intégration des diverses disciplines. Tant qu'on reste au stade de la documentation pure, les spécialistes peuvent travailler séparément.

Mais au stade de l'explication, le problème se complique. Les disciplines scientifiques sont en partie organisées selon le niveau de l'analyse. Dans les sciences sociales, l'analyse peut porter sur des individus, des groupes, des nations, des régions ou l'ensemble du monde. Certaines disciplines peuvent aussi être centrées sur une catégorie de problèmes. Au départ, chaque discipline tend à expliquer les phénomènes observés d'après les paradigmes qui lui sont familiers.

Mais la recherche sur la paix doit déceler des causes qui transcendent à la fois les différents niveaux et les différentes catégories de problèmes à partir desquels les disciplines se sont constituées. La recherche interdisciplinaire ne peut à elle seule permettre de comprendre comment les phénomènes s'influencent d'un niveau à l'autre et se ramifient à travers diverses catégories de problèmes. Cela exige un processus créateur, à la faveur duquel tous les chercheurs apprennent les uns au contact des autres à interpréter les questions posées dans leur discipline et qui ne peuvent être expliquées convenablement que dans un contexte plus large.

## **L'évaluation critique**

Il existe, à tout moment, des idées reçues à propos de la guerre et de la paix. Elles sont inhérentes aux idéologies et aux opinions politiques et se présentent sous forme d'hypothèses sur les causes, les faits, les politiques à adopter et les issues probables.

Ces idées sont répandues non seulement dans le public, mais aussi parmi les chercheurs. Il appartient à la recherche sur la paix de les examiner avec un esprit critique et de chercher à savoir si elles sont en rapport avec la réalité et avec les

valeurs fondamentales qui inspirent cette recherche. Au niveau élémentaire, les chercheurs peuvent établir que les faits diffèrent quelquefois de ce qu'on s'imagine généralement; mais surtout, ils peuvent attirer l'attention sur des faits peu connus ou dont l'importance est sous-estimée.

Il est plus difficile d'étudier les opinions sur les causes et de démontrer éventuellement qu'elles sont erronées. Il faut pour cela expliquer les faits, et cette explication ne peut se situer que dans le cadre de théories cohérentes. Il est extrêmement difficile de remplacer des théories entracinées dans l'idéologie ou les croyances traditionnelles par des théories nouvelles, même solidement fondées par l'observation des faits.

On le voit bien à la façon dont on explique d'ordinaire le phénomène de l'armement. Selon une opinion répandue, l'armement résulte d'une relation entre deux États ou deux blocs. Ceux-ci se trouveraient dans une situation d'insécurité du fait qu'il n'existe pas de gouvernement mondial ou de pouvoir transnational capable de les protéger — d'où l'armement : puisqu'ils ne peuvent compter que sur eux-mêmes, ils cherchent à se défendre contre les attaques possibles. Dans l'autre camp, cependant, on peut considérer que ces préparatifs font peser une menace contre laquelle il y a lieu de se prémunir. C'est alors un enchaînement d'actions et de réactions, communément appelé « la course aux armements ». Cette idée est fort répandue, non seulement dans le public, mais aussi chez de nombreux chercheurs. Des modèles mathématiques très élaborés donnent une description théorique du processus, qu'on vérifie en étudiant les exemples historiques de « course aux armements »<sup>15</sup>.

Or des travaux récents ont montré que ce modèle est beaucoup trop simple et qu'il peut même, dans des cas importants, conduire à des erreurs. Sous le nom d'« autisme », un autre type d'explication a vu le jour<sup>16</sup>. Selon cette théorie, l'armement d'un État résulte, non de causes extérieures, mais de facteurs internes. Des travaux théoriques et des recherches concrètes tendent, depuis deux ans, à accréditer cette interprétation nouvelle à propos de divers cas historiques. C'est particulièrement net pour les États-Unis depuis 1950 et pour l'URSS depuis 1965<sup>17</sup>.

Ces deux types d'explication appellent une remarque. La première thèse — celle de la course aux armements — plaît davantage aux gouvernements et aux responsables intéressés. Elle les présente en effet comme étant aux prises avec un dilemme difficile, dont ils ont peine à sortir autrement qu'en s'armant pour se prémunir contre la menace extérieure. Ainsi, la légitimité de la politique d'armement n'est pas mise en question.

L'autre thèse est beaucoup plus difficile à accepter pour les gouvernements et les élites politiques et économiques. Elle sous-entend en effet qu'ils stimulent activement la production d'armements pour servir leurs propres intérêts dans le pays même et que si les armes s'accumulent, c'est bel et bien leur faute.

Cela aussi pose un problème aux chercheurs. Ceux qui, pour une raison ou pour une autre, souhaitent être proches des gouvernements et des autres élites

politiques et économiques, opteront peut-être pour la thèse de la course aux armements. Si l'on choisit l'autre, qui est politiquement moins bien vue, on risque de s'attirer la méfiance et même d'être privé des moyens financiers nécessaires à la recherche.

Évidemment, les chercheurs sérieux ne peuvent pas choisir leur système d'explication par opportunisme : ils doivent mettre en question les idées reçues chaque fois qu'elles sont contredites par leurs travaux<sup>19</sup>.

La recherche critique s'applique non seulement aux relations entre les faits et la théorie, mais aussi aux relations entre la théorie et les valeurs. On peut citer, à titre d'exemple, ce qui s'est produit récemment dans les milieux de la recherche sur la paix en ce qui concerne le problème des relations « Nord-Sud ». Lorsque la recherche sur la paix en était à ses débuts, on donnait un sens étroit au concept de conflit. On étudiait principalement les perceptions des acteurs (parties au conflit) lorsqu'ils recherchaient des fins incompatibles. Il s'agissait surtout de trouver les moyens d'éviter les perceptions erronées (essentiellement en améliorant la communication) dans l'espoir d'aboutir à des politiques plus « rationnelles ». (Et partant, pensait-on, plus pacifiques.) Plusieurs postulats sous-tendaient cette analyse; certains étaient introduits de propos délibéré, d'autres inconsciemment, parce qu'ils n'avaient encore jamais été mis en question. L'un d'eux, explicite et fondamental, est la neutralité axiologique du chercheur à l'égard des parties en cause, neutralité qui distingue radicalement la recherche sur la paix de l'analyse stratégique, laquelle veut que le stratège s'identifie avec le parti qu'il doit servir pour avoir plus de chances de « gagner » ou d'avoir le dessus lors d'un conflit. Dès le début, la recherche sur la paix s'est opposée à l'analyse stratégique, et, ce faisant, a donné du conflit une interprétation fondée sur le principe de symétrie : dans tout conflit, il y a deux parties au moins, et quel que soit le mérite relatif des positions respectives le conflit ne peut recevoir de solution que si toutes les parties y trouvent leur compte. Il n'y a donc pas à chercher qui a « tort » ou « raison ». Ces jugements moraux sont même dangereux, car ils peuvent servir à justifier le développement de l'appareil militaire. Cette conception du conflit a probablement été influencée par la façon dont on analysait traditionnellement le phénomène de la rivalité. On estimait jusque-là que les conflits résultent d'une rivalité entre les parties, et qu'il ne s'agit pas d'éliminer cette rivalité, mais de trouver les moyens de l'assurer pacifiquement.

Si l'on applique de telles conceptions à ce qu'on a appelé, schématiquement, l'antagonisme latent entre le Nord et le Sud, c'est-à-dire aux relations entre les régions très industrialisées et les pays en voie de développement, on risque de négliger des phénomènes importants et, finalement, de desservir la paix. La rivalité pacifique entre forts et faibles ne fait pas triompher la justice et cesse tôt ou tard d'être pacifique. Toutefois, la violence physique qui en résulte ne prend généralement pas la forme d'une guerre entre les nations, mais se déchaîne à l'intérieur des frontières. Au cours des dernières années, la recherche sur la paix a fait une

critique approfondie des idées reçues sur les causes et les conséquences de ces phénomènes, à la suite de quoi on a beaucoup élargi et en partie réorienté la théorie des conflits, de la violence, et du couple dépendance/domination<sup>19</sup>. Ces théories sont de plus en plus confirmées par l'observation et discréditent donc peu à peu l'interprétation traditionnelle — et superficielle — de la nature et des conséquences de l'interaction entre le Nord et le Sud. Des conséquences importantes en découlent sur le plan des mesures à prendre en faveur de la paix, dont nous allons parler maintenant.

### **La formulation de propositions constructives**

On a vu que les problèmes de la paix se posent dans différents contextes, qu'il s'agisse de l'espace, du temps ou du degré de maturation des conflits.

Il y a d'abord la distinction entre paix mondiale et paix locale. Il s'agit évidemment d'un continuum où l'on peut distinguer de nombreux degrés intermédiaires. Les différences tiennent au fait que les intérêts menacés ne sont pas les mêmes selon les cas. Le conflit du Biafra est celui qui a causé le plus de souffrance depuis la deuxième guerre mondiale, et pourtant il n'a jamais menacé la paix mondiale. Par contre, l'escalade dans le conflit du Moyen-Orient menace des intérêts mondiaux.

En second lieu, il y a une distinction à faire entre le conflit violent, aigu, d'une part, le conflit latent d'autre part — là aussi, il existe de nombreux degrés intermédiaires. Nous savons que cette distinction tient au degré de conscience, d'organisation et de cohésion des parties en cause. Enfin, il y a les différentes perspectives temporelles. Les efforts tendant à séparer deux belligérants peuvent aboutir très rapidement, si l'on interpose des forces neutres capables de faire respecter la paix. Il faudra peut-être des années pour engager un processus de désarmement pouvant continuer sur sa lancée. Quant à édifier une structure capable d'assurer la paix mondiale, c'est une tâche de plus longue haleine encore.

Ces trois aspects montrent non seulement que des modes d'approche différents sont nécessaires, mais que les parties avec lesquelles la communication doit s'engager ne sont pas nécessairement les mêmes. S'il s'agit de conflits « symétriques » mais limités, relativement bien isolés du monde extérieur, une bonne méthode consiste à aider les parties (c'est-à-dire leurs chefs légitimes et respectés) à renouer ou à améliorer leurs communications. Il existe toutes sortes de techniques, dont celle de la « communication contrôlée », qui illustre très bien le rapport entre la recherche sur la paix et la communication entre les parties<sup>20</sup>.

S'il s'agit de conflits sensiblement plus étendus, complexes, mais toujours fondamentalement symétriques, il faut admettre que le nombre des acteurs est beaucoup plus élevé et que les interactions sont bien plus ramifiées. Dans la guerre froide — polarisation massive autour des États-Unis et de l'Union soviétique —

étaient impliqués des superpuissances et des puissances secondaires, des pays faisant partie d'un bloc et des pays neutres, des acteurs supranationaux (par exemple la CEE), et d'autres qui étaient subnationaux et transnationaux (entreprises, organisations non gouvernementales). En cas de tension grave, à propos de Berlin par exemple, la seule méthode consistait peut-être à tenter de mettre en communication les dirigeants américains et soviétiques. Mais, dans un avenir plus lointain, il fallait chercher à transformer en rapports de coopération la structure de guerre existant en Europe. C'est ce qu'on cherche à faire en tentant de créer un système de sécurité s'étendant à l'Europe entière.

Pour y parvenir, il faut que les nombreuses parties en cause entrent en communication sur le plan bilatéral et surtout multilatéral. Il faut faire de longues recherches sur les problèmes économiques et les problèmes de sécurité pour pouvoir présenter aux parties des options possibles, permettant de sauvegarder suffisamment leurs intérêts à la faveur non seulement de la détente, mais de la démilitarisation<sup>21</sup>.

Il se pourrait toutefois que certains éléments de l'élite politique actuelle de certains pays européens ne soient pas vraiment favorables à la coopération et à la sécurité européennes. Les chercheurs auront peut-être alors à étudier le substrat de la classe politique, à identifier les groupes qui, dans l'avenir immédiat, formeront ou influenceront vraisemblablement l'élite politique, et à essayer de créer chez eux un esprit favorable à la coopération, à la sécurité et à la démilitarisation européennes. Ces efforts permettraient peut-être de gagner à cette idée la prochaine génération de cadres politiques.

La recherche du désarmement et de la démilitarisation pose un grave problème, qui montre combien il est difficile de faire des propositions constructives. Comme nous l'avons dit, la recherche a établi que la militarisation et l'armement s'expliquent en grande partie par des causes internes. L'existence de « complexes militaro-industriels » est abondamment prouvée, et l'influence qu'ils exercent sur les décisions donne à penser que non seulement l'élite militaire, mais même les élites politiques président aux destinées de sociétés qui se sont adaptées fonctionnellement à l'existence de vastes appareils militaires et se trouvent sous la dépendance de ces appareils. Toute la société en subit les conséquences — valeurs, utilisation des moyens de grande information, éducation, formation des groupes d'intérêt, etc. C'est ce qui explique que les propositions constructives de la recherche sur la paix, même solides, ne rencontrent qu'un accueil assez tiède, voire hostile.

Cela est vrai aussi, à bien des égards, de la relation entre le Nord et le Sud. A mesure que les puissances extérieures pénètrent dans les pays en voie de développement et leur imposent une division du travail inégale dans le cadre du système international, les élites dominantes, dans les pays riches comme dans les pays du tiers monde, ont de plus en plus intérêt à entretenir et même à amplifier le mouvement. Ce phénomène influence aussi les moyens de grande information et l'éducation en mettant au premier plan des valeurs qui portent au scepticisme à l'égard

de la justice sociale et parfois la rejettent. Dans ces conditions, il est extrêmement difficile de formuler des propositions constructives qui soient bien acceptées par les élites dominantes.

Certains esprits, de droite comme de gauche, estiment que la recherche sur la paix n'a pas à formuler de propositions constructives. A gauche, on craint d'aboutir à des techniques de manipulation sociale, les propositions n'ayant de chances d'être prises en considération que si elles servent les fins des élites dominantes<sup>22</sup>. Quant aux conservateurs, ils font valoir que formuler des propositions reviendrait à se mêler de politique, ce qui est contraire à l'esprit de la recherche. Ces arguments sont en partie renforcés par le fait que le chercheur risque d'être privé de ses moyens financiers et autres au cas où ses conclusions déplairaient à ceux qui tiennent les cordons de la bourse<sup>23</sup>.

## **Les applications**

Dans la section précédente, on a évoqué l'un des problèmes les plus difficiles de la recherche sur la paix, celui de ses applications pratiques. La recherche sur la paix n'est inspirée ni par la curiosité pure, ni par le désir de faire carrière à l'université ou ailleurs, mais par le souci de défendre certaines valeurs. Il est donc indispensable que ses résultats soient mis à profit.

Or on a souvent de fortes raisons de douter que ce type de recherche puisse trouver des applications concrètes. Rapoport (1970) a fait une analyse prénétrante de la question, déclenchant du même coup une polémique dont les échos continuent de se faire entendre dans le mouvement international de la recherche sur la paix. Selon Rapoport, on pourrait partir du principe que la guerre, loin d'être une anomalie, est au contraire la fonction régulière des appareils militaires, tout comme la délinquance organisée est la fonction régulière des bandes de malfaiteurs. Dès lors, les chercheurs auraient à mettre en lumière le fonctionnement normal d'un système cohérent qui aurait choisi la guerre comme un moyen d'atteindre certains objectifs. L'application de ces recherches tendrait alors à transformer radicalement le système. Cependant, au départ, de telles propositions ont peu d'attrait pour les responsables politiques, lesquels ne souhaitent pas détruire l'appareil militaire qui fait partie de la structure sociale telle qu'elle s'est constituée.

Des recherches ultérieures ont confirmé cette thèse, notamment celles qui ont porté sur les causes internes de l'armement, dont il a été question plus haut. On peut tenir un raisonnement analogue au sujet du conflit Nord-Sud; les rapports de domination sont inhérents aux processus de développement en cours actuellement, et le plus souvent les hommes politiques maintiennent leurs positions parce qu'ils acceptent ces processus.

La thèse de Rapoport a suscité des réactions diverses. Pour les uns, la recherche sur la paix doit s'efforcer activement d'éclairer les responsables.

Tanter (1972) a analysé les conditions nécessaires à une telle démarche; pour lui, la première condition est que les connaissances transmises concordent avec les intérêts hiérarchiques du responsable; la seconde est qu'on trouve un organisme ou un individu qui, en raison de l'ordre de priorité de ses préoccupations, soit prêt à accueillir telle ou telle conclusion du chercheur. En informant mieux les responsables, le chercheur peut, à la longue, influencer les décisions dans le sens désiré. Toutefois, selon Tanter, ce qui compte avant tout, c'est que le chercheur donne des avis compatibles avec les objectifs de l'homme politique; or cela ne répond pas vraiment à la thèse de Rapoport, car l'homme politique, prisonnier de la structure de guerre ou des rapports de domination, ne peut avoir les mêmes objectifs que les praticiens de la recherche sur la paix.

Il y a une autre méthode possible : ne pas chercher à donner des avis aux puissants, mais prendre contact avec les mouvements pacifistes et les faibles, et les encourager à ne plus accepter ni soutenir les politiques des premiers quand elles menacent la paix<sup>24</sup>. Le problème est immense, et il n'y a pas de réponses simples. Il faut tout de même rappeler avec insistance que la recherche sur la paix — comme toute autre recherche — a essentiellement pour tâche de recueillir, d'organiser et de diffuser des connaissances. Elle doit le faire avec la même rigueur et le même sérieux que n'importe quelle autre science. C'est indispensable si l'on veut qu'elle soit entendue, et très important si l'on veut pouvoir l'appliquer.

Cependant, il ne suffit pas d'établir les faits, il faut aussi faire comprendre. Le chercheur peut rencontrer des difficultés lorsqu'il semble nécessaire de puiser dans la recherche des principes d'action plus précis et qu'il est douteux que ces principes soient élaborés par ceux qui reçoivent l'information. Il y a des tâches de circonstance à l'occasion desquelles les objectifs des responsables peuvent provisoirement s'apparenter à ceux des chercheurs; il est alors facile de donner des avis. Mais il y a des tâches de longue haleine ou de plus grande ampleur, comme la démilitarisation, ou encore la réduction ou l'élimination des rapports de domination, au sujet desquelles on ne peut espérer être entendu en haut lieu. Il faut bouleverser profondément l'échelle des valeurs et modifier les grandes orientations de l'opinion. Pour cela, il n'est guère efficace de formuler des propositions précises; mieux vaut révéler l'enchaînement des faits, avec les dangers et les injustices qu'il comporte, et éventuellement décrire d'autres options possibles allant dans le sens de la paix<sup>25</sup>. Les politiques précises de transformation devront être élaborées progressivement par les intéressés eux-mêmes, et il faudra du temps avant que n'apparaissent des hommes politiques acquis aux valeurs ainsi mises à l'honneur, et capables de prendre l'initiative en vue d'atteindre les objectifs proposés<sup>26</sup>.

La recherche sur la paix doit se fonder sur une compréhension de la nature humaine partant du principe que la réalisation des possibilités de chacune, la croissance de l'être humain ont au moins deux composantes qui sont souvent, mais pas nécessairement, en conflit. L'une est la recherche de l'intérêt personnel. L'autre consiste à comprendre qu'on ne peut s'épanouir qu'en communauté avec d'autres

personnes, dotées des mêmes chances que soi. Le renforcement des communications dans le monde implique qu'en dernier ressort, cette communauté devra comprendre l'humanité entière. Quand l'individu cherche à atteindre sa pleine stature, il souhaite du même coup, fût-ce confusément, donner aux autres la possibilité de faire comme lui. La recherche sur la paix veut montrer comment les structures existantes et une grande partie des politiques traditionnelles empêchent l'individu de s'épanouir en union avec le reste de l'humanité. A la longue, la recherche sur la paix devrait contribuer, au moins modestement, à l'avènement d'un monde plus pacifique et plus juste.

[Traduit de l'anglais]

### Notes

- <sup>1</sup> Sur la croissance du mouvement et les éléments qui la composent, voir Everts, 1973. On peut aussi se renseigner auprès de l'Association internationale de recherche consacrée à la paix, BP 5052, Oslo 3, qui publie un bulletin.
- <sup>2</sup> On peut le constater à la lecture des débats sur la nature et les priorités de la recherche sur la paix. Voir en particulier : *Proceedings of the Third International Peace Research Association, Third Conference*, vol. I, sous le titre « Philosophy of peace research » (publié par van Gorcum, Assen, Pays-Bas). On trouvera aussi des éléments sur cette question dans les textes réunis par Senghaas (1971, 1972) et dans les principaux périodiques consacrés à ce domaine : *Journal of conflict resolution* (États-Unis), *Journal of peace research* (Oslo) et *Bulletin of peace proposals* (Oslo), *Science et paix* (Belgique) ; *Études polémologiques* (France) ; *Instant research on peace and violence* (Finlande) ; l'annuaire *Peace research in Japan* ; l'annuaire qui est en train d'être lancé par l'Indian Council for Peace Research. Barsegov et Khairov (1973) donnent un point de vue socialiste sur cette recherche (toutefois, il s'agit seulement de la recherche traditionnelle sur la résolution des conflits et non de la recherche moderne plus générale sur la paix). On trouvera des études approfondies dans les *Peace Research Abstracts* publiés par le Canadian Peace Research Institute.
- <sup>3</sup> Cette question a été longuement traitée par plusieurs auteurs, notamment Rapoport et Senghaas.
- <sup>4</sup> Ce reproche a été exprimé à l'encontre des documents sur la guerre du Viêt-nam publiés en 1968 dans le volume X des *Papers* de la Peace Research Society (International) ; ces documents ont fait l'objet de manifestations de la part de la majorité des chercheurs à la Conférence de Copenhague organisée en 1969 par la Peace Research Society (International).
- <sup>5</sup> Dans un ouvrage récent, *Aufrüstung durch Rüstungskontrolle*, Verlag Kohlhammer, 1972, Dieter Senghaas démontre que le contrôle peut finalement avoir pour effet de renforcer les armements.
- <sup>6</sup> Singer et Small, 1971 ; voir aussi Deutsch, 1973.
- <sup>7</sup> Rapoport, 1970 et 1973.
- <sup>8</sup> Boulding, 1963.
- <sup>9</sup> Les divers concepts de violence sont analysés et expliqués notamment par Galtung, 1969, et Derrienic, 1972.
- <sup>10</sup> Galtung, 1969. Cette thèse a trouvé beaucoup d'échos parmi les tenants de la recherche sur la paix.
- <sup>11</sup> C'est la conception de Galtung (1969).
- <sup>12</sup> Senghaas (1973) fait allusion à cette possibilité, suggérée par une analyse pénétrante des fondements socio-économiques de cette violence. La question se pose aussi, sous un angle plus spécifiquement moral, dans d'autres domaines que la recherche sur la paix. Elle est exposée, avec une argumentation très rigoureuse, dans une étude de la Church and Society Subunit, 1973.
- <sup>13</sup> *SIPRI Yearbook 1973* (chap. v) et diverses autres publications de l'Institut de Stockholm.
- <sup>14</sup> Cette analyse se développe progressivement, par exemple sur la base de la documentation très complète réunie par le SIPRI.
- <sup>15</sup> Richardson (1960a et surtout b) a ouvert la voie dans ce domaine. D'autres ont suivi, par exemple le directeur actuel du Richardson Institute de Londres, Michael Nicholson (1971).

## Notes (suite)

- <sup>16</sup> Senghaas, 1969 (2<sup>e</sup> éd., 1972) ; Gantzel, 1972.
- <sup>17</sup> Senghaas, 1969 ; Gantzel, 1972.
- <sup>18</sup> Cela ne veut pas dire que les chercheurs aient choisi ce raisonnement par opportunisme. Ceux qui ont élaboré le modèle de la course aux armements pour les besoins de l'étude scientifique — par exemple ceux dont il est question dans la note 15 — l'ont fait parce qu'ils pensaient que c'était un bon moyen d'explorer la question. Leurs travaux ont permis de comprendre beaucoup de choses. Mais ils risquent d'avoir pour successeurs des esprits moins scientifiques, qui utilisent le modèle à cause des facilités qu'il offre. Répétons que le modèle de la course aux armements explique une partie de la réalité, mais pas tout — et pas toujours le plus important.
- <sup>19</sup> Cette réorientation a été l'œuvre de Galtung (1969), Dencik (1970), Eckhardt (1971), Carrol (1972) et de beaucoup d'autres. Senghaas (1972) a recueilli divers points de vue. Dasgupta (1972) a bien éclairé la question. Les auteurs suivants ont analysé le conflit Nord-Sud sous l'angle des rapports de domination : Amin (1971), Frank (1971), Hveem (1973), Krippendorff (1973), Lagos (1963), Mushakoji (1973), Palloix (1973), Sunkel (1972), Szentes (1970).
- <sup>20</sup> Un travail capital à cet égard est celui de Burton (1969) et de ses collaborateurs. Il faut citer aussi les travaux de l'Unitar en ce qui concerne l'analyse de la résolution des conflits (voir Pechota, 1971).
- <sup>21</sup> Galtung et Lodgaard, 1970.
- <sup>22</sup> Schmid, 1970.
- <sup>23</sup> Rarement exposés ouvertement par écrit, ces arguments trouvent néanmoins une large audience dans certains pays.
- <sup>24</sup> Voir les exposés d'Eckhardt (1971), Stohl et Chamberlain (1972), Wernette (1972), et plus particulièrement de Carrol (1972). Celui-ci reproche vivement aux chercheurs de montrer de la complaisance pour ceux qui détiennent le pouvoir au lieu de s'intéresser à ceux qui en sont éloignés.
- <sup>25</sup> Des options possibles — ou « scénarios » — de ce genre sont l'œuvre, en particulier, du World Order Models Project parrainé par l'Institute for World Order de New York, sous la présidence de Saul Mendlovitz. Plusieurs équipes appartenant à divers pays et à diverses traditions idéologiques y participent ; une série d'« utopies vraisemblables » est en cours de publication.
- <sup>26</sup> Il importe de fixer convenablement les priorités de la recherche sur la paix. La tâche n'est pas la même partout. On a reproché à juste titre à certaines tendances de la recherche traditionnelle sur la paix de présenter sous l'apparence de définitions et de modèles universels, applicables à l'ensemble du monde, des modèles issus de préoccupations propres à certaines régions. Voir à ce sujet, sur ce point et au sujet des priorités : Adiseshiah (1971), Dasgupta (1972), Dasgupta et Khan (1972).

## Références bibliographiques

- ADISESHIAH, M. S. 1971. *Vistas of peace research/Perspectives of peace research. Gujarat Vidyapith*, p. 14-18.
- AMIN, S. 1971. *L'accumulation à l'échelle mondiale*. Paris.
- BARSEGOV, Y. ; KHAIROV, R. 1973. A study of the problems of peace. *Journal of peace research*, vol. X, n° 1-2, p. 71-80.
- BERGSTRÖM, L. 1970. What is a conflict of interest? *Journal of peace research*, vol. VII, n° 3, p. 197-210.
- BOULDING, K. E. 1963. *Is peace researchable?* p. 1-10. Center for Research on Conflict Resolution. (Multigraphié.)
- BURTON, J. W. 1969. *Conflict and communication: the use of controlled communication in international relations*. London.
- CARROL, B. A. 1972. Peace research: the cult of power. *Journal of conflict resolution*, vol. XVI, n° 4, p. 585-615.
- CHURCH AND SOCIETY SUBUNIT. CONSEIL ŒCUMÉNIQUE DES ÉGLISES. 1973. Violence, nonviolence, and the struggle for social justice. *The ecumenical review*, vol. XXV, n° 4.
- CURLE, A. 1971. *Making peace*. London, Tavistock Publications.
- DASGUPTA, S. 1972. *Peace research, Report of a seminar*, p. 15-18. Gandhian Institute of Studies.
- DASGUPTA, S. ; KHAN, R. 1972. *Problems of peace and conflict resolution, Perspectives of peace research*. Gandhian Institute of Studies.
- DENCIK, L. 1970. Peace research: pacification or revolution? *Proceedings of the International Peace*

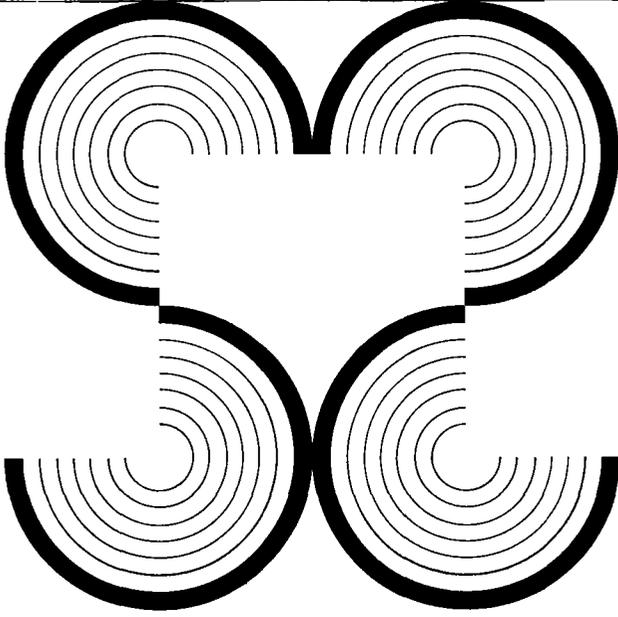
Références bibliographiques (suite)

- Research Association, Third Conference*. Vol. 1. Assen (Netherlands), Van Gorcum.
- DERRIENNIC, J. P. 1972. Theory and ideologies of violence. *Journal of peace research*, vol. IX, n° 4, p. 361-374.
- DEUTSCH, K. 1973. *Was wissen wir vom Krieg?* DGFK-Informationen 1-2/73 juin, p. 10-11 (Mitteilungsblatt Deutsche Gesellschaft für Friedens- und Konfliktforschung).
- ECKHARDT, W. 1971. Symbiosis between peace research and peace action. *Journal of peace research*, vol. XII, n° 1, p. 77-80.
- . 1973. *Toward a science of value*, p. 1-2. (Multigraphié.)
- EMMANUEL, A. 1970. *Unequal exchange. A study of the imperialism of trade*. New York.
- EVERTS, Ph. P. 1973. Developments and trends in peace and conflict research: 1965-1971. *Proceedings of the International Peace Research Association 4th Conference, Oslo*, p. 137-168.
- FRANK, A. G. 1971. *Capitalism and underdevelopment in Latin America*. London.
- GALTUNG, J. 1969. Violence, peace and peace research. *Journal of peace research*, vol. VI, n° 3, p. 167-192.
- . 1971. A structural theory of imperialism. *Journal of peace research*, vol. VII, n° 2, p. 81-117.
- ; LODGAARD, S. 1970. *Cooperation in Europe*. Universitetsforlaget, Oslo.
- GANTZEL, K. J. 1972a. *System und Akteur*. Beiträge zur vergleichenden Kriegsursachenforschung. Bertelsmann Universitätsverlag.
- . 1972b. The armament dynamics in the East/West conflict: an arms race? *Proceedings of the Peace Science Society (International)*. Rotterdam.
- GEORGE, K. 1971. The application of peace studies. *Journal of conflict resolution*, vol. 17, n° 1, March, p. 47-54.
- HAYTER, T. 1971. *Aid as imperialism*. London.
- HVEEM, H. 1973a. The global dominance system. *Journal of peace research*, vol. X, n° 4, p. xx.
- . 1973b. Peace research—historical development and future perspective. *Proceedings of the International Peace Research Association 4th Conference, Oslo*.
- JENKINS, R. 1971. *Exploitation. The world power structure and the inequality of nations*. London.
- KAISER, K. 1970. Friedensforschung in der Bundesrepublik. *Zukunfts- und Friedens-Forschung. Information 70*, vol. 6, Avril, p. 4-5.
- KLINBERG, O. 1969. *Report by universities and the quest for peace*, p. 35-39.
- KRIEGER, D. M. 1972. Peace action groups as peace research consumers. Paper presented to the Peace Research Society (International), Western Region Meeting, 14-15 February, Vancouver (Canada).
- KRIEGER, D. M. 1973. *Peace research is not academic*, p. 1-11. (Multigraphié.)
- KRIPPENDORFF, E. 1973. Peace research and the industrial revolution. *Journal of peace research*, vol. X, n° 3, p. 185-202.
- LAGOS, G. 1963. *International stratification and underdeveloped countries*. Chapel Hill, North Carolina.
- MUSHAKOJI, K. 1973. Structures for peace in the North-South perspective. *Proceedings of the International Peace Research Association 4th Conference, Oslo*.
- NICHOLSON, M. 1971. *Conflict analysis*. London.
- PALLOX, C. 1973. *Les firmes internationales et le procès d'internationalisation*. Paris.
- PECHOTA, V. 1971. *Complementary structures of third-party settlement of international disputes*. New York, Unitar.
- RAPOPORT, A. 1970. Can peace research be applied? *Journal of conflict resolution*, vol. XIV, n° 3, p. 277-286.
- . 1973. Problems of peace research. *Proceedings of the International Peace Research Association 4th Conference, Oslo*.
- RICHARDSON, L. 1960a. *Arms and insecurity*. Pittsburgh and Chicago.
- . 1960b. *Statistics of deadly quarrels*. Pittsburgh and Chicago.
- SCHMID, H. 1970. Peace research as a technology for pacification. *Proceedings of the International Peace Research Association, Third Conference*. Vol. 1. Assen (Netherlands), Van Gorcum.
- SENGHAAS, D. 1969. *Abschreckung und Frieden*. Frankfurt.
- . 1970. *Friedensforschung und Gesellschaftskritik*. München, Carl Hansen Verlag.
- . 1971. *Kritische Friedensforschung*. Frankfurt, Suhrkamp Verlag.
- . 1972. *Imperialismus und strukturelle Gewalt. Analysen über abhängige Reproduktion*. Frankfurt.
- . 1973a. Conflict formations in contemporary international society. *Journal of peace research*, vol. X, n° 3, p. 163-184.
- . 1973b. *Friedensforschung und Dritte Welt*. (Multigraphié.)
- SINGER, D.; SMALL, M. 1971. *The wages of war*. New York.
- SIPRI *Yearbook of world armaments and disarmament*. Stockholm, London, New York, New

**Références bibliographiques (suite)**

---

- Dehli. (Ces annuaires ont paru jusqu'à présent pour les années 1969/70, 1971, 1972, 1973.)
- STOHL, M. ; CHAMBERLAIN, M. 1972. Alternative futures for peace research. *Journal of conflict resolution*, vol. XVI, n° 4, p. 523-530.
- SUNKEL, O. 1972. Big business and 'dependencia'. *Foreign Affairs*.
- SZENTES, T. 1970. *The political economy of underdevelopment*. Budapest.
- TANTER, R. 1972. The policy relevance of models in world politics. *Journal of conflict resolution*, vol. XVI, n° 4, p. 555-584.
- WERNETTE, D. R. 1972. Creating institutions for applying peace research. *Journal of conflict resolution*, vol. XVI, n° 4, p. 531-538.



**Le milieu  
des sciences  
sociales**

# Les sciences sociales comme système transnational

Chadwick F. Alger et Gene M. Lyons

Un séminaire sur « Les sciences sociales comme système transnational » s'est tenu au Centre d'étude et de conférences de la Fondation Rockefeller, à Bellagio (Italie) du 16 au 21 juillet 1973. Si l'initiative de cette réunion revient à Chadwick Alger, de l'Ohio State University, et à Gene Lyons du Dartmouth College<sup>1</sup> le choix des participants et l'élaboration de l'ordre du jour se sont faits avec le concours de spécialistes de nombreux pays, qui n'ont d'ailleurs pas tous été en mesure d'assister à la réunion. Le séminaire s'est tenu sous la seule responsabilité collective de ses participants.

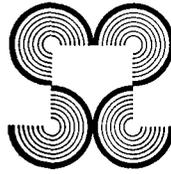
Les rédacteurs du présent rapport se sont efforcés de rendre fidèlement compte des principales questions évoquées au cours du séminaire en indiquant, chaque fois que possible, les auteurs des contributions. Ils se sont appuyés sur les résumés des séances et sur les mémoires rédigés par les participants pour préparer leurs interventions orales. Le rapport s'articule autour de cinq thèmes : Asymétrie et dépendance; Nationalisme; Idéologie; Pluralisme; Communauté. Il doit être considéré comme l'œuvre collective des participants.

## Asymétrie et dépendance

Dans un mémoire consacré à l'analyse historique des sciences sociales à l'échelle internationale, Peter Lengyel a montré qu'il y a généralement eu, dans ce domaine, des centres prépondérants, qui se sont déplacés à différentes époques. Il se produit le même phénomène que pour les sciences physiques, les sciences biologiques, voire, à cet égard du moins, les beaux-arts. Des centres d'excellence se forment : autour de penseurs, d'artistes ou de scientifiques éminents; autour d'établissements, ou de groupes d'établissements, d'enseignement ou de recherche importants; autour de mouvements intellectuels nouveaux suscités par des découvertes théoriques ou techniques qui excitent l'imagination de jeunes esprits particulièrement brillants. Ces centres surgissent tantôt sous l'influence conjuguée de pressions politiques, économiques et sociales, tantôt sous la poussée de courants scientifiques ou artistiques. Parfois aussi leur création résulte d'une mesure politique délibérée, destinée à développer les ressources intellectuelles pour les exploiter à des fins nationales ou idéologiques. Parfois encore, leur apparition est suscitée par des mouvements intellectuels qui naissent de la lutte idéologique et sociale.

Les centres de sciences sociales apparaissent d'abord en Europe, où ils se déplacent à plusieurs reprises entre trois pays : l'Allemagne, la France et le Royaume-Uni. Ils se fixent ensuite aux États-Unis d'Amérique au cours de la période qui précède la seconde guerre mondiale. Ils se maintiennent généralement en Amérique du Nord, jusqu'à une date toute récente, quoiqu'on assiste aux environs des années cinquante à une renaissance des centres traditionnels d'Europe occidentale, puis, aux environs des années soixante, à la création de centres nouveaux en Europe de l'Est

<sup>1</sup> La liste des autres participants est la suivante : M. Satish Arora (Inde); M. Silviu Brucan, Université de Bucarest; M. Rodolfo A. Bulatao, Université des Philippines; M. Henry David, Conseil national de la recherche, Washington, D.C.; M. Henning Friis, Institut national danois de recherche sociale; M. Gino Germani, Université Harvard; M. Dharam Ghai, Université de Nairobi; M. Ricardo Lagos, FLACSO, Santiago du Chili; M. Paul Lazarsfeld, Université Columbia; M. Peter Lengyel, Unesco; M. K. H. Silvert, Fondation Ford; M. Rodolfo Stavenhagen, Collège de Mexico; M. Yosumasa Tanaka, Université Gakushuin, Tokyo.



comme en Europe de l'Ouest. En dehors de l'Europe et de l'Amérique du Nord, il y avait certes des établissements d'enseignement et de recherche en Afrique et en Asie, mais ce n'étaient guère que des prolongements ou des annexes des institutions métropolitaines. Quant à l'Amérique latine, Lagos et Stavenhagen ont montré que le développement des sciences sociales y a été paralysé en partie par l'empreinte de la culture hispanique et le juridisme étroit qui marquent de leur sceau le développement de ses universités.

Ces mouvements historiques expliquent le caractère nettement asymétrique des sciences sociales transnationales et cette asymétrie induit des rapports de dépendance entre les spécialistes de sciences sociales des pays en voie de développement et leurs homologues des pays développés. Les relations de dépendance s'expliquent par divers facteurs : les théories et les méthodologies dominantes des pays développés servent de référence aux activités de recherche et d'enseignement du monde entier ; ces pays disposent de ressources qui permettent de faire avancer la connaissance ; ils offrent la possibilité de publier et de diffuser les résultats des recherches ; enfin, les grands centres universitaires d'Europe et des États-Unis continuent à attirer et, souvent, à retenir des spécialistes de sciences sociales de tout premier ordre venus du monde entier.

Ces réflexions sur l'asymétrie et la dépendance ne faisaient que corroborer la thèse d'Alger qui avait déclaré, un peu plus tôt, que les relations transnationales dans les sciences sociales reflétaient de façon frappante les relations qui existent dans d'autres secteurs — politique, économique ou militaire — du système international. Les relations de dépendance qui affectent les sciences sociales sont, en Asie et en Afrique, un héritage des empires coloniaux dont les institutions persistent lors même que les pays ont accédé à l'indépendance politique. Elles vont de pair avec les récents efforts des grandes puissances pour orienter le développement économique, politique et social des nations situées dans leur zone d'influence. Elles s'expliquent aussi par le fossé qui ne cesse de se creuser entre pays développés et pays en voie de développement et par le fait que les rares spécialistes de sciences sociales des pays en voie de développement sont souvent amenés à assumer des responsabilités administratives et politiques, ce qui réduit le temps et les ressources qu'ils peuvent consacrer aux activités

de recherche et d'enseignement de niveau élevé.

Les participants originaires de pays en voie de développement ont montré selon quels mécanismes le déséquilibre apparaît et s'installe dans leurs relations avec les spécialistes de sciences sociales des pays développés. Lagos a mis en relief le fait que la grande majorité des spécialistes de sciences sociales se sont formés dans les pays développés. La formation qu'ils y ont reçue accorde une importance prépondérante à des techniques, à des valeurs et à des problèmes qui répondent mieux aux conditions régnant dans les pays développés qu'à celles qui caractérisent les pays moins avancés. En outre, les étudiants qui se forment à l'étranger et nombre de ceux qui y font un séjour de plusieurs années après leurs études adoptent parfois sans réserve l'esprit des milieux scientifiques des pays développés. Pour eux, le critère de la compétence c'est certes d'obtenir l'approbation de leurs homologues, mais dans les pays où ils se sont formés plutôt que dans leur propre société. « Pour un spécialiste de sciences sociales latino-américain en herbe, la consécration était naguère encore, a dit Stavenhagen, de publier un article dans une revue internationale réputée, de préférence en anglais. »

Il arrive qu'un spécialiste de sciences sociales conserve, une fois de retour dans son pays, des rapports étroits avec un département d'une université américaine ou européenne. Il peut y avoir des liens extrêmement étroits entre deux départements homologues situés l'un dans un pays développé et l'autre dans un pays en voie de développement parce que nombre d'éminents spécialistes du second se sont formés dans le premier. C'est alors un département tout entier qui essaye de se faire reconnaître par un département étranger dont il adopte l'orientation théorique générale. En même temps, malgré la tendance à la nationalisation, un grand nombre de départements de sciences sociales en Afrique sont toujours, comme l'a rappelé Dharam Ghai, dirigés par des ressortissants de pays développés, qui s'efforcent eux aussi d'obtenir l'approbation de leurs pairs dans leur pays d'origine.

La relation de dépendance a également été décrite comme un déséquilibre des échanges entre les spécialistes de sciences sociales des pays développés et ceux des pays moins avancés, qui rappelle de façon frappante le déséquilibre de la balance commerciale. Les pays en voie de développement

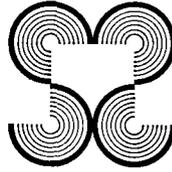
deviennent des bases de ressources à exploiter, des sources d'informations qui, une fois recueillies sur place, sont traitées à l'étranger et transformées en hypothèses savantes loin du lieu d'origine. Comme l'a dit Rodolfo Bulatao : « ... il s'agit là d'une dépendance unilatérale qui se traduit par une importation de théories, de méthodes et de philosophies de la science, mal compensée par les exportations : celles-ci, négligeables ou réduites à ces matières premières que sont les données brutes, ne soutiennent pas la comparaison avec les exportations de théories et de méthodes qui sont, elles, d'un "niveau technologique élevé" ».

Ce déséquilibre des échanges se traduit encore par un autre trait : les spécialistes de sciences sociales des pays développés qui étudient les sociétés moins développées sont incomparablement plus nombreux que leurs homologues originaires de pays moins développés qui étudient les pays développés. Pour reprendre une formule de Stavenhagen, « ils nous étudient mais nous ne les étudions pas ». En outre, a-t-il ajouté, les Latino-Américains qui veulent comprendre ce qui se passe dans leur propre pays ont sans doute besoin de comprendre les mécanismes de la politique étrangère des États-Unis et le fonctionnement des firmes multinationales qui ont leur siège aux États-Unis. Les Latino-Américains spécialisés dans les sciences sociales ont peu d'occasions de se livrer à ce genre de recherches aux États-Unis. Ajoutons que les hommes sont encore plus rares que les occasions.

Autre facteur d'asymétrie : ce sont les pays développés qui obtiennent la maîtrise des ressources dont dépend l'évolution des sciences sociales dans les pays moins avancés. Pour reprendre l'exemple cité par Lagos, il y a, dans les pays en voie de développement, beaucoup de spécialistes de sciences sociales qui centrent leurs recherches sur des thèmes qui ne leur paraissent pas prioritaires, mais qui sont mis en avant par ceux qui, à l'étranger, décident de l'aide à la recherche. Autre exemple : pour bénéficier de bourses financées par des crédits étrangers beaucoup de diplômés de pays peu avancés sont amenés à travailler en des lieux où ils ne peuvent pas poursuivre les recherches qui les intéressent. Ensuite, ils s'intègrent souvent à une communauté scientifique étrangère ou à une organisation internationale, attirés qu'ils sont par les possibilités de travail qui leur sont offertes hors de leur pays et de leur région.

L'asymétrie et la dépendance apparaissent également dans les relations entre spécialistes de sciences sociales au sein d'un pays. Ceux d'entre eux qui participent à des activités transnationales tendent à former une élite qui, seule, bénéficie de ressources et d'occasions interdites à leurs compatriotes également spécialisés dans les sciences sociales. Il se peut donc que les spécialistes qui participent à des activités de sciences sociales transnationales aient des intérêts et des perspectives différents de leurs collègues et compatriotes. Les spécialistes de sciences sociales qui appartiennent soit à des groupes opposés à la politique gouvernementale, soit à des groupes ethniques ou raciaux qui ne bénéficient pas des mêmes possibilités professionnelles que les autres peuvent se voir refuser l'accès aux activités transnationales. Ceux qui travaillent dans une langue d'usage universel, notamment l'anglais ou le français, ont évidemment beaucoup plus de chances que les autres de pouvoir participer à une activité transnationale. Prenons l'exemple de l'Inde : c'est un pays où l'on parle beaucoup de langues, mais où ceux qui connaissent l'anglais occupent, comme l'a souligné Satish Arora, les positions les plus élevées dans le milieu des sciences sociales.

L'asymétrie et la dépendance n'ont pas seulement pour résultat de maintenir un déséquilibre dans la répartition des ressources affectées à l'enseignement et à la recherche, elles entretiennent aussi, ce qui est peut-être plus important, la prépondérance des théories et des méthodologies qui sont le produit des traditions culturelles et de l'histoire de l'Occident. Ces théories et méthodologies sont loin d'être homogènes et au-dessus de toute critique. Elles comportent un certain nombre d'opinions philosophiques et laissent planer, aujourd'hui surtout, beaucoup d'incertitude sur les fondements du comportement humain et de la structure sociale. Qu'elles soient marxistes, néomarxistes ou antimarxistes, behavioristes ou historicistes, structuralistes ou fonctionnalistes, elles comportent toutes une bonne dose d'empirisme et une certaine tendance à considérer les systèmes sociaux comme autant d'éléments autonomes. En outre, elles se préoccupent des problèmes des sociétés industrielles et les intellectuels de pays en voie de développement sont nombreux à les considérer moins comme l'instrument du progrès scientifique que comme celui d'un pouvoir politique qui tend à perpétuer la structure actuelle des relations



internationales. La dépendance signifie pour les spécialistes de sciences sociales l'obligation de travailler sur la base des théories et méthodologies dominantes faute de pouvoir compter sur des ressources, des encouragements ou des perspectives professionnelles suffisamment prometteuses qui permettraient de créer, dans une communauté transnationale élargie, des centres de recherche et d'enseignement soutenant la comparaison avec les autres.

Dans ces conditions, on comprend que plusieurs participants aient été amenés à poser des questions sur l'opportunité de la coopération internationale dans le domaine des sciences sociales. Aucun n'a mis en doute l'existence d'un système transnational des sciences sociales; c'est même par rapport à lui que l'asymétrie et la dépendance prennent tout leur relief. Cependant, comme l'a dit Bulatao, intensifier la coopération dans les circonstances actuelles reviendrait à renforcer les relations de dépendance déjà existantes. « Tout est affaire de stratégie et de rythme, a-t-il déclaré, il ne faut intensifier la coopération que dans la mesure où se constitueront des centres autonomes dans les pays en voie de développement ou des réseaux de coopération qui les aideront à conquérir leur autonomie. »

Le scepticisme ainsi manifesté à l'égard de la coopération internationale a été encore renforcé par les critiques formulées par divers participants, dont Ghai et Lagos, à l'encontre des associations professionnelles internationales qui existent dans le domaine des sciences sociales. Ils comprennent parfaitement les raisons historiques pour lesquelles ces organisations ont leur siège dans des pays développés et sont dirigées par des spécialistes de sciences sociales de ces mêmes pays. Ces associations jouent un rôle important pour ce qui est de créer des contacts et d'entretenir le dialogue entre les grands centres. Mais, par là même, elles tendent à institutionnaliser la structure actuelle et, à moins qu'on ne prenne délibérément des mesures en sens contraire, à perpétuer ou tout au moins à rendre plus rigides les relations de dépendance avec les spécialistes de sciences sociales étrangers aux grands centres.

En effet, les spécialistes de sciences sociales originaires de pays peu avancés doutent d'avoir jamais une chance de s'intégrer à une communauté transnationale qui leur offre des possibilités de collaboration authentiques tant que leurs relations

avec leurs collègues des pays développés resteront asymétriques. Ils prévoient au contraire qu'ils dépendront de plus en plus des pays développés et que les sciences sociales répondront de moins en moins aux besoins des pays en voie de développement tels du moins qu'ils les conçoivent. Ils considèrent la création de solides communautés nationales ou régionales de sciences sociales comme une condition préalable à l'épanouissement des sciences sociales sur le plan transnational.

### Nationalisme

Il est important d'établir une distinction entre la notion de communauté nationale ou régionale de sciences sociales et celle de sciences sociales nationales ou régionales. La première correspond à un phénomène qui relève de la sociologie des sciences sociales transnationales; la seconde intéresse éventuellement la philosophie des sciences sociales dans la mesure où elle représente un refus de l'universalité. Les discussions qui se sont déroulées à Bellagio ont porté sur la réalité sociologique des communautés nationales ou régionales. L'orientation nationale existe chez les spécialistes de sciences sociales et pas uniquement dans les pays en voie de développement; les sciences sociales sont « nation-centriques » au sens le plus large du terme.

L'orientation nationale des spécialistes de sciences sociales admet plusieurs explications. Pour certains, c'est une affaire de dimension : une société nationale vaste et complexe offre tant de possibilités à l'enseignant et tant de problèmes au chercheur qu'ils n'ont pas de raisons professionnelles de s'intéresser au monde extérieur. Pour d'autres, c'est une affaire d'isolement géographique, culturel, linguistique ou idéologique. Pour d'autres encore, l'orientation nationale de leur activité peut s'expliquer par les exigences de l'État ou par leur propre dévouement à la cause du changement social qui s'amorce dans le cadre du développement national. Si les spécialistes des sciences sociales ont besoin de s'appuyer sur le développement national ou régional des sciences sociales pour avoir le sentiment de leur identité dans les activités transnationales, ce n'est là qu'une des manifestations du nationalisme dans les sciences sociales contemporaines.

Au début du séminaire, il a été fréquemment question de l'« introversion » des spécialistes de sciences sociales. Alger et Lyons ont déclaré, en

présentant l'ordre du jour, que la plupart des spécialistes de sciences sociales des États-Unis étaient « introvertis », malgré l'indéniable présence de chercheurs et d'étudiants américains d'un niveau élevé dans la plupart des régions du monde. Ceux qui se consacrent à des activités transnationales restent une minorité. De plus, à l'étranger, ils ne peuvent guère éviter de se soucier de leur identité nationale, en raison du rôle considérable que les États-Unis jouent dans les affaires mondiales.

Le tableau que Silvert et David ont brossé des sciences sociales aux États-Unis illustre cette remarque préliminaire. En écho à une réflexion de David qui a déclaré que, depuis quelques années, les sciences sociales sont « devenues publiques » aux États-Unis, Silvert a énuméré tous les endroits autres que les départements d'enseignement des universités où les spécialistes de sciences sociales travaillent désormais : les organismes officiels, du cabinet du président aux services administratifs et aux établissements de recherche publics qui bénéficient d'un statut particulier; les fondations privées; les organes d'information de masse et les grands magazines qui modèlent l'opinion; les cabinets d'étude; les groupes universitaires d'étude et de recherche travaillant sous contrat; les maisons d'édition. Quand David déclare que les sciences sociales sont « devenues publiques », il veut dire non seulement qu'elles jouent un rôle actif dans les affaires et les établissements publics (et partant qu'elles s'intéressent aux affaires nationales), mais aussi que le financement public de la recherche s'est développé et que le législateur intervient davantage dans l'organisation et les conditions générales de la recherche.

Lazarsfeld a ajouté qu'aux États-Unis, le système d'enseignement emploie globalement une grande quantité de spécialistes des sciences sociales chevronnés dont la plupart abandonnent ainsi la recherche pour se consacrer à des tâches pédagogiques. Il faut déjà beaucoup de professeurs pour enseigner dans les *undergraduate colleges*, qui correspondent aux deux dernières années des lycées et gymnases. En outre, l'enseignement élémentaire et secondaire, qui est très répandu et compte beaucoup d'élèves, a besoin d'idées et d'informations nouvelles et accorde, depuis quelques années, une importance accrue à la sociologie.

En Inde, comme l'a expliqué Arora, l'immensité du pays et la culture qui lui est propre font que les spécialistes de sciences sociales ont tendance

à être moins « extravertis » qu'en Amérique latine, par exemple, où l'on ne peut comprendre les problèmes intérieurs sans tenir compte des influences étrangères. L'Inde a une civilisation bien à elle et les influences étrangères risquent d'y être moins durables qu'en Amérique latine. En outre, les spécialistes indiens de sciences sociales s'occupent de plus en plus des problèmes de l'Inde contemporaine et relativement peu des autres régions. Ce qui paraît le plus important à Arora, c'est la nature des questions auxquelles ils s'intéressent. Le choix de ces questions révèle souvent le besoin qu'ils éprouvent d'obtenir l'approbation de leurs collègues étrangers. Mais si ces influences étrangères continuent à s'exercer, on note aussi l'apparition d'une petite communauté de spécialistes qui prend progressivement de l'importance et qui définit ses objectifs en fonction des besoins nationaux. Les Indiens ont également entrepris de faire avec lucidité le bilan des recherches et des ressources dans leur pays et d'évaluer les travaux nécessaires pour analyser l'énorme masse de données internes.

Pour ce qui est du Japon, Tanaka a insisté sur les obstacles que représentent l'isolement géographique et les barrières linguistiques, notamment pour la vieille génération qui n'a pas pu étudier à l'étranger et n'a guère voyagé hors du pays. Au Japon comme aux États-Unis, les spécialistes de sciences sociales jouent un rôle de plus en plus grand dans la société; les problèmes nationaux sont au centre de leurs intérêts et des activités qu'ils exercent à titre soit de « technocrates » spécialisés dans les sciences sociales, soit d'intellectuels qui s'adressent à un public nombreux et influent, soit de spécialistes qui pourvoient aux besoins d'établissements d'enseignement et de recherche en pleine expansion. En Europe occidentale, le développement des sciences sociales depuis la deuxième guerre mondiale, qui a été décrit par Friis, s'est poursuivi dans le cadre d'institutions nationales; la majeure partie des fonds est fournie par les gouvernements; les organismes nationaux sont les principaux consommateurs de recherche et il s'est créé des conseils nationaux de la recherche qui gèrent les fonds. En Europe orientale, enfin, le nationalisme est, d'après Brucan, une caractéristique fondamentale du développement des sciences sociales; il voit dans ce phénomène à la fois une réaction contre les contraintes idéologiques imposées de l'extérieur dans le passé et une réponse à la demande intérieure actuelle de recherches destinées



à appuyer les programmes gouvernementaux.

Ces tendances « nationales » corroborent la thèse de Silvert pour qui l'existence d'une authentique communauté internationale des sciences sociales implique celle de communautés nationales vigoureuses. Seuls, en effet, les membres de communautés nationales fortes sont en mesure d'apporter une participation efficace aux activités internationales. D'après Silvert, l'important est de savoir comment nous aidons les spécialistes de sciences sociales des pays peu avancés à décider par eux-mêmes de ce qu'ils veulent faire, dans l'ordre qu'ils auront fixé et au rythme qu'ils auront choisi. Bulatao reprend à son compte et la question et l'attitude à laquelle elle correspond. Pour lui, le grand problème des Philippines, c'est de faire en sorte que les sciences sociales atteignent un « seuil critique » sur le plan des effectifs, des institutions et de la qualité. Tant que ce seuil n'est pas atteint, participer aux activités transnationales ne sert qu'à entretenir les relations de dépendance. Par conséquent, « il faut donner la priorité au développement de centres de sciences sociales autonomes pour leur permettre d'atteindre ce seuil critique... »

En Amérique latine, d'après le tableau brossé par Lagos et Stavenhagen, la tendance est plutôt à la régionalisation qu'à la nationalisation, ce qui complique l'analyse de la situation. En même temps, il y a incontestablement chez les spécialistes latino-américains de sciences sociales, à la différence de ce qui se passe dans les autres pays en voie de développement, une certaine prise de conscience, encore embryonnaire d'ailleurs, de leur identité. S'il n'a pas été possible de faire le tour de la question, la discussion a cependant permis de dégager certains éléments. L'instabilité des institutions nationales, notamment des universités, a uni des intellectuels d'Amérique latine par-delà les frontières nationales. Les contacts ont encore été facilités par la communauté de la langue et du fonds de traditions européennes, par le cadre institutionnel que leur offrent les Nations Unies et les organisations régionales et par l'influence considérable que les États-Unis exercent sur le développement de l'Amérique latine. Cette cohésion a été délibérément renforcée par la création du Conseil latino-américain des sciences sociales, organisation régionale qui a plus de pouvoir et d'autorité qu'aucun groupe national.

Le nationalisme a de multiples facettes dans les sciences sociales. S'il a tant d'influence, c'est

que nous vivons à une époque où il est vigoureux et que les sciences sociales reflètent le système politique dans le cadre duquel elles fonctionnent. La connaissance, y compris dans le domaine économique et social, est de plus en plus un instrument du développement national et du changement social; d'autre part, les organisations nationales ou régionales fournissent aux spécialistes de sciences sociales la position et l'indépendance nécessaires pour participer à des activités internationales. Mais le nationalisme a des effets divers sur les sciences sociales transnationales. Lorsqu'il s'exerce aux centres — autrement dit, à l'heure actuelle, en Europe et en Amérique du Nord — il peut être un facteur de rigidité. S'il s'exerce à la périphérie — en Amérique latine, en Asie et en Afrique — il peut au contraire créer de nouveaux centres historiques et culturels de pensée indépendante et élargir le champ des sciences sociales et leur portée. Le nationalisme peut également, dans les pays développés comme dans les pays en voie de développement, entraver les échanges et fausser le savoir pour des motifs d'ordre politique.

### **Idéologie**

Les divergences idéologiques peuvent être de sérieux facteurs de division entre les spécialistes de sciences sociales d'un même pays, aussi bien qu'entre spécialistes de pays différents. Aussi, a-t-il été suggéré de prendre pour base des relations professionnelles internationales les questions d'information et de technique qui sont plus neutres. L'ordre du jour invitait cependant les participants à indiquer les grands courants de pensée qui marquent l'évolution des sciences sociales contemporaines et à analyser la situation de leur pays ou de leur région en indiquant pourquoi certaines approches théoriques sont plus séduisantes que d'autres et pourquoi certaines méthodologies sont, plus que d'autres, répandues dans l'enseignement et utilisées par les chercheurs. Lagos, qui analysait les tendances observées en Amérique latine, a déclaré d'emblée que l'idéologie est le point de départ de toute théorie, même si les spécialistes de sciences sociales n'en sont pas toujours conscients. C'était en quelque sorte lier l'idéologie à l'élaboration de la théorie et plus généralement des sciences sociales dans leur ensemble.

Lagos, dont la réflexion s'inspire largement

de la réalité latino-américaine, distingue trois phases dans l'histoire des sciences sociales sur ce continent : une période traditionnelle, marquée par une triple approche, historique, institutionnelle et descriptive; une période scientifique, qui n'a pas commencé avant les années cinquante et qui a subi fortement l'influence des courants empiristes qui imprègnent les sciences sociales aux États-Unis; la période actuelle, qui est une période d'insatisfaction, caractérisée par le rejet des modèles dominants et la volonté, de la part de spécialistes de sciences sociales soucieux de contribuer à changer leur société, d'expliquer les choses par référence à ce qu'il y a de spécifique dans l'histoire de la région.

Stavenhagen, qui partage les vues de Lagos, a souligné que l'Amérique latine se refuse à considérer le spécialiste de sciences sociales comme un « technocrate » et lui demande d'être un « intellectuel » à l' « ancienne mode ». « Nous sommes d'abord des citoyens et ensuite seulement des spécialistes de sciences sociales, a-t-il déclaré; nous avons besoin de nos sciences sociales pour être d'authentiques citoyens. » Cette volonté d'engagement se traduit cependant souvent par un abaissement du niveau de la recherche et divise les spécialistes de sciences sociales, aboutissant à ce résultat que, comme l'a signalé Lagos, les tenants d'écoles opposées sont incapables de coopérer, voire simplement de dialoguer.

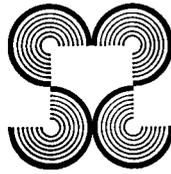
Germani est allé encore plus loin, puisqu'il a parlé, à propos de l'Amérique latine, de « crise des sciences sociales ». Mais ce n'est pas, selon lui, une « crise » qui peut se surmonter en éliminant l'idéologie. Dans les sciences sociales, l'idéologie est une constante. Ce que Germani a critiqué, c'est la façon aveugle dont l'Amérique latine adopte théories et idéologies : hier les modèles américains et européens; aujourd'hui, le marxisme et le maoïsme. Il a devancé par là les observations de Brucan sur l'importance de la « critique idéologique » et souligné l'effet débilissant du dogmatisme idéologique ou théorique qui nuit aussi bien à la valeur scientifique qu'à la coopération entre savants.

Au cours des discussions consacrées à l'Amérique latine, le rôle de l'idéologie a été mis en lumière à propos de deux types de questions : la critique des tendances qui dominent dans les sciences sociales et la place du spécialiste de sciences sociales dans la société. Il en a été de nou-

veau question indirectement, mais tout aussi nettement, lorsque les participants ont abordé la nécessité d'échafauder des théories et d'adopter des démarches intégrées.

C'est ainsi que Ghai a reproché aux sciences sociales dominantes d'être fragmentées, compartimentées et orientées vers la microanalyse banale. Appliquées à l'Afrique, les études de ce genre postulent implicitement le contexte historique et culturel dans lequel leurs méthodologies et leurs hypothèses ont initialement été mises à l'essai. Aucun effort, ou presque, n'est fait pour que soient entreprises des études sectorielles s'inscrivant dans un cadre conceptuel inspiré de ce qui fait la spécificité des sociétés africaines. Là, Ghai vise moins la nécessité ou la possibilité d'une idéologie que la référence à l'expérience historique et culturelle. Mais, quand il appelle de ses vœux de nouvelles recherches théoriques et des approches intégrées, il débouche à nouveau sur le problème de l'idéologie, si tant est que Lagos ait raison lorsqu'il affirme que toute théorie commence par l'idéologie.

Silvert a dénoncé de semblables insuffisances théoriques lorsqu'il a porté un jugement sur les sciences sociales aux États-Unis. Il a souligné, et d'autres avec lui, que la critique des tendances dominantes était aussi répandue et tout aussi justifiée aux États-Unis et en Europe que dans les pays en voie de développement. D'après lui, l'un des plus graves échecs des spécialistes de sciences sociales en Amérique, c'est qu'en dépit de la richesse et de l'étendue de leurs recherches, ils n'ont pas de doctrine ou de « système global » de propositions communément admis pour expliquer les crises récentes des États-Unis. Silvert a, en outre, illustré l'abandon de certaines grandes tendances de la recherche en Europe en citant un article qui caractérise en ces termes la situation de la psychologie sociale dans cette région : « ... rejet de l'épistémologie positiviste des sciences sociales; intérêt pour l'importance intrinsèque des thèses et hypothèses relatives à la nature de l'homme et de la société; scepticisme relatif à la possibilité ou à l'opportunité de sciences sociales libres de tout jugement de valeur; rejet de la conception linéaire et unilatérale de la causalité qui imprègne une bonne partie de la psychologie sociale expérimentale au profit d'une conception qui valorise l'interaction; importance accordée à la signification et à la communication symbolique considérées comme définissant la spécificité du social et, parallèlement,



critique de la psychologie sociale actuelle qui, sur ce plan, manque à ses devoirs<sup>1</sup>. »

Germani a situé la remise en question actuelle des sciences sociales dans une perspective historique en faisant observer qu'au cours du siècle passé ces sciences ont subi une série de crises et de changements périodiques. Les crises paraissent toutes obéir au même schéma. Périodiquement, les spécialistes de sciences sociales divisent leur domaine de recherche pour mieux le dominer; ils le compartimentent. Au bout d'un certain temps, une réaction se produit en faveur d'une réunification et d'une démarche globale. Nous assistons actuellement à une réaction de ce genre dirigée contre le néo-positivisme qui dominait la scène, surtout aux États-Unis. Ce qui distingue sensiblement la crise actuelle des précédentes, c'est que deux problèmes viennent se greffer sur cette réaction : celui des rapports entre centre et périphérie; celui de la querelle entre les tenants de la continuité et ceux du changement.

Lazarsfeld a également situé le débat dans une perspective historique. Il a souligné que la prédominance de la méthodologie quantitative aux États-Unis ne remonte pas à plus de quarante ans. Auparavant, la sociologie était marquée par l'école de Chicago, qui privilégiait nettement l'analyse qualitative. Ce qui devenait nécessaire — et commence à se produire depuis quelque temps — c'était un passage des méthodologies quantitatives aux méthodologies qualitatives qui éclaire les descriptions contemporaines par l'histoire, assure la liaison entre microanalyse et macroanalyse, et fasse intervenir l'intuition et l'introspection pour relier les techniques quantitatives aux méthodologies qualitatives.

En mettant l'accent sur les méthodologies, Lazarsfeld faisait écho aux propos de Silvert qui avait établi une distinction entre méthodes et méthodologie. Dans cette optique, les méthodes se définissent comme des techniques de production des données et les méthodologies comme des systèmes qui permettent d'ordonner les données. La méthodologie apparaît comme la connexion entre la méthode et la théorie — et par conséquent l'idéologie. Le problème n'est pas simplement, comme certains l'ont suggéré, de savoir si les situations

nouvelles ou mouvantes appellent des techniques nouvelles ou particulières. C'est un problème de méthodologie; autrement dit, il s'agit de décider quelles sont les données qu'il convient de produire et d'ordonner, et comment. Au niveau où la méthode se rattache à la méthodologie et à la théorie, le problème passe de l'échelle microscopique à l'échelle macroscopique. Lagos a enchaîné en soulignant que les techniques se prêtent aussi bien à l'analyse de questions importantes que de questions banales; en revanche, faute de modèle global, on manque de cadre de référence pour examiner les microproblèmes.

La question qui se pose à partir de là est de savoir si on dispose d'une autre base que l'idéologie pour échafauder un « modèle global ». Un « modèle » est-il idéologique dès l'instant qu'il est conçu en fonction d'une expérience historique et culturelle spécifique ? Devient-il « idéologique » parce que son but est d'évaluer les mérites comparés du changement et de la continuité ? En outre, quelle valeur implicite y a-t-il derrière l'« intuition » ou l'« introspection » auxquelles il faut recourir, d'après Lazarsfeld, pour rattacher les techniques quantitatives aux méthodologies qualitatives ?

Ces questions se sont à nouveau posées lorsque Brucan a abordé le problème de savoir quelle était la réalité de l'idéologie. « Il n'est pas de spécialiste de sciences sociales qui ne soit, bon gré mal gré, influencé par l'idéologie, a-t-il déclaré [...] Il y a toujours un élément idéologique qui intervient dans le choix des sujets de recherche, les variables observées, les données rassemblées et l'interprétation des faits. Cet [...] élément contribue au relativisme qui caractérise la connaissance dans les sciences sociales par rapport au processus de la connaissance dans les sciences exactes et naturelles. Mais le phénomène est réel et plutôt que de le méconnaître et de proclamer qu'il n'existe plus ou qu'il a cessé de se produire [...] nous avons intérêt à nous demander ce que nous y pouvons. »

La solution que propose Brucan découle de sa position : « En tant que marxiste, a-t-il en effet déclaré, je considère que les idéologies sont partielles et comportent un élément de ce que Marx appelait la fausse conscience... » Si une idéologie « peut être moins empreinte de fausse conscience qu'une autre », aucune, n'en déplaît à ses tenants, ne peut prétendre qu'elle atteint à la « vérité scientifique » intégrale. Dans ces conditions, la

<sup>1</sup> M. BREWSTER SMITH, « Criticism of a social science », *Science*, vol. 180, 11 mai 1973, p. 611.

« confrontation et la critique idéologiques » constituent la base de toute communauté transnationale des sciences sociales à la fois parce qu'elles permettent de séparer l'idéologique du non-idéologique dans la théorie et la recherche et parce qu'elles représentent « le premier pas vers l'élimination du relativisme de la connaissance dans les sciences sociales ».

Germani a été plus loin que Brucan dans cette voie où il l'avait d'ailleurs précédé, encore que leurs démarches soient différentes. Il s'est demandé comment faire pour réagir contre le néo-positivisme et réaliser l'intégration qui s'impose, et s'est déclaré pessimiste tout en affirmant que les spécialistes de sciences sociales ont le devoir de ne pas retomber dans l'irrationalisme. La raison demeure pour lui notre meilleur guide, même si elle ne pourvoit pas à tout. La seule réaction possible, c'est d'admettre que, puisque toutes les vues sont partielles, il y a des différences de perspectives que nous devons nous efforcer de comprendre et auxquelles nous devons rattacher nos recherches concrètes. Il est peu probable qu'on parvienne à éliminer complètement la « fausse conscience ». Mais Germani avait avancé, à un stade antérieur du débat, l'idée que la recherche est moins influencée par l'idéologie elle-même que par la qualité du travail qu'autorise le contexte idéologique. On pourrait en généraliser l'argument, l'opposer aux thèses de Brucan.

### **Pluralisme**

Le thème du pluralisme a permis d'articuler les grandes idées qui s'étaient dégagées du débat. Si les spécialistes de sciences sociales travaillent, en règle générale, dans un cadre national, beaucoup participent aussi aux activités transnationales qui sont nombreuses et qui influencent la nature et l'orientation de la recherche et de l'enseignement. Les théories générales et les hypothèses sont transposées et vérifiées dans des contextes historiques et culturels différents. Les techniques et les méthodologies sont acceptées et appliquées au-delà des frontières nationales. Ces transferts transnationaux sont favorisés, notamment, par les échanges et la traduction des principaux ouvrages scientifiques; l'utilisation de textes standards; la formation d'étudiants étrangers dans les grandes universités; les projets de recherches sur des questions étrangères

et les séminaires internationaux; les associations internationales qui patronnent revues, congrès et commissions de recherche permanentes. Tous ces facteurs concourent à un processus d'institutionnalisation qui répand les modèles dominants et, à ce titre, ils affectent les activités d'un beaucoup plus grand nombre de spécialistes de sciences sociales que ceux qui participent directement aux activités de recherche et d'enseignement hors des frontières de leurs pays respectifs.

Lengyel a retracé, dans son mémoire préliminaire, l'évolution de ce système de relations transnationales à partir des grands centres universitaires de République fédérale d'Allemagne, des États-Unis, de France et du Royaume-Uni, où les sciences sociales se sont constituées et à partir desquels elles ont rayonné. Aux environs des années trente, « la situation mondiale des sciences sociales est dominée par les modèles qu'imposent les grands systèmes universitaires » d'Europe. Durant la guerre et l'immédiat après-guerre « la prépondérance, tant manifeste que voilée, des [États-Unis] s'exerce... en partie par le canal universitaire, en partie par le canal militaire et diplomatique, en partie également par l'action des fondations et par des initiatives gouvernementales; elle se fait tout d'abord ressentir en Europe occidentale, s'étend ensuite à l'Amérique latine puis, plus tard, à des pays comme l'Inde qui étaient traditionnellement le fief d'autres systèmes, et s'impose au Japon ». Ultérieurement, l'amorce d'une croissance autonome dans les pays en voie de développement, à la suite de la décolonisation, l'émergence (parfois la résurgence) des sciences sociales en Europe de l'Est et le développement des communautés professionnelles dans de petits pays comme l'Australie, la Norvège, Israël et les Pays-Bas vont continuer à modifier l'ancienne structure dominée par les rapports centre-périphérie et à créer la situation actuelle qui se caractérise par un pluralisme plus affirmé.

Ce système marqué par le pluralisme garde certes une tendance à l'asymétrie et reste fortement conditionné par les orientations nationales des spécialistes de sciences sociales et ce, dans tous les pays; il n'en crée pas moins un environnement dans lequel les théories et les méthodologies dominantes font l'objet de vérifications et d'évaluations critiques sans précédent. Germani a montré l'enchevêtrement des forces qui fait évoluer les sciences sociales lorsqu'il a déclaré que la réaction actuelle



contre le néo-positivisme était compliquée par l'évolution des rapports centre-périphérie et le conflit entre tenants de la continuité et tenants du changement. La complication pourrait bien, en fait, résulter de l'effritement des relations centre-périphérie. Ce n'est pas un hasard, si, comme l'a également remarqué Germani, c'est la périphérie — en l'occurrence l'Amérique latine — qui a forgé les concepts de « dépendance » : ces concepts résultent de la volonté de trouver des approches intégrées du développement ainsi que de la meilleure compréhension des obstacles qui freinent le changement économique et social. Là, le rôle intellectuel des spécialistes de sciences sociales au sein des sociétés nationales se confond avec leur rôle professionnel au sein d'une communauté transnationale.

Le bouleversement, pour ne pas dire la « crise », des sciences sociales peut s'expliquer par le pluralisme qui commence à se substituer aux anciens rapports centre-périphérie. On voit une plus grande variété de théories et d'hypothèses émerger des contextes divers au sein desquels les spécialistes de sciences sociales travaillent et dont ils subissent l'influence. L'importance des problèmes à étudier varie selon le degré du développement économique et social. Les raisons en fonction desquelles les spécialistes de sciences sociales choisissent les recherches dans lesquelles ils s'engagent et la façon dont ils les conduisent sont de nos jours aussi complexes que diverses, qu'ils se contentent de les percevoir ou qu'ils en comprennent la nature idéologique.

Avec l'ancien système, les spécialistes de sciences sociales des grands centres avaient entre eux, quelles que fussent leurs divergences idéologiques, des relations aussi bien culturelles que scientifiques. Ces relations étaient de surcroît d'autant plus étroites que les centres étaient moins nombreux. Inversement, à mesure que les centres se multiplient et que ceux qui se créent dans les anciennes périphéries mettent au point des théories et des méthodologies qui leur sont propres, les relations au sein d'une communauté transnationale deviennent plus complexes et plus interactives.

Lors de la première séance, Lyons avait énuméré plusieurs caractéristiques d'une communauté transnationale en évolution, qui allaient être reprises dans le cours de la discussion : large participation aux activités de sciences sociales de

spécialistes originaires de contextes culturels et historiques différents et multiplication des centres d'innovation théorique et méthodologique; exploitation et perfectionnement de technologies concourant à la fois à l'avancement de la théorie et de la méthodologie et aux processus de la croissance cumulée; pressions permanentes qui s'exercent sur les spécialistes de sciences sociales pour qu'ils justifient les ressources qui leur sont allouées par l'« utilité sociale » de leurs activités, qu'ils résolvent les problèmes sociaux et qu'ils satisfassent la conscience sociale.

Ces changements laissent entier, selon Lyons, le problème des bases à partir desquelles il est possible de construire un modèle opérationnel des sciences sociales comme système international. L'expérience des sciences physiques et des sciences biologiques fournit deux bases possibles : l'hypothèse de l'universalité de la vérité et l'idée qui se traduit dans le paradigme de Kuhnian. Elles permettent toutes deux de formuler une série de conditions touchant les institutions, les procédures et les normes; quant à savoir si l'une ou l'autre peut être valablement et intégralement transposée dans le cas des sciences sociales, c'est une question qui mérite sérieuse réflexion. Le problème est de concevoir un système transnational des sciences sociales qui tiennent compte à la fois des traits universels et des particularités culturelles et historiques.

Le séminaire n'a pas permis d'aboutir, ni même d'essayer de parvenir, à un modèle qui rallie les suffrages. Il y a encore trop de choses que nous ignorons en ce qui concerne les raisons et les modalités du comportement des spécialistes de sciences sociales dans leur domaine d'activité. Néanmoins il se dégage des débats trois séries de problèmes majeurs qui commencent à donner une idée de l'importance du pluralisme pour les relations transnationales dans les sciences sociales. Il s'agit de questions qui touchent aux expériences méthodologiques, à la critique idéologique et aux normes de la recherche.

Tout au début du séminaire, Tanaka et David nous avaient mis en garde contre les confusions qui nous guettaient si nous prenions l'expression de « sciences sociales » dans un sens général. Tanaka était même partisan d'étudier des disciplines, voire des sous-disciplines, comme systèmes transnationaux. Certaines disciplines offrent des possibilités plus réelles que d'autres pour la coopération et, par conséquent, pour la construction de

systèmes transnationaux de relations scientifiques ; plusieurs orateurs sont revenus sur ce point. Friis a souligné à diverses reprises que les économistes et les démographes de pays et de systèmes sociaux différents sont apparemment mieux à même de jeter les bases de recherches en commun que, disons, des sociologues ou des spécialistes de science politique.

Ce qui paraît décisif, c'est que la recherche internationale est plus facile lorsqu'elle se concentre sur des questions techniques ou sur la solution de problèmes unanimement admis et lorsque les recherches limitent ou écartent les hypothèses qui pourraient conduire à des considérations théoriques, voire idéologiques, plus larges. Certains voient là une façon utile et réaliste de procéder ; d'autres, au contraire, considèrent que ces recherches, outre qu'elles sont partielles, risquent de maintenir le compartimentage des sciences sociales qui, selon eux, nuit à la recherche fondamentale comme à la recherche appliquée.

Lazarsfeld souhaite en outre qu'on aille au-delà des techniques quantitatives et qu'on mette à profit le pluralisme naissant pour rénover et renforcer l'analyse qualitative. Son vœu est que l'on tire parti de la nouvelle évolution des situations et des perspectives sociales pour expérimenter de plus en plus de méthodologies qualitatives au lieu des méthodologies quantitatives élaborées au cours de ces dernières années. Simultanément, il souhaiterait que la recherche soit interdisciplinaire non pas en cela seulement qu'elle associerait plusieurs disciplines, mais en ce qu'elle réaliserait l'adaptation de trois traditions méthodologiques : la tradition béhavioriste, la tradition statistique et la tradition expérimentale.

Cette importance accordée par Lazarsfeld aux méthodologies qualitatives nous ramenait à la thèse énoncée un peu plus tôt par Silvert selon laquelle la méthodologie serait le lien entre les méthodes, ou les techniques, et les théories — et si l'on se place dans la perspective adoptée par Lagos et d'autres participants, les idéologies. Encore une fois, il n'est pas possible de méconnaître l'idéologie qui est trop souvent un facteur de division. Cependant, le schème proposé par Brucan permet à maints égards d'interpréter l'idéologie moins comme un facteur de division que comme un facteur de cohésion dans les relations transnationales en matière de sciences sociales. Brucan avait, on s'en souvient, considéré la critique idéologique

comme « le premier pas vers l'élimination du relativisme de la connaissance dans les sciences sociales ». Il avait également ajouté que si la critique idéologique est souvent difficile au sein d'une société nationale où les intérêts politiques sont assis sur des positions idéologiques, elle n'est pas impossible au-delà des frontières nationales ; « ... L'idéologie, a-t-il déclaré, joue un rôle et assume des fonctions différentes en politique étrangère et en politique intérieure pour la simple raison que les relations internationales sont différentes des relations sociales intérieures ».

L'idée de Brucan pose un certain nombre de questions qui n'ont pas été réglées. Il se peut que l'idéologie joue un rôle différent dans la politique étrangère et dans la politique intérieure : Cette différence permet-elle aux spécialistes de sciences sociales de prendre, à l'étranger, des positions idéologiques qui, chez eux, pourraient apparaître comme une menace politique ? La position de Brucan implique-t-elle le rejet de tout dogmatisme ? Repose-t-elle sur la thèse qu'il avait exprimée un peu plus tôt et selon laquelle, actuellement, toutes les idéologies sont partielles ? Sa conception de la critique idéologique implique-t-elle l'existence d'une vérité objective dont la révélation s'accomplirait une fois que la fausse conscience aurait été démasquée ? Faut-il considérer que le nouveau pluralisme qu'on constate dans le domaine des sciences sociales fournit de nouvelles armes pour affaiblir le dogmatisme là où il existe encore et pour dévoiler « la fausse conscience » ?

Les fils que tissent les sciences sociales transnationales ont beau conduire des techniques aux méthodologies et, par le biais de la théorisation, à l'idéologie, les éléments qui lient les spécialistes de sciences sociales en tant que tels restent vagues et inarticulés. Là encore, il faut retenir l'idée de Germani qui a fait observer que la qualité du travail effectué dans les divers contextes idéologiques importe plus que l'idéologie elle-même. Dans une veine différente, Stavenhagen, après avoir avancé qu'à tous les niveaux les idées théoriques deviennent des instruments politiques, a déclaré que tout ce qu'on pouvait obtenir dans les relations transnationales c'était le respect mutuel des spécialistes de sciences sociales.

Le tout est de savoir si ce respect doit se fonder uniquement sur ce que Germani a appelé « la qualité du travail ». Si oui, comment mesurer la « qualité » ? C'est là une question à laquelle on



ne peut pas répondre dans l'abstrait. L'histoire de la science montre combien il importe qu'il existe des institutions et des normes, des méthodes de critique et d'évaluation qui permettent à une communauté donnée d'acquérir le sens de la « qualité » qui servira dès lors de support à la loyauté de ses membres.

Les questions soulevées par Lyons au sujet de l'applicabilité d'autres modèles scientifiques aux sciences sociales méritent plus ample réflexion. Ce qui paraît certain, pour le moment, c'est que les spécialistes de sciences sociales doivent, avant de comprendre en quoi consiste leur participation à une communauté transnationale, et ce qu'elle implique de leur part, se pénétrer davantage de l'idée qu'ils font partie d'un système qui déborde les frontières nationales. Et, là encore, le nouveau pluralisme, si nationaliste qu'en soit l'orientation, pourrait favoriser cette prise de conscience.

### Communauté

Germani a exprimé, tout au long du séminaire, un pessimisme, fortement tempéré, toutefois, par son idéalisme; ces deux sentiments tiennent à la nature contradictoire de la réalité. La science sociale est en effet, comme l'a remarqué Germani, le reflet du monde dans lequel nous vivons, et ce monde, où l'interdépendance est de plus en plus affirmée, reste divisé en nations-États. Germani considère que la coopération transnationale est inévitable, car si différentes, si variées que soient nos perspectives idéologiques, nous sommes obligés, en tant que spécialistes de sciences sociales, de prendre en considération les grands problèmes de l'humanité qui ont de plus en plus tendance à se poser à l'échelle du globe. Germani a bien compris l'argument de Bulatao pour qui la coopération risque d'augmenter la dépendance et la thèse de Stavenhagen selon laquelle les théories sociales sont aussi des armes politiques dans les relations internationales. Mais il estime que nous ne pouvons pas plus éluder l'« internationalisme » que le nationalisme ou l'idéologie, car ils existent et leur réalité affecte notre travail.

Le problème, c'est d'admettre que les sciences sociales constituent une entreprise collective qui, en tant que telle, ignore les frontières géographiques ou politiques, mais qui subit indirectement leur influence dans la mesure où elles affectent

l'activité des spécialistes de sciences sociales : une fois de plus, nous nous apercevons que la réalité est contradictoire.

Les débats ont permis de faire le tour des nombreuses activités déployées par l'homme pour accumuler, diffuser et appliquer les connaissances relatives à son propre comportement, à la diversité des rôles et des organisations qui concourent à l'élaboration des sciences sociales dans le monde entier, à la variété des contextes dans lesquels les spécialistes de sciences sociales travaillent et aux perspectives différentes dans lesquelles leur activité se situe. Cependant, il n'est pas de séance où l'interdépendance des spécialistes de sciences sociales des diverses régions du globe n'ait été attestée comme en témoignent : a) les nombreuses discussions sur les relations asymétriques; b) l'expérience personnelle des participants, dont la plupart avaient fait des études ou des recherches à l'étranger; c) la connaissance commune de toute une série de théories et de méthodologies; d) la participation à des organisations professionnelles internationales; e) l'aptitude même et la volonté des participants, venus du monde entier, de poursuivre cinq jours durant un dialogue destiné à étudier les sciences sociales comme système transnational.

Il n'y a rien d'étonnant à ce que les activités des spécialistes de sciences sociales reflètent à la fois la diversité et l'unité de l'espèce humaine; il n'en était pas moins fascinant de voir au cours du séminaire les tendances s'exercer simultanément dans des directions opposées. On prônait le renforcement des disciplines individuelles tout en soulignant qu'il était capital d'accroître la collaboration interdisciplinaire. On insistait sur la nécessité pour les spécialistes de sciences sociales de se préoccuper davantage de l'application de leurs connaissances à l'enseignement et à l'élaboration de la politique, mais on attirait en même temps notre attention sur le fait que les sciences sociales doivent conserver une certaine indépendance à l'égard des gouvernements et autres institutions. On parlait beaucoup de la nécessité d'une communauté transnationale des sciences sociales, mais on se prononçait aussi énergiquement en faveur de communautés scientifiques nationales et régionales.

Ce qui se dégage des débats, c'est que le spécialiste de sciences sociales doit être à la fois disciplinaire et multidisciplinaire, s'intéresser aux grands problèmes de la société et garder ses distances à leur égard et, en même temps, jouer un

rôle dans la société à l'échelon national, régional et mondial, ou, tout au moins, savoir qu'il exerce bon gré mal gré une certaine influence sur toute une série d'institutions et de relations nationales, régionales et mondiales. Ce dernier point a été particulièrement mis en lumière par les discussions sur l'asymétrie et la dépendance dans les relations transnationales. S'il y a dans les pays développés beaucoup de spécialistes de sciences sociales qui ignorent purement et simplement qu'ils contribuent à instaurer des relations de dépendance, c'est qu'ils n'ont pas conscience de la structure sociale qui se reflète dans leur propre activité scientifique.

Le séminaire a montré qu'on n'attend pas la même chose des spécialistes de sciences sociales dans tous les contextes. La situation peut certes varier à l'intérieur d'un même pays, mais on peut dire que, d'une manière générale, plus le pays est petit et démuné, plus on attend des spécialistes de sciences sociales qu'ils jouent des rôles divers. Plus le pays est grand et riche, plus le spécialiste de sciences sociales a de facilités pour effectuer, par exemple, des recherches de laboratoire relatives aux effets des différences culturelles sur la communication, en laissant à d'autres le soin d'appliquer les résultats de ses travaux. Dans un pays moins avancé, ce même spécialiste devrait probablement justifier le domaine de recherche qu'il a choisi en montrant qu'il intéresse directement le développement national. De plus, il risque de s'apercevoir qu'il est obligé de s'engager vis-à-vis des grands problèmes du développement national, ce qui l'amènera inévitablement à combiner la recherche et la politique.

Les débats du séminaire ont contribué à éclairer les participants sur la façon dont les différences de rôles gênent la communication transnationale dans les sciences sociales. Les spécialistes de sciences sociales des pays développés peuvent avoir des « intérêts » très vastes : ils n'en gagnent pas moins leur vie en jouant une série de rôles plus restreints que leurs collègues des pays moins avancés. De plus, ceux-ci seront plus pressés de produire rapidement des solutions pour les grands problèmes du développement. S'ils y échouent, ils risquent fort de ne pas parvenir à gagner leur vie en tant que tels, parce qu'ils sont dans l'obligation de mélanger la science et la politique. Dans les pays développés, au contraire, la survie économique et professionnelle des spécialistes de sciences sociales n'est guère affectée que de façon marginale par

l'utilité que la société retire des connaissances qu'ils produisent, par les tendances de l'économie nationale ou par les bouleversements politiques. Il est inévitable que les incertitudes et les conflits de rôles plus aigus que connaissent les spécialistes de sciences sociales des pays moins avancés produisent des tensions et des inquiétudes qui les gênent dans leurs relations transnationales, notamment dans celles qu'ils entretiennent avec leurs collègues des pays développés.

En revanche, les tensions et les conflits qui surviennent dans les communications transnationales entre spécialistes de sciences sociales jouant des rôles différents peuvent être fort utiles pour donner aux sciences sociales la dimension d'une entreprise mondiale. A entendre les participants analyser la condition des sciences sociales dans leurs pays respectifs, on pouvait considérer les cas individuels comme des expériences de création et d'application des connaissances relatives au comportement humain. L'observation systématique des variations nationales et régionales des institutions de sciences sociales et de leurs relations avec le gouvernement et la société pourrait constituer une contribution importante à la sociologie des sciences sociales. Cette entreprise serait fort utile pour les spécialistes de sciences sociales qui, dans quelque pays que ce soit, veulent voir se développer l'application des connaissances acquises dans le domaine des sciences sociales.

Il est apparu clairement que les spécialistes de sciences sociales ont un besoin vital de connaître ce qui se fait dans leur domaine à l'échelle mondiale et, ce, pour trois raisons au moins. Premièrement, tous se trouvent d'une façon ou d'une autre rattachés à un système mondial, qu'ils en aient ou non conscience. Il faut donc qu'ils comprennent le rôle qu'ils jouent à l'intérieur de ce système et le comparent à leurs valeurs personnelles. Deuxièmement, la diversité des sciences sociales de par le monde se traduit par l'existence d'une foule de laboratoires qui leur offrent l'occasion de découvrir, grâce à l'expérience d'autres spécialistes, la possibilité d'utiliser d'autres méthodes pour produire et appliquer les connaissances. Troisièmement, il faut, pour que l'humanité puisse résoudre les problèmes mondiaux, qu'il existe une (ou plusieurs) communauté(s) transnationale(s) de spécialistes de sciences sociales qui fournisse(nt) un cadre général à l'intérieur duquel on puisse poser et analyser ces problèmes.



Mais comment les spécialistes de sciences sociales peuvent-ils acquérir cette vision mondiale ? Par expérience personnelle, estiment les participants, qui en ont énuméré divers éléments : études et enseignement à l'étranger; participation à des conférences internationales; exercice de responsabilités dans diverses organisations internationales, gouvernementales et professionnelles et, dans plusieurs cas, émigration provoquée par des changements politiques. Outre cette expérience personnelle, mentionnons l'existence d'une littérature restreinte sur les sciences sociales dans certains pays, sur la collaboration transnationale dans le domaine des sciences sociales ainsi que des articles sur les associations professionnelles internationales de sciences sociales. Mais ces écrits sont dispersés et sont souvent publiés dans des revues ou des ouvrages qui n'atteignent qu'une fraction minime de la profession. L'histoire et la sociologie des sciences sociales sont loin d'être assez avancées pour permettre aux spécialistes de prendre conscience de la communauté qu'ils forment. Il faut que des documents, écrits dans de nombreuses langues, leur fournissent une vue mondiale de la profession. Cela est particulièrement déterminant pour ceux qui n'ont pas la possibilité de participer directement à des activités transnationales, notamment pour les jeunes en formation.

Le séminaire n'a guère permis de faire qu'un premier recensement des documents qu'il serait nécessaire d'établir pour fournir aux spécialistes de sciences sociales une optique mondiale. Les participants se sont essentiellement appuyés pour ce faire sur les points inscrits à l'ordre du jour et les débats auxquels ils ont donné lieu. D'après eux, il faudrait tout d'abord, pour certains pays et certaines régions, faire des monographies des sciences sociales telles que se les représentent les spécialistes du pays ou de la région considérés. Ces monographies comporteraient, bien entendu, une appréciation de ces spécialistes sur les sciences sociales d'autres régions du monde et sur les relations transnationales. Elles permettraient de faire connaître les aspects changeants des sciences sociales de par le monde et aideraient les spécialistes de sciences sociales à comprendre comment d'autres perçoivent leur activité en même temps qu'à saisir la nature de leur contribution à l'activité transnationale.

Il faudrait également décrire les organisations internationales, non gouvernementales et gouvernementales, qui créent des liens entre les

spécialistes de sciences sociales de divers pays. Cette étude devrait mentionner les organisations régionales, gouvernementales et non gouvernementales comme le Conseil latino-américain des sciences sociales et l'Association internationale de science politique, ainsi que des organisations intergouvernementales comme l'Unesco et l'OCDE. Les programmes de ces organisations seraient analysés à la lumière des problèmes régionaux et mondiaux sur lesquels les spécialistes de sciences sociales doivent se pencher. On pourrait également étudier la composition de ces organisations, la nature des influences qu'elles subissent et la façon dont ces facteurs affectent leur aptitude à résoudre effectivement les problèmes. Bien entendu, on demanderait à des spécialistes de sciences sociales originaires de régions différentes de participer à cette analyse, afin de bénéficier de leurs divergences d'optique et d'intérêt.

En troisième lieu, on pourrait s'inspirer de ces deux premières catégories de documents, qui sont largement descriptifs, pour analyser l'importance de facteurs tels que l'idéologie et l'asymétrie dans les relations transnationales touchant les sciences sociales. Puis, à un stade ultérieur, on pourrait faire des études comparatives sur la façon dont les sciences sociales sont pratiquées dans les différents pays, en évaluant, de plusieurs points de vue, les contributions de ces sciences selon les différentes pratiques. Enfin, on pourrait demander à des spécialistes de sciences sociales d'optiques extrêmement diverses de décrire différentes perspectives d'avenir pour les sciences sociales à divers niveaux : national, régional et mondial.

Des documents de ce genre aideraient les spécialistes de sciences sociales à prendre davantage conscience de ce qu'ils représentent à l'échelle mondiale; ils pourraient également les inciter à établir des comparaisons entre ce qu'ils sont et ce qu'ils pourraient devenir, en leur laissant entrevoir divers avènements possibles pour les sciences sociales à l'échelle mondiale. Ces travaux pourraient faciliter l'émergence d'une communauté mondiale des spécialistes de sciences sociales qui serait capable de faire face aux problèmes de plus en plus nombreux que l'humanité tout entière doit résoudre. Pour l'instant, il n'existe encore, comme le séminaire a permis de s'en rendre clairement compte, qu'un système international de spécialistes de sciences sociales, autrement dit de spécialistes qui, du fait qu'ils sont en relations les uns avec les autres, s'in-

fluencent mutuellement et partagent plus ou moins le même sort. Ces spécialistes ne sont pas encore suffisamment conscients de leur interdépendance, de même qu'ils ne sont pas encore préparés, les uns et les autres, à donner à ce système international le nom de communauté. Certes, dans l'avenir immédiat, la formation d'une communauté exige que les spécialistes qui travaillent dans les grands centres de sciences sociales parviennent, par leurs

actes, à dissiper l'impression d'asymétrie qu'éprouvent leurs collègues lorsqu'ils envisagent les sciences sociales sur le plan transnational. Comment y parvenir ? C'est à chacun de nous qu'il importe de se poser la question, car tous, dans le cadre de notre activité professionnelle, nous participons « à notre façon » à l'édification d'une communauté des sciences sociales.

*[Traduit de l'anglais]*

## Les instituts de recherche en Inde

André Béteille

Depuis vingt-cinq ans, les recherches de sciences sociales connaissent en Inde une expansion considérable. Cette expansion doit être considérée à la lumière du désir qu'éprouve un pays ayant récemment accédé à l'indépendance d'appliquer les compétences des spécialistes de sciences sociales dont il dispose à l'œuvre de reconstruction nationale. Dans ce contexte, il est naturel que l'accent soit mis avant tout sur l'aspect « pratique » de la recherche par opposition à ce qu'on peut appeler son aspect purement « intellectuel ». Les recherches sont de plus en plus souvent conçues en fonction de projets directement liés à la planification et au développement.

Il existe en Inde un nombre croissant de spécialistes de sciences sociales d'un niveau professionnel élevé. Avant l'indépendance, ces spécialistes, beaucoup moins nombreux, travaillaient pour la plupart dans des universités; depuis l'accession du pays à l'indépendance, beaucoup d'entre eux sont employés par des services gouvernementaux. Mais ce qui importe encore plus au point de vue de l'ensemble de la profession, c'est la création de différents instituts de recherche qui ont attiré beaucoup de spécialistes de valeur s'occupant des sciences sociales. Ces instituts diffèrent par leur nature tant des services gouvernementaux que des départements universitaires. Il est assez vraisemblable que d'ici à quelques années les travaux de recherche les plus intéressants proviendront non plus des départements universitaires, mais des instituts de recherche. Le caractère des recherches de sciences sociales et de ces sciences elles-mêmes pourrait bien alors se trouver modifié.

Au cours des vingt années qui ont suivi l'accession du pays à l'indépendance, plusieurs instituts de recherche ont été fondés à Delhi, mais il semble que nous entrons maintenant dans une nouvelle phase marquée par la création d'impor-

tants instituts de recherche dans les divers centres régionaux. Trois instituts de ce genre ont été établis récemment : le Centre pour l'étude du développement, à Trivandrum (septembre 1970), l'Institut de recherche sur les transformations sociales et économiques, à Bangalore (janvier 1972) et le Centre d'études de sciences sociales, à Calcutta (février 1973). Quoique chacun de ces instituts ait des caractéristiques distinctes, certains traits généraux leur sont communs.

Les nouveaux instituts sont pourvus de ressources financières importantes provenant des autorités publiques et non de sources privées. Le plus souvent, semble-t-il, ils reçoivent des fonds tant du gouvernement central que des gouvernements des États où ils sont respectivement situés. L'institut de Bangalore a un revenu annuel stable de 1 million de roupies, dont le gouvernement indien fournit une moitié et le gouvernement de l'État de Mysore l'autre. De même, le centre de Calcutta a reçu, la première année, un demi-million de roupies du gouvernement du Bengale-Oriental et le gouvernement indien s'est engagé à lui verser une somme égale. Quant au centre de Trivandrum, il a été financé principalement, au cours de la phase initiale, par le gouvernement de l'État. Ce dernier centre est celui dont les activités ont l'envergure la plus limitée : il dispose d'une petite équipe de chercheurs composée surtout d'économistes. Le centre de Calcutta se propose de couvrir un domaine plus étendu : il offre des postes du niveau le plus élevé à des économistes, des géographes, des historiens, des sociologues et des politologues. Le centre de Bangalore est celui dont les projets sont jusqu'ici le plus ambitieux. Son personnel est réparti entre huit unités distinctes; sciences économiques (notions générales), finances publiques, entreprises publiques, développement agricole et transformation rurale, information démographique et recherche

active, sociologie, éducation, géographie humaine et écologie. On peut mentionner en outre le Bangalore City Survey Project et le Perspective Plan Project de Mysore.

Le tableau des effectifs de ces instituts est très semblable à celui des universités indiennes. Le barème des traitements est le même et certains postes portent les mêmes noms. Au centre de Calcutta, il existe des professeurs payés au même taux que les professeurs d'université et des chargés de recherche (*fellows*) dont la rémunération correspond tantôt à celle des maîtres de conférences et tantôt à celle des chargés de cours des universités. A Trivandrum, les chargés de recherche sont payés comme les professeurs ou les maîtres de conférences des universités et les attachés de recherche comme les chargés de cours. A l'institut de Bangalore, on trouve des maîtres de recherche (correspondant aux professeurs d'université), des chargés de recherche (correspondant aux maîtres de conférences) et des attachés de recherche (correspondant aux chargés de cours). Il est clair qu'on s'efforce d'établir une sorte d'équivalence entre les universités et les instituts. Pour beaucoup de spécialistes de sciences sociales, une carrière dans un institut de recherche devient aujourd'hui aussi attrayante qu'une carrière dans une université. Ces instituts bénéficient notamment d'un avantage du fait que les problèmes peuvent y être examinés sans être divisés de façon artificielle entre plusieurs domaines de spécialisation. Dans les universités indiennes, les départements tendent à être séparés par des cloisons étanches et, à vrai dire, les recherches interdisciplinaires y sont très peu nombreuses. Or c'est dans un cadre interdisciplinaire qu'il vaut le mieux se placer pour étudier les problèmes du développement. Les modalités d'organisation des nouveaux instituts de recherche visent pour une part à répondre aux besoins de ce genre.

La mesure dans laquelle ces instituts parviendront à élaborer un cadre pour les recherches interdisciplinaires dans le contexte indien sera donc l'un des éléments permettant d'évaluer leur succès. Les établissements décrits ci-dessus diffèrent par la diversité des aspects des sciences sociales dont ils s'occupent. Le personnel du centre de Trivandrum se compose avant tout d'économistes. A Bangalore, les économistes sont aussi les plus nombreux, mais on y trouve aussi d'éminents représentants de la sociologie, de la géographie et des sciences de l'éducation. A Calcutta, la répartition entre les

différentes branches des sciences sociales paraît plus équilibrée.

Le caractère et les modalités d'organisation des travaux, y compris les recherches, ne sont pas les mêmes dans les départements universitaires que dans les instituts de recherche. Dans le cas de ceux-ci, les recherches sont conçues, définies et exécutées sous forme de « projets » ou de séries de projets. Chaque projet peut être confié à une seule personne, mais d'ordinaire il est mis en œuvre par une équipe. Il a un budget et un calendrier de travail distincts et il doit aboutir à la rédaction d'un rapport. Il est clair que cette manière de procéder convient très bien à l'étude de certains types de problèmes. De plus, dans une société aux ressources limitées, il est naturel d'attendre de ceux qui se consacrent exclusivement à la recherche qu'ils parviennent à des résultats précis dans des délais fixés à l'avance. Comme chaque institut dans son ensemble est tenu d'obtenir des résultats, une certaine pression tendant à maintenir un rendement élevé s'exerce sur chacune des unités qui le composent et sur chacun des chercheurs que comprend l'unité.

La recherche peut, bien entendu, être conçue d'une manière un peu différente. On peut la considérer comme une entreprise qui ne produira pas nécessairement des résultats précis, ou qui aboutira à des constatations parfois sans grand intérêt, banales ou ne méritant pas d'être rapportées. Les recherches de ce genre peuvent être menées par des individus ayant des ressources personnelles, ou à titre d'activité à temps partiel venant s'ajouter à d'autres occupations telles que l'enseignement, ou encore dans des institutions disposant de sommes considérables et dont le financement ne peut être assuré que dans des sociétés relativement riches. Mais l'activité des instituts de recherche de pays comme l'Inde doit porter des fruits suffisamment tangibles : en d'autres termes, il faut que le travail de ces instituts ait un caractère « pratique » et non purement « intellectuel ».

Des recherches du type « intellectuel » continuent d'être menées à bien dans les départements universitaires. Si les ressources sont alors plus limitées, les contraintes sont moins nombreuses. Ce genre de travail offre certains avantages qu'on oublie souvent en s'efforçant de rendre les recherches pertinentes, pratiques et conformes à une certaine politique générale. Il permet de soulever des questions fondamentales et essentielles



dont l'intérêt peut ne pas apparaître immédiatement. Il rend possible la remise en question d'approches, d'orientations et de modes de pensée dont la valeur pourrait autrement être tenue pour acquise. Dans les pays tels que l'Inde, qui ont dû avoir recours dans une large mesure à des cadres de référence provenant de l'extérieur et qui n'ont pas élaboré une tradition indépendante en matière de sciences sociales, ce type d'entreprise peut être tout aussi important que les recherches considérées en général comme d'un intérêt plus pratique.

On ne saurait concevoir le contenu des activités de sciences sociales indépendamment de leur

organisation. En Inde et dans les pays dont la situation est analogue, il est manifestement nécessaire de créer des institutions aptes à mener à bien des recherches de sciences sociales avec efficacité. Étant donné que ces pays souffrent d'ordinaire d'une pénurie de ressources — tant humaines que matérielles — il est absolument indispensable que les spécialistes de sciences sociales eux-mêmes réfléchissent sur la nature des structures institutionnelles qui leur paraissent le mieux adaptées aux tâches qu'ils se proposent d'accomplir.

*[Traduit de l'anglais]*

## Les sciences sociales au Chili : professionnalisation, codes d'éthique et affrontement idéologique\*

Gabriel Gyarmati K.

A lire les revues de sciences sociales, en particulier celles qui sont publiées dans les pays industriels et développés, on constate depuis longtemps un intérêt croissant pour deux phénomènes étroitement liés l'un à l'autre; la professionnalisation dans les sciences sociales et la formulation de codes d'éthique pour réglementer l'exercice de ces professions. Compte tenu de ces tendances, il y aurait peut-être lieu d'examiner rapidement ce qui se passe dans ce domaine au Chili; l'évolution politique du pays au cours des cinq ou six dernières années y a influé sensiblement sur la pratique des sciences sociales, de sorte qu'on pourrait s'appuyer sur les faits constatés pour d'éventuelles études comparées du développement de ces sciences.

Il faut signaler tout d'abord que, du point de vue de l'organisation formelle de professions (et les codes d'éthique, ou tout au moins leur étude, présupposent un minimum de dispositions formelles), les sciences sociales au Chili, à quelques rares exceptions près, témoignent d'une faiblesse marquée. En effet, seuls les économistes, les psychologues et les psychosociologues appartiennent en nombre important à des ordres ou à des associations dûment constituées, dont deux seulement présentent un lien de « dépendance » : les économistes, rattachés à l'Ordre des ingénieurs, et les psychosociologues à l'Ordre des psychologues. (Au Chili, les ordres [*colegios*] à la différence des associations, qui sont volontaires, constituent des corps professionnels dotés d'attributions légales relatives à l'exercice de la profession.)

Au Chili, suivant la tradition française, l'économiste est légalement appelé ingénieur commercial, cette profession étant elle-même subdivisée en deux branches : administration et éco-

nomie. Par suite, les économistes sont membres de l'Ordre des ingénieurs, à l'intérieur duquel ils constituent une spécialité. (Les autres spécialités sont celles d'ingénieur mécanicien, d'ingénieur électricien, d'ingénieur des mines, d'ingénieur civil, d'ingénieur chimiste, etc.) De la sorte, la loi qui a créé l'ordre et a défini les droits et obligations des professions qu'il regroupe s'applique également aux économistes. Le texte de cette loi comporte un certain nombre de dispositions appelées Code d'éthique professionnelle (*Código de Etica Profesional*). Il importe d'observer que si ce code couvre (encore qu'il ne s'agisse que d'un seul article sur un total de neuf) les relations de l'économiste avec ses clients ou ses mandants, il ne dit pas un mot du rôle et (ou) des obligations sociales de la profession. Une omission de ce genre a de quoi surprendre si l'on songe que l'économie, comme science sociale, a des responsabilités et des engagements qui dépassent les limites de la simple relation entre le mandant et le professionnel s'acquittant du travail dont il est chargé.

Mais on est moins surpris si l'on se rappelle que ce code date de 1961. (En fait, la loi portant création de l'Ordre des ingénieurs a été promulguée en 1958, mais ce n'est que trois années plus tard qu'on lui a ajouté le code d'éthique.) Les économistes ont défini leur discipline comme une « profession »<sup>1</sup> et à cette époque lointaine (qui ne remonte pourtant qu'à une douzaine d'années, mais, du point de vue des mentalités, cela fait plusieurs siècles), vouloir préciser formellement le rôle des responsabilités sociales d'une profession (en allant au-delà de l'affirmation rhétorique selon laquelle le professionnel doit servir la société) aurait été considéré comme une « contamination politique », indigne de toute profession sérieuse.

De toute façon, le fait ne semble pas avoir une grande importance, car, dans la pratique,

\* Cet article a été écrit avant septembre 1973.



personne ne sait ce que le code contient. Bien plus, la majorité écrasante des économistes ne soupçonne même pas que leur profession est régie par un code d'éthique formel. Ils savent que les médecins en ont un, qu'ils sont tenus de respecter et ils pensent que le barreau se trouve probablement dans une situation analogue. Mais en ce qui concerne leur profession, ils témoignent de la plus totale ignorance et d'un « désintérêt » complet pour ce problème<sup>2</sup>. Ce fait serait probablement considéré comme assez significatif si l'on voulait étudier la fonction véritable — et non pas seulement celle qui est officielle, évidente — des codes d'éthique professionnels.

Quant aux psychologues, l'existence de leur ordre remonte à 1968. La loi qui l'a créé ne contient pas de code d'éthique formel, ni de disposition ou de règlement qui pourrait être interprété comme tel. (Chose curieuse, le Conseil de l'Ordre est habilité à prendre des mesures disciplinaires, mais il n'est pas précisé quels faits ou genres de faits constituent des fautes, si l'on excepte, ce qui est logique, les délits de droit commun.) Ce n'est qu'en 1970 que ce point a été examiné; à cette occasion il a été décidé, à titre de mesure provisoire, de se référer aux dispositions du code d'éthique de l'Association américaine de psychologie (États-Unis d'Amérique), mais seulement à titre de recommandation n'ayant aucun caractère d'obligation. Pendant l'année en cours (1973), une commission spéciale a été chargée d'élaborer un projet de code destiné à être éventuellement incorporé à la loi portant création du « collège »; mais cette commission n'a encore pas présenté de projet formel.

Les psychosociologues peuvent s'inscrire à l'Ordre des psychologues, de sorte qu'ils se trouvent dans une situation analogue. De leur côté, les anthropologues n'ont pas d'ordre et ont une association volontaire, mais le règlement de celle-ci ne contient pas de code d'éthique. Les politicologues, démographes, etc., n'ont ni ordre, ni association scientifique; il n'y a donc eu entre eux aucun débat systématique concernant l'élaboration d'un code d'éthique.

Les sociologues, comme d'habitude, constituent un cas plus complexe. Ils n'ont pas de « collège » ni d'association professionnelle; ils n'ont pas non plus de code d'éthique<sup>3</sup>. Mais cela ne s'explique pas par un manque d'intérêt pour la question. Au contraire, à trois reprises au moins,

des réunions ont été organisées pour parvenir à constituer une association, qui serait le point de départ de la création éventuelle d'un ordre. La plus importante de ces initiatives a fait suite au scandale provoqué par le « Projet Camelot » de triste mémoire, qui éclata précisément au Chili en 1965<sup>4</sup>. On a analysé les problèmes moraux et politique de la recherche sociologique et les moyens d'organiser la profession pour tenir compte des mécanismes propres à assurer la stricte application des normes qui seraient fixées dans un éventuel code d'éthique. Mais cette tentative, comme celles qui l'avaient précédée, n'a abouti à aucun résultat concret.

Tels sont, sommairement, les faits. On constate, dans le pays, comme nous l'avons dit au début, que malgré une activité relativement intense dans le domaine des sciences sociales, très peu de mesures concrètes ont été prises pour organiser des professions correspondant à ces sciences (envi-sagées en dehors des structures académiques); apparemment, on ne s'est à peu près pas préoccupé d'un aspect important de ces professions : les codes d'éthique qui fixent les normes applicables à leur exercice. Et ce n'est pas, semble-t-il, la situation qui règne dans beaucoup de pays, en particulier dans les pays industrialisés. Comment interpréter ce phénomène ?

Bien entendu, les diverses sciences sociales ont connu au Chili une évolution qui diffère beaucoup de l'une à l'autre, de sorte qu'aucune explication ou ensemble d'explications ne vaut pour la totalité d'entre elles. Je crois néanmoins possible, au risque de simplifier à l'excès un phénomène très complexe, d'isoler quelques facteurs qui, à mon avis, ont joué un rôle prépondérant.

L'un de ces facteurs tient à la situation ambiguë des sciences sociales : Sont-elles des « sciences » proprement dites, comme l'astronomie, la biologie, etc., consacrées à la recherche et à la constitution de la connaissance, et dont le public est la société en général ? Ou sont-elles des « professions », comme par exemple le génie civil, la médecine, etc., dont la fonction essentielle est l'application de connaissances à la résolution de problèmes spécifiques à la demande de clients ou de mandants nettement spécifiés eux aussi ? Les deux groupes d'activités présentent des caractéristiques très différentes sur certains points fondamentaux, comme, par exemple, les relations intérieures entre praticiens, les relations extérieures avec d'autres groupes professionnels, la définition

des fins et des responsabilités, les effets directs et indirects des activités assurées, etc. Par suite, on a besoin d'un ensemble de normes éthiques spécifiques, ainsi que de mécanismes de contrôle qui soient différents dans le cas des sciences de ceux dont on a l'habitude dans le cas des « professions ».

Les économistes et les psychologues se trouvent dans le groupe des « professions »; les premiers parce qu'ils font partie des ingénieurs et les seconds parce qu'ils ont adopté une structure identique à celle des autres organisations professionnelles. En revanche, la situation de celles des sciences sociales qui, au lieu d'un client ou d'un mandant spécifique, ont un « public » qui est la société elle-même est beaucoup plus complexe; dans leur cas, ce qui est « correct » ou « conforme à l'éthique » lorsqu'il s'agit de la définition et de la pratique des activités scientifiques ne peut pas se concevoir indépendamment d'une position idéologique<sup>5</sup>. De ce fait, à une époque où les divisions idéologiques sont profondes et irréductibles, comme celle que connaît le Chili en cette dernière décennie, il est extrêmement difficile aux spécialistes de sciences sociales de s'entendre pour constituer des organisations professionnelles communes et d'arriver à accepter une même définition des normes applicables à leur recherche et au développement de leurs connaissances.

Autre facteur, agissant dans le même sens : les « professions », par l'intermédiaire de leurs associations, constituent de puissants groupes de pression politique. Lorsqu'il règne un calme relatif sur le plan politique et social, ce fait ne modifie pas sensiblement la structure interne des professions; leurs organismes représentatifs tendent alors à exercer essentiellement leur pression pour défendre les intérêts directs des membres de la profession, afin que rien ne vienne troubler son unité interne : mais aux époques de changements profonds et prolongés qui *transforment fondamentalement la structure du pouvoir* dans la société, les organisations professionnelles, comme toutes les organisations et institutions de la société, jouent inévitablement un rôle politique beaucoup plus direct, en partie de propos délibéré, pour défendre certaines positions idéologiques et, en partie, par le simple fait qu'à ce moment-là toute action collective a des causes et des répercussions politiques. Ce phénomène de politisation intense des organismes professionnels est apparu très nettement au cours de ces dernières années au Chili; il a entraîné de

graves conflits à l'intérieur même des professions et une confrontation de plus en plus violente entre ces professions et d'autres organismes et secteurs sociaux.

Si tel est le cas dans les professions qu'on considère depuis toujours comme politiquement « neutres », par exemple les professions d'ingénieur, de médecin, d'architecte, etc., il en va de même, mais avec une intensité bien plus forte, dans les sciences sociales liées de façon relativement directe à l'événement social et politique. C'est pourquoi je crois qu'il est permis de prévoir que les disciplines qui ne sont pas parvenues jusqu'ici à se constituer en associations ou ordres professionnels parviendront très difficilement à le faire dans un avenir prévisible étant donné les profondes divergences idéologiques qui séparent les spécialistes de sciences sociales.

Cela ne veut pas dire pour autant qu'on ne se préoccupe pas au Chili des aspects éthiques et professionnels des sciences sociales. Simplement le problème a été défini en d'autres termes. Le débat, surtout chez les sociologues, porte sur l'« engagement ». Le problème n'est pas nouveau; on peut consulter à ce sujet, par exemple, le livre *Del sociólogo y su compromiso* (Le sociologue et son engagement) [Edition Lúbera, Buenos Aires. Divers auteurs] qui a été publié en Argentine en 1965 et qui, d'une certaine façon, rend compte de la préoccupation des sociologues de toute l'Amérique latine. Ce qui différencie actuellement le Chili, c'est que le problème a de beaucoup dépassé le niveau de la discussion abstraite pour devenir un élément concret et déterminant de l'action quotidienne des sociologues.

A partir de là, on peut dire quelques mots des grandes tendances idéologiques avec lesquelles s'identifient actuellement les spécialistes de sciences sociales au Chili. Ceux-ci se distinguent entre eux essentiellement : a) par le degré d'importance qu'ils accordent à la variable « classe sociale » pour l'interprétation des phénomènes sociaux; b) par la forme et le degré d'« engagement » que le spécialiste de sciences sociales estime devoir donner à la discipline même et à son travail scientifique personnel en les orientant de façon à faciliter et stimuler l'évolution vers une société plus libre et plus juste, à la différence de la conception qui fait des sciences sociales une discipline essentiellement « neutre ». Ces variables se combinent actuellement au Chili en trois grandes tendances qui,



d'une certaine façon, correspondent, dans le milieu scientifico-académique, aux trois courants qui, sur le terrain proprement politique, trouvent leur expression dans les partis de la droite, dans la Démocratie chrétienne et dans l'Unité populaire (groupements de partis de la gauche, marxistes ou non), bien qu'on ne puisse nullement parler d'équivalence complète en l'occurrence.

L'important, dans tout cela, pour qui étudie le développement des sciences, c'est que, à partir du moment où la politique cesse d'appartenir exclusivement aux politiciens et devient la préoccupation fondamentale et permanente de la population tout entière, ce qui est inévitable quand la

structure du pouvoir est en train de changer dans un pays, ni les sciences, ni les professions, ni même les principes d'éthique ne peuvent se soustraire aux énormes pressions sociales qui apparaissent alors et s'affrontent. Il s'élabore de nouvelles définitions et de nouvelles pratiques suivant l'optique idéologique dans laquelle les événements sont décrits et interprétés. Le lien entre les concepts, les théories et les méthodes, d'une part, et le substrat idéologique, de l'autre, existe bien entendu toujours; le cas du Chili, avec ses tensions, contribue simplement à le mettre à nu, à révéler le visage derrière le masque.

[Traduit de l'espagnol]

## Notes

<sup>1</sup> Cette décision était parfaitement naturelle à l'époque, puisque naguère encore il n'existait dans les universités chiliennes pratiquement aucune étude scientifique proprement dite. On se préparait à une profession sanctionnée par un diplôme d'ingénieur, une licence en droit, un doctorat en médecine, une licence d'enseignement, etc., pour se consacrer ensuite, si l'on avait du goût pour une science, à la physique, à l'astronomie, à la sociologie, à la biologie, à la chimie, etc. Les études consacrées spécifiquement aux sciences, qu'il s'agisse de sciences exactes et naturelles ou de sciences sociales, à la différence des études préparant à une « profession », sont de création relativement récente.

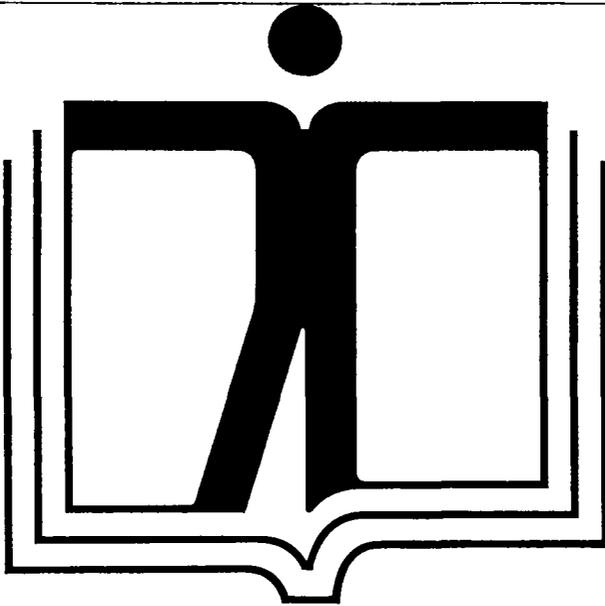
<sup>2</sup> Je suis arrivé à cette conclusion à la suite d'une enquête que j'ai faite parmi des économistes (des deux branches) se consacrant soit à la recherche et à l'enseignement universitaire, soit à des tâches professionnelles. Cette enquête n'a pas eu un caractère formel, mais elle a été assez large et a fait apparaître une tendance si nette et si uniforme qu'elle touche certainement la réalité de très près.

<sup>3</sup> Pour être précis, il existe une Association chilienne de sociologie qui a été fondée vers 1950; mais il n'y a guère qu'un très petit nombre de socio-

logues professionnels qui y aient adhéré. Sa création est antérieure à l'institutionnalisation de la sociologie au Chili comme filière universitaire.

<sup>4</sup> L'une des nombreuses conséquences du Projet Camelot a été que, pendant deux ans, il a été presque impossible de faire des enquêtes au Chili, car le questionnaire le plus inoffensif faisait immédiatement soupçonner des intentions inavouées et inavouables. Cette situation, sans préjudice de tous les inconvénients qu'elle a causés, a eu néanmoins un effet salutaire: elle a mis fin à l'habitude de réduire la sociologie à l'élaboration, à la distribution et à l'analyse de questionnaires et a contribué ainsi par la force des choses à obliger la sociologie à acquérir progressivement, dans le pays, une physionomie propre.

<sup>5</sup> Certes, l'éthique professionnelle prend elle aussi inévitablement ses racines dans une vision particulière de la société, mais les problèmes qui apparaissent de ce fait retentissent relativement peu sur l'essence même du travail professionnel, c'est-à-dire sur les relations directes avec ses clients. En revanche, ils retentissent de façon très directe et permanente sur le travail du spécialiste de sciences sociales.



**Services  
professionnels  
et documentaires**

# Nouveaux périodiques

*Afin d'aider les lecteurs désireux de se tenir au courant de l'abondante littérature périodique spécialisée en sciences sociales, cette Revue publie une liste descriptive annuelle de nouveaux périodiques reçus au Centre de documentation en sciences sociales de l'Unesco. Les titres mentionnés ci-dessous ont été reçus au cours de 1973.*

*La quatrième édition révisée de la Liste mondiale des périodiques spécialisés dans les sciences sociales/World list of social science periodicals sera publiée en 1975. Elle comprendra aussi bien les périodiques primaires que secondaires (donnant des analyses).*

*Des spécimens de nouvelles revues ou des prospectus donnant les informations nécessaires à la rédaction des titres peuvent être envoyés au Centre de documentation en sciences sociales, Unesco, B.P. 3.07, 75007 Paris (France).*

*Pour la liste des nouveaux périodiques reçus en 1968, voir vol. XXI (1969), n° 2, p. 342-355 ; en 1969, voir vol. XXII (1970), n° 1, p. 143-154 ; en 1970, voir vol. XXIII (1971), n° 1, p. 131-143 ; en 1971, voir vol. XXIV (1972), n° 1, p. 179-185 ; en 1972, voir vol. XXV (1973), n° 1/2, p. 235-245.*

*Affari sociali internazionali*, vol. 1, n° 1, mars 1973

Publication trimestrielle de Franco Angeli Editors.

Adresse : Viale Monza 106, casella postale 4294, 20100 Milan (Italie).

Éditeur (rédacteur en chef) : Antonio Lombardo.

Abonnement pour 1973 : 10 000 lire ; le numéro 2 000 lire.

Cette revue cherche essentiellement à mettre en lumière les problèmes sociaux qui se posent en Italie — comme celui des migrations intérieures ou de l'émigration — en les replaçant dans leur contexte historique et en les examinant dans une perspective internationale.

*African research and documentation*, n° 1, 1973

Revue de l'African Studies Association (Royaume-Uni) et de la Standing Commission on Library Materials on Africa.

Adresse : c/o Centre of West African Studies, University of Birmingham, P.O. Box 363, Birmingham B15 2SD (Royaume-Uni).

Rédactrice en chef honoraire : Marion Johnson. Abonnement : Aucune indication n'est donnée à ce sujet.

Cette revue est destinée à remplir à la fois le rôle de *Library materials on Africa* et du *Bulletin* de l'African Studies Association du Royaume-Uni. Elle comprendra, d'une part, des notices et des analyses bibliographiques et, d'autre part, des informations sur les études africaines dans le Royaume-Uni et ailleurs, ainsi que sur les recherches en cours dans ce domaine. Ses rédacteurs comptent être de plus en plus à même d'annoncer à l'avance les conférences et les séminaires susceptibles d'intéresser les africanistes et de tenir ces derniers au courant des faits nouveaux concernant leur discipline.

*American politics*, vol. 1, n° 1, janvier 1973

Revue trimestrielle publiée par Sage Publications, Inc., en janvier, avril, juillet et octobre. Adresse aux États-Unis d'Amérique : 275 South Beverly Drive, Beverly Hills, Calif. 90212 ; en Europe : St. George's House, 44 Hatton Garden, London EC1N 8ER (Royaume-Uni).

Rédacteur en chef : Harlan Hahn.

Abonnement : Institutions, tarif normal : 18 dollars par an ; professionnels et enseignants : 12 dollars par an ; étudiants à plein temps dans des collèges ou des universités : 9 dollars par an, plus 1 dollar pour les abonnements souscrits hors des États-Unis et du Canada.

Cette revue offrira régulièrement ses pages à ceux qui désirent exposer des idées ou rendre compte de recherches sur le gouvernement et la politique aux États-Unis, au niveau des municipalités urbaines, des États et du pouvoir central. Elle publiera des études significatives sur les partis politiques, l'opinion publique, la théorie politique, le comportement de la législature, le processus juridique, les administrations publiques, les relations intergouvernementales et d'autres questions du même ordre.

*Asia research bulletin*, vol. 1, n° 1, juin 1971

Publication mensuelle d'Asia Research (private) Ltd.

Adresse : P.O. Box 91, Alexandra Post Office, Singapour 3.

Directeur : John Drysdale.

Abonnement annuel : Tarif normal, 100 dollars ; organisations à but non lucratif, 50 dollars.

Tarif multiple (chaque exemplaire additionnel), 22 dollars.



Le *Bulletin* couvre systématiquement tout ce qui se produit d'important en Asie de l'Est et du Sud-Est sur les plans politique, économique et social. Il est publié chaque mois en quatre parties : I. Questions d'information générales ; II. Thème du mois (principal sujet d'actualité) ; III. Informations systématiques regroupées sous 8 rubriques ; IV. Tableaux statistiques par pays et Documentation. Toutes les parties sont complètement indexées.

*The bureaucrat*, vol. 1, n° 1, printemps 1972

Publication trimestrielle du National Capital Area Chapter de l'American Society for Public Administration.

Adresse : P.O. Box 664, Washington D.C. 20044 (États-Unis d'Amérique).

Rédacteur en chef : Thomas D. Lynch.

Abonnement annuel : Bibliothèques et institutions, 10 dollars ; étudiants, 6 dollars ; autres particuliers, 7 dollars.

Le numéro, 2 dollars.

La publication du National Capital Chapter de l'ASPA vise à servir les objectifs de l'association et à offrir une tribune où sont débattus des problèmes d'administration publique.

*Cahiers zaïrois d'études politiques et sociales*, n° 1, avril 1973

Publication du Centre de recherche en sciences politiques et sociales.

Adresse : Faculté des sciences sociales, Université nationale du Zaïre, B.P. 1825, Lubumbashi (République du Zaïre).

Rédacteur en chef : Nguyen Van Chien.

Abonnement par numéro : 180 francs belges ; 18 francs ; 4 dollars.

La rédaction espère que le *Cahier* deviendra l'organe permettant aux universitaires, professeurs et chercheurs dont les activités ont trait aux sciences sociales d'échanger des points de vue, mutuellement et avec d'autres spécialistes des problèmes du développement de l'Afrique, et en particulier du Zaïre, et d'apporter ainsi une contribution positive à la construction du pays et de la société zaïroise.

*Catalogue of selected documents in psychology*, vol. 1, automne 1971

Publication trimestrielle du Journal Supplement Abstract Service de l'American Psychological Association.

Adresse : 1200 Seventeenth Street N.W., Washington D.C. 20036 (États-Unis d'Amérique).

Rédaction : J. Orlansky, J. Senders, L. E. Bourne, F. A. King, J. T. Spence, D. E. Linder, T. H. Balu, J. K. Hemphill et B. Baxter.

Abonnement pour 1972 (numéros trimestriels) : 10 dollars.

Tirage du texte intégral du manuscrit résumé : 2 dollars.

Principal organe de diffusion d'informations sur des manuscrits choisis (manuscrits « éphémères » ou inédits de grand intérêt) concernant la psychologie. On y trouve des indications bibliographiques complètes et de 100 à 300 résumés d'auteur de tous les manuscrits acceptés par le service.

*Cuadernos de la Cateidra de Derecho del Trabajo de Valencia*, vol. 1, n° 1, juin 1971

Publications de la Faculté de droit de Valence, Université de Valence.

Adresse : Apartado 2.282, Madrid (Espagne).

Rédacteur en chef : Luis Enrique de la Villa.

Abonnement : Aucune indication n'est donnée à ce sujet.

Il s'agit d'une publication universitaire consacrée à la recherche et à l'enseignement dans le domaine du droit du travail. Le but visé est de permettre à toutes les opinions concourant à la défense du travail de s'exprimer.

Chaque numéro, comme c'était déjà le cas du premier, comprendra trois parties : une étude de base (*Estudio*) et un débat sur un thème central ; des notes succinctes (*Notas*) sur différents aspects des problèmes du travail ; des nouvelles (*Noticiario*) groupées sous plusieurs rubriques qu'on retrouvera régulièrement (informations sur les chaires d'enseignement, législation du travail, bibliographie et comptes rendus d'ouvrages).

*Cultural hermeneutics*, vol. 1, n° 1, 1973

Publié quatre fois par an par la D. Reidl Publishing Company.

Adresse : P.O. Box 17, Dordrecht (Pays-Bas).

Rédacteur en chef : David M. Rassmussen.

Abonnement annuel : 75 florins ou 26,78 dollars des États-Unis, franco de port.

Cette revue s'adresse aux universitaires qui s'interrogent sur la signification de la culture. Ils auront, grâce à elle, l'occasion d'exposer leur point de vue, de participer à des débats et de tirer profit d'un échange d'idées et d'interprétations, tâche que la revue appelle « herméneutique culturelle », et, ce faisant, de contribuer à l'élaboration d'une théorie et d'une critique de la culture englobant non seulement sa *praxis*, mais aussi sa *finalité*.

*Die dritte Welt*, vol. 1, n° 1, 1973

Publication trimestrielle du Verlag Anton Hain.

Adresse : Postfach 180, D-6554 Meisenheim am Glan (République fédérale d'Allemagne).

Rédacteur en chef : Wolfgang Slim Freund.

Abonnement annuel : 68 marks, port dû. Pour les étudiants : 42 marks, port dû.

Périodique trilingue (allemand, anglais, français, avec une forte proportion d'articles écrits en allemand) abordant dans une optique interdisciplinaire, et en particulier du point de vue des sciences sociales, toute la gamme des questions et des problèmes qui se rapportent au développement du tiers monde. Chaque numéro comprend des comptes rendus de recherches, des articles théoriques, des comptes rendus de livres et de périodiques, ainsi que des informations sur les réunions internationales importantes (conférences, colloques, etc.) où sont débattus des problèmes de développement.

Chaque volume est accompagné d'un « numéro spécial », publié à part, qui porte sur un point important de la stratégie du développement. En 1972, par exemple, le premier d'entre eux a été consacré aux « Aspects de la politique culturelle extérieure des pays en voie de développement ».

*Estudios sociales centroamericanos*, vol. 1, n° 1, janvier-avril 1972

Publié trois fois par an par le Programa Centroamericano de Desarrollo de las Ciencias Sociales.

Adresse : Apartado 37, Ciudad Universitaria « Rodrigo Facio », San Jose (Costa Rica).

Directeur : Edelberto Torres-Rivas.

Abonnement : Se renseigner auprès du secrétaire de la revue, Paulino Gonzales V.

Le but recherché est de doter l'Amérique centrale d'une revue des sciences sociales. Comprend quatre parties principales : articles et essais ; problèmes et débats théoriques et méthodologiques ; bibliographie et documentation ; informations.

*Ethnies*, vol. 1, 1971

Publication annuelle de l'Institut d'études et de recherches interethniques et interculturelles. Adresse : 34, rue Verdi, Nice (France).

Directeur : Pierre Bessaignet.

L'objet d'*Ethnies* est de publier les résultats de certaines études, sous forme d'articles succincts, et les actes de séminaires consacrés à des questions particulières. Des informations sur des réunions y seront publiées (notes, nouvelles, comptes rendus). On espère ainsi constituer un outil de travail, de réflexion et d'échange à la disposition de ceux — chercheurs et théoriciens — qui s'intéressent à la question des relations interethniques et interculturelles.

*Eure*, Revista Latinoamericana de estudios urbanos regionales, vol. 1, n° 1, 1971

Publié trois fois par an par le Centro de Desarrollo Urbano y Regional (CIDU) de l'Universidad Católica de Chile.

Adresse : Revista EURE, casilla 16002, Santiago (Chili).

Rédaction : Consejo Editorial, Jorge E. Har-doy *et al.*

Abonnement annuel : 8 dollars des États-Unis. Le numéro : 3 dollars des États-Unis.

Cette revue publie en espagnol des études et des essais sur des problèmes urbains et régionaux de caractère social, concernant en particulier l'Amérique latine ; mais les problèmes théoriques généraux ne sont pas exclus. Elle comprend des sections où les politiques, les programmes et les projets sont passés en revue et où des informations sont données.

*European journal of political research*, vol. 1, n° 1, avril 1973

Publication trimestrielle d'Elsevier Scientific Publishing Company.

Adresse : P.O. Box 211, Amsterdam (Pays-Bas).

Rédacteur en chef : Arend Lijphart.

Abonnement : Pour les particuliers, payé d'avance : 12,50 dollars ; pour les bibliothèques, les institutions, etc. : 25 dollars.

La revue officielle du Consortium européen de recherches en sciences politiques a pour objectif principal de favoriser la communication et la collaboration entre politicologues européens et la diffusion, par-delà les frontières nationales et linguistiques de l'Europe, des résultats des études qu'ils ont achevées et d'informations sur celles qu'ils poursuivent. Elle publiera des articles d'universitaires européens, des comptes rendus, de courtes notes de recherche et des annonces relatives aux activités futures du consortium.

*European journal of social psychology*, vol. 1, n° 1, 1971

Publié par Mouton and Co. N.V. (quatre numéros par volume).

Adresse : P.O. Box 1132, La Haye (Pays-Bas) ou 7, rue Dupuytren, 75006 Paris (France).

Rédaction : Mauk Mulder, Gustav Jahoda, Serge Moscovici, Peter Schönbach.

Abonnement par volume : Institutions, bibliothèques, etc., 7,50 livres sterling ; 18 dollars des États-Unis ; particuliers, 5 livres sterling ; 12 dollars des États-Unis ; étudiants, 3,30 livres sterling ; 8 dollars des États-Unis. Le numéro : 2,10 livres sterling ; 5 dollars des États-Unis.

Cette revue, qui offre une tribune commune aux psychosociologues d'Europe, est destinée à servir de source d'informations sur les études expérimentales effectuées et les nouveaux développements théoriques. Le mot « européen » indique que la revue est principalement axée sur les travaux des spécialistes de ce continent. Elle comprendra des études expérimentales, des communications et des articles théoriques concernant



des domaines connexes, mais traitant tous de points de psychologie, des articles consacrés à des analyses, de brèves notes de recherche et de courtes rubriques : comptes rendus d'ouvrages européens, résumés de thèses, condensés d'articles publiés dans des revues nationales, notes sur des institutions, sur les recherches prévues ou en cours et sur d'autres questions susceptibles d'intéresser les lecteurs, comptes rendus succincts de conférences. Le texte est en anglais avec des résumés en allemand, en français et en russe.

*Humanizm pracy*, n° 1/2, 1972

Publication bimestrielle du Zakład Prakseologii (Centre de praxéologie), Polska Akademia Nauk (Académie polonaise des sciences). Adresse : Pałac Staszica, vl. Nowy Swiat 72, Varsovie (Pologne).

Rédacteur en chef : Stanislaw Kowalenski.

Abonnement par numéro : 40 zlotys.

Revue polonaise consacrée à l'étude des problèmes philosophiques et humains du travail et à une réflexion sur la place de l'homme dans les organisations qu'il crée, en particulier les entreprises industrielles. Des résumés en russe et en anglais figurent à la fin de chaque article.

*The Hungarian economy*, vol. 1, n° 1, décembre 1973

Publication trimestrielle spéciale de l'hebdomadaire économique *Figyelo*.

Adresse : Kultura, P.O. Box 149, Budapest 62 (Hongrie).

Rédacteur en chef : Jozsef Garam.

Abonnement annuel (4 numéros) : 6 dollars des États-Unis ; 2,40 livres sterling.

Passé en revue la situation économique en Hongrie. In folio, nombreuses illustrations.

*Indian psychological abstracts*, vol. 1, n° 1, janvier-février 1972

Revue bimestrielle publiée sous les auspices de l'Indian Council of Social Science Research et de l'Indian Psychological Association.

Adresse : Somauja Publication Private Ltd., 172 Naigaum Cross Rd., Dadar, Bombay-14 DD (Inde).

Rédacteur en chef : Udai Pareek.

Abonnement : Institutions, 6 dollars ou l'équivalent ; étudiants et professeurs, 4 dollars ou l'équivalent. Le numéro : 1,50 dollar ou l'équivalent.

Revue où l'on trouve des résumés d'ouvrages sur la psychologie publiés en Inde ou sur l'Inde à partir de 1971.

*Instant research on peace and violence*, n° 1, 1972

Publication trimestrielle du Tampere Peace Research Institute (TAPRI).

Adresse : Tammelanpuistikatu 58 BV, 33 100

Tampere 10 (Finlande).

Rédacteur en chef : Raimo Väyrynen.

Abonnement annuel : Pour les particuliers, 5 dollars des États-Unis ; pour les institutions, 7 dollars des États-Unis (ou l'équivalent en d'autres monnaies).

Revue interdisciplinaire et internationale où sont publiés des comptes rendus de recherches scientifiques sur la paix. Y sont notamment examinés les problèmes et les phénomènes actuels liés à la paix et à la guerre, à la violence effective ou structurelle.

*Instructional science*, vol. 1, n° 1, mars 1972

Publication trimestrielle de l'Elsevier Publishing Company.

Adresse : Box 211, Amsterdam (Pays-Bas).

Rédacteurs en chef exclusifs : G. F. Brieske ; R. Wm. Smith.

Abonnement : Particuliers, 14,20 dollars des États-Unis, franco de port ; bibliothèques, établissements de recherche, etc., 27,30 dollars des États-Unis, franco de port.

Revue destinée à ceux qui s'intéressent à la recherche pédagogique ou à l'enseignement tel qu'il est réellement dispensé. Elle publiera des articles — rédigés, espèrent les éditeurs, non seulement par des enseignants mais aussi, par exemple, par des politiciens, des juristes, des ecclésiastiques, des anthropologues, des professionnels des mass media et du théâtre, etc. — qui suggéreront aux lecteurs des perspectives propres à modifier leurs conceptions en matière d'enseignement et aborderont tout l'éventail des processus et des considérations pouvant influencer directement ou indirectement sur l'impact et l'efficacité de la démarche enseignante. Naturellement, cette revue sera interdisciplinaire.

*International journal of sociology*, vol. 1, n° 1, printemps 1971

Publication trimestrielle de l'International Arts and Science Press, Inc.

Adresse : 901 North Broadway, White Plains, N.Y. 10603 (États-Unis d'Amérique).

Rédacteur en chef : Stephen P. Dunn.

Abonnement annuel : Pour les institutions, 50 dollars ; pour les particuliers, 15 dollars.

Publie des traductions de textes de sociologie et d'anthropologie sociale qui ont paru dans des périodiques ou des ouvrages étrangers ou parfois sont restés inédits en version originale. Le but recherché est de présenter un tableau équilibré de l'état de la sociologie et de l'anthropologie sociale dans le monde.

*International review of sociology*, vol. 1, n° 1, mars 1971

Publié deux fois par an, en mars et en septembre, au Lucknow Publishing House.

Adresse : 37 Cantonment Road, Lucknow, Uttar Pradesh (Inde).

Rédacteur en chef : Man Singh Das.

Abonnement : Pour les institutions et les bibliothèques, 7,50 dollars ; pour les particuliers, 6,50 dollars ; pour les étudiants, 5 dollars. Le numéro : 3,50 dollars. Tarifs spéciaux sur demande pour les pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine.

Revue qui a pour but de publier des articles sur des sujets théoriques et des études expérimentales, des comptes rendus d'ouvrages, des lettres à la rédaction, des commentaires et des réponses, des bibliographies annotées, des informations et des annonces. Encourage particulièrement la recherche transnationale, transculturelle et interdisciplinaire et l'échange d'informations sur les faits significatifs dans les domaines suivants : sociologie du développement national, sociologie de la communication de masse, sociologie politique, sociologie de la religion, sociologie de la science, races et relations entre ethnies, changement social, stratification et mobilité, éducation, pauvreté, bien-être social et politique sociale, population et écologie humaine, collectivités, sociologie rurale et autres branches de la sociologie.

*Interpretation*, n° 1, été 1970

Publié par Martinus Nijhoff (deux numéros par volume : un en été et un en hiver).

Adresse : 9-11 Lange Voorhout, P.O. Box 269, La Haye (Pays-Bas).

Adresse du rédacteur en chef : The Executive Editor, Interpretation, Jefferson Hall 312, Queens College, Flushing, N.Y. 11367 (États-Unis d'Amérique).

Directeur exécutif : Hilail Gildin.

Abonnement : Institutions et bibliothèques, 36 florins ; particuliers, 28,80 florins.

Revue consacrée à l'étude de la philosophie politique, quelle que soit son orientation.

*Journal of Black studies*, vol. 1, n° 1, septembre 1970

Publié quatre fois par an, en septembre, décembre, mars et juin, par Sage Publications Ltd.

Adresse : Pour le courrier expédié du Royaume-Uni, d'Europe, du Moyen-Orient et d'Afrique : Sage Publications Ltd., St. George's House, 44 Hatton Garden, London EC1N 8ER (Royaume-Uni). Pour le courrier expédié d'ailleurs : Sage Publications Inc., 275 South Beverly Drive, Beverly Hills, Calif. 90212 (États-Unis d'Amérique).

Rédacteur en chef : Arthur L. Smith.

Abonnement annuel : Institutions, 15 dollars ; professionnels et enseignants, 10 dollars ; étudiants à plein temps (États-Unis et Canada), 7,50 dollars (aucune réduction hors des

États-Unis d'Amérique et du Canada). Plus 1,50 dollar pour les abonnements souscrits hors des États-Unis).

Le numéro : 5 dollars.

Le but que la rédaction s'est fixé est de susciter une analyse et une discussion approfondies de questions concernant les personnes d'ascendance africaine. Les universitaires sont invités à soumettre des communications originales sur des questions très diverses relatives aux Noirs : économiques, politiques, sociologiques, historiques, littéraires et philosophiques. Tout en encourageant les idées nouvelles, un accueil particulièrement favorable est réservé aux articles fondés sur des recherches menées avec rigueur et minutie dans une perspective interdisciplinaire. Les comptes rendus d'ouvrages publiés analysent de façon détaillée les nouvelles publications importantes.

*Journal of East African studies*, vol. 1, n° 1, 1972

Publié trois fois par an.

Adresse : c/o Dr Walter Abilba, Sociology Department, Box 2058, Wilberforce University, Wilberforce, Ohio (États-Unis d'Amérique).

Rédacteur en chef : Wosene Yefru.

Abonnement annuel : 1 dollar.

Les deux premiers numéros ont paru en format in-quarto (format journal), avec 8 pages chacun. On y trouve des éditoriaux sur des événements actuels concernant l'Afrique orientale, de brèves études, des articles et des commentaires. La rédaction se propose de publier des articles sur l'histoire, la religion, l'éducation, l'économie et les affaires sociales et politiques en Afrique orientale.

*Journal of political and military sociology*, printemps 1973

Paraîtra deux fois par an, au printemps et en automne.

Adresse : c/o Editor, JPMS, Department of Sociology, Northern Illinois University, DeKalb, Ill. 60115 (États-Unis d'Amérique).

Rédacteur en chef : George A. Kourvetaris.

Abonnement : Particuliers et institutions, 7,50 dollars ; étudiants, 6,50 dollars.

Cette revue publie des articles de spécialistes traitant, d'un point de vue théorique, méthodologique ou empirique des questions sociales, politiques, économiques et militaires d'intérêt vital, des comptes rendus d'ouvrages, des essais et des points de vue, des lettres à la rédaction, des commentaires et des réponses des bibliographies annotées, des nouvelles et des annonces.

Son principal objectif est l'avancement des connaissances dans le domaine de la sociologie politique et militaire grâce à des analyses interdisciplinaires et comparatives.



*Kidma, Israel journal of development*, vol. 1, n° 1, 1973

Publié par la section israélienne de l'Association de développement international en collaboration avec les institutions suivantes : David Horowitz Institute for Research of Developing Countries de l'Université de Tel-Aviv ; Harry S. Truman Research Institute de l'Université hébraïque de Jérusalem ; Settlement Study Center, Tehovot ; Technion — Israel Institute of Technology ; The Weizmann Institute of Science ; Université d'Haïfa.

Adresse : Society for International Development, 123, Hashmonaïm, Tel-Aviv (Israël).  
Comité de rédaction : David Tanne, président.  
Abonnement : 4 numéros, 6 dollars ou 25 livres israéliennes ; le numéro, 1,75 dollar ou 7 livres israéliennes.

*Kidma* (en hébreu, « progrès ») est une revue consacrée aux questions de développement social et économique en Israël et dans le monde. Elle publiera surtout des analyses de l'expérience de développement d'Israël lui-même et de la coopération d'Israël avec les pays en voie de développement. On y trouvera aussi des articles portant sur l'assistance mutuelle entre pays en voie de développement.

*Maritime studies and management*, vol. 1, juillet 1973

Publication trimestrielle du Department of Maritime Studies, University of Wales, Institute of Science and Technology.

Adresse : Rédaction : King Edward VIII Ave., Cardiff, CF1 3NU (Royaume-Uni) ; éditeur : John Wright and Sons Ltd., Scientifica Distributors, 42-44 Triangle West, Bristol BS8 1EX (Royaume-Uni).

Rédacteur en chef : A. D. Cooper.

Abonnement (4 numéros) : Bibliothèques, 8 livres sterling (6 livres pour tout abonnement supplémentaire) ; particuliers, 6 livres.

Cette revue pluridisciplinaire regroupera des communications et des résultats, qu'on ne pourrait trouver que dans des publications spécialisées, concernant des recherches maritimes effectuées par des économistes, des juristes, des sociologues, des géographes, des spécialistes des études maritimes d'universités et de collèges universitaires, ainsi que par des directeurs et des planificateurs d'entreprises industrielles, des administrations d'État et des organisations internationales. L'accent sera mis sur la gestion économique et juridique et sur les questions sociales qui se posent dans les ports, dans les collectivités, dans les sociétés de navigation et à bord des navires. On y trouvera aussi des comptes rendus de livres et de brefs articles sur des points de nature à intéresser les chercheurs et les professionnels navigants ou à terre.

*Mondes en développement*, n° 1, 1973

Publié quatre fois par an pour le compte du Centre d'études internationales pour le développement (11, boulevard de Sébastopol, 75001 Paris) par les Éditions techniques et économiques.

Adresse : 3, rue Soufflot, 75005 Paris (France).  
Rédacteur en chef : François Perroux.

Abonnement : Simple, 105 francs (21 dollars) ; de soutien, 115 francs (22 dollars). Le numéro, 29 francs.

*Mondes en développement* est une revue scientifique et technique du « développement », à vocation internationale, dont les articles sont en anglais, en espagnol ou en français. La thèse qu'elle soutient est que l'homme lui-même est au cœur des problèmes de développement, car « dès qu'elle 'fait' des hommes, la croissance engendre le développement ». Le directeur de cette publication vise à en faire un forum international où les doctrines et les méthodes se confrontent — l'instrument d'une réflexion et d'un échange permanent.

*New priorities*, vol. 1, n° 1, 1972

Publié par Gordon and Breach (4 numéros par volume).

Adresse : 440 Park Avenue South, New York, N.Y. 10016 (États-Unis d'Amérique).

Rédacteur en chef : M. Vincent Hayes.

Abonnement (par volume) : Pour les particuliers : aux États-Unis et au Canada, 7,50 dollars ; ailleurs, 4,55 dollars. Pour les bibliothèques et les institutions : aux États-Unis et au Canada, 18 dollars ; ailleurs, 8,70 dollars.

Présente des réévaluations de la politique extérieure et intérieure des États-Unis d'Amérique en vue d'un réexamen des objectifs nationaux et de leur degré de priorité.

*Philippine quarterly of culture and society*, vol. 1, n° 1, mars 1973

Publication trimestrielle de l'Université de San Carlos.

Adresse : Cebu City, J-217 (Philippines).

Rédacteur en chef : Rudolf Rahmann, SVD.

Abonnement annuel : 8 dollars des États-Unis.

Le numéro : 2 dollars des États-Unis.

Cette publication sera axée sur les sciences humaines dans la culture et la société philippines, sur les conditions et les problèmes d'aujourd'hui, sur leur genèse historique, leurs incidences actuelles et leurs corrélations avec la situation nationale et internationale générale, et en particulier la situation dans les pays voisins. On insistera plus particulièrement sur les problèmes des régions des Visayas et de Mindanao. Les domaines abordés seront les suivants : préhistoire,

archéologie, anthropologie, linguistique, folklore, littérature et histoire.

*Politeia*, vol. 1, 1972

Publication annuelle de l'Instituto de Estudios Políticos, Facultad de Derecho, Universidad de Venezuela.

Adresse : Apartado 61.591, Caracas (Venezuela).

Directeur : Manuel Garcia-Pelays ; comité de rédaction : Hans-Joachim Leu ; Humberto Njaim ; Graciela Soriano de Garcia-Pelayo.

Doit principalement servir à diffuser les études faites par les membres de l'institut, mais acceptera aussi d'autres communications, en particulier d'auteurs ibéro-américains.

*Population dynamics quarterly*, vol. 1, n° 1, hiver 1973

Périodique de l'International Program for Population Analysis publié en hiver, au printemps, en été et en automne par l'Interdisciplinary Communications Program de la Smithsonian Institution.

Adresse : 1717 Massachusetts Ave, N.W., Washington D.C. 20036 (États-Unis d'Amérique).

Rédactrice en chef : Shirley Sirota Rosenberg.

Abonnement : Gratuit, sur demande.

Périodique de 16 pages en moyenne où l'on trouvera des articles et communications sur les contributions des sciences sociales et humaines à l'étude de la dynamique des populations. Sous-titre : « Interdisciplinary perspectives on population programs and policies » (Perspectives interdisciplinaires sur les programmes et les politiques en matière de population). En anglais, français et espagnol.

*Prospectives*, n° 1, juin 1973

Revue semestrielle publiée par les Presses universitaires de France.

Adresse : Administration : 108, boulevard Saint-Germain, 75006 Paris (France) ; abonnement : 2, rue Jean-de-Beauvais, 75005 Paris (France).

Rédacteur en chef : Daniel Malkin.

Abonnement (2 numéros) : En France, 36 francs.

*Prospectives* prend la relève des *Cahiers de prospective* publiés au cours des années soixante par l'équipe de Gaston Berger.

Le développement de la réflexion prospective, son écho dans le grand public, dans l'université, auprès des instances internationales et des grandes entreprises démontrent la nécessité de poursuivre cette entreprise de publication sous une nouvelle forme. *Prospectives* continuera à s'interroger sur la société actuelle d'une manière susceptible de nous éclairer sur ses avenir possibles. Cette interrogation ne se résou-

dra pas dans la recherche d'un consensus, mais plutôt dans l'explicitation des divers conflits — d'ordre politique, économique ou idéologique — qui jouent un rôle déterminant dans la vie sociale.

*Prospectives* consacrera chacun de ses numéros à un thème particulier, dont le premier est : « Les relations internationales ».

*Public finance quarterly*, vol. 1, n° 1, janvier 1973

Publication trimestrielle de Sage Publications, Inc., paraissant en janvier, avril, juillet et octobre.

Adresse : États-Unis d'Amérique : 275 South Beverly Drive, Beverly Hills, Calif., 90212 ; Europe : St. George's House, 44 Hatton Garden, London EC1N 8ER (Royaume-Uni). Rédacteur en chef : Irving J. Goffman.

Abonnement annuel : Tarif normal pour les institutions, 18 dollars ; professionnels et enseignants, 12 dollars ; étudiants à plein temps des collèges universitaires et universités, 9 dollars (plus 1 dollar pour les abonnements sous-crits hors des États-Unis et du Canada). Le numéro : 5 dollars.

Visé à combler la lacune que constituait l'absence d'une revue consacrée aux finances publiques. Traitera de façon équilibrée tous les aspects de la question depuis les théories extrêmement abstraites jusqu'à un examen détaillé des questions de politique contemporaine en matière de finances publiques.

*Revista uruguayana de ciencias sociales*, vol. 1, n° 1, avril-juin 1972

Adresse temporaire : Luis Lamas, 3274 bis Apto 1, Montevideo (Uruguay).

Directeur : Alfredo Errandonea.

Abonnement : Écrire à l'adresse postale susmentionnée en indiquant ses préférences en ce qui concerne la voie d'acheminement. Tarifs spéciaux pour les professeurs et les étudiants.

Le premier numéro de cette revue envisage des mesures énergiques tendant à instituer dans le pays de nouvelles méthodes de travail dans le domaine des sciences sociales. La rédaction estime que les spécialistes de sciences sociales ne peuvent refuser tout engagement et se réfugier dans la neutralité ; ils doivent prendre parti, mais il faut que leurs décisions soient scientifiquement fondées. Bref, l'objectif est de parvenir, en dressant un inventaire des faits et en permettant aux sociologues d'échanger leurs idées et leurs constatations, à une connaissance scientifique de la réalité qui doit être changée.

*Revue zairoise de psychologie et pédagogie*, vol. 1, n° 1, 1972

Publication trimestrielle du Centre de recherches interdisciplinaires pour le développement de l'éducation (CRIDE).



Adresse : Faculté des sciences de l'éducation, Université nationale du Zaïre (UNAZA), B.P. 2012, Kisangani (République du Zaïre).  
Rédacteur en chef : P. Erny.

Abonnement (4 numéros) : 4 zaïres ; 8 dollars des États-Unis ; 40 francs français.

Vise à diffuser des études intéressantes dans les domaines de la psychologie et de la pédagogie. La *Revue* acceptera néanmoins des communications portant sur d'autres disciplines (sciences humaines, biologie, mathématiques et médecine) dans la mesure où les questions traitées se rapportent aux principaux domaines étudiés, particulièrement en ce qui concerne l'Afrique.

*La ricerca sociale*, n° 3, mai 1973

Publication trimestrielle du Centro Studi sui Problemi della Città e del Territorio, Istituto di Sociologia, Université de Bologne.

Adresse : Rédaction : Ce P.Ci.T., via del Guasto 5/B, Bologne (Italie); administration : Ed. Crisan, via Monte Leone 2, Milan (Italie).

Abonnement (3 numéros) : 2 500 lire ; 5 dollars. Le numéro : 1 000 lire ; 2 dollars.

Publication trimestrielle plurilingue consacrée à de vastes recherches sociales, notamment en ce qui concerne la sociologie urbaine et rurale et la coopération.

*R.S., cuadernos de realidades sociales*, n° 1, mai 1973

Publié par l'Institut de Sociología Aplicada de Madrid.

Adresse : Claudio Coello, 141, 4.º, Madrid-6 (Espagne).

Rédacteur en chef : Jesús Maria Vazquez, O.P.  
Abonnement : Écrire à l'Institut susmentionné.

Le but recherché en publiant *R.S.* est de réaliser un équilibre satisfaisant entre la théorie et l'application, la réflexion et l'action, la recherche et la publication, le générique et le spécifique, les conceptions intellectuelles et les vérifications empiriques, etc., en méditant sur ces sujets dans un esprit aussi humaniste que possible et d'un point de vue sociologique.

*Savanna*, vol. 1, n° 1, juin 1972

Publié deux fois par an par l'Université Ahmadu Bello.

Adresse : c/o Department of Geography, Zaria (Nigéria).

Rédacteur en chef : Michael Mortimore.

Abonnement annuel : Particuliers, 8 dollars ou 3 livres ; institutions, 13 dollars ou 5 livres.

Cette revue dont le sous-titre est « A journal of the environmental and social sciences » (Revue des sciences de l'environnement et des sciences sociales), a pour but d'appeler l'attention sur les régions africaines

de savane, notamment dans le Nigéria et les pays voisins. On y trouve des comptes rendus de recherches et des réflexions concernant tout le domaine des sciences de l'environnement et des sciences sociales, dont les auteurs sont des universitaires qui ont vécu et travaillé dans les régions sur lesquelles ils écrivent. Chaque numéro contient les sections suivantes : articles, notes et commentaires, conférences, comptes rendus et bibliographie. Des résumés sont établis pour chaque article.

*Science, medicine and man*, n° 1, mai 1973

Publication trimestrielle de Pergamon Press, Inc.

Adresse : Fairview Park, Elmsford, N.Y. 10523 (États-Unis d'Amérique).

Rédacteur en chef : P. J. M. McEvan.

Abonnement : un an : 12 livres ; 30 dollars ; deux ans : 21,60 livres ; 54 dollars.

Revue trimestrielle destinée à susciter et à diffuser des analyses de toutes les questions d'ordre social posées par la science d'aujourd'hui et par ses applications ou susceptibles d'être posées par le progrès et les innovations technologiques. On se propose d'aborder notamment les points ci-après : la poursuite de la science, considérée dans son cadre social ; les facteurs sociaux influant sur l'orientation et la mise en œuvre de la pensée scientifique, y compris les dimensions politiques et morales des problèmes soulevés par l'application et le développement de la science, les valeurs humaines, leur interaction dynamique avec leur progrès technologique et certaines questions qui se posent à ce sujet. Les études sur l'environnement et la qualité de la vie, la déontologie de la pratique et de la recherche médicales, les priorités en médecine, les responsabilités sociales des savants ; les stratégies de la science eu égard, par exemple, aux limites administratives des organismes publics et au rôle des administrations nationales et internationales en ce qui concerne les particuliers professionnellement qualifiés, leurs organisations et la recherche.

Articles en anglais, en français, en allemand ou en espagnol, avec résumés en anglais.

*Sistema, revista de ciencias sociales*, n° 1, 1973

Publié tous les quatre mois par l'Institut de Técnicas Sociales de la Fundación Fondo Social Universitario.

Adresse : Joaquín Costa 61, 5.º, Madrid-6 (Espagne).

Directeur : Elias Diaz.

Abonnement annuel : Europe, 475 pesetas ; autres continents, 600 pesetas.

Publie des articles et des notes sur tous les aspects des sciences sociales. Chaque numéro comprend en outre deux rubriques régulières consacrées aux livres : « Crítica de Libros » et « Noticias de libros ».

*Social change*, n° 1, 1973

Publié quatre fois par an pour le compte du Center for the Study of Social Change par Gordon and Breach Science Publishers.

Adresse : One Park Avenue, New York, N.Y. 10016 (États-Unis d'Amérique) ou 41-42 William IV Street, London WC2 (Royaume-Uni).  
Rédacteurs en chef : Victor Gioscia et Philip Slater.

Abonnement (4 numéros) : Bibliothèques : États-Unis d'Amérique et autres pays : 24 dollars ; Royaume-Uni : 8,75 livres. Particuliers, pour leur usage personnel, et commandes directes à l'éditeur : États-Unis d'Amérique et autres pays : 12 dollars ; Royaume-Uni : 4,37 livres. Étudiants : États-Unis d'Amérique et autres pays : 6 dollars ; Royaume-Uni : 2 livres.

La rédaction de cette revue constate que l'espèce humaine s'est engagée dans une impasse et estime que cette situation est avant tout la conséquence de l'illusion que faits et valeurs sont dissociables. C'est pourquoi elle voudrait, en donnant la parole à ceux qui savent accorder leurs valeurs aux faits, aider l'homme à vivre et à découvrir des modes d'existence qui améliorent l'espèce au lieu de la détruire. Elle se propose aussi de faire de cette revue une source d'informations critiques ; elle y publiera des opinions, des analyses, des exhortations, des comptes rendus d'études théoriques et d'expériences, des critiques, de la poésie et des écrits contestataires, à condition qu'ils soient de nature à servir les intérêts fondamentaux de l'homme. Conformément à ces principes, elle ne publiera des textes consacrés à des sciences exactes que s'ils vont dans le sens des intérêts de l'homme.

*Social praxis*, vol. 1, n° 1, 1973

Publié à Atkinson College, York University, Downs view 463, Ontario (Canada) : quatre numéros par volume.

Adresse : Pour les abonnements : Mouton and Co., P.O. Box 482, La Haye 2076 (Pays-Bas), ou 7, rue Dupuytren, 75006 Paris (France).

Rédacteur en chef : K. T. Fann.

Abonnement (le volume) : Institutions, bibliothèques, etc., 60 florins (environ 19 dollars des États-Unis) ; particuliers, 24 florins (environ 8 dollars des États-Unis) ; étudiants, 16 florins (environ 5 dollars des États-Unis).  
Le numéro : 19,50 florins (environ 6 dollars des États-Unis).

Revue trimestrielle des sciences sociales, internationale et interdisciplinaire, publiant des textes qui lui sont communiqués. Chaque article est précédé d'un résumé en anglais et suivi d'un résumé en français. Le premier numéro est consacré à une longue analyse d'un seul ouvrage. Une liste des articles qui paraîtront

dans les prochains numéros est donnée à la page 3 de la couverture.

*Sociological methods and research*, vol. 1, août 1972

Publié quatre fois par an, en août, novembre, février et mai, par Sage Publications Inc.

Adresse : Aux États-Unis d'Amérique : 275 South Beverly Drive, Beverly Hills, Calif. 90212 ; en Europe : St. George's House, 44 Hatton Garden, London EC1N 8ER (Royaume-Uni).

Rédacteur en chef : Edgar F. Borgatta.

Abonnement annuel : Pour les institutions, 18 dollars ; pour les professionnels et les enseignants, 12 dollars ; pour les étudiants à plein temps dans les collèges et les universités, 9 dollars (plus 1 dollar pour les abonnements souscrits hors des États-Unis d'Amérique et du Canada).

Revue consacrée à la sociologie en tant que science empirique cumulative. L'accent est mis sur les articles qui contribuent à une meilleure compréhension de cette discipline grâce à des exposés systématiques clarifiant les problèmes méthodologiques et concourant à ordonner les faits connus. Publiera des comptes rendus d'ouvrages, en particulier lorsqu'ils sont axés sur l'analyse critique de la situation des arts, ainsi que des communications originales, à condition qu'elles aient une large portée et qu'elles soient fondées sur des recherches nouvelles. Évaluera la situation de la sociologie comme science.

*Urban life and culture*, vol. 1, n° 1, avril 1972

Publié quatre fois par an, en avril, juillet, octobre et janvier, par Sage Publications Inc.

Adresse : Pour le courrier expédié du Royaume-Uni, d'Europe, du Moyen-Orient et d'Afrique : Sage Publications Ltd., St. George's House, 44 Hatton Garden, London EC1N 8ER (Royaume-Uni) ; pour le courrier expédié d'autres régions : Sage Publications Inc., 275 South Beverly Drive, Beverly Hills, Calif. 90212 (États-Unis d'Amérique).

Rédacteur en chef : John Lofland.

Abonnement annuel : Institutions, 15 dollars ; professionnels et enseignants, 10 dollars ; étudiants à plein temps (États-Unis et Canada), 7,50 dollars (plus 1,50 dollar pour les abonnements souscrits hors des États-Unis d'Amérique).

Publié des travaux d'ethnographie urbaine (écrits relatifs aux sciences sociales présentant simultanément trois caractéristiques principales : a) ils traitent d'aspects des sociétés urbaines ; b) leurs auteurs cherchent à donner une description qualitative et détaillée de la vie sociale ; c) les recherches tendent à être analytiques, à dégager des trames et des régularités dans les gros plans de la vie et la culture urbaines).



*Viitorul social, revista de sociologie*, vol. 1, n° 1, 1972

Publication trimestrielle de l'Académie des sciences sociales et politiques et de la Commission nationale de sociologie de la République socialiste de Roumanie.

Adresse : Str. Onesti, Nr. 11, Bucarest (Roumanie).

Rédacteur en chef : C. Nicuta.

Abonnement annuel : 40 lei. Le numéro : 10 lei.

*L'avenir social* est une revue de sociologie qui s'interroge sur l'avenir de la société en Roumanie. On y trouve des comptes rendus de recherches, des études concernant les tendances méthodologiques et la formation, des nouvelles, des interviews et des déclarations, des informations sur divers organismes, des comptes rendus de livres, et des notes.

*Women's studies*, vol. 1, n° 1, 1972

Publié par Gordon and Breach, Ltd. (deux numéros par volume).

Adresse : 41-42 William IV Street, London WC2 (Royaume-Uni), ou 440 Park Avenue South, New York, N.Y. 10016 (États-Unis d'Amérique).

Rédactrice en chef : Wendy Martin.

Abonnement (par volume, franco de port) : Bibliothèques et institutions : 29 dollars ou 12,10 livres (au Royaume-Uni : 10,60 livres ; dans les autres pays : 29 dollars ou 12,10 livres) ; particuliers (commandes directes à l'éditeur pour usage personnel) : au Royaume-Uni : 2,65 livres ; dans les autres pays : 10 dollars ou 4,15 livres.

Publication semestrielle consacrée à des études sur les femmes dans les domaines suivants : sociologie, droit, sciences politiques, économie, anthropologie, littérature, histoire, arts et sciences. Publie aussi de la poésie, de courts récits, des comptes rendus de films et de livres.

*Working papers for a new society*, vol. 1, n° 1, printemps 1973

Publication trimestrielle (printemps, été, automne et hiver) du Cambridge Policy Studies Institute, Inc.

Adresse : 123 Mt. Auburn Street, Cambridge, Mass. 02138 (États-Unis d'Amérique).

Comité de rédaction : Mary Jo Bane, John Case, Allen Graubard, Christopher Jencks et Nancy Lyons.

Abonnement : Un an, 8 dollars ; deux ans, 15 dollars ; pour les pays étrangers, 12 dollars par an.

Revue éclectique dont les collaborateurs sont les plus divers : analystes politiques, futurologues, ébénistes, médecins, ménagères, révolutionnaires urbains, etc. *Working papers* s'efforcera d'offrir une tribune à tous ceux qui ont encore des idées sur la façon dont l'Amérique pourrait être reconstruite selon des principes plus humains et plus égalitaires, avec plus de participation, moins de violence et moins d'esprit expansionniste. Des visions utopiques seront esquissées, des projets de réforme libérale et les efforts actuellement déployés pour les réaliser seront décrits. Les livres nouveaux abordant la question d'une meilleure société et des moyens de concrétiser ces aspirations seront également passés en revue.

*World development*, vol. 1, n° 1 et 2, février 1973

Publication mensuelle de World Development (Publishers) Ltd.

Adresse : Robert Maxwell and Co. Ltd., Headington Hill Hall, Oxford OX3 0BJ (Royaume-Uni).

Rédacteur en chef et directeur du comité de rédaction : Don Taylor.

Abonnement : Aucune indication n'est donnée à ce sujet.

Revue internationale multidisciplinaire consacrée à l'étude et à la promotion du développement mondial. La rédaction estime que le monde est devenu une seule et même famille, une communauté mondiale interdépendante dont chacun est membre, et que le développement est une action contre les principaux maux qui sévissent dans le monde d'aujourd'hui : la malnutrition, la maladie, l'analphabétisme, les taudis, le chômage, les inégalités. La revue explorera les forces d'intégration ou, au contraire, de désintégration de la communauté internationale et présentera de nouvelles idées pour une coopération constructive avec le tiers monde.

# Calendrier des réunions internationales<sup>1</sup>

1974

---

|             |                   |   |
|-------------|-------------------|---|
| 1-6 avril   | <i>Washington</i> | International Association of Law Libraries : 5 <sup>e</sup> cours en librairie de droit<br><i>International Association of Law Libraries, Universitätsstrasse, 6, D-355 Marburg (République fédérale d'Allemagne)</i> |
| 11-13 avril | <i>Apherst</i>    | American Association of Physical Anthropologists : réunion annuelle<br><i>Jack Kelso, Department of Anthropology, University of Colorado, Bouldern Colo. 80302 (États-Unis d'Amérique)</i>                            |
| 18-20 avril | <i>New York</i>   | Population Association of America : réunion annuelle<br><i>PAA, Box 14182, Benjamin Franklin Station, Washington, DC 20044 (États-Unis d'Amérique)</i>  |
| 22-24 avril | <i>Boston</i>     | Society of Operations Research : 45 <sup>e</sup> réunion nationale américaine<br><i>Arthur D. Little, Inc. 35 Acorn Park, Cambridge, Mass. 02140 (États-Unis d'Amérique)</i>  |
| 26-28 avril | <i>Worcester</i>  | Northeastern Anthropological Association : 14 <sup>e</sup> réunion annuelle<br><i>Standford N. Gerber, Program Chairman, Clark University, Worcester, Mass. 01610 (États-Unis d'Amérique)</i>                         |

---

|                |                  |   |
|----------------|------------------|---|
| Mai            | <i>Bangkok</i>   | ECAFE Expert Group Meeting on Social and Psychological Aspects of Fertility Behavior<br><i>ECAFE, Sala Santitham, Bangkok 2 (Thaïlande)</i> |
| 15-18 mai      | <i>Montréal</i>  | Administrative Management Society : réunion<br><i>William Russell, directeur, Willow Grove, Pa. 19090 (Canada)</i>                          |
| 31 mai-11 juin | <i>Vancouver</i> | UN Conference on Human Settlements : conférence-exposé  |

---

|            |                 |   |
|------------|-----------------|---|
| 5-27 juin  | <i>Genève</i>   | Bureau international du travail : conférence, 59 <sup>e</sup> session<br><i>BIT, 1211 Genève 22 (Suisse)</i>  |
| 24-28 juin | <i>Tel-Aviv</i> | II <sup>e</sup> Symposium international sur l'éducation sexuelle<br><i>D<sup>r</sup> E. Chigier, secrétaire, II<sup>e</sup> Symposium international sur l'éducation sexuelle, B.P. 16271, Tel-Aviv (Israël)</i> |

---

|         |                 |  |
|---------|-----------------|--|
| Été     | <i>Grenoble</i> | Econometric Society : réunion<br><i>Ms C. K. Stiglitz, Econometric Society, Box. 1264, Yale Station, New Haven, Conn. 06520 (États-Unis d'Amérique)</i>    |
| Juillet | <i>France</i>   | Pugwash Conferences on Science and World Affairs : conférence<br><i>9 Great Russell Mansions, 60 Great Russell Street, London, WC1B 3 BE (Royaume-Uni)</i> |

1. La rédaction de la *Revue* ne peut fournir aucun renseignement complémentaire sur ces réunions.



|                   |                    |  |
|-------------------|--------------------|--|
| 5-9 juillet       | <i>Addis-Abéba</i> | International Association of Schools of Social Work, Inc. : 17 <sup>e</sup> congrès international<br><i>D<sup>r</sup> K. A. Kendall, International Association of Schools of Social Work, Inc., 345 East 46th Street, New York, N.Y. 10017 (États-Unis d'Amérique)</i> |
| 14-19 juillet     | <i>Nairobi</i>     | Conseil international de l'action sociale : 17 <sup>e</sup> conférence internationale<br><i>Mrs Kate Katzki, ICSW, 345 East 46th Street, New York, N.Y. 10017 (États-Unis d'Amérique)</i>  |
| 15-19 juillet     | <i>Cardiff</i>     | Society for the Study of Fertility : conférence annuelle<br><i>SSF, 141 Newmarket Road, Cambridge (Royaume-Uni)</i>  |
| 28 juillet-2 août | <i>Montréal</i>    | Association internationale de psychologie appliquée : réunion<br><i>M. G. Desautels, secrétaire général, 242 Station Youville, Montréal, P.Q. (Canada)</i>   |
| •                 |                    |  |
| Août              | <i>Copenhague</i>  | Association internationale d'histoire économique : 6 <sup>e</sup> congrès<br><i>Professeur J. F. Bergier, Rindermarkt 6, Zurich (Suisse)</i>   |
| 5-9 août          | <i>Amsterdam</i>   | International Humanist and Ethical Union : 6 <sup>e</sup> congrès<br><i>Oudegracht 152, Utrecht (Pays-Bas)</i>   |
| 12-16 août        | <i>Abidjan</i>     | Society for International Development : 14 <sup>e</sup> conférence mondiale<br><i>W. P. J Boichel, International Headquarters, Society for International Development, 1346 Connecticut Ave. N.W., Washington D.C. 20036 (États-Unis d'Amérique)</i>                    |
| 12-16 août        | <i>Elsinore</i>    | Social Sciences and Medicine : 4 <sup>e</sup> conférence internationale. Thème : Les sciences sociales et la médecine<br><i>D<sup>r</sup> P. J.M. McEvan, SSM</i>  |
| 13-19 août        | <i>Tokyo</i>       | International Federation of University Women : conférence trisannuelle sur le sens et la mesure du progrès humain<br><i>IFUW, case postale 398, 1211 Genève 2 (Suisse)</i>   |
| 18-24 août        | <i>Toronto</i>     | Association internationale de sociologie : 8 <sup>e</sup> congrès mondial<br><i>AIS, via Daverio 7, 20122, Milano (Italie)</i>   |
| 18-30 août        | <i>Vancouver</i>   | Pacific Science Association : 13 <sup>e</sup> congrès<br><i>University of British Columbia, Vancouver 8 (Canada)</i>   |
| 19-20 août        | <i>New York</i>    | Nations Unies, Département des affaires économiques et sociales : III <sup>e</sup> Conférence mondiale sur la population<br><i>Department of Economic and Social Affairs, United Nations, New York, N.Y. 10017 (États-Unis d'Amérique)</i>                             |
| 19-24 août        | <i>Budapest</i>    | Hungarian Economic Association : 4 <sup>e</sup> congrès mondial d'économistes. Thème : L'intégration économique<br><i>Hungarian Economic Association</i>   |
| 26-29 août        | <i>Montréal</i>    | American Sociological Association : réunion annuelle<br><i>ASA, 1001 Connecticut Ave., N.W., Washington D.C. 20036 (États-Unis d'Amérique)</i>   |
| 27 août-2 sept.   | <i>Baden</i>       | Pugwash Conferences on Science and World Affairs : 24 <sup>e</sup> conférence<br><i>9 Great Russell Mansions, 60 Great Russell Street, London, WC1B 3BE (Royaume-Uni)</i>  |

- 30 août-3 sept. *New Orleans* American Psychological Association : réunion annuelle  
D<sup>r</sup> K. B. Little, Executive Secretary, 1200 17th Street, Washington  
D.C. 20036 (États-Unis d'Amérique)
- 
- Septembre  
*États-Unis d'Amérique* Econometric Society : 3<sup>e</sup> congrès mondial  
P.O. Box 1264, Yale Station, New Haven, Conn. 06520 (États-Unis  
d'Amérique)
- 1-7 septembre *Athènes* The Athenian Institute of Anthropolos : VI<sup>e</sup> Congrès international de  
psychiatrie sociale  
D<sup>r</sup> G. Vassiliou, c/o The Congress Secretariat, The Athenian Institute of  
Anthropolos, 8 Demetriou Douydou Street, Athènes 602 (Grèce)
- 4-19 septembre *Berlin* International Federation for Documentation (FID) : séminaire, congrès  
international, conférence  
FID Secretariat, 7 Hofweg, Den Haag (Pays-Bas)
- 17-20 sept. *New York* Nations Unies : Assemblée générale, 29<sup>e</sup> session  
United Nations, New York, N.Y. 10017 (États-Unis d'Amérique)
- 
- 3-4 octobre *Budapest* International Council for Building Research, Studies and Documen-  
tation : 6<sup>e</sup> congrès  
Professor D<sup>r</sup> G. Sebestyen, Institut for Building SCi-ETI, Budapest XI,  
David Ferenc u.6 (Hongrie)
- 30 oct.-2 nov. *Portland* Gerontological Society : réunion annuelle  
E. Kaskowitz, Executive Director, 1 Dupont Circle, Washington D.C. 20036  
(États-Unis d'Amérique)
- 
- Novembre *Bangkok* ECAFE Expert Group Meeting on Measures beyond Family Planning  
for Fertility Reduction  
ECAFE, Sala Santitham, Bangkok 2 (Thaïlande)
- 3-9 nov. *Buenos Aires* International Federation of Fertility Societies : 8<sup>e</sup> congrès mondial  
IFFS, Vicente Lopez 971, Martinez F.C.N.M., Buenos Aires (Argentine)
- 8 novembre *Buenos Aires* World Town Planning Day : 25<sup>e</sup> anniversaire  
Secretary, WTPD, Ombu 2905, Buenos Aires (Argentine)
- 
- 16-20 déc. *Dubrovnik* Pugwash Conferences on Science and World Affairs : conférence  
9 Great Russell Mansions, 60 Great Russell Street, London WC1B 3BE  
(Royaume-Uni)
- 
- 1975**
- 
- Hong-kong* Conseil international de l'action sociale : colloque régional  
Miss Shirley Lian, Hong Kong Committee ICSW, Ann Black Red Cross  
Building, Harcourt Road, Box 474 (Hong-kong)
- Janvier *Canberra* Australian and New Zealand Association for the Advancement of  
Science : 46<sup>e</sup> congrès  
Executive Secretary, ANZAAS



|                  |                              |   |
|------------------|------------------------------|---|
| Février-mars     | <i>Kyoto</i>                 | Union des associations internationales. Japan National Tourist Organization : 1 <sup>er</sup> Congrès sur l'organisation des congrès en Asie et Pacifique du Sud<br><i>Département Congrès de l'UAI, 1, rue aux Laines, 1000 Bruxelles (Belgique)</i> |
| 9-13 mars        | <i>Williamsburg</i>          | Society of Toxicology : réunion scientifique annuelle<br><i>D<sup>r</sup> R. A. Scale, c/o Med. Res. Division Esso R &amp; E Co., Linden, N.J. 07036 (États-Unis d'Amérique)</i>  |
| 16-19 avril      | <i>Seattle</i>               | Population Association of America : réunion annuelle<br><i>PAA, P.O. Box 14182, Benjamin Franklin Station, Washington D.C. 20044 (États-Unis d'Amérique)</i>  |
| 22-27 juin       | <i>Tel-Aviv</i>              | International Association of Gerontology ; Israel Gerontological Society : 10 <sup>e</sup> congrès international<br><i>Professor S. Bergman, POB 16271, Tel-Aviv (Israël)</i>   |
| 20 juil.-10 août | <i>Djakarta</i>              | World Council of Churches : 5 <sup>e</sup> assemblée<br><i>World Council of Churches</i>  |
| 18-30 août       | <i>Vancouver</i>             | Association scientifique du Pacifique : 13 <sup>e</sup> congrès. Thème : L'avenir de l'homme dans le Pacifique<br><i>13th Pacific Science Congress, University of British Columbia, Vancouver 8 (Canada)</i>  |
| 25-28 août       | <i>San Francisco</i>         | American Sociological Association : réunion annuelle<br><i>ASA, 1001 Connecticut Ave., N.W. Washington, D.C. 20036 (États-Unis d'Amérique)</i>  |
| Décembre         | <i>États-Unis d'Amérique</i> | Econometric Society : conférence<br><i>P.O. Box 1264, Yale Station, New Haven, Conn. 06520 (États-Unis d'Amérique)</i>  |

## 1976

|          |                              |  |
|----------|------------------------------|--|
|          | <i>France</i>                | Union internationale de psychologie scientifique : 21 <sup>e</sup> congrès international<br><i>M<sup>me</sup> H. Gratiot-Alphandery, Laboratoire de psychologie, Université de Paris, 28, rue Serpente, 75006 Paris (France)</i> |
| Décembre | <i>États-Unis d'Amérique</i> | Econometric Society : conférence<br><i>P.O. Box 1264, Yale Station, New Haven, Conn. 06520 (États-Unis d'Amérique)</i>   |

# Littérature du système des Nations Unies : une sélection annotée<sup>1</sup>

## Population, santé, alimentation, environnement

### Population

*Préparatifs du Congrès mondial de la population : 1974.*

*Rapport intérimaire du secrétaire général du Congrès mondial de la population.* 20 février 1973. 15 p. (ONU/E/CN.9/275.)

Plans relatifs au programme et aux dispositions du congrès. Liste des documents de base.

*Rapport sur l'état d'avancement du programme africain de recensement au 15 février 1973. Note du Secrétaire général.* 5 mars 1973. 15 p. (ONU/E/CN.9/277.)

\* *Rapport de la II<sup>e</sup> Conférence asiatique sur la population.* 11-23 avril 1973, Tokyo. 83 p. (ONU/E/CN.11/1065.)

[Bl.] La situation démographique en Asie depuis 1963. Ses implications pour le développement agricole et industriel. Le planning familial.

*Les différences de fécondité en Afrique : indices disponibles.* 18-22 décembre 1972. 25 p. (ONU/E/CN.14/POP/71.)

[St.] Les insuffisances des statistiques de la décennie 1960-1970. Les moyens d'y remédier. Les tendances des vingt dernières années. Tableaux.

*Indication des méthodes actuelles et futures concernant le rassemblement des données sur les niveaux et les différences de fécondité en Afrique.* Décembre 1972. 13 p. (ONU/E/CN.14/POP/72.)

*Niveaux et tendances de la fécondité dans les pays d'Afrique. Préparé par la Division de la population de l'Organisation des Nations Unies.* 17 octobre 1972. 23 p. (ONU/E/CN.14/POP/75.)

[St.] Couvre les années 1960-1970.

*Rapport intérimaire sur les conditions et les tendances de la fertilité dans le monde : 1960-1965. Résumé des constatations.* Décembre 1972. 15 p. Tableaux. (ONU/E/CN.14/POP/76.)

\* *Activités du Centre de démographie d'Amérique latine pour l'année 1971-1972 et programmes pour 1973-1974. Note du secrétariat.* 30 janvier 1973. 27 p. (ONU/E/CN.12/950.)

L'enseignement dispensé au centre. Nombre d'étudiants, de professeurs. Matières enseignées. Projets.

*Séminaire sur la condition de la femme et la planification de la famille, Istanbul.* Juillet 1972. 44 p. (ONU/ST/TAO/HR/46.)

Répercussions sur la condition de la femme des tendances actuelles de la croissance démographique.

### Santé

*Recueil des résolutions et décisions de l'Assemblée mondiale de la santé et du Conseil exécutif, vol. I, 1948. 1972. 1<sup>re</sup> à 25<sup>e</sup> Assemblée mondiale de la santé ; 1<sup>re</sup> à 50<sup>e</sup> session du Conseil exécutif.* 1973. 621 p. 6 dollars ; 20 francs suisses. (OMS.)

\* *Modèle d'allocation de ressources pour la planification de la santé publique : étude de cas du*

1. En règle générale, nous ne signalons pas les publications et documents qui paraissent de manière en quelque sorte automatique : rapports administratifs réguliers, comptes rendus de réunions, etc. Les textes dont le contenu est évident ne donnent pas lieu à une analyse. Nous avons traduit librement le titre

de quelques publications et documents qui ne nous étaient pas parvenus à temps en français. Dans ce cas les titres sont précédés du signe \*. *Abréviations conventionnelles.* Bl. signifie « contient une bibliographie d'un intérêt particulier » ; St. veut dire « statistiques spécialement importantes ou rares ».



*contrôle de la tuberculose. Supplément au vol. 48 du Bulletin de l'OMS.* 1973. 110 p. 4,80 dollars ; 16 francs suisses. (OMS.)

Le modèle et son application en Corée ces dernières années. Statistiques 1955-1965. Conclusions.

\* *Principes de la planification sanitaire en URSS.* 1973. 177 p. 3 dollars ; 9 francs suisses. (OMS. Cahiers de la santé publique, n° 43.)

La conception soviétique de la santé : la théorie, les méthodes statistiques, la formation du personnel.

*La planification sanitaire nationale. Approches et conceptions.* 1973. 122 p. 1,75 dollar ; 7 francs suisses. (OMS. Cahiers de la santé publique, n° 46.)

Méthodes appliquées dans quelques pays présentant de grandes différences : États-Unis d'Amérique, Inde, URSS, Suède, Pérou, Taïwan et Turquie.

ROEMER, M. I. *Évaluation des centres de santé.* 1973. 40 p. 1,25 dollar ; 5 francs suisses. (OMS. Cahiers de la santé publique, n° 48.)

Les centres de santé (centres de soins primaires, services spécialisés, polycliniques). Les diverses méthodes d'évaluation. Coût. Résultats.

*Recherche sur la pratique médicale et méthodes de management formalisées.* 1973. 193 p. 3 dollars ; 10 francs suisses. (OMS. Cahiers de la santé publique, n° 51.)

L'utilisation de méthodes formelles telles que l'analyse de système, l'analyse de travail, des objectifs ou des performances.

*Évolution des programmes de formation dans les professions médicales et sanitaires.* 1973. 103 p. 2,10 dollars ; 7 francs suisses. (OMS. Cahiers de la santé publique, n° 52.)

*Prévention de la cécité. Rapport d'un groupe d'étude de l'OMS.* 1973. 19 p. 0,90 dollar ; 3 francs suisses. (OMS. Série des rapports techniques, n° 518.)

Les maladies entraînant la perte de la vue. Les méthodes d'enregistrement des causes. Recommandation : action internationale, coordination, action nationale.

*Formation pédagogique du personnel enseignant des facultés de médecine et autres écoles des sciences de la santé. Rapport d'un groupe d'étude de l'OMS.* 1973. 34 p. 1,20 dollar ; 4 francs suisses. (OMS. Série des rapports techniques, n° 521.)

Les besoins qualitatifs et quantitatifs dans le monde. Les fonctions auxquelles les cadres doivent être préparés. Les activités de formation et de recherche. Programme de l'OMS à long terme.

*Besoins énergétiques et besoins en protéines. Rapport d'un comité spécial mixte FAO/OMS d'experts.* 1973. 123 p. 2,10 dollars ; 7 francs suisses. (OMS. Série des rapports techniques, n° 522.)

Terminologie. Détermination des besoins en énergie et en protéines. Applications pratiques sur une population donnée. Recommandations pour des recherches futures.

\* *Comité des experts de l'OMS sur la dépendance face aux drogues.* 1973. 38 p. 1,75 dollar ; 5 francs suisses. (OMS. Série des rapports techniques, n° 526.)

Activités des diverses institutions spécialisées dans ce domaine. Étude épidémiologique : l'approche, les méthodes, la terminologie. Développement de méthodes comparatives. Contrôle international de deux drogues : les préparations à base de déphénoxylate et la nicodinicotine.

Bibliographies diverses. Les documents suivants sont des listes de référence (de 100 à 400 environ selon les sujets).

*L'administration des services médicaux dans les pays en voie de développement d'Asie, d'Afrique, d'Amérique du centre et du Sud.* 1970. Avril 1973. (OMS/LIB/BIB/118.)

\* *Les déséquilibres nutritionnels dans la Méditerranée orientale : 1970.* Avril 1973. (OMS/LIB/BIB/120.)

\* *Émigration et immigration des médecins et des infirmières.* 1970. Mai 1973. (OMS/LIB/BIB/122.)

\* *L'utilisation des services de santé et les facteurs qui l'influencent.* 1970. Mai 1973. (OMS/LIB/BIB/130.)

\* *Études d'évaluation en enseignement médical et utilisation de questionnaires.* 1970. Juin 1973. (OMS/LIB/BIB/132.)

\* *La mesure des résultats du travail des services médicaux.* 1970. Juin 1973. (OMS/LIB/BIB/136.)

\* *La politique de recherche médicale : août 1972-juin 1973.* Juin 1973. (OMS/LIB/BIB/137.)

*Rapport de statistiques sanitaires mondiales.* Vol. 26 (1973) : n° 2, 44 p., 3 dollars, 10 francs suisses ; n° 3, 149 p., 7,50 dollars, 25 francs suisses ; n° 4, 31 p., 3 dollars, 10 francs suisses ; n° 5, 21 p., 1,50 dollar, 5 francs suisses ; n° 6, 22 p., 1,50 dollar, 5 francs suisses ; n° 7, 158 p., 7,50 dollars, 25 francs suisses ; n° 8, 117 p., 7 dollars, 20 francs suisses.

[St.] Fascicules d'un recueil permanent de statistiques relatives à l'incidence des diverses maladies. Couvre le monde entier. Outre des tableaux de base, revenant régulièrement, chaque fascicule contient des études

spéciales. A signaler à ce dernier titre : dans le numéro 3 des données sur le suicide selon le moyen utilisé (1950-1970), dans le numéro 4 des tableaux sur l'homicide (1950-1970) et dans les numéros 7 et 8 un travail en deux parties sur les tumeurs malignes selon les statistiques les plus récentes, par sexe et âge, ainsi que par 100 000 habitants.

### Alimentation

*Le Programme alimentaire mondial et ses activités en Asie et en Extrême-Orient. Onzième rapport.* 23 mars 1973. 22 p. (ONU/E/CN.11/1075.)

Liste des opérations de développement et d'urgence réalisées par le PAM au cours des dix dernières années dans 15 pays d'Asie.

### Économie

#### Statistiques, méthodes statistiques

\* *Inventaire des bases des données statistiques économiques et sociales. Rapport préparé par le Secrétaire en collaboration avec les institutions spécialisées.* 29 janvier 1973. 99 p. (ONU/ST/STAT.64.)

[St.] Inventaire de toutes les sortes de données statistiques en possession des Nations Unies et des institutions spécialisées. Stockage.

\* *Annuaire des statistiques de comptabilité nationale : 1971.* Janvier 1973. 3 vol. 36 dollars. (ONU/ST/STAT/SER.0/1, plus additifs.)

[St.] Comptabilité nationale comparée de la plupart des pays membres des Nations Unies.

*Révision de la classification type pour le commerce international (CTCI). Projet de classification type pour le commerce international, deuxième version révisée. Rapport du Secrétaire général.* 31 août 1972. 204 p. (ONU/E/CN.3/429.)

[St.] Nomenclature des sections, divisions, groupes et sous-groupes, de tous les produits faisant partie du commerce international.

*Statistique de la répartition du revenu, de la consommation et de la fortune. Rapport du groupe d'experts sur les statistiques de la répartition du revenu, de la consommation et de l'accumulation.* Juin-octobre 1972. 50 p. (ONU/E/CN.3/426, plus annexes 1 et 2.)

[St.] Observations méthodologiques. Résultats d'une réunion du groupe d'experts ayant eu lieu à Genève en avril 1972.

\* *Sondages d'intérêt actuel. Douzième rapport.* Janvier 1973. 477 p. 10 dollars. (ONU/E/73/XVII.5.)

[Bl. St.] Études sociales par sondage effectuées dans une cinquantaine de pays sur des problèmes variés.

*Guide technique. Vol. II : Emploi, chômage, durée du travail, salaires : description des séries publiées dans le « Bulletin des statistiques du travail ».* 1973. 10 francs suisses. (OIT.)

Complète les renseignements succincts qui figurent dans les notes des tableaux présentés dans le *Bulletin des statistiques du travail*. Portée et valeur de ces statistiques. Méthodes de calcul employées.

*Rapport de la onzième conférence des statisticiens d'Asie. 29<sup>e</sup> session. 11-23 avril 1973.* 40 p. (ONU/E/CN.11/1057.)

*Rapport du groupe de travail sur les statistiques du secteur des ménages. Addis-Abéba, 27 novembre-1<sup>er</sup> décembre.* 1972. 30 p. (ONU/E/CN.14/586.)

[St.] Les problèmes de statistiques en Afrique. Les concepts, les définitions, les sources. Difficultés particulières à ce continent en ce qui concerne la mise en pratique du système de comptabilité nationale des Nations Unies adopté en 1968.

#### Planification économique (y compris planification en général)

*Rapport sur une conception unifiée de l'analyse et de la planification du développement. Rapport préliminaire du Secrétaire général.* 25 octobre 1972. 71 p. (ONU/E/CN.5/477.)

Les divers modes de développement. Les stratégies. Les moyens d'observation, indicateurs et systèmes d'information.

*Rapport sur une conception unifiée de l'analyse et de la planification du développement. Rapport du Secrétaire général sur la réunion du groupe d'experts sur une conception unifiée de l'analyse et de la planification du développement, tenue à Stockholm du 6 au 10 novembre 1972.* 17 janvier 1973. 19 p. (ONU/E/CN.5/490.)

Historique. La notion de conception unifiée de l'analyse et de la planification du développement. Aspects méthodologiques de son utilisation. Recommandations.

\* *Rapport d'activité de l'Institut latino-américain pour la planification économique et sociale en 1972. Note du secrétaire.* 20 janvier 1973. 53 p. (ONU/E/CN.12/951.)

Assistance technique aux divers pays d'Amérique latine. Recherches économiques et sociales concomitantes.



- \* *Conférences sur l'harmonisation des plans budgétaires données au séminaire de formation bilingue. Addis-Abéba. 5-28 juin 1971.* 157 p. (ONU/E/CN.14/BUD/17.)

[St.] En Afrique, fonction d'une planification centrale. Relations entre planification et budget. Les diverses approches. Le point de vue du gouvernement, des entreprises nationalisées et des entreprises privées.

*La participation des employeurs et des travailleurs à la planification.* 1973. 267 p. 18 francs suisses. (OIT.)

[Bl.] La notion de participation. Les cadres de la participation à la planification, ses mécanismes, ses problèmes, sa mise en œuvre. Conclusions.

*Développement économique (y compris développement en général), industrialisation*

*Programme des Nations Unies pour le développement. Rapport du conseil d'administration, 14<sup>e</sup> session, 6-27 juin 1972.* Octobre 1972. 88 p., annexes incluses. 3 dollars. (ONU/E/5185/REV.1.)

Programmes par pays. Programmation multinationale. Les volontaires des Nations Unies. Examen de l'organisation, des activités, du rôle et de la situation financière du PNUD en 1971.

*Rôle de la science et de la technologie modernes dans le développement des Nations et nécessité de renforcer la coopération économique et technico-scientifique entre les États. Rapport du Secrétaire général.* 25 janvier 1973. 10 p. (ONU/E/5238.)

\* *L'application de la technologie de l'espace au développement.* Décembre 1972. 78 p. 1,50 dollar. (ONU/ST/ECA/161.)

La communication et l'observation de la terre par satellites au service du développement.

*Désarmement et développement. Rapport du groupe d'experts chargé d'étudier les conséquences économiques et sociales du désarmement.* Décembre 1972. 37 p. 1 dollar. (ONU/ST/ECA/174.)

[St.] Le rapport entre désarmement et développement. Les moyens de mobiliser l'opinion publique. Les effets de formules de remplacement des dépenses militaires sur l'économie des États-Unis d'Amérique.

*Mise en œuvre de la stratégie internationale du développement pour la II<sup>e</sup> Décennie des Nations Unies pour le développement. Documents préliminaires établis pour les premiers travaux d'examen et d'évaluation d'ensemble des progrès réalisés. Les pays en voie de développement et la stratégie internationale du développement.*

29 janvier 1973. 140 p. (ONU/E/AC.54/L.51, plus add. 1.)

[St.] Principales réalisations et principaux obstacles au développement dans les années 1960-1970. Degré de mobilisation des ressources humaines, financières et physiques. En addendum, tableaux de données globales et par pays, 1965-1970.

*Application de la stratégie internationale du développement pour la II<sup>e</sup> Décennie des Nations Unies pour le développement. Rapports préliminaires destinés au premier exercice d'examen et d'évaluation de l'ensemble des progrès réalisés. Les pays à économie de marché et la stratégie internationale du développement.* 9 janvier 1973. 90 p. (ONU/E/AC.54/L.52.)

[St.] Mesures relatives au commerce, incidence des politiques intérieures. Précisions juridiques.

*Application de la stratégie internationale du développement pour la II<sup>e</sup> Décennie des Nations Unies pour le développement. Rapports préliminaires destinés au premier exercice d'examen et d'évaluation de l'ensemble des progrès réalisés. Les pays à économie planifiée et la stratégie internationale du développement.* 4 janvier 1973. 42 p. (ONU/E/AC.54/L.53.)

[St.] Le commerce : tendances et perspectives, son expansion avec les pays en voie de développement. Les programmes de coopération industrielle.

*Application de la stratégie internationale du développement pour la II<sup>e</sup> Décennie des Nations Unies pour le développement. Rapport préliminaire destiné au premier exercice d'examen et d'évaluation de l'ensemble des progrès réalisés. Dispositifs de coopération économique dans les régions en voie de développement ; évaluation des mécanismes, des politiques et des problèmes.* 6 février 1973. 43 p. (ONU/E/AC/54/L.54.)

La coopération et l'intégration économique entre pays en voie de développement.

*Application de la stratégie internationale du développement pour la II<sup>e</sup> Décennie des Nations Unies pour le développement. Rapports préliminaires destinés au premier exercice d'examen et d'évaluation de l'ensemble des progrès réalisés. Les stratégies nationales du développement et la II<sup>e</sup> Décennie des Nations Unies pour le développement : examen de certains objectifs fixés dans les plans récents de pays en voie de développement.* 24 janvier 1973. 37 p. (ONU/E/AC.54/L.55.)

*Stratégie internationale du développement : premier examen et évaluation d'ensemble des problèmes*

et des politiques. Rapport préliminaire du Secrétaire général. 14 mars 1973. 90 p. (ONU/E/AC/54/L.60.)

Modifications des priorités du développement. Changements de méthodes et problèmes de la production. Évolution des relations commerciales.

\* *Propositions d'action en faveur du financement du logement, de la construction et de la planification.* Décembre 1972. 89 p. 3 dollars. (ONU/E/C.6/106/REV.1/ST/ECA/168.)

[Bl.] Les données du problème. Les solutions possibles. Les instruments de financement dans les pays en voie de développement. Le rôle de l'aide extérieure, les programmes régionaux et internationaux. Recommandations du Conseil économique et social.

*Rôle de la science et de la technique dans la stratégie internationale du développement pour la II<sup>e</sup> Décennie des Nations Unies pour le développement.* Note du Secrétaire général. 31 janvier 1973. 18 p. (ONU/E/C.8/10.)

Définition des objectifs.

*Programme d'action en matière de science et de technique pour les pays en voie de développement. Application des techniques d'informatique.* 30 janvier 1973. 15 p. (ONU/E/C.8/11.)

\* *Plan asiatique d'action pour l'application de la science et de la technologie au développement.* Février 1973. 114 p. (ONU/E/CN.11/1071.)

*Institut asiatique pour le développement et la planification économiques. Rapport du Conseil d'administration.* 26 mars 1973. 20 p. (ONU/E/CN.11/1083.)

Formation, recherche, services consultatifs, en 1972.

\* *L'Amérique latine et la stratégie internationale du développement : première estimation régionale.* 5 février 1973. 480 p. (ONU/E/CN.12/947, plus add. 1.)

[St.] Les changements sociaux. La croissance économique. Les relations économiques extérieures. Le financement externe. L'intégration régionale. Analyse pour les années 1960.

\* *Plan mondial d'action pour l'application de la science et de la technologie au développement. Sommaire du plan régional pour l'Amérique latine.* 3 janvier 1973. 27 p. (ONU/E/CN.12/950.)

Applications dans les divers domaines : santé, éducation, économie, notamment.

*Coordination des activités du système des Nations Unies dans le domaine du développement industriel. Deuxième rapport analytique.* 25 avril 1972. 122 p. (ONU/ID/B/102.)

[St.] Activités par origine, par fonction, par région (Afrique, Asie, Europe et Moyen-Orient, Amérique latine). Tableau et analyse.

*Interactions entre les programmes de santé et le développement socio-économique.* 1973. 61 p. 1,25 dollar ; 5 francs suisses. (OMS. Cahiers de la santé publique, n° 49.)

[Bl.] Rapport sur les discussions techniques qui ont eu lieu à l'Assemblée mondiale de la santé en 1972. Texte du document de base. Rapport sur les discussions proprement dites et bibliographie annotée.

*Ressources naturelles, matières premières, énergie*

*Évolution dans le domaine des ressources naturelles : eau, énergie et minéraux. Recommandations de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement concernant les ressources naturelles. Note du Secrétaire général.* 16 octobre-18 octobre 1972. 40 p. (ONU/E/C.7/32, plus add. 1.)

*Évolution dans le domaine des ressources naturelles : eau, énergie et minéraux. Aspects économiques et techniques de la mise en valeur des bassins fluviaux internationaux. Rapport du Secrétaire général.* 10 octobre 1972. 58 p. (ONU/E/C.7/35.)

[St.] Examen des activités de coopération bilatérales et multilatérales. Conclusions et recommandations.

*Projections des réserves, des disponibilités et de la demande future de ressources naturelles. Note du Secrétaire général.* 19 décembre 1972. 54 p. (ONU/E/C.7/40, add. 1 et 2.)

Tendances et projections de la consommation d'énergie, estimations des réserves, mesures proposées.

\* *Les réserves mondiales en énergie : 1961-1970.* 373 p. 8 dollars. (ONU/ST/STAT/SER/1/15.)

[St.] Recueil de statistiques, couvrant la production, le commerce et la consommation d'énergie pour environ 185 pays. Charbon, coke, pétrole, gaz naturel et électricité, énergie nucléaire et géothermique.

\* *Coûts et tarifs de l'électricité : étude générale.* Décembre 1972. 230 p. 5 dollars. (ONU/ST/ECA/156.)

Les influences affectant les coûts. Exemples pris dans 25 pays.



### *Agriculture, produits de base*

*Rapport du Séminaire sur la coopération économique et le commerce intra-sous-régional dans le secteur de l'agriculture en Afrique de l'Ouest.* 16 janvier 1973. 33 p. (ONU/E/CN.14/566.)

Analyse des formes de coopération actuellement pratiquées dans la sous-région.

\* *Index des décisions des conférences et des conseils, 1945-1972.* 1973. 498 p. (FAO/MD/D5920/E/6.73/1/3100.)

*Rapport et perspectives sur les produits, 1972-1973.* 1973. 284 p. 7,50 dollars. (FAO.)

Situation et perspectives générales des produits. Tendances et problèmes du commerce international. Situation et perspective par produits.

*Agriculture : rapport de la réunion intergouvernementale chargée d'étudier la création d'un fonds asiatique pour le commerce du riz.* 20 mars 1973. 18 p. (ONU/E/CN.11/L.373.)

Texte du projet.

*Politiques nationales céréalières, 1972.* 1973. 230 p. 4 dollars. (FAO.)

[St.] Couvre tous les pays membres de la FAO.

\* GRIFFIN, Keith. *La révolution verte : analyse économique.* Octobre 1972. 153 p. (ONU/IRDS.)

[St.] L'influence de la mécanisation et de l'utilisation intensive des engrais sur la production agricole mondiale.

### *Construction, industrie, transports*

*Rapport du groupe spécial de la CEA pour le financement du logement de la construction et de l'aménagement du territoire.* 21 décembre 1972. 71 p. (ONU/E/CN.14/585.)

État de la situation dans toute l'Afrique. Recommandations aux gouvernements.

*Les transports maritimes dans les années 70.* Août 1972. 42 p. 1 dollar. (ONU/TD/177.)

Bilan et perspectives. La stratégie internationale au développement des transports maritimes.

### *Coopération économique*

*Coopération régionale. Étude des structures régionales. Rapport du Secrétaire général.* 15 novembre 1972. 36 p. (ONU/E/5127.)

Les structures régionales actuelles. Moyens d'encourager la coopération. Activités des institutions spécialisées sur ce point.

*Coopération régionale. Efforts des Nations Unies pour la promotion et le développement des exportations. Rapport du Secrétaire général.* 8 mars 1973. 23 p. (ONU/E/5254.)

Rapports d'activité dans ce domaine des 4 commissions économiques régionales et de 9 institutions spécialisées pour 1971-1972. Projets pour 1973-1974.

*Rapport du groupe d'experts sur la coopération économique intra-africaine et les relations de l'Afrique avec la CEE.* 6 mars 1973. 15 p. (ONU/E/CN.14/584.)

[Bl.] Liste des documents diffusés sur ce sujet par ce groupe.

\* *L'impact des communautés économiques de pays développés sur le commerce international, y compris le commerce des pays en voie de développement. Étude comparée des communautés les plus importantes. Rapport du Secrétaire général de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement.* 28 mars 1972. 18 p., tabl. (ONU/TD/131.)

[St.] L'AELE, la CEE et le COMECON : comparaisons. Rôles des pays membres dans chaque groupement. Relation avec le tiers monde au cours des années 1960-1970.

### **Société, conditions de vie et de travail, emploi, politique sociale**

#### *Planification sociale, développement social*

*Développement social. Promotion du mouvement coopératif pendant la II<sup>e</sup> Décennie des Nations Unies pour le développement. Rapport intérimaire du Secrétaire général.* 21 février 1973. (ONU/E/5246.)

*Examen et évaluation de la stratégie internationale du développement pour la II<sup>e</sup> Décennie des Nations Unies pour le développement. Rapport du Secrétaire général. Objectifs sociaux et politiques, et programmes connexes dans les plans nationaux de certains pays en voie de développement pour la II<sup>e</sup> Décennie des Nations Unies pour le développement.* 27 octobre 1972. 48 p. (ONU/E/CN.5/476.)

Recommandations concernant la participation de la population aux efforts de développement et aux décisions. Les fruits du développement et leur répartition.

*Rapports sur l'expérience des pays quant à la réalisation de transformations sociales et économiques de grande portée aux fins du progrès*

*social. Rapport du Secrétaire général.* 8 décembre 1972. 180 p. (ONU/E/CN.5/478, add. 1, 2, 3.)

Réponses de 50 gouvernements au sujet de leur politique sociale.

*Intégration des femmes au développement. Rapport du Secrétaire général.* 14 novembre 1972. 9 p. (ONU/CN.5/481.)

Rôle de la femme dans la société rurale, l'entreprise, la famille. Recommandations.

\* *Études sur le développement social au Moyen-Orient : 1971.* Mars 1973. 106 p. 3 dollars. (ONU/ST/ECA/175.)

Les problèmes liés à la jeunesse, au logement et à la construction. La réforme agraire. La sécurité sociale dans l'industrie.

\* *Planification du développement de la jeunesse : l'expérience de Hong-kong.* Février 1973. 59 p. 2,50 dollars. (ONU/TAO/HOK/1.)

#### Politique sociale

*Les personnes âgées et l'évolution sociale. Rapport intérimaire du Secrétaire général.* 4 décembre 1972. 10 p. (ONU/E/CN.5/482.)

Tendances démographiques et incidences sociales du vieillissement de la population dans les pays développés.

*Les entreprises multinationales et la politique sociale.* 1973. 192 p. 17,50 francs suisses. (OIT.)

Nature et importance des entreprises multinationales. Leurs relations avec la main-d'œuvre. Les conditions de travail qui y sont pratiquées. Les relations professionnelles dans ce contexte. Les normes de l'OIT. Rapport d'une réunion de l'OIT sur ce sujet.

*La politique de l'emploi au cours de la II<sup>e</sup> Décennie pour le développement. Positions communes des institutions des Nations Unies.* 1973. 50 p. 8 francs suisses. (OIT.)

Caractéristiques d'une politique concertée de l'emploi. Évaluation.

*Travailleurs migrants. Rapport VII (1). Conférence internationale du travail (Genève, 1974).* 1973. 84 p. 12,50 francs suisses. (OIT.)

Les migrations de travail. Abus. Les politiques sociales pratiquées. Les normes internationales d'emploi et de résidence.

BAIROCH, Paul. *Le chômage urbain dans les pays en voie de développement.* 1973. 99 p. 12 francs suisses. (OIT.)

La nature du problème. Facteurs du chômage urbain. L'inflation. L'exode rural. Recommandations.

#### Services sociaux

*L'inspection du travail. Sa mission. Ses méthodes.* 1973. 252 p. 16 francs suisses. (OIT.)

La mission : responsabilités techniques, juridiques, économiques, sociales et administratives. Méthodes et règles pratiques. Élaboration des statistiques.

*Encyclopédie de médecine, hygiène et sécurité du travail.* Vol. I : A-K. 1973. 893 p. (OIT.)

[St., Bl.] Répertoire des facteurs d'accidents et de maladie du travail. Les diverses techniques, les divers produits et les risques qui leur correspondent.

#### Problèmes du travail, condition de travail

\* *Répertoire des instituts de relations du travail.* 1973. 248 p. 17,50 francs suisses. (OIT.)

Liste par pays. Informations générales. Activités d'enseignement et de recherche. Conditions d'admission. Publications.

\* *Structures et fonctions des instituts de relations du travail.* 1973. 15 francs suisses. (OIT.)

Par région : Amérique du Nord et Amérique du Sud, Asie, Europe de l'Ouest et Europe de l'Est, Afrique. Organisations, activités, recherches de ces instituts.

*Age minimum d'admission à l'emploi. Rapport IV (2). Conférence internationale du travail (1973).* 1973. 61 p. 10 francs suisses. (OIT.)

Réponses des gouvernements. Textes de projets de conventions et de recommandations.

*Répercussions sociales des nouvelles méthodes de manutention (docks). Rapport V (2). Conférence internationale du travail (1973).* 1973. 49 p. 10 francs suisses. (OIT.)

Réponses des gouvernements et commentaires. Projets de convention et de recommandation proposés à la conférence.

*Les organisations de travailleurs ruraux et leur rôle dans le développement économique et social. Rapport VI (1). Conférence internationale du travail.* 1973. 74 p. 12,50 francs suisses. (OIT.)

Principaux problèmes actuels des travailleurs ruraux. Organisations selon l'origine des membres et le genre d'activités. Les obstacles à leur développement. Les mesures à prendre pour intensifier la participation de ces organisations au développement.

*Deuxième réunion technique tripartite pour l'industrie du bois (forêt) : rapport général. Suites données aux conclusions de la première réunion.* 1973. 76 p. 10 francs suisses. (OIT.)

Mesures prises dans les différents pays : accidents,



conditions de vie, de travail, relations entre travailleurs et employeurs. Mesures prises par l'OIT. Enquêtes.

*Deuxième réunion technique tripartite pour l'industrie du bois (forêt) : problèmes relatifs à la stabilité de l'emploi dans l'industrie du bois, Genève, 1973.* 1973. 59 p. 10 francs suisses. (OIT.)

Structure de l'emploi. Facteurs principaux de l'instabilité de l'emploi, notamment la rationalisation. Comparaison entre pays industrialisés et pays en voie de développement.

*Rapport général : événements et progrès récents dans l'industrie textile. Neuvième session du Comité des textiles.* 1973. 137 p. 12,50 francs suisses. (OIT.)

[St.] Situation des diverses branches de cette industrie. Aspects sociaux : chômage, salaires, durée du travail. Tendances récentes de négociations collectives.

*Sécurité et hygiène dans l'industrie textile. Neuvième session du Comité des textiles.* 1973. 54 p. 8 francs suisses. (OIT.)

*Industrialisation et salaires au Japon.* 1973. 45 p. 8 francs suisses. (OIT.)

Avant et après 1945. Tendances générales. Recommandations.

## Questions juridiques et politiques, droits de l'homme

### Droit international

*Annuaire de la Commission des Nations Unies du droit international.* Vol. III : 1972. Mars 1973. 311 p. 6,50 dollars. (ONU/A/CN.9/SER/A/1972.)

Les événements ayant marqué l'évolution du droit international au cours de 1972. Examen de sujets spéciaux. La vente internationale de biens, les paiements internationaux, l'arbitrage commercial, la législation internationale sur les transports maritimes.

*Commentaire relatif au Projet de convention concernant la prescription en cas de vente internationale d'objets mobiliers corporels.* 6 novembre 1972. 68 p. (ONU/A/CN.9/73.)

*Paiements internationaux. Effets de commerce. Projet de loi uniforme sur les lettres de change internationales et les billets à ordre internationaux. Rapport du groupe de travail des effets de commerce internationaux sur sa première session.* 30 janvier 1973. 34 p. (ONU/CN.9/77.)

\* *Les traités fiscaux conclus entre les pays développés et pays en voie de développement. Troisième rapport.* Novembre 1972. 147 p. 3,50 dollars. (ONU/ST/ECA/168.)

La taxation des transporteurs. La fraude fiscale internationale. Les royalties.

### Paix, indépendance

*La jeunesse, son éducation dans le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales, ses problèmes et ses besoins, et sa participation active au développement national et à la coopération internationale. Application de la déclaration concernant la promotion parmi les jeunes des idéaux de paix, de respect mutuel et de compréhension entre les peuples. Rapport du Secrétaire général.* 1<sup>er</sup> novembre 1972. 15 p. (ONU/A/8782/ADD. 13.)

Observations communiquées par trois gouvernements : États-Unis, notamment (Conférence de la Maison Blanche sur la jeunesse, avril 1970), Barbades, Grèce.

*Rapport de la mission de visite des Nations Unies chargée d'observer les élections à la Chambre d'assemblée du Papua-Nouvelle-Guinée en 1972, et résolution y afférente du Conseil de tutelle.* Novembre 1972. 47 p. 1,50 dollar. (ONU/T/1739.)

Le pays, le mandat, les élections : observations et recommandations de la mission. Un cas de société en transition.

### Droits de l'homme, discrimination

\* *Élimination de toute forme de discrimination raciale. Année internationale d'action contre le racisme et la discrimination raciale.* 25 octobre 1972. 52 p. (ONU/A/8813.)

Réponses d'environ 50 gouvernements, d'organes des Nations Unies et d'institutions spécialisées, au sujet des mesures prises à l'occasion de l'Année internationale.

*La peine capitale. Rapport du Secrétaire général.* 23 février 1973. 30 p. (ONU/E/5242.)

[St.] La situation actuelle. Les garanties accordées aux accusés. Le droit et la pratique. Liste des pays ayant aboli la peine de mort, en droit et en fait. Pays qui la maintiennent.

*Séminaire sur les droits de l'homme et le progrès de la science et de la technique, Vienne, Autriche, 19 juin - 1<sup>er</sup> juillet 1972.* 33 p. (ONU/ST/TAO/HR/45.)

Conséquences de l'évolution des techniques sur les divers droits de l'homme, notamment la vie privée. Mesures de protection à prendre.

- Commission des droits de l'homme. Question de la jouissance des droits économiques, sociaux et culturels proclamés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, et étude des problèmes particuliers relatifs aux droits de l'homme dans les pays en voie de développement. Note du Secrétaire général.* 10 novembre 1972. 33 p. (ONU/E/CN.4/1023/ADD. 6.)
- Informations venues des gouvernements et des institutions spécialisées.
- Rapports périodiques sur les droits de l'homme. Rapports sur les droits civils et politiques, y compris le droit à l'autodétermination et le droit à l'indépendance pour la période allant du 1<sup>er</sup> juillet 1968 au 30 juin 1971, présentés par les institutions spécialisées conformément à la résolution 1074 (XXXIX) du Conseil économique et social.* 6 juillet 1972. Environ 24 p. (ONU/E/CN.4/1100, plus add. 1.)
- Réponses de l'OIT, de l'Unesco et de l'OMM.
- Rapport de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et contre la protection des minorités à la Commission des droits de l'homme sur les travaux de sa 25<sup>e</sup> session (New York, 14 août - 1<sup>er</sup> septembre 1972).* 28 septembre 1972. 71 p. (ONU/E/CN.4/1101.)
- Rapports périodiques sur les droits de l'homme. Table des matières analytiques et index par pays des rapports relatifs aux droits civils et politiques. Note du Secrétaire général.* 3 janvier 1973. 15 p. (ONU/E/CN.4/1102.)
- [Bl.] Bibliographie des documents des Nations Unies relatifs aux droits civils et politiques, parus en 1968-1970. Table des matières analytique et index par pays.
- Examen des études sur les problèmes des relations raciales ainsi que sur la création et le maintien d'attitudes racistes. Rapport du Secrétaire général.* 14 novembre 1972. 68 p. (ONU/E/CN.4/1105.)
- L'élargissement du fossé. Étude sur la jouissance des droits économiques, sociaux et culturels par M. M. Ganji, rapporteur spécial de la Commission des droits de l'homme. Préface et introduction, première partie.* 17 janvier-5 février 1973. 136 p. (ONU/E/CN.4/1108, plus add. 1 à 9.)
- Étude sur l'égalité dans l'administration de la justice. Rapport du Secrétaire général.* 12 janvier 1973. 72 p. (ONU/E/CN.4/1112, plus add.)
- Commentaires de 23 gouvernements.
- Droits de l'homme et progrès de la science et de la technique. Conséquences des progrès scientifiques et techniques sur les droits économiques sociaux et culturels. Rapport du Secrétaire général.* 24 janvier 1973. 38 p. (ONU/E/CN.4/1115.)
- L'influence positive et négative de ces facteurs sur le droit au travail (conditions, salaires, syndicats) et au logement.
- Droits de l'homme et progrès de la science et de la technique. Respect de la vie privée des individus et de l'intégrité et de la souveraineté des nations face au progrès des techniques d'enregistrement et autres. Rapport du Secrétaire général.* 23 janvier 1973. 82 p. (ONU/E/CN.4/1116/, plus add. 3.)
- Droits de l'homme et progrès de la science et de la technique. Respect de la vie privée des individus et de l'intégrité et de la souveraineté des nations face au progrès des techniques d'enregistrement et autres. Rapport du Secrétaire général.* 5 mars 1973. (ONU/E/CN.4/1116/add. 2.)
- Règlements actuels concernant les dispositifs d'écoute et de prise de vue. Mesures à prendre.
- Administration publique*
- Répertoire des institutions et organismes nationaux compétents en matière d'amélioration de l'administration publique.* Édition révisée. Février 1973. 59 p. (ONU/ST/TAO/M/47/Rev. 1.)
- Séminaire interrégional sur le traitement électronique de l'information dans l'administration publique.* Mars 1973. 262 p. 6 dollars. (ONU/ST/TAO/M/63/add. 1.)
- Le point de la situation fait par des experts des cinq continents. Les problèmes des pays en voie de développement.
- Rapport du séminaire interrégional sur le traitement électronique de l'information dans l'administration publique.* Vol. I : *Rapport et documents techniques.* 22-30 novembre 1971. 172 p. 4 dollars. (ONU/ST/TAO/SER/C/138.)
- Adoption, application, organisation et gestion de l'informatique dans l'administration, particulièrement en ce qui concerne les pays en voie de développement. La coopération technique.
- \* *Rapport de la réunion d'experts sur l'administration des entreprises publiques.* 19 janvier 1973. 26 p. (ONU/E/CN.12/946.)
- Les entreprises publiques en Amérique latine. Leur administration.



### *Protection sociale, délinquance*

- \* *Vers une politique de planification de la défense sociale.* Novembre 1972. 112 p. 3 dollars. (ONU/ST/SOA/114.)

La prévention des crimes et le traitement des criminels. Le rôle et la place des mesures de planification dans ces domaines. La politique des Nations Unies.

*Programme de travail pour 1974-1975 et rapport d'activité pour 1971-1972. Rapport du Secrétaire général sur la Conférence des ministres européens responsables de la protection sociale.* 1<sup>er</sup> décembre 1972. 7 p. (ONU/E/CN.5/479.)

- \* *L'évaluation et l'amélioration des programmes de formation du personnel de la protection sociale.* Préparé par R. W. Burnham, Institut de recherche des Nations Unies sur la protection sociale. 33 p. (ONU/IRPS/2.)
- \* *Perception des déviances. Suggestions pour la recherche transculturelle.* Préparé par G. Newman, Institut de recherche des Nations Unies sur la protection sociale. 1972. 86 p. (ONU/IRPS/3.)

### *Réfugiés*

*Rapport du haut-commissaire des Nations Unies pour les réfugiés.* Septembre 1972. 61 p. (ONU/A/8712.)

[St.] La protection internationale des réfugiés. Les principes généraux, le point de la situation. L'assistance matérielle en Afrique, notamment au Burundi, en Asie, en Europe et en Amérique latine.

### **Éducation, science**

#### *Recherches sur la paix et les conflits*

*Répertoire international des institutions de recherches sur la paix et les conflits.* 98 p. 1973. 10 francs ; 3,20 dollars. (Unesco. Rapports et documents de sciences sociales, n° 28.)

[St., Bl.] Édition complétée et mise à jour d'un premier répertoire paru en 1968. Depuis lors, le nombre des institutions s'occupant de recherches sur la paix et les conflits a quintuplé. Délimitation théorique de ce champ d'étude par Johan Galtung. Évolution et tendances des recherches (1965-1971) par Philip P. Everts. Liste des institutions cataloguées avec indications succinctes sur leur organisation et leurs activités. Sélection de périodiques spécialisés.

#### *Éducation*

*La formation du personnel de l'alphabétisation fonctionnelle. Guide pratique.* 1973. 110 p. 12 francs ; 3,85 dollars. (Unesco, Programme expérimental mondial d'alphabétisation.)

L'alphabétisation fonctionnelle conçue comme un moyen de développement. Les méthodes les plus efficaces, décrites d'après des exemples concrets.

- \* *Méthodes d'enseignement de la lecture.* Sous la direction de Ralph C. Staiger. 1973. 213 p. 30 francs ; 7,50 dollars. (Unesco-GINN.)

[Bl.] Recueil d'études sur l'évolution de ces méthodes dans l'enseignement primaire.

*Répertoire international d'enseignement programmé.* 1973. 191 p. 18 francs ; 5,75 dollars. (Unesco.)

Établi sous la direction du Centre de documentation sur l'enseignement programmé de l'Institut national pour la formation des adultes (Paris) et révisé avec l'aide du Centre international de perfectionnement professionnel et technique de Turin. Couvre en fait l'ensemble du domaine correspondant à la mise à profit de la technologie moderne à des fins éducatives. Liste, par pays, d'instituts, associations, éditeurs, périodiques spécialisés. Bibliographie d'ouvrages et articles parus depuis 1968. Congrès et autres réunions. Recherches réalisées ou en cours.

- \* BLAUG, Mark. *L'éducation et le problème de l'emploi dans les pays en voie de développement.* 1973. 81 p. 12 francs suisses. (OIT.)

Conclusions auxquelles est parvenue l'économie de l'éducation en ce qui concerne le lien entre éducation et formes de l'emploi. Solutions traditionnelles et nouvelles.

## Livres reçus

### Sciences sociales

- CLARK, Terry Nichols. *Prophets and patrons: the French university and the emergence of the social sciences*. Cambridge, Mass., Harvard University Press, 1973. 282 p., fig., tabl., graph., index.
- NATANSON, Maurice (dir. pub.). *Phenomenology and the social sciences*. Evanston, Northwestern University Press, 1973. 2 vol. bibliogr., index.
- PESTIEAU, Joseph. *Essai contre le défaitisme politique*. Montréal, Les presses de l'université, 1973. 255 p., bibliogr., index.
- WIGGINS, Lee M. *Panel analysis, latent probability models for attitude and behavior processes*. Amsterdam, Elsevier Scientific Publishing Company, 1973. 225 p., tabl., bibliogr., index.
- cautions, 1973. 351 p., cartes, bibliogr., index. 6,25 livres sterling.
- HUND, Wulf D. *Strukturalismus, Ideologie, und Dogmengeschichte*. Darmstadt, Hermann Luchterhand Verlag, 1973. 526 p., index. 48 marks.
- KAUFMANN, Franz-Xaver. *Sicherheit, als soziologisches und sozialpolitisches Problem*. 2<sup>e</sup> éd. rév. Stuttgart, Enke Verlag, 1973. 407 p., tabl., graph.
- Lexikon zur Soziologie*, Herausgegeben von Werner Fuchs, Rolf Klima, Rüdiger Lautmann, Otthein Rammstedt, Hans Wienold. Opladen, Westdeutscher Verlag, 1973. 783 p. 45 marks.
- MACQUEEN, Donald R. *Understanding sociology through research*. Reading, Mass., Addison-Wesley Publishing Company, 1973. XIX+539 p., tabl., graph. 5,50 dollars des États-Unis.

### Sociologie. Psychologie sociale

- AL-WARDI, Ali. *Soziologie des nomadentums. Studie über die iraqische Gesellschaft*. Darmstadt, Herman Luchterhand Verlag, 1972. 455 p. 42 marks.
- BIAREZ, Sylvie, et al. *Institution communale et pouvoir politique : le cas de Roanne*. Avec la collaboration de Pierre Kukawka. Paris, La Haye : Mouton, 1973. 208 p., bibliogr., tabl.
- BOUDON, Raymond. *Mathematical structures of social mobility*. Amsterdam, Elsevier Scientific Publishing Company, 1973. 168 p., fig., tabl., bibliogr., index. 35 florins ; 12 dollars des États-Unis.
- COING, Henri. *Rénovation urbaine et changement social : l'ilot n° 4, Paris-13<sup>e</sup>*. Paris, Les éditions ouvrières, 1973. 303 p., tabl., cartes, bibliogr.
- DURKHEIM, Émile. *Erziehung, Moral und Gesellschaft*. Introduction de Paul Fauconnet, traduction et édition de Ludwig Schmidts. Darmstadt, Hermann Luchterhand Verlag, 1973. 339 p. 34 marks.
- FRIEDMANN, John. *Urbanization, planning, and national development*. London, Sage Publications, 1973. 351 p., cartes, bibliogr., index. 6,25 livres sterling.
- PAUSEWANG, Siegfried. *Methods and concepts of social research in a rural developing society: a critical appraisal based on experience in Ethiopia*. München, Weltforum Verlag, 1973. 214 p.
- PIMENTEL SEVILLA, Carmen. *Vidas marginales*. Santiago de Chile, Editorial Universitaria, 1972. 297 p., photos.
- RAYNAUT, Claude. *Structures normatives et relations électorales. Étude d'une communauté villageoise haoussa*. Paris, Mouton, 1972. 314 p., illus., tabl., cartes, bibliogr., index.
- REZSOHAZY, Rudolf. *Action et changement, méthode d'analyse des dynamismes sociaux et historiques*. Louvain, Institut des sciences politiques et sociales, 1973, 69 p., fig.
- ROUSSEAU, G. et G. *La communication*. Toulouse, Édouard Privat, 1973. 178 p., fig.
- SPECK, Ross V., et al. *The new families: youth communes, and the politics of drugs*. New York, Basic Books, Inc., 1972. 190 p., index.
- TARDE, Gabriel. *Écrits de psychologie sociale*. Toulouse, Édouard Privat, 1973. 202 p.
- THIRY, Jean-Pierre. *Théories sur le phénomène urbain*. Bruxelles, Office international de librairie, 1973. 253 p., bibliogr. 400 francs belges.



WIEHN, Erhard R. *Ungleichheit unster Menschen als soziologisches Problem*. Konstanz, Konstanzer Universitäts Verlag, 1973. 66 p.

### Statistiques. Démographie

- COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES. OFFICE STATISTIQUE. *Statistiques de base de la communauté*. Luxembourg, Office des publications officielles des communautés européennes, 1972. 218 p., tabl.
- DAVIS, Kingsley. *World urbanization 1950-1970*. Vol. II : *Analysis of trends, relationships and development*. Berkeley, Institute of International Studies, University of California, 1972. Tabl., graph. (Population monograph series, n° 9.) 3 dollars des États-Unis.
- KUMAR, Joginder. *Population and land in world agriculture: recent trends and relationships*. Berkeley, Institute of International Studies, University of California, 1973. 318 p., tabl., bibliogr. (Population monograph series, n° 12.) 3,95 dollars des États-Unis.

### Sciences politiques

- COMMISSION TO STUDY THE ORGANIZATION OF PEACE. *Building peace: reports of the Commission (1939-1972)*. Metuchen, N.J., The Scarecrow Press Inc., 1973. 2 vol.
- KLAUS, H. Gustav. *Markistische Literaturkritik in England*. Darmstadt, Hermann Luchterhand Verlag, 1973. 261 p., bibliogr., index. 10,80 marks.
- MÜNSTER, Arno. *Trotzkis Theorie der permanenten Revolution*. Darmstadt, Luchterhand Verlag, 1973. 120 p., bibliogr. 7,80 marks.
- REYNOLDS, Charles. *Theory and explanation in international politics*. London, Martin Robertson, 1973. 367 p., bibliogr., index. 5,50 livres sterling.
- STOCKHOLM INTERNATIONAL PEACE RESEARCH INSTITUTE. *The problem of chemical and biological warfare*. Vol. 2 : *CB weapons today*. Stockholm, Almqvist and Wiksell, 1973. 420 p., tabl., bibliogr., index. 5 vol. 75 couronnes suédoises.
- . *Ten years of the partial test ban treaty 1963-1973*. Stockholm, Almqvist and Wiksell, 1973. 34 p.
- TALEB IBRAHIMI, Ahmed. *De la décolonisation à la révolution culturelle. (1962-1972)*. Alger, Société nationale d'édition et de diffusion, 1973. 228 p.
- VILMAR, Fritz. *Strategien der Demokratisierung*. Band 1 : *Theorie der Praxis*. Darmstadt, Luchterhand Verlag, 1973. 463 p.

### Sciences économiques. Coopératives

- BERNOUX, Philippe ; MOTTE, Dominique ; SAGLIO, Jean. *Trois ateliers d'OS*. Paris, Les éditions ouvrières, 1973. 215 p., tabl., graph. 24 francs.
- BRÜDERLIN, Kurt. *Freiheit ohne Geldherrschaft Gerechtigkeit ohne Staatswirtschaft*. Hannover, Hans Pfeiffer Verlag GmbH, 1971. 304 p.
- HESELBACH, Walter. *Les entreprises d'intérêt général* (Instruments de politique structurale et compétitive des syndicats et coopératives). Avec un épilogue terminologique par Karl Kühne. Paris, La Haye : Mouton, 1973. 231 p., index. (École pratique des hautes études, VI<sup>e</sup> section : Sciences économiques et sociales. Recherches coopératives 8.)
- HOLBIK, Karel (dir. pub.). *Monetary policy in twelve industrial countries*. Boston, Federal Reserve Bank of Boston, 1973. XXVII+587 p., tabl., graph., bibliogr. Gratuit.
- KÜHNE, Karl. *L'entreprise d'intérêt général : un facteur correcteur des formes de marché*. Frankfurt, Europäische Verlagsanstalt, 1973. 65 p.
- LADD, Everett ; CARLL, Jr. ; LIPSET, Seymour Martin. *Professors, Unions and American higher education*. Berkeley, Carnegie Foundation for the Advancement of Teaching, 1973. 119 p. 1,75 dollar des États-Unis.
- MCQUEEN, Matthew. *The economics of development: problems and policies*. London, Weidenfeld and Nicolson, 1973. 130 p., fig., tabl., graph., bibliogr., index. Relié : 2,50 livres sterling ; broché : 1,35 livre sterling.
- MUTTI, Antonio. *Sociologia dello sviluppo e paesi sottosviluppati*. Torino, Loescher Editore, 1973. 256 p.
- TETTMAN, Borrio O. *Training for the future and after; a selected and annotated bibliography*. Bradford, Yorkshire, Institute of Scientific Business, 1973. 12 p.
- PINTO SANTA CRUZ, Anibal. *Chile, un caso de desarrollo frustrado*. 3<sup>e</sup> éd. Santiago de Chile, Editorial Universitaria, 1973. 390 p.
- HEINZ, Walter R. ; SCHÖBER, Peter. *Theorien kollektiven Verhaltens*. 2 vol. Darmstadt, Luchterhand Verlag, 1973. Vol. 1 : 9,80 marks ; vol. 2 : 7,80 marks.
- VOIGT, Dieter. *Montagearbeiter in der DDR*. Darmstadt, Luchterhand Verlag, 1973. 266 p., tabl., graph., bibliogr.
- WALLRAFF, Hermann Josef. *L'actualité d'une économie d'intérêt général opérationnelle*. Avec un épilogue terminologique par Karl Kühne. Frankfurt, Europäische Verlagsanstalt, 1973. 23 p. (Série Économie d'intérêt général, n° 5.)
- WINDSTRAND, Carl Gösta (dir. pub.). *African co-*

*operatives and efficiency.* Uppsala, The Scandinavian Institute of African Studies, 1972. 239 p., fig., tabl., bibliogr.

WINDSTRAND, Carl Gösta (dir. pub.). *Co-operatives and rural development in East Africa.* New York, Africana Publishing Corporation, 1970. 271 p., tabl.

### Droit

CENTRE DE FORMATION ET DE RECHERCHE DE L'ÉDUCATION SURVEILLÉE. *Droit de l'enfance et de la famille. Textes législatifs et réglementaires, jurisprudence et doctrine.* Vaucresson, Imprimerie administrative (Melun), 1972. 218 p.

U.S. DEPARTMENT OF HEALTH, EDUCATION AND WELFARE. *Records, computers and the rights of citizens. Report of the Secretary's Advisory Committee on Automated Data Systems.* Washington, DHEW, 1973. 346 p., bibliogr., biogr., index. (Publication n° (OS) 73-94.)

### Sciences administratives

DUNSIRE, Andrew. *Administration, the world and the science.* Bristol, Martin Robertson, 1973. 262 p., bibliogr., index. 1,50 livre sterling.

FRANÇOIS, Aimé (dir. pub.). *The application of information processing in public administration.* Brussels, International Institute of Administration Sciences, 1973. 105 p.

GRAVES, Desmond. *Management research: a cross-cultural perspective.* Amsterdam, Elsevier Scientific Publishing Company, 1973. 349 p., fig., tabl., graph., bibliogr., index.

SZAMEL, Lajod. *Legal problems of socialist public administrative management.* Budapest, Akadémiai Kiado, 1973. 233 p. 11 dollars des États-Unis.

### Aide sociale

JACOB, Pierre. *Schizophrénie et délinquance juvénile : le devenir social des grands handicapés mentaux et sociaux.* Toulouse, Édouard Privat, 1973. 272 p., tabl., graph., cartes, bibliogr.

LE MOAL, Paul ; DOMENACH, Jean-Marie ; MORVAN, Yves. *Information et relation. Le rôle actuel de la communication informative dans le travail social.* Toulouse, Édouard Privat, 1973. 121 p.

### Enseignement

CARNEGIE COMMISSION ON HIGHER EDUCATION. *Continuity and discontinuity: higher education and the schools.* New York, McGraw-Hill Book Company, 1973. 115 p.

———. *Higher education: who pays? who benefits? who should pay? A report and recommendations.* New

York, McGraw-Hill Book Company, 1973. 189 p., tabl., graph., bibliogr., 3,95 dollars des États-Unis.

MORRISON, Jack. *The rise of the arts on the American campus.* New York, McGraw-Hill Book Company, 1973. 223 p., tabl., index. (Series of profiles, n° 13.) 8,95 dollars des États-Unis.

COOMBS, Philip. H. ; PROSSER, Roy C. ; AHMED, Manzoor. *New paths to learning, for rural children and youth.* Compileur : Barbara Baird Israel. New York, International Council for Educational Development, 1973. 133 p., bibliogr., index. 2 dollars des États-Unis.

GUIGOU, Jacques. *Critique des systèmes de formation : analyse institutionnelle de diverses pratiques d'éducation des adultes.* Paris, Anthropos, 1972. 214 p., bibliogr.

LYNCH, James ; PLUNKETT, H. Dudley. *Teacher education and cultural change: England, France and Germany.* London, Linnet Books, George Allen and Unwin Ltd., 1973. 197 p., bibliogr., index.

MAIGNANT, Alain. *L'intervention sociopédagogique dans les organisations industrielles.* Paris, Mouton, 1972. 218 p.

MAZUMDAR, Vina. *Education and social change: three studies on nineteenth century India.* Simla, Indian Institute of Advanced Study, 1972. 88 p. 9 roupies.

NOT, Louis. *L'éducation des débiles mentaux : éléments pour une psychopédagogie.* Toulouse, Privat, 1973. 178 p.

PERKINS, James A. *Is the University an agent for social reform?* New York, International Council for Educational Development, 1973. 28 p. (ICED occasional paper, n° 8.)

### Anthropologie sociale et culturelle

BERDICHEWSKY SCHER, Bernardo. *En torno a los origenes del hombre americano.* Santiago de Chile, Editorial Universitaria, 1972. 163 p., illus., tabl., cartes, bibliogr.

KASHAMURA, Anicet. *Famille, sexualité et culture : essai sur les mœurs sexuelles et les cultures des peuples des Grands Lacs africains.* Paris, Payot, 1973. 214 p., cartes, bibliogr.

Yivo Bleter, *Journal of the Yivo Institute for Jewish Research*, vol. 44. New York, Yivo Institute for Jewish Research, 1973. 350 p. (En hébreu.)

### Divers

GEMZELL, Carl-Axel. *Organization, conflict; and innovation. (A study of German naval strategic planning, 1888-1940.)* Lund, Esselte Studium, 1973. 448 p. 99,75 couronnes suédoises.



JAKOBSON, Roman. *Main trends in the science of language*. London, George Allen and Unwin Ltd., 1973. 72 p., bibliogr., index.

RICHTAD, Jim; HARMS, L. S. (dir. pub.). *World communication: population communication, communication technology, communication in the future*. Papers of a conference sponsored by Communications Institute of the East-West

Center, the Social Science Research Institute, and Communications Department of the University. Honolulu, East-West Center, 1973. 96 p.

WAARDENBURG, Jacques. *Classical approaches to the study of religion*. Vol. 1 : *Introduction and anthology*. Den Haag, Mouton, 1973. 742 p. 50 florins.

---

## **« Répertoire mondial des institutions de sciences sociales »**

### **Recherche, formation supérieure, documentation et organismes professionnels**

Un service spécial de la *Revue internationale des sciences sociales*

Ce répertoire, publié en 1970, et ses suppléments contiennent des données systématiques sur plus de 1 500 institutions de recherche, de formation supérieure et de documentation, ainsi que des organismes professionnels de sciences sociales. Le répertoire est bilingue, la version anglaise figurant au recto de chaque fiche et la version française au verso. Le classement suit l'ordre alphabétique des noms d'institution pour les organismes internationaux (dans la langue appropriée), ainsi que pour les pays, qui sont classés dans l'ordre alphabétique anglais.

Les abonnés de la *Revue internationale des sciences sociales* recevront gratuitement, avec chaque numéro, un jeu de fiches concernant de nouvelles institutions ou la mise à jour des informations déjà répertoriées ; il n'y a pas d'autre service de mise à jour. Avec le présent numéro de la *Revue*, on trouvera le treizième jeu de fiches à découper et à insérer dans le répertoire original.

Les informations concernant des organismes et institutions non mentionnés dans ce répertoire ainsi que des rectificatifs aux renseignements déjà portés sur les fiches peuvent être adressés à : Centre de documentation de sciences sociales, Unesco, 7, place de Fontenoy, 75700 Paris (France).

Le répertoire peut être commandé avec ou sans reliure spéciale à anneaux de format identique à celui de la *Revue* au prix de : 36 F (sans reliure) ; 60 F (avec reliure). Les commandes peuvent être adressées directement à la Division de la distribution de l'Unesco, 7, place de Fontenoy, 75700 Paris, ou chez les agents généraux dont la liste figure à la fin de ce numéro.

---

PUBLICATIONS DE L'UNESCO : AGENTS GÉNÉRAUX

- Afrique du Sud Van Schaik's Bookstore (Pty.) Ltd., Libri Building, Church Street, P.O. Box 724, FRETORIA.
- Albanie N. Sh. Botimeve Naim Frasheri, TIRANA.
- Algérie Institut pédagogique national, 11, rue Ali-Haddad (ex-rue Zaâtcha), ALGER. Société nationale d'édition et de diffusion (SNED), 3, boulevard Zirout Youcef, ALGER.
- Allemagne (Rép. féd.) Verlag Dokumentation, Postfach 148, Jaiserstrasse 13, 8023 MUNCHEN-PULLACH. « *Le Courier* », édition allemande seulement : Bahrenfelder Chaussee 160, HAMBURG - BAHRENFELD. CCP : 27 66 50. *Pour les cartes scientifiques seulement* : GEO CENTER, D7 STUTTGART 80, Postfach 800830.
- Rép. dém. allemande Deutscher Buch-Export und Import GmbH, Leninstrasse 16, 701 LEIPZIG.
- Antilles françaises Librairie « Au Boul' Mich », 1, rue Perrinon et 66, avenue du Parquet, 972 FORT-DE-FRANCE (Martinique).
- Antilles néerlandaises G.C.T. Van Dorp & Co. (Ned. Ant.) N.V., WILLEMSTAD (Curaçao, N.A.).
- Argentine Editorial Losada, S.A., Alsina 1131, BUENOS AIRES.
- Australie *Publications* : Educational Supplies Pty. Ltd., Box 33, Post Office, Brookvale 2100, N.S.W.  
*Périodiques* : Dominic Pty. Ltd., Box 33, Post Office, Brookvale 2100 N.S.W.  
*Sous-agent* : United Nations Association of Australia, Victorian Division, 5th Floor, 134-136 Flinders St., MELBOURNE 3000.
- Autriche Verlag Georg Fromme & Co., Arbeitergasse 1-7, 1051 WIEN.
- Belgique Jean De Lannoy, 112, rue du Trône, BRUXELLES 5. CCP 708-23.
- Birmanie Trade Corporation no. (9), 550-552 Merchant Street, RANGOON.
- Bolivie Libreria Universitaria, Universidad San Francisco Xavier, apartado 212, SUCRE.
- Bésil Fundação Getúlio Vargas, Serviço de Publicações, caixa postal 21120, Praia de Botafogo 188, RIO DE JANEIRO (Guanabara).
- Bulgarie Hemus, Kantora Literatura, bd. Rousky 6, SOFIA.
- Cameroun Le Secrétaire général de la Commission nationale de la République fédérale du Cameroun pour l'Unesco, B.P. 1061, YAOUNDE.
- Canada Information Canada, OTTAWA (Ont.). *Librairies* : 640 Ouest, rue Sainte-Catherine, MONTRÉAL, 111 (Qué.) ; 1683 Barrington St., HALIFAX (N.S.) ; 393 Portage Ave., WINNIPEG (Manitoba) ; 171, rue Slater, OTTAWA (Ont.) ; 221 Yonge St., TORONTO (Ont.) ; 800 Granville St., VANCOUVER (B.C.).
- Chili Editorial Universitaria, S. A., casilla 10220, SANTIAGO.
- Chypre « MAM », Archbishop Makarios, 3rd Avenue, P.O. Box 1722, NICOSIA.
- Colombie Librería Buchholz Galería, avenida Jiménez de Quesada 8-40, apartado aéreo 49-56, BOGOTA. Distribuidora Nacional de Publicaciones, Neptuno 674, LA HABANA.
- Congo (Rép. pop.) Librería Trejos, S.A., apartado 1313, SAN JOSÉ. Teléfonos 2285 y 3200.
- Corée Librería Buchholz Galería, avenida Jiménez de Quesada 8-40, apartado aéreo 49-56, BOGOTA. Distribuidora Nacional de Publicaciones, Neptuno 674, LA HABANA.
- Costa Rica Librería Trejos, S.A., apartado 1313, SAN JOSÉ. Teléfonos 2285 y 3200.
- Côte-d'Ivoire Centre d'édition et de diffusion africaines, B.P. 4541, ABIDJAN PLATEAU.
- Cuba Distribuidora Nacional de Publicaciones, Neptuno 674, LA HABANA.
- Dahomey Librería nationale, B.P. 294, PORTO NOVO.
- Danemark Ejnar Munksgaard Ltd., 6 Nørregade, 1165 KØBENHAVN K.
- République dominicaine Librería Dominicana, Mercedes 49, apartado de correos 656, SANTO DOMINGO.
- Égypte Librairie Kasr El Nil, 38, rue Kasr El Nil, LE CAIRE. National Centre for Unesco Publications, 1 Talaat Harb Street, Tahrir Square, CAIRO.
- El Salvador Librería Cultural Salvadoreña, S.A., edificio San Martín, 6.ª calle Oriente n.º 118, SAN SALVADOR.
- Équateur Casa de la Cultura Ecuatoriana, Núcleo del Guayas, Pedro Moncayo y 9 de Octubre, casilla de correo 3542, GUAYAQUIL.
- Espagne *Toutes les publications* : Ediciones Iberoamericanas, S.A., calle de Oñate 15, MADRID 20. Distribución de Publicaciones del Consejo Superior de Investigaciones Científicas, Vitrubio 16, MADRID 6. Librería del Consejo Superior de Investigaciones Científicas, Egipcíacas 15, BARCELONA.

|                           |   |
|---------------------------|---|
|                           | « <i>Le Courrier</i> » seulement : Ediciones Liber, apartado 17, ONDARROA (Viscaya).  |
| États-Unis d'Amérique     | Unesco Publications Center, P.O. Box 433, NEW YORK, N.Y. 10016.   |
| Éthiopie                  | National Commission for Unesco, P. O. Box 2996, ADDIS ABABA.  |
| Finlande                  | Akateeminen Kirjakauppa, 2 Keskuskatu, HELSINKI.  |
| France                    | Librairie de l'Unesco, 7, place de Fontenoy, 75700 PARIS; CCP 12598-48.   |
| Ghana                     | Presbyterian Bookshop Depot Ltd., P.O. Box 195, ACCRA. Ghana Book Suppliers Ltd., P.O. Box 7869, ACCRA. The University Bookshop of Ghana, ACCRA. The University Bookshop of Cape Coast. The University Bookshop of Legon, P.O. Box 1, LEGON.  |
| Grèce                     | Anglo-Hellenic Agency, 5, Koumpari Street, ATHINA 138.  |
| Guatemala                 | Comisión Nacional de la Unesco, 6.ª calle 9.27, zona 1, GUATEMALA.  |
| Haïti                     | Librairie « A la Caravelle », 36, rue Roux, B. P. 111, PORT-AU-PRINCE.  |
| Haute-Volta               | Librairie Attie, B.P. 64, OUAGADOUGOU. Librairie catholique « Jeunesse d'Afrique », OUAGADOUGOU.  |
| Hong-kong                 | Swindon Book Co., 13-15 Lock Road, KOWLOON.   |
| Hongrie                   | Akadémiai Könyvesbolt, Váci u. 22, BUDAPEST V. A. K. V. Könyvtárosok Boltja, Népköztársaság utja 16, BUDAPEST VI.   |
| Inde                      | Orient Longman Ltd. : Nicol Road, Ballard Estate, BOMBAY 1; 17 Chittaranjan Avenue, CALCUTTA 13; 36 A Anna Salai, Mount Road, MADRAS 2; B-3/7 Asaf Ali Road, NEW DELHI 1. <i>Sous-dépôts</i> : Oxford Book and Stationery Co., 17 Park Street, CALCUTTA 16, et Scindia House, NEW DELHI; Publications Section, Ministry of Education and Social Welfare, 72 Theatre Communication Building, Connaught Place, NEW DELHI 1. |
| Indonésie                 | Indira P.T., Jl. Dr. Sam Ratulangi 37, JAKARTA.   |
| Irak                      | McKenzie's Bookshop, Al-Rashid Street, BAGHDAD. University Bookstore, University of Baghdad, P. O. Box 75, BAGHDAD.   |
| Iran                      | Commission nationale iranienne pour l'Unesco, avenue Iranchahr Chomali n° 300, B.P. 1533, TÉHÉRAN. Kharazmie Publishing and Distribution Co., 229 Daneshgah Street, Shah Avenue, P. O. Box 14/1486, TÉHÉRAN.  |
| Irlande                   | The National Press, 2 Wellington Road, Ballsbridge, DUBLIN 4.   |
| Islande                   | Snaebjörn Jonsson & Co., H. F., Hafnarstraeti 9, REYKJAVIK.   |
| Israël                    | Emanuel Brown, formerly Blumstein's Bookstores : 35 Allenby Road et 48 Nachlat Benjamin Street, TEL AVIV; 9 Shlomzion Hamalka Street, JÉRUSALEM.  |
| Italie                    | LICOSA (Libreria Commissionaria Sansoni S.p.A.), via Lamarmora 45, casella postale 552, 50121 FIRENZE.  |
| Jamaïque                  | Sangster's Book Stores Ltd., P. O. Box 366, 101 Water Lane KINGSTON.  |
| Japon                     | Maruzen Co. Ltd., P. O. Box 5050, TOKYO INTERNATIONAL, 100-31.  |
| Kenya                     | The ESA Ltd., P. O. Box 30167, NAIROBI.   |
| République khmère         | Librairie Albert Portail, 14, avenue Bouilloche, PHNOM-PENH.  |
| Koweït                    | The Kuwait Bookshop Co. Ltd., P. O. Box 2942, KUWAIT.   |
| Liban                     | Librairies Antoine A. Naufal et frères, B. P. 656, BEYROUTH.  |
| Libéria                   | Cole and Yancy Bookshops Ltd., P. O. Box 286, MONROVIA.   |
| République arabe libyenne | Agency for Development of Publication and Distribution, P. O. Box 34-35, TRIPOLI.   |
| Liechtenstein             | Eurocan Trust Reg., P. O. Box 5, SCHAAN.  |
| Luxembourg                | Librairie Paul Bruck, 22, Grande-Rue, LUXEMBOURG.   |
| Madagascar                | Commission nationale de la République malgache, Ministère de l'éducation nationale, TANANARIVE.   |
| Malaisie                  | Federal Publications Sdn Bhd., Balai Berita, 31 Jalan Riong, KUALA LUMPUR.  |
| Mali                      | Librairie populaire du Mali, B. P. 28, BAMAKO.  |
| Malte                     | Sapienza's Library, 26 Kingsway, VALLETTA.  |
| Maroc                     | <i>Toutes les publications</i> : Librairie « Aux belles images », 281, avenue Mohammed-V, RABAT (CCP 68-74). « <i>Le Courrier</i> » seulement (pour les enseignants) : Commission nationale marocaine pour l'Unesco, 20, Zenkat Mourabidine, RABAT (CCP 324-45).  |
| Maurice                   | Nalanda Co. Ltd., 30 Bourbon Street, PORT-LOUIS.  |
| Mexique                   | CILA (Centro Interamericano de Libros Académicos), Sullivan 31bis, MÉXICO 4, DF.  |
| Monaco                    | British Library, 30, boulevard des Moulins, MONTE-CARLO.  |
| Mozambique                | Salema & Carvalho Ltda., caixa postal 192, BEIRA.   |
| Nicaragua                 | Librería Cultural Nicaragüense calle 15 de Septiembre y avenida Bolívar, apartado 807, MANAGUA.   |
| Niger                     | Librairie Mauclert, B.P. 868, NIAMEY.   |
| Nigeria                   | The University Bookshope of Ife. The University Bookshop of Ibadan, P.O. Box 286, IBADAN. The University of Nsuka. The University Bookshop of Lagos. The Ahmadu Bello University Bookshop of Zaria.   |
| Norvège                   | <i>Toutes les publications</i> : Johan Grundt Tanum, Karl Johans Gate 41/43, OSLO 1.  |

- « *Le Courrier* » seulement : A/S Narvesens Litteraturtjeneste, Box 6125, OSLO 6.
- Nouvelle-Calédonie  
Nouvelle-Zélande  
Reprex, SARL, B.P. 1572, NOUMÉA.  
Government Printing Office, Government Bookshops : Rutland Street, P. O. Box 5344, AUCKLAND ; 130 Oxford Terrace, P. O. Box 1721, CHRIST-CHURCH ; Alma Street, P. O. Box 857, HAMILTON ; Princes Street, P. O. Box 1104, DUNEDIN ; Mulgrave Street, Private Bag, WELLINGTON.
- Ouganda  
Pakistan  
Uganda Bookshop, P. O. Box 145, KAMPALA.  
The West-Pak Publishing Co., Ltd., Unesco Publications House, P.O. Box 374, G.P.O., LAHORE. *Showrooms* : Urdu Bazaar, LAHORE, et, 57-58 Murree Highway, G/6-1, ISLAMABAD, Pakistan Publications Bookshop : Sarwar Road, RAWALPINDI ; Mirza Book Agency, 65 Shahrah Quaid-e-azam, P. O. Box 729, LAHORE-3.
- Paraguay  
Pays-Bas  
Melchor García, Eligio Ayala 1650, ASUNCIÓN.  
N. V. Martinus Nijhoff, Lange Voorhout 9, 's-GRAVENHAGE. Systemen Keesing, Ruysdaelstraat 71-75, AMSTERDAM.
- Pérou  
« *Le Courrier* » seulement : Editorial Losada Peruana, apartado 472, LIMA.  
*Autres publications* : Distribuidora Inca, S. A., Emilio Althaus 470, Lince, casilla 3115, LIMA.
- Philippines  
Pologne  
The Modern Book Co., 926 Rizal Avenue, P.O. Box 632, MANILA.  
Osrodek Rozpowszechniania Wydawnictw Naukowych PAN, Palac Kultury i Nauki, WARSZAWA.
- Portugal  
Rhodésie du Sud  
Roumanie  
Dias & Andrade Ltda., Livraria Portugal, rua do Carmo 70, LISBOA.  
Textbook Sales (PVT) Ltd., 67 Union Avenue, SALISBURY.  
I.C.E. LIBRI, calea Victoriei nr. 126, P.O. Box 134-135, BUCURESTI.  
*Abonnements aux périodiques* : Rompresfilatelia, calea Victoriei nr. 29, BUCURESTI.
- Royaume-Uni  
H. M. Stationery Office, P. O. Box 569, LONDON, SE1 9NH ; Government bookshops : London, Belfast, Birmingham, Bristol, Cardiff, Edinburgh, Manchester.
- Sénégal  
La Maison du livre, 13, avenue Roume, B.P. 20-60, DAKAR. Librairie Clairafrique, B.P. 2005, DAKAR. Librairie « Le Sénégal », B.P. 1594, DAKAR.
- Singapour  
Federal Publications Sdn Bhd., Times House, River Valley Road, SINGAPORE 9.
- Soudan  
Sri Lanka  
Al Bashir Bookshop, P. O. Box 1118, KHARTOUM.  
Lake House Bookshop, Sir Chittampalam Gardiner Mawata, P.O. Box 244, COLOMBO 2.
- Suède  
*Toutes les publications* : A/B C.E. Fritzes Kungl. Hovbokhandel, Fredsgatan 2, Box 16356, 103 27 STOCKHOLM 16.  
« *Le Courrier* » seulement : Svenska FN-Förbundet, Skolgränd 2, Box 150 50, S-104 65 STOCKHOLM.
- Suisse  
Europa Verlag, Rämistrasse 5, ZURICH. Librairie Payot, 6, rue Grenus, 1211 GENÈVE 11.
- Syrie  
Librairie Sayegh, Immeuble Diab, rue du Parlement, B.P. 704, DAMAS.
- Tanzanie  
Tchécoslovaquie  
Dar es Salaam Bookshop, P. O. Box 9030, DAR ES SALAAM.  
SNTL, Spalena 51, PRAHA 1 (*Exposition permanente*). Zahraniční literatura, 11 Soukenicka, PRAHA 1. *Pour la Slovaquie seulement* : Alfa Verlag, Publishers, Hurbanovo nam. 6, 89331 BRATISLAVA.
- Thaïlande  
Togo  
Suksapan Panit, Mansion 9, Rajdamnern Avenue, BANGKOK.  
Librairie évangélique, B.P. 378, LOMÉ. Librairie du Bon Pasteur, B.P. 1164, LOMÉ. Librairie moderne, B.P. 777, LOMÉ.
- Tunisie  
Turquie  
URSS  
Société tunisienne de diffusion, 5, avenue de Carthage, TUNIS.  
Librairie Hachette, 469 Istiklal Caddesi, Beyoglu, ISTANBUL.  
Mezhdunarodnaja Kniga, MOSKVA G-200.
- Uruguay  
Editorial Losada Uruguay, S. A. / Librería Losada, Maldonado 1092 / Colonia 1340, MONTEVIDEO.
- Venezuela  
Librería Historia, Monjas a Padre Sierra, edificio Oeste 2, n.º 6 (frente al Capitolio), apartado de correos 7320-101, CARACAS.
- République du Viêt-nam  
Yougoslavie  
Librairie-papeterie Xuân-Thu, 185-193, rue Tu-Do, B. P. 283, SAIGON.  
Jugoslovenska Knjiga, Terazije 27, BEOGRAD. Drzavna Založba Slovenije, Mestni Trg. 26, LJUBLJANA.
- Zaïre  
La Librairie, Institut politique congolais, B.P. 2307, KINSHASA.  
Commission nationale de la République du Zaïre pour l'Unesco, Ministère de l'éducation nationale, KINSHASA.

#### BONS DE LIVRES DE L'UNESCO

Utilisez les bons de livres de l'Unesco pour acheter des ouvrages et des périodiques de caractère éducatif, scientifique ou culturel. Pour tout renseignement complémentaire, veuillez vous adresser au Service des bons de l'Unesco, 7, place de Fontenoy, 75700 Paris.

## Les numéros parus<sup>1</sup>

De 1949 jusqu'à la fin de 1958, cette *Revue* a été publiée sous le titre de *Bulletin international des sciences sociales*, dont tous les numéros n'étaient pas consacrés à un sujet principal.

Les microfilms et des microfiches peuvent être obtenus des University Microfilms Inc., 300 N. Zeeb Road, Ann Arbor, Michigan 48106 (États-Unis d'Amérique), et les réimpressions de la Kraus Reprint Corporation, 16 East 46th Street, New York 10017, N. Y. (États-Unis d'Amérique).

### *Vol. XI, 1959*

- N° 1 \*Aspects sociaux de la santé mentale
- N° 2 \*L'enseignement des sciences sociales en URSS
- N° 3 \*Étude et pratique de la planification
- N° 4 \*Nomades et nomadismes en zone aride

### *Vol. XII, 1960*

- N° 1 \*La participation des citoyens à la vie politique et sociale
- N° 2 \*L'apport des sciences sociales à la coopération pacifique
- N° 3 \*Progrès technique et décision politique
- N° 4 \*Aspects sociologiques du loisir

### *Vol. XIII, 1961*

- N° 1 La démocratisation du Japon dans l'après-guerre
- N° 2 Recherches récentes en matière de relations raciales
- N° 3 \*La Commune yougoslave
- N° 4 La profession parlementaire

### *Vol. XIV, 1962*

- N° 1 \*Images de la femme dans la société
- N° 2 Communication et information
- N° 3 \*Changements dans les structures familiales
- N° 4 \*Aspects économiques de l'éducation

### *Vol. XV, 1963*

- N° 1 Études des opinions dans les pays en voie de développement
- N° 2 \*Compromis et résolution des conflits
- N° 3 \*Le troisième âge
- N° 4 \*Sociologie du développement en Amérique latine

### *Vol. XVI, 1964*

- N° 1 \*Les données dans la recherche comparative
- N° 2 Les élites et la croissance économique
- N° 3 \*Aspects sociaux du développement des ressources africaines
- N° 4 Problèmes posés par une étude des sciences sociales et humaines

### *Vol. XVII, 1965*

- N° 1 \*Présence de Max Weber — Aspects biologiques de la question raciale
- N° 2 Études de population
- N° 3 \*Recherches sur la paix
- N° 4 \*Histoire et sciences sociales

### *Vol. XVIII, 1966*

- N° 1 \*Évolution des droits de l'homme
- N° 2 \*Méthodes modernes en criminologie
- N° 3 \*Science et technologie : facteurs de développement
- N° 4 \*Sciences sociales et aménagement du territoire

1. Les numéros marqués d'un astérisque sont épuisés.

*Vol. XIX, 1967*

- N° 1 \*Linguistique et communication
- N° 2 Périodiques en sciences sociales
- N° 3 \*Fonctions sociales de l'éducation
- N° 4 \*Sociologie de la création littéraire

*Vol. XX, 1968*

- N° 1 \*L'administration des entreprises : théorie, formation et pratique
- N° 2 \*La recherche orientée multidisciplinaire
- N° 3 \*Motivations et processus de modernisation
- N° 4 \*Les arts dans la société

*Vol. XXI, 1969*

- N° 1 \*L'administration publique en évolution
- N° 2 \*Contributions à l'étude de problèmes ruraux
- N° 3 \*Les sciences sociales dans le tiers monde
- N° 4 \*La futurologie

*Vol. XXII, 1970*

- N° 1 \*Sociologie de la science
- N° 2 \*Vers une politique de la recherche sociale
- N° 3 Tendances de la science juridique
- N° 4 \*Maîtriser l'environnement de l'homme

*Vol. XXIII, 1971*

- N° 1 Comprendre l'agressivité
- N° 2 L'information et la documentation dans les sciences sociales
- N° 3 L'édification nationale dans diverses régions
- N° 4 Dimensions de la situation raciale

*Vol. XXIV, 1972*

- N° 1 Études du développement
- N° 2 La jeunesse : une force sociale ?
- N° 3 La protection de la vie privée
- N° 4 Éthique et institutionnalisation dans les sciences sociales

*Vol. XXV, 1973*

- N° 1/2 Portraits autobiographiques
- N° 3 L'évaluation sociale de la technologie
- N° 4 Psychologie et psychiatrie au carrefour